

Un pétrolier fait naufrage au large de l'île de Batz

Il transportait
28 000 tonnes de carburant
LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F.

Algérie, 1,30 F.; Maroc, 2 F.; Tunisie, 2 F.;
Allemagne, 1,30 F.; Belgique, 1,30 F.;
Canada, 2,50 F.; Côte d'Ivoire, 2,50 F.;
Danemark, 2,50 F.; Espagne, 2,50 F.;
Grèce, 2,50 F.; Italie, 2,50 F.; Japon, 2,50 F.;
Liban, 2,50 F.; Luxembourg, 2,50 F.;
Norvège, 2,50 F.; Pays-Bas, 2,50 F.; Portugal,
2,50 F.; Royaume-Uni, 2,50 F.; Suède, 2,50 F.;
Suisse, 2,50 F.; U.S.A., 2,50 F.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS CEDEX 09

C.C.P. 4297-22 PARIS

Tél. Paris 26-72-23

La remise des otages aux autorités iraniennes

Le dilemme de M. Bani Sadr

La décision des « étudiants islamiques » de remettre leurs otages au Conseil de la révolution constitue une nouvelle et importante victoire de M. Bani Sadr sur les « pouvoirs parallèles » qui, depuis son élection à la présidence de la République en janvier dernier, limitaient singulièrement son autorité. L'élection triomphale du président de la République avait d'ailleurs donné le signal du début des « étudiants islamiques » qui, après avoir fait figure de « centre de décision », voyaient leur influence se rétrécir graduellement et étaient, plus qu'un simple groupe de pression. L'attitude de l'imam Khomeiny a été décisive dans cette évolution. Pressé par les « étudiants » qui se réclamaient de lui de condamner « toute tentative de compromis », il a pris position nettement pour le nouveau président de la République. Ce dernier n'a jamais caché qu'il était en faveur d'un règlement rapide et honorable du problème des otages, tout en réaffirmant à plusieurs reprises, non sans raison, son opposition de principe à des opérations de ce genre. L'imam Khomeiny vient d'ailleurs de fournir une nouvelle preuve de son souci d'appuyer l'action de M. Bani Sadr en ordonnant la fermeture des bureaux de son secrétariat personnel à Qom, « afin que ne persistent plus plusieurs centres de décision » en République islamique. Il avait déjà considérablement renforcé, en février dernier, les pouvoirs du nouveau président de la République en nommant à la tête du commandement des forces armées.

C'est donc un homme de main en moins contre les « étudiants islamiques » et jouissant de l'appui du tout-puissant imam qui va pouvoir désormais s'atteler à la tâche délicate de résoudre le problème des otages. Sa mission ne sera cependant pas aisée, et nul ne s'attend à une mesure de libération rapide. En principe, le sort des otages ne pourra être réglé — ainsi que l'a déclaré récemment l'imam Khomeiny — que par le Parlement qui sera fin mars et qui ne pourra s'écarter avant la mi-avril. Toutefois, l'action du président de la République demeurera déterminante. Il ne fait pas de doute que les « étudiants islamiques », qui ont probablement cédé aux injonctions de l'imam, ne désarmeront pas et poursuivront leur action sous d'autres formes pour modifier l'opinion au sein d'une affaire qui, au fil des jours, est devenue un problème national intéressant au plus haut degré l'ensemble du peuple iranien. Il ne sera pas facile à M. Bani Sadr d'abandonner les trois conditions qu'il a lui-même posées pour la libération des otages, et dont l'une au moins — réclamation des États-Unis une autorité publique au sujet de leurs ingérences en Iran sous le régime du chah — paraît difficilement acceptable par Washington.

La position de M. Bani Sadr est d'autant plus malaisée que la subtile décision des « étudiants islamiques » de lui remettre les otages rend sa position plus vulnérable sur le plan international. Les otages ne se trouvent plus désormais entre des « mains incontrôlées » mais sous la garde d'un gouvernement légal qui peut difficilement justifier le maintien d'une situation allant à l'encontre de toutes les normes internationales reconnues. D'autre part, en relâchant les otages sans avoir obtenu en contrepartie une satisfaction, tout au moins partielle, des demandes de l'Iran, il risque fort de devenir impopulaire dans le pays. M. Bani Sadr fait donc face à un dilemme de taille.

LES DATES DE VACANCES
1980-1981
ACADÉMIE PAR ACADÉMIE
Lire dans notre supplément
des loisirs et du tourisme
pages 26 et 27.

Washington accueille avec prudence le geste des « étudiants islamiques » La commission internationale d'enquête prolonge son séjour à Téhéran

Le gouvernement américain a accueilli avec espoir, mais aussi avec une extrême prudence, la décision des « étudiants islamiques » de remettre les otages détenus dans les locaux de son ambassade au Conseil de la révolution. « Il est inutile de réagir à des déclarations ou à des promesses, ce qu'il faut maintenant, c'est une mesure concrète », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Hodding Carter, qui a ajouté que le président Carter suivait les événements de « très près ». « Il n'y a pas un responsable dans le gouvernement qui ne se réjouisse de l'évolution des événements », a, toutefois, déclaré un fonctionnaire américain.

A Téhéran, le chef de la diplomatie, M. Sadeq Ghotbzadeh, a précisé les modalités de la remise des otages au Conseil de la révolution seraient mises au point vendredi et que leur transfert pourrait avoir lieu samedi. La commission internationale d'enquête, a pour sa part, décidé de rester « deux ou trois jours » de plus dans la capitale iranienne.

Les « étudiants islamiques » qui, pour l'instant, sont toujours déclarés à rester à l'ambassade américaine qu'ils occupent depuis le 4 novembre dernier, ont réaffirmé ce vendredi qu'ils avaient décidé de remettre les otages au Conseil de la révolution à la suite de « nombreuses pressions ».

Dans leur communiqué de jeudi (nos dernières éditions du 7 mars) ils avaient déclaré notamment : « Comme le gouvernement nous reproche d'être un État dans l'État, nous avons décidé de remettre les otages au Conseil de la révolution et de mettre un terme à nos responsabilités. Nous demandons au Conseil de prendre en charge les otages, c'est-à-dire les espions américains, pour agir envers eux comme il l'entend. »

À la suite de la publication de ce communiqué près de deux mille Iraniens ont manifesté devant l'ambassade en signe de désapprobation contre la libération des otages. Ce vendredi matin, des groupes ne cessant de défilier devant l'ambassade américaine pour exprimer leur soutien aux étudiants islamiques et crier « à bas l'Amérique ! », « Vive la révolution ! », et « Vive Khomeiny ! ».

L'imam Khomeiny a décidé pour sa part, jeudi, de fermer les bureaux de son secrétariat à Qom « afin que soient sauvegardés les intérêts du pays et ne soient pas remises en cause la centralisation et la coordination des affaires de la nation par le pouvoir central ».

D'autre part, quatre terroristes du groupe Farghan ont été exécutés à Téhéran, dans la matinée de ce vendredi, a annoncé la radio iranienne.

L'AFGHANISTAN, DE LA RÉBELLION À LA RÉSISTANCE

(Lire page 4) le début de l'enquête de J.-C. VICTORI.

LA JORDANIE, APRÈS LES ACCORDS DE CAMP DAVID

(Lire notre supplément pages 7 à 13.)

L'élection du Parlement basque

Les partisans de la lutte armée présentent des candidats au scrutin du 9 mars

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement de Madrid, s'est rendu, le jeudi 6 mars, au Pays basque espagnol pour apporter un soutien de dernière minute à son parti, l'Union du centre démocratique (U.C.D.), à la veille des élections du Parlement basque du dimanche 9 mars.

Un million et demi d'électeurs basques doivent désigner les soixante parlementaires qui, dans un délai de vingt jours, éliront un président chargé de former le premier gouvernement autonome du Pays basque depuis 1936. Le Parti nationaliste basque (P.N.V.) apparaît favori de cette consultation, mais les partisans de l'ETA militaire, qui présentent des candidats, n'ont pas renoncé à la lutte armée.

D'autre part, l'U.C.D. affronte une crise interne, ses consignes d'abstention pour le référendum sur l'autonomie en Andalousie du 28 février n'ayant pas été respectées par une majorité d'électeurs.

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Marijates-Jéninatas, mais Basques avant tout, les militants d'Euzkadi Ekerra (gauche basque) ont été le cocon dimanche dernier à Bilbao. Ce n'était pas un sacrifice expiatoire, mais une fête, célébrée dans la région. Puis, le vin à l'apéritif, le chœur a été à l'ajout son agressement à celui des guitaristes électriques, des images de la guérilla basque ont défilé sur un écran géant, un homme est monté sur l'estrade et a ébauché quelques pas de danse. Deux appels à l'annulation ont été aussitôt lancés.

« Frantzisk Kalarza », a crié M. Juan Mari Barandiaran, député aux Cortes à Bilbao, pour les prisonniers politiques ! Des jeunes, beaucoup de jeunes ont défilé ce jour-là sous le drapeau du Pays basque, les drapeaux de l'ETA politico-militaire, il préconise l'indépendance, mais accepte les règles du jeu constitutionnel. Il est

De l'avis général, le parti est en sursis, il possède de nombreux cadres formés dans les syndicats et les prisons, mais d'une scission de l'ETA politico-militaire, il préconise l'indépendance, mais accepte les règles du jeu constitutionnel. Il est

De l'avis général, le parti est en sursis, il possède de nombreux cadres formés dans les syndicats et les prisons, mais d'une scission de l'ETA politico-militaire, il préconise l'indépendance, mais accepte les règles du jeu constitutionnel. Il est

l'une des formations qui concourt à l'élection, le dimanche 9 mars, d'un parlement régional.

Car, une fois de plus, on vote au Pays basque. C'est la septième élection en trois ans. Une fois de plus aussi, les armes se sont tues : les militants observent toujours une trêve à la veille des consultations électorales afin de ne pas alimenter le « vote de la peur ». Du parlement régional, les Basques n'en ont jamais eu. En 1936, alors qu'ils avaient déjà conquis leur autonomie, ils n'avaient eu que le temps de former un gouvernement de guerre qui n'a pas duré plus de huit mois.

Depuis la fin de l'année dernière, les provinces de Biscaye, du Guipuzcoa et de l'Alava constituent un nouveau territoire autonome. Le mécanisme prévu dans le statut approuvé par référendum s'est donc mis en marche : élection d'un président qui élira à son tour un parlement, lequel formera son gouvernement.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3.)

Le fichier des étrangers

Le gouvernement renonce à une partie de son projet

Le gouvernement a décidé d'abandonner le projet de création d'un titre unique de résident étranger, destiné à remplacer les cartes de séjour et de travail actuellement en circulation. Cette décision est la conséquence des protestations des syndicats et partis de gauche. Le ministre de l'intérieur maintient, en revanche, son projet d'information des cartes de séjour d'étrangers et d'identité des Français qui se présenteront sous la forme de documents infalsifiables.

Le projet initial du gouvernement consistait à créer à la place des cartes de séjour et de travail délivrées actuellement aux étrangers un titre unique infalsifiable. Pour chaque résident aurait été enregistrées quarante données, soit quarante millions d'informations différentes pour le million d'étrangers actifs vivant en France. Cette mesure était présentée comme une simplification administrative réclamée, soulignait le secrétariat d'État auprès du ministre du travail (travailleurs manuels et immigrés), par les associations d'étrangers elles-mêmes.

Le but du ministre de l'Intérieur était différent : il s'agissait, en créant des cartes infalsifiables, de mieux faire respecter la loi qui limite les conditions de séjour et de travail des étrangers. Ce projet était lié à un projet de loi que M. Lionel Stoléru envisageait de présenter à la prochaine session parlementaire et visant à accentuer les limitations apportées à ces conditions de séjour.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 20.)

L'Angleterre immuable et mutante

Le livre collectif que le Monde et les éditions Economica viennent de publier sur la Nouvelle Économie anglaise est utile.

Il est de surcroît fort intéressant. Sans doute n'a-t-il pas l'architecture des ouvrages personnels ; il a une structure riche de données multiples, se complétant les unes les autres. Il a une diversité qui répond tout à la fois à des sensibilités différentes et à des informations complémentaires.

Un peu déconcerté par cette série de points de vue séparés, le lecteur, pourvu qu'il le veuille, dispose bientôt de tous les éléments d'une connaissance vivante d'un pays un et contradictoire. Il le peut d'autant mieux que l'article d'ouverture de J. Gilbert Mathieu est fort synthétique, animé. Pour comprendre James

par EDGAR PISANI

Callaghan, Margaret Thatcher et les autres, il est bon d'avoir lu ce livre.

Or il faut comprendre l'Angleterre, et proche et lointaine. Elle se signale aujourd'hui par la volonté de se montrer agressivement proche des États-Unis dans le jeu stratégique d'après Khomeiny. Elle a refusé, hier, d'entrer dans le système monétaire européen ; elle a en même temps une monnaie qui se comporte bien et une inflation supérieure à la moyenne de celles de ses partenaires européens.

Elle bloque les mécanismes communautaires en refusant de régler sa contribution budgétaire et se montre intraitable dans la « guerre du mouton ». Elle boude en fait la Communauté

pour deux raisons : parce qu'elle croit au privilège que lui donne son pétrole, et à cause de l'impacit de la plupart de ses industries à faire face à la compétition européenne.

Elle a le service de santé le plus élaboré, le plus protecteur qui soit ; elle a le système syndical le plus puissant qui se puisse imaginer ; elle semble avoir découvert un mode de vie à la fois plus modeste et plus heureux.

Dépourvue d'ambition, semble-t-il, elle est pourvue d'orgueil. Elle ne veut ni conquérir ni convaincre. Elle veut survivre telle quelle, car elle se sent supérieure aux autres. Nul ne trouve grâce au trébuchet de son insularité culturelle.

(Lire la suite page 48.)

UNE FEMME À L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Marguerite Yourcenar philosophe et poète de l'histoire

Première femme appelée sous la Coupole, Mme Marguerite Yourcenar a été élue à l'Académie française, le jeudi 6 mars, par 20 voix contre 12 à M. Jean Dorst, directeur du Muséum d'histoire naturelle, au fauteuil de Roger Collois. D'autre part, M. Michel Droit a été élu au fauteuil de Joseph Kessel par 19 voix contre 13 au recteur Robert Mallet, chancelier des universités de Paris.

« On peut aimer beaucoup les femmes et s'enchanter d'en rencontrer une qui soit comme un homme ou plutôt comme la plupart d'hommes », a dit M. Michel Droit en prenant possession de son fauteuil. Elle fait entendre les raisons pour lesquelles un berrage, devenu inadmissible, a été renversé ; elle rend plus compréhensibles les résistances ; elle juge un talent.

L'Académie n'a donc pas voulu — osé — fermer ses portes à un écrivain dont l'œuvre ne le cède en rien, ou plutôt l'emporte, sur celle de beaucoup de ses membres. Nous assistons ainsi, conséquence in-

évitable, à l'éclatement d'un club et, conséquence majeure, à l'éclosion d'un préjugé, à l'abolition d'un privilège. Or c'est cette lutte que Marguerite Yourcenar a poétiquement soutenue dans tous ses livres.

Rien n'est moins dans l'ordre du jour, du pathétique, de l'inspiration spontanée, de l'écriture épigrammatique, que son œuvre. Ses détracteurs la trouvent froide, impersonnelle. Un pas de plus franchi, et la voilà académique. Mais Marguerite Yourcenar a été élue de quel acrobate l'Académie sans partir de l'académisme. Elle est originale à force d'indépendance dans le jugement ; à force d'éloignement et de distance ; à force d'interrogation passionnée sur la condition humaine.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 33.)

Ce soir à Apostrophes

Maurice Rheims
de l'Académie Française

L'Enfer
de la curiosité

« Un tableau passionnant du goût au XIX^e siècle. »
François Nourissier

« Maurice Rheims se veut un fier défenseur. Pour assouvir ce vilain défaut, il fait appel à mille reminiscences et nous conduit, d'une citation poétique à l'autre, dans l'univers des écrivains et des peintres. »
Marcel Julien

Alain Michel

AU JOUR LE JOUR

Guerre ici
et conflit là

Si nous persistons dans notre refus d'importer des moutons anglais, qui sont en réalité surtout néo-zélandais, nous serons de nouveau condamnés par la Cour européenne de justice.

Aucun cour de justice, en revanche, ne condamnera les Russes, qui prétendent défendre l'Afghanistan contre des menaces extérieures en bombardant à l'intérieur du pays les rebelles afghans et en provoquant l'exode de nombreux civils vers le Pakistan.

Mais nos poudres étant ce qu'elles sont, nous continuerons probablement à parler d'un « conflit » afghan qui s'acheminera vers une « neutralisation », alors que, dans le même temps, nous évoquerons très solennellement la « guerre du mouton ».

MICHEL CASTE.

Demain LE MONDE DIMANCHE

Un enfant pour elles toutes seules

Une enquête sur les mères célibataires volontaires,
par Josyane Savigneau

L'amitié se prouve

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Canada

La campagne pour le référendum est virtuellement ouverte au Québec

De notre correspondant

Montréal. — L'Assemblée nationale du Québec a commencé, le 4 mars, un débat sur le libellé de la question portant sur la souveraineté-association qui sera soumise, par référendum, aux électeurs québécois le 20 septembre prochain. Le débat a été ouvert par le premier ministre, M. René Lévesque, et le chef de l'opposition libérale, M. Claude Ryan, ont tous deux, sans doute parce que leurs longues interventions étaient retransmises par la télévision, adopté un ton conciliant qui tranche avec l'agressivité des derniers mois. Faisant appel à l'histoire, M. Lévesque a prononcé un discours empreint d'émotion pour décrire le « moment décisif » au cours duquel les Québécois vont exercer « le droit à l'autodétermination des peuples ». Pour sa part, M. Ryan a dénoncé la duplicité du parti québécois et l'ambiguïté d'une question qui, sous des apparences innocentes, vise en fait « la destruction du lien fédéral », et par conséquent du Canada.

Au cours des trois prochaines semaines, les députés québécois auront trente-cinq heures de débats à l'Assemblée nationale, le 20 décembre dernier, et qui ont été révisés : « Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente territoriale entre le Québec et le Canada ? » Un préambule précise le contenu de l'entente, qui, « fondée sur le principe de l'égalité des peuples (...) permettrait au Québec d'acquiescer le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté, et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ». Il est également précisé que « tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum ». Une fois la question adoptée par les cent dix députés

de l'Assemblée nationale, deux comités seront constitués, l'un en faveur du oui et l'autre en faveur du non. Toutes les activités liées à la campagne référendaire devront se dérouler dans le cadre de ces comités, dirigés par les deux principales formations politiques, le parti québécois et le parti libéral.

« Quatre cents ans de ténacité »

Évoquant le « millénaire de la civilisation » (après la création de la Confédération canadienne en 1867), qui a établi un système politique « à l'avantage de la majorité canadienne anglaise », le premier ministre a appelé les Québécois à mettre fin « à la dépendance intérieure » pour lui substituer une « interdépendance librement acceptée ». Appuyant, M. Lévesque avait rappelé les « quatre cents ans d'histoire de ténacité » d'un peuple qui, si l'on excepte les Indiens, est arrivé le premier sur le continent nord-américain. Puis il s'est attaché à démontrer comment, peu à peu, les Québécois ont été débarrassés de leurs « complexes d'infériorité » après le « printemps irrisolable » qui a commencé avec les poètes, les écrivains, la chanson (...), « véritable renaissance culturelle », le Québec a été à la pointe des changements sociaux et la décision de nationaliser l'électricité, au début des années 60, a fait le reste. Aujourd'hui, « nous sommes dans la position de tête des pays développés en matière de bien-être, de santé, de niveau de vie ».

Le premier ministre a indiqué que le Québec disposait d'un potentiel économique important grâce à une forte éparpillement de ressources naturelles, surtout la forêt, « fortune à perpétuité ». Vouloir rassurer ceux

qui s'inquiètent des conséquences économiques que pourraient avoir une profonde transformation du système politique, M. Lévesque a insisté sur « le maintien de l'espace économique » canadien et de « l'actuel Marché commun », ainsi que sur le fait qu'un deuxième référendum serait organisé pour ratifier les changements négociés avec le gouvernement fédéral. Enfin, il a parlé des dangers que comporterait la victoire du non, qui « consacrerait la situation de plus en plus minoritaire du Québec au sein de l'ensemble fédéral », et provoquerait « l'arrêt du mouvement historique » amorcé.

Le projet libéral

Le chef de l'opposition libérale, lui, s'est surtout attaché à démontrer que le parti québécois et le gouvernement cherchaient à tromper les électeurs en entretenant sciemment la confusion sur ses options politiques, ainsi que sur le sens et la portée du référendum. Parlant tour à tour d'« imposture » et de « fraude », M. Ryan a déclaré qu'il n'accepterait « le serment des peuples » que si la question était reformulée. Il a donc proposé une nouvelle formulation qui énoncerait deux questions distinctes, l'une sur la souveraineté du Québec et l'autre sur l'association économique avec le reste du Canada.

Après s'être employé, sur un ton humoristique qu'on ne lui connaissait pas, à prouver que l'objectif ultime du parti québécois était toujours l'indépendance totale du Québec et que le recours à la souveraineté-association n'était qu'une tactique, le chef du parti libéral a vanté les mérites du régime fédéral, notamment le système de péréquation qui permet la mise en commun des abondantes richesses naturelles du Canada et leur redistribution en faveur des provinces. « Nous sommes attachés étroitement au sol canadien, à son histoire, à ses richesses naturelles, au pétrole de l'Ouest, au gaz du Grand Nord, au rôle que le Canada a joué dans les victoires militaires », M. Ryan a mis en garde les fédéralistes qui seraient tentés de voter oui au référendum en croyant ainsi renforcer la position du Québec au sein de la fédération canadienne, car, selon lui, le parti québécois prendrait prétexte de sa victoire pour rompre le lien fédéral. Il a cependant indiqué qu'il partagerait certains principes défendus par M. Lévesque, tel celui de l'égalité des deux peuples fondateurs ou celui d'un « Québec français et libre », mais qu'il voulait ainsi empêcher « le Québec comme patrie et le Canada comme pays ».

Les libéraux ont, eux aussi, fait connaître récemment leur position constitutionnelle dans un document intitulé : « Une nouvelle fédération canadienne », et connu sous le nom de « Livre blanc », en raison de la couleur de sa couverture. Ses propositions, qui ont été discutées et largement amendées au cours d'un congrès la semaine dernière, défendent une forme de fédéralisme renouveau, fondée sur le renforcement des pouvoirs des provinces et la participation plus active de ces dernières aux décisions du gouvernement fédéral. L'accueil plutôt réservé à ce document à l'extérieur du Québec et les inquiétudes qu'il suscite à l'intérieur chez ceux qui, sans être favorables à l'indépendance et à la souveraineté-association, veulent « un nez reculé par rapport aux revendications autonomistes traditionnelles », devraient donc être prises au sérieux. Depuis la mi-janvier, les ministres ont, en effet, consacré une bonne partie de leur temps à expliquer le projet de souveraineté-association dans les différentes circonscriptions de la province. Le premier ministre lui-même a participé à cette opération, et il a été généralement bien accueilli. La stratégie du parti québécois est double : obtenir le soutien public de personnalités locales, d'artistes ou de représentants du monde sportif, et insister sur le fait que voter oui n'est pas synonyme d'appartenance au parti québécois.

M. Lévesque a été très clair devant les militants de son parti : il faut « oublier le plus possible ce que nous sommes devenus. Nous sommes Québécois sans autre appartenance au cours des prochains mois ». Il semble qu'il ait été entendu dans certaines milieux y compris chez les dirigeants du plus important syndicat de la province, la Fédération des travailleurs du Québec, qui de temps en temps se livre à des grèves spéciales sur la question. Enfin, le chef de l'Union nationale, qui fut pendant longtemps le parti majoritaire au Québec, mais qui n'a plus que cinq députés, a été de multiples défections. S'est prononcé en faveur du oui cette semaine, M. Rodrigue Biron n'a cependant pas été suivi par ses collègues, ce qui l'a amené à quitter son parti.

Une campagne d'explications

Sans être encore officielle, la campagne référendaire est donc maintenant véritablement lancée. Libéraux et péquistes vont engager toutes leurs forces dans la bataille, mais il semble pour l'instant que ces derniers aient pris une légère avance. Depuis la mi-janvier, les ministres ont, en effet, consacré une bonne partie de leur temps à expliquer le projet de souveraineté-association dans les différentes circonscriptions de la province. Le premier ministre lui-même a participé à cette opération, et il a été généralement bien accueilli. La stratégie du parti québécois est double : obtenir le soutien public de personnalités locales, d'artistes ou de représentants du monde sportif, et insister sur le fait que voter oui n'est pas synonyme d'appartenance au parti québécois.

M. Lévesque a été très clair devant les militants de son parti : il faut « oublier le plus possible ce que nous sommes devenus. Nous sommes Québécois sans autre appartenance au cours des prochains mois ». Il semble qu'il ait été entendu dans certaines milieux y compris chez les dirigeants du plus important syndicat de la province, la Fédération des travailleurs du Québec, qui de temps en temps se livre à des grèves spéciales sur la question. Enfin, le chef de l'Union nationale, qui fut pendant longtemps le parti majoritaire au Québec, mais qui n'a plus que cinq députés, a été de multiples défections. S'est prononcé en faveur du oui cette semaine, M. Rodrigue Biron n'a cependant pas été suivi par ses collègues, ce qui l'a amené à quitter son parti.

BERTRAND DE LA GRANGE.

EUROPE

Espagne

L'élection du Parlement basque

(Suite de la première page.)

Est-ce la paix en perspective ? Non, puisque les partisans de la lutte armée ont rejeté l'autonomie négociée à Madrid. Leur « bras politique », la coalition Herri Batasuna (unité populaire) renouvelle ce refus d'un meeting à l'autre. Comme il y a un an, au moment des législatives, les adeptes du drap rouge noir et de la mitraillette présentent des candidats, mais ils ne participent pas au parlement régional, de même qu'ils ne siègent pas aux Cortes madrilènes.

« Gora ETA ! » (« Vive l'ETA ! ») Les réunions d'Herri Batasuna sont sans ambiguïté. De temps en temps, les autorités défont à la justice M. Telesforo de Monzon ou M. Francisco Letamendia, accusés de faire l'apologie du terrorisme. Mais les deux chefs de la coalition ne s'émouvent guère. Ils diront non tant que le droit à l'autodétermination ne sera pas reconnu aux Basques.

Soixante-dix pour cent de leurs électeurs, selon un sondage, votent dans la lutte armée la seule méthode possible pour « libérer » l'Euzkadi. Cela correspond à quelque cent cinquante mille Basques. La chaire a été largement commentée ces jours derniers de Bilbao à Saint-Sébastien.

« Au centre — certains disent à droite — le vieux parti nationaliste basque (P.N.V.) fait toujours figure de favori. Bon en, mal en, il représente quelque 30 % de l'électorat. Deux fois plus qu'Herri Batasuna et cinq fois plus qu'Euzkadi-Eskerra. Il est tirillé entre une elle modérée qui se contenterait d'une autonomie réelle et un secteur plus radical qui n'a pas renoncé au vieux rêve de l'indépendance.

Le P.N.V., en la personne d'un avocat d'affaires de Pampelune, M. Carlos Garaicoechea, s'est désigné son leader. Président du parti et du Conseil général basque — le gouvernement provisoire — M. Garaicoechea est devenu l'interlocuteur « numéro un » de Madrid. Habile, il sait faire preuve de la fois de souplesse et de fermeté. Le P.N.V. a axé toute sa propagande sur son image, souriante et dynamique, sur un homme qui fait campagne sans démagogie et qui s'est promis de dialoguer avec l'ETA, de réconcilier tous les Basques, et qui sait aussi tenir tête au pouvoir central de Madrid.

Discrimination et violence

Car le survie du P.N.V. — et, par là même, la pacification éventuelle de la région — dépendra d'une dialogue avec l'ETA, de réconcilier tous les Basques, et qui sait aussi tenir tête au pouvoir central de Madrid.

BERTRAND DE LA GRANGE.

retirait ses parlementaires des Cortes. Motif : aucune compétence nouvelle n'avait été transférée au Conseil général basque depuis un an et les lois dévastatrices aux Cortes contredisaient les principes énoncés dans le statut d'autonomie.

Pour Herri Batasuna, ce fut un triomphe : la coalition avait affirmé que les accords conclus avec Madrid étaient un leurre. La preuve était là plus tôt qu'elle ne l'apparaît. « La P.N.V. dit avoir été trompé. C'est faux, il s'est laissé volontairement tromper », déclare M. Letamendia.

Pendant la campagne électorale, le plupart des attaques ont été lancées contre M. Garaicoechea et les fidèles de son parti — les pêcheurs, les paysans, les petits bourgeois qui portent volontiers le béret basque le dimanche et dont beaucoup parlent l'euzkaré, cette langue difficile qui réapparaît dans la presse et les écoles après une longue période. Attaques de l'extrême gauche Abertzale (patriotes) et aussi des partis « centralistes ». La formation de M. Suarez, l'Union du centre démocratique, a exploité le peur que le nationalisme suédois dans certains milieux a causé de la violence et d'une discrimination possible entre Basques et non-Basques. Le chef de file centraliste dans le Guipúzcoa, M. Oreja, précise : « Le nationalisme est une notion fautive-tout qui ne définit pas à elle seule un modèle de société. »

« Dire que le principal problème du Pays basque est le transfert de compétences, c'est tromper les gens, affirme-t-il. Notre grand problème, c'est la crise économique, ce sont les entreprises qui ferment à cause de la récession ou du terrorisme. » Si le P.N.V. formait un gouvernement Abertzale en coalition avec Euzkadi-Eskerra par exemple ? « Le Pays basque traiterait alors sa chose », ajoute M. Oreja, car la haine des capétiens s'accroît.

La nécessité d'un plan de conversion industrielle

Comme l'U.C.D., les socialistes disent redouter le déclin d'Euzkadi en deux communautés en cas de victoire nationaliste. Le P.S.O.E. recorde surtout ses déboires parmi les immigrants, majoritaires dans la population ouvrière de Biscaye. En 1977, le P.S.O.E. était la deuxième force politique de la région, pas loin d'être le P.N.V. Depuis, il n'a cessé de perdre du terrain. Beaucoup d'immigrants votent aujourd'hui Abertzale.

Pour tenter de les récupérer, le parti de M. Felipe Gonzalez a déployé les grands moyens. En opposant le nationalisme et le socialisme, il s'est exposé aux accusations de centralisme formelles contre lui. L'extrême gauche n'est pas le fait national, mais la défense des droits des travailleurs, dit M. Garcia Damborenea, « numéro un » du P.S.O.E. en Biscaye. En outre, nous pensons que le socialisme ne peut se faire à Jean, en Andalousie, s'il n'est pas réalisé ailleurs en Espagne. La solution des difficultés d'Euzkadi dépend du reste du pays. C'est ce que le P.N.V. ne veut pas reconnaître. Il y a une composante religieuse irrationnelle dans le nationalisme basque. Tous les mouvements Abertzale, qu'ils soient modérés ou non, ont le même façon dogmatique, parfois fanatique, de concevoir leurs liens avec le patrie. »

Voilà qui est clair. Comment ne pas reconnaître avec les socialistes que le Pays basque réclame des solutions d'urgence ? Les demandeurs d'emploi représentent environ 15 % de la population active, chiffre supérieur à la moyenne nationale. Le flux des investissements est nul depuis plusieurs années. La pollution et le cadre urbain ont fait de la banlieue de Bilbao une des plus sinistres agglomérations de l'Europe industrielle. Les routes, les écoles, les hôpitaux manquent.

Tous les partis insistent sur la nécessité d'un plan de conversion industrielle. Les hauts fourneaux de Biscaye sont vétustes mais fabriquant trop d'acier, compte tenu de la production déjà excédentaire dans le monde occidental. Les chantiers navals de Bilbao connaissent des difficultés comme partout ailleurs. Mais qui s'occupera de la crise ? Le P.N.V. gouvernera-t-il en solitaire comme certains de ses candidats le préconisent ? Préférerait-il l'impuissance en passant des accords avec l'U.C.D. afin d'obtenir la collaboration du pouvoir ? Cherchera-t-il des alliances avec la gauche nationaliste, au risque d'effrayer les chefs d'entreprise ?

Que de telles questions se posent, ce serait plutôt bon signe pour les Basques, si les guérilleros de l'ETA ne gardaient le doigt sur la mitraillette.

CHARLES VANHECKE.

El Salvador

La junte proclame l'état de siège et décrète une vaste réforme agraire

San Salvador (A.F.P.). — La junte du gouvernement de l'Amérique centrale, le 6 mars l'entrée en vigueur de l'état de siège et les premières mesures d'un important programme de réforme agraire. L'état de siège est la suspension de la liberté constitutionnelle pendant trente jours renouvelables. Il permet à la police d'arrêter tout suspect, d'effectuer

des perquisitions sans mandat et d'interdire les manifestations de rue. La junte a également décrété la libre circulation des personnes et le secret de la correspondance ne sont plus garantis. En vertu du décret de proclamation de l'état de siège, le colonel Adolfo Armando Mejano, membre de la junte, a déclaré que cette mesure avait pour but d'éviter d'éventuels troubles causés par l'extrême gauche ou l'extrême droite à l'occasion de la mise en place de la réforme agraire.

« Nous allons prendre la terre à quelques-uns et la donner au plus grand nombre », a déclaré le colonel avant d'annoncer les premières mesures concrètes de redistribution des terres. Dans un premier temps, le décret gouvernemental prévoit l'expropriation de toutes les exploitations plus de 500 hectares. La mesure devrait affecter trois cent soixante-seize propriétaires. Cinquante entreprises agricoles productrices de café de canne et de coton ont déjà été occupées.

La réforme agraire prévoit d'autre part que tous les métayers deviendront propriétaires des terres qu'ils cultivent. Les expropriations devraient porter par la suite sur les exploitations de 100 à 500 hectares de canne à sucre et de 150 hectares de terre de moindre qualité.

Le texte gouvernemental prévoit, d'autre part, la distribution immédiate des terres expropriées, soit sous forme de propriétés, soit sous forme de coopératives qui bénéficieront du soutien financier et technique du gouvernement. L'indemnisation des grands propriétaires terriens expropriés devrait se faire sous la forme de bons gouvernementaux à long terme, dont les autorités espèrent que les intérêts les réinvestiront dans d'autres secteurs de l'économie.

Le colonel Mejano a qualifié la loi de réforme agraire, de « loi d'urgence nationale qui prétend à une juste distribution des richesses et du revenu ».

En annonçant ces mesures, la junte de gouvernement espère redonner aux révolutionnaires une partie du soutien populaire dont ils ont bénéficié dans les dernières semaines. Mais rien n'indique que les grandes familles du pays, directement atteintes par la réforme agraire, ne réagissent pas. L'occupation, par l'armée, des terres expropriées et le recours à l'état de siège ont pour objectif de contraindre les attaques, d'où qu'elles viennent, a déclaré le colonel Mejano, avant d'ajouter : « Nous sommes victimes des attaques de la droite et de la gauche qui veulent saper nos efforts en vue d'obtenir une plus grande justice sociale. »

Colombie

L'occupation de l'ambassade dominicaine

LE COMMANDO DU M-19 A LIBÉRÉ L'AMBASSADEUR D'AUTRICHE

L'ambassadeur d'Autriche en Colombie, M. Edgar Setzer, qui figurait au nombre des otages détenus par les militants du M-19 dans les locaux de l'ambassade dominicaine à Bogotá, a été libéré jeudi 6 mars. Cette « mesure humanitaire » a été prise à la suite d'une intervention du chancelier Kreisky. Ce dernier avait fait savoir la veille aux occupants que l'épouse de M. Setzer se trouvait dans un état de santé désespéré, qu'aggravait encore la détention de son mari.

L'ambassadeur d'Autriche est la vingt-quatrième personne — et le premier diplomate de sexe masculin — libérée par le M-19 en huit jours d'occupation. Le commando, qui occupe la mission diplomatique, où il détient encore près de trente-cinq personnes, dont treize ambassadeurs, réclame la libération de trois cent onze personnes politiques, la publication d'un manifeste du mouvement et le versement d'une rançon de 50 millions de dollars. Le chef du commando a déclaré que ses conditions étaient « raisonnables », en libérant M. Setzer, manifestant leur bonne volonté et leur espoir de parvenir à une solution négociée avec le gouvernement colombien.

Une troisième réunion entre le gouvernement et les militants du M-19 devait avoir lieu vendredi 7 mars dans la camionnette aux ordres de la mission diplomatique dominicaine. Aucune solution n'a encore été dégagée. Le gouvernement continue de considérer les prisonniers dont le M-19 demande la libération comme des prisonniers de droit commun. Il avait proposé mercredi 5 mars aux membres du commando de les laisser partir pour l'Algérie, la Syrie ou la Libye.

On ignore encore l'accueil fait par les guérilleros à cette proposition.

L'histoire

Debat

Faut-il brûler Claude Manceron ?

avec J.-P. Bertaud, F. Braudel, J. Kaplow et E. Le Roy Ladurie

Doriot, du communisme au fascisme par J.-P. Brunet

Les protestants et la III^e République par A. Encrevé

Robin des Bois par R.H. Hilton

Les Vandales par C.-E. Dufourcq

Numéro 21 (en vente partout)

Offre d'abonnement

1 an 140 F au lieu de 165 F*

Etranger 1 an 170 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) au prix de 140 F (165 FF) au lieu de 165 F

Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Je règle par ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal 13 14 15 ☐ mandat à l'ordre de L'ÉDITION

A retourner, accompagné de votre règlement à L'ÉDITION, 57, rue de Seine, 75006 Paris.

Abonnement Belgique : Soufflet S.P.A., 25 avenue Alexandre 1^{er} 1050 Bruxelles.

* Prix de vente au numéro

ASIE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

SELON WASHINGTON

Les Soviétiques semblent se préparer à poursuivre longtemps leur occupation

Les responsables de la résistance afghane se montrent divisés à propos de la situation dans la province du Kunar, à la suite de l'offensive soviétique (le Monde du 6 mars). Le chef du Hekz Islami (parti islamique) — mouvement qui ne s'est pas intégré en sein de l'Alliance pour la libération de l'Afghanistan (le Monde du 6 mars), M. Esmatizad, a affirmé, jeudi, à Islamabad, que « les combats continuent et le Kunar n'est pas totalement occupé ». Il a affirmé que mille quatre cents Soviétiques avaient été mis hors de combat et évalué à « plusieurs centaines » le nombre des morts du côté afghan.

Les services de renseignements américains à Washington indiquent que plus d'une centaine de soldats soviétiques ont été tués au cours de la prise de la ville d'Asmar et que les maquisards y avaient également subi de lourdes pertes. Selon les mêmes sources, trois bataillons soviétiques participeraient aux opérations.

M. Esmatizad, d'autre part, affirme que, au cours des vingt derniers jours, les résistants avaient tué trois mille cinq cents Soviétiques et que les pertes

paraissent se préparer à demeurer longtemps en Afghanistan. Non seulement ils ont mis en place une structure de commandement, mais ils creusent des puits et posent des câbles et se préparent à construire des cantonnements et des clubs militaires, a-t-il ajouté. Il a précisé que les Soviétiques avaient apporté avec eux un équipement militaire complet (le Monde du 7 mars).

A Kaboul, indique l'envoyé spécial de l'A.F.P., des familles de Soviétiques ont été vues, lundi 3 mars, en ville, pour la première fois depuis les événements antérieurs. La capitale est pendant huit heures soumise au couvre-feu. La présence massive de soldats soviétiques dans les rues, sans doute dissuadés les commerçants de suivre un nouvel appel à la grève générale.

D'autre part, les services d'immigration continuent d'interdire l'entrée de Kaboul à tous les journalistes, à l'exception de ceux provenant de pays « amis ». Même les journalistes arrivant dans la capitale en possession de visas sont empêchés d'être placés dans le premier avion en partance. Seuls quelques représen-

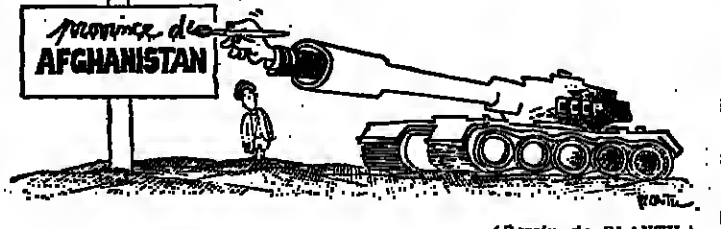
teraires d'U.R.S.S. et d'Inde, selon M. Karmal, la superficie cultivée a diminué de 5 % et la production de 9 % en 1979. La production de coton a également baissé. Il n'y a guère lieu d'attendre une amélioration de cette situation dans les prochains mois, car les travaux agricoles sont perturbés par la guerre civile et de nombreux cultivateurs ont rejoint la résistance.

D'autre part, les missions diplomatiques des pays islamiques à Kaboul pourraient suivre prochainement l'exemple du Pakistan et réduire leur représentation au minimum.

La question de la présence soviétique a été l'un des thèmes de discussion récurrents au sein du cabinet afghan. L'Inde, l'A.F.P. Le gouvernement demandera des « garanties réelles et

tentent de mettre fin à la crise afghane. Outre la création d'une force internationale qui pourrait être composée d'éléments fournis par des pays islamiques ou non, les Nations unies, il a proposé qu'un organisme international inspecte les camps de réfugiés afghans pour démontrer à Kaboul et à Moscou qu'Islamabad ne les entraîne pas et ne leur fournit pas d'armes. Le général Zia Ul Haq a également suggéré que la frontière afghane soit verrouillée par Kaboul.

À Washington, le département d'Etat a fait savoir que les Etats-Unis demeurent prêts à participer à une initiative « multilatérale » destinée à renforcer la sécurité et l'économie du Pakistan, après que ce pays ait refusé l'aide économique et mili-



(Dessin de PLANTU.)

« surs » pour la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan avant tout retrait des troupes soviétiques, a-t-il été indiqué à l'issue de ces discussions.

Une résolution déclare que les Soviétiques « resteront en Afghanistan, pays libre et indépendant, jusqu'à ce que la preuve soit faite de l'implication complète, solitaire et définitive des forces réactionnaires de la région ainsi que des impérialistes expansionnistes, contre l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de notre pays ». La résolution ne mentionne pas la question d'un retrait de neutralité de l'Afghanistan mais évoque le « principe d'une garantie sûre et réelle qui représente la volonté prévalable des musulmans libres d'Afghanistan ».

Kaboul enverra des délégations de « bonne volonté » dans tous les pays voisins.

À Berlin, M. Honecker, chef de l'Etat et du P.C.S. allemand, a réaffirmé la position de la R.D.A. à l'égard de l'Afghanistan et approuvé l'aide soviétique à ce pays, au cours d'un entretien, jeudi, avec M. Amnabizad, ministre afghan de l'éducation et de la formation. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Trois propositions du Pakistan
Zia Ul Haq a fait, jeudi, à l'Union soviétique, trois propositions pour

taire de 400 millions de dollars qui lui était offerte par les Américains.

Le chancelier Schmidt a terminé, vendredi, la partie officielle de sa visite aux Etats-Unis, au cours de laquelle il a exprimé le soutien de la R.F.A. à la politique américaine concernant l'Afghanistan, tout en soulignant la nécessité de préserver la détente avec l'U.R.S.S.

M. H. Brown, secrétaire à la défense, a déclaré, jeudi, que les dispositions prises par les Etats-Unis dans la région du Golfe « ne sont pas des mesures conduisant à la guerre », mais qu'elles étaient nécessaires pour faire pièce à l'intervention soviétique.

À Berlin, M. Honecker, chef de l'Etat et du P.C.S. allemand, a réaffirmé la position de la R.D.A. à l'égard de l'Afghanistan et approuvé l'aide soviétique à ce pays, au cours d'un entretien, jeudi, avec M. Amnabizad, ministre afghan de l'éducation et de la formation. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE LA C.E.E.-ASEAN

Les participants expriment leur « grave préoccupation » devant les interventions de l'U.R.S.S. en Afghanistan et du Vietnam au Cambodge

Kuala-Lumpur. — Quatorze ministres et secrétaires d'Etat aux affaires étrangères représentant les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), et ceux de la C.E.E. signent ce vendredi 7 mars, à Kuala-Lumpur, un accord de coopération

économique que certains ici qualifient d'historique. Peu avant la signature officielle, les participants ont adopté une déclaration commune condamnant les interventions militaires soviétique en Afghanistan et vietnamienne au Cambodge, en des termes relativement modérés.

De notre envoyé spécial

Dans ce texte annexé à l'accord, les signataires expriment « leur grave préoccupation » et « leur inquiétude » devant les interventions, qui ont pour dénominateur commun l'imposition d'une volonté à de petits Etats par la force armée, qui violent ouvertement la loi internationale et menacent la paix et la sécurité internationales. En dépit de divergences initiales exprimées par certains participants, le Vietnam et l'Union soviétique sont nommément désignés et les deux interventions explicitement liées.

Les Quatorze estiment qu'il est « urgent pour la communauté internationale, pour les Nations unies, et en particulier pour son secrétaire général, de travailler activement en vue de l'application des résolutions de l'ONU », exposant le retrait des troupes soviétiques et de celles du Vietnam. Souhaitant équilibrer leur condamnation, les signataires expriment leur vœu de voir émerger « un Afghanistan neutre et non aligné échappant à la rivalité des grandes puissances ». Il est remarquable que le texte ne se réfère nulle part à la politique de sanctions mise en vigueur par les Etats-Unis. De même, les ministres se prononcent pour une solution politique et pour l'établissement au Cambodge d'un « régime indépendant, neutre et doté d'un gouvernement représentatif libre de toute présence militaire ».

Il demandent à M. Waldheim d'explorer les voies d'un règlement négocié du conflit cambodgien. Parmi les solutions possibles, les signataires soulignent aussi la nécessité d'un renforcement de la présence internationale ty com-

total, les cinq nations asiatiques prises globalement sont devenues les principales bénéficiaires de ce système. On sait que le chapitre des textiles a provoqué tensions et réflexes protectionnistes de la part des pays industrialisés. L'ASEAN, bombardé par les manufactures asiatiques à bon marché, a provoqué tensions et réflexes protectionnistes de la part des pays industrialisés. L'ASEAN, bombardé par les manufactures asiatiques à bon marché, a provoqué tensions et réflexes protectionnistes de la part des pays industrialisés.

D'autre part, ces pays n'ont pas caché leur intérêt pour l'établissement de leur profit d'un système de stabilisation du prix des matières premières semblable au Stabex fonctionnant en vertu des accords de Lomé entre les Neuf et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). L'Europe souhaite débattre de cette question dans un cadre global entre pays industrialisés et nations en voie de développement.

Les Japonais, gros consommateurs de matières premières régionales, sont restés sourds aux sollicitations de l'ASEAN en vue de leur participation à un semblable organisme régulateur.

Moins de 2,5 %

On comprend l'intérêt manifesté par les pays de l'ASEAN à l'égard de l'exceptionnelle richesse de leurs ressources naturelles. Pris globalement, cinq sont les principaux fournisseurs mondiaux de caoutchouc naturel, de fibres de chanvre, de noix de coco. Ils sont également d'importantes producteurs d'étain, de culture de riz, de café et de tabac. Deux d'entre eux, l'Indonésie et la Malaisie, sont exportateurs de pétrole.

R.-P. PARINGAUX.

Bombes « jette-fen », fumées toxiques et bombes à billes

L'organisation de résistance Jamiat Islami a dénoncé, jeudi 6 mars, l'utilisation de gaz de combat par les forces soviétiques qui résistent à la vallée du Kunar (voir le Monde du 7 mars). Les habitants du village de Sheegal qui se trouvent encore dans leur maison dimanche dernier au moment de l'attaque par l'armée rouge, ont été tués par ces gaz. « Après avoir mitraillé le village, ajoute l'organisation, deux hélicoptères blindés ont projeté à l'aide de tuyaux une fumée blanche, qui stagnait jusqu'à 3 mètres de hauteur. Ceux qui étaient environnés par ce nuage criaient que leurs yeux brûlaient et mouraient rapidement. » La nappe de gaz s'élevait au-dessus de la vallée.

Les meurtres ont-ils fait état de l'utilisation de bombes au napalm et d'une arme soviétique encore inconnue d'eux, un type de bombe à billes éjectant dans toutes les directions, qui aurait fait des victimes dans les rangs des résistants. Cette bombe parachutée explosait en louchant le sol ; deux soldats soviétiques capturés étaient interrogés par les meurtres sur cette arme, lorsqu'un bombardement a détruit la maison où ils se trouvaient et tué tous ses occupants.

D'autre part, M. Mike Barry, observateur de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui se trouve à Peshawar, a déclaré à Libération que de nombreux réfugiés lui avaient parlé d'une « bombe jette-fen » qui brûle tout ce qu'elle touche, arbres, maisons, bêtes et personnes (...). D'autres m'ont décrit une bombe qui dégage une fumée qui étouffe et répand de lourds nuages sombres sur les occupants du terrain, qui donne un goût amer dans la bouche, puis des maux de tête violents, des brûlures aux yeux et dans les membres inférieurs, provoque des vomissements et la mort.

À Washington, des officiers américains ont confirmé l'utilisation de gaz de combat par les troupes soviétiques.

À Bangkok, enfin, les sources militaires thaïlandaises ont affirmé, ce vendredi, que les forces vietnamiennes — équipées en matériel soviétique — utilisaient des gaz toxiques pour lutter contre les Khmers rouges dans les provinces occidentales du Cambodge. De nombreux soldats khmers rouges ont été intoxiqués par ces gaz et ont subi la bataille qui les oppose aux Vietnamiens près de Polpot ; ces gaz sont lancés à partir de positions d'artillerie. — (A.F.P., U.P.I.)

afghans (civils, militaires, maquisards) étaient estimés à cent dix mille tués. Le chef du Hekz Islami a expliqué que son mouvement n'avait pas rejoint l'Alliance parce qu'il ne lui était pas accordée une place proportionnelle à son importance au sein de celle-ci. « Notre mouvement, a-t-il dit, est le seul qui ait obtenu la reddition d'une division entière de l'armée régulière ».

Le porte-parole du département d'Etat, M. H. Carter, a déclaré, à Washington, que les Soviétiques

manifester d'organes occidentaux et japonais dont les vises ne sont pas encore arrivés à expiration et qui ne seront pas renouvelés par les autorités se trouvent encore à Kaboul, pratiquement confinés dans la grande hôtel de la ville.

Les difficultés économiques

Le gouvernement Karmal pourrait faire face à de graves difficultés économiques dans les prochains mois, a déclaré à l'A.F.P. un responsable du secteur du commerce à Kaboul. Les prix des denrées de première nécessité ont augmenté, a-t-il dit, de 30 à 40 %, ceux de la viande ont même doublé depuis le début de l'intervention soviétique. Certains produits commencent à se faire rares. La production agricole devrait être nettement inférieure à la normale. L'Afghanistan a déjà importé 200 000 tonnes de

● La Croix-Rouge internationale a lancé mercredi 5 mars un nouvel appel en faveur des réfugiés du Sud-Est asiatique et sollicite 13 millions de francs suisses pour permettre aux pays d'accueil de la région de poursuivre leur politique en faveur des réfugiés jusqu'en 31 juillet. — (A.F.P.)

Inde

● La cour d'appel de New Delhi a annulé, vendredi 26 février, un jugement rendu en première instance, contre M. Indira Gandhi, le fils du premier ministre indien, Mme Gandhi, et d'autres personnes, accusés d'avoir couru un acte criminel, la démolition d'un certain nombre d'habitations et de boutiques dans le village de Kapashtera, dans les environs de la capitale. Ces démolitions ont eu lieu à la fin de 1975, après la proclamation de l'état d'urgence par Mme Gandhi. — (A.F.P.)

Chine

L'ANCIEN PRÉSIDENT LIU SHAOQI, N° 2 AU PANTHÉON RÉVOLUTIONNAIRE

Pékin (A.F.P., Reuter). — L'ancien président Liu Shaoqi, qui vient d'être réhabilité, douze ans après avoir été exclu « à jamais » du parti communiste, occupera la seconde place au panthéon des héros révolutionnaires chinois, derrière Mao Tse-tung, mais devant Chou En-lai et Zia De, le fondateur de l'armée de libération.

Cette place a été accordée à l'ancien dirigeant par le Comité central du P.C.P. L'organe théorique du parti, l'Expulsion de Liu Shaoqi du P.C.P., sort le Drapeau rouge, a représenté la plus grande injustice jamais commise dans l'histoire du parti.

Selon un autre journal, une foule nombreuse a convergé pendant le dernier week-end vers Huangling, le village natal de l'ancien président, pour célébrer sa réhabilitation.

EN AFGHANISTAN

rébellion à la résistance

du sable

Kaboul. — « Le succès de la grève du Bazar du jeudi 21 février ne doit pas être interprété comme un triomphe de la résistance. Nous devons être très prudents et en garder. Elles furent sans succès. Maintenant, il semble que les commerçants des bazars de Kaboul nient pris conscience que le salut de la ville ne viendrait pas uniquement des montagnes. Pour Kaboul, leurs responsabilités de l'un des mouvements de la résistance soviétique interne à l'Afghanistan, l'ont rencontré un matin tôt dans une maison du quartier résidentiel de Kaboul, le rôle fédérateur des « journaux de nuit » assignant une date et des objectifs précis, semble avoir été déterminant le 21 février dernier.

Kaboul, ville du pouvoir, ville du silence, assiégée par le doute et la neige, où le cheminement des maisons basses sur les collines, semble avoir été déterminant le 21 février dernier. Kaboul, ville du pouvoir, ville du silence, assiégée par le doute et la neige, où le cheminement des maisons basses sur les collines, semble avoir été déterminant le 21 février dernier.

Kaboul, ville du pouvoir, ville du silence, assiégée par le doute et la neige, où le cheminement des maisons basses sur les collines, semble avoir été déterminant le 21 février dernier. Kaboul, ville du pouvoir, ville du silence, assiégée par le doute et la neige, où le cheminement des maisons basses sur les collines, semble avoir été déterminant le 21 février dernier.

« Le masque est jeté »

Tant maudite par les tribus pachtounes, cette fameuse ligne Mortimer-Durand tracée à la fin du XIXe siècle pour séparer l'Empire britannique de l'Afghanistan, se trouve de toute éternité avec l'arrivée des Russes. C'est en France d'un département à l'autre. Deux jours de marche, la « frontière », juste avant laquelle, sur requête des autorités soviétiques, ont déposé ses facilités dans un village, puis un jour de bus pour atteindre Peshawar, où Munnand Khan arrive en tenue de combat : turban clair des tribus du Sud, longue chemise blanche, sur le pantalon ample et bouffant, l'ensemble d'un beige peu soutenu.

« Couleur du désert, précise (1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

(1) Résistant de l'islam.

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU PROCHE-ORIENT ET LA QUESTION PALESTINIENNE

Le conflit israélo-arabe dominera la visite à Amman

Amman. — Le président de la République et Mme Giscard d'Estaing passeront la journée de vendredi 7 mars en compagnie du roi Hussein et de la reine de Jordanie à Akaba. Ils visiteront des sites archéologiques et notamment, les ruines de Petra. Séjour privé — assure-t-on — avant la visite officielle, samedi, du président Amman où l'attendent déjà des ardeurs de triomphe lumineuses assurant la France, en arabe et en français, du « respect » et de « l'affection » de la Jordanie. Aucun ministre n'accompagne M. Giscard d'Estaing à Akaba, mais il serait étonnant que les deux chefs d'Etat observent le repos prescrit par le Coran, le vendredi, au point de s'interdire, dans la conversation, toute allusion à la situation internationale.

La visite présidentielle en Jordanie aura, en tout cas, un caractère différent de celles qui se sont terminées jeudi dans quatre États du Golfe. Elle sera essentiellement consacrée à la situation internationale et, en particulier, au Proche-Orient. La Jordanie est au cœur du conflit israélo-arabe. Le président de la République expliquera vraisemblablement dans les discours qu'il prononcera samedi soir pourquoi il a réaffirmé à plusieurs reprises dans les Emirats du Golfe que le problème des Palestiniens doit être résolu en leur octroyant une patrie par la voie de l'autodétermination.

Le cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis, approuve le dialogue euro-arabe et le dialogue entre les pays du Golfe et ceux de la Communauté européenne, comme l'avait fait avant lui les autres interlocuteurs

De notre envoyé spécial

du président de la République : mais il appuie beaucoup plus fermement qu'eux le projet de « triologie ». « Son Altesse le président de l'Etat des Emirats arabes unis, dit le communiqué, a exprimé son espoir que les efforts entrepris à ce sujet soient pourvus de l'appui et de la coopération de la France ».

Six accords de coopération signés à Abou-Dhabi

Le cheikh Zayed donne aussi son appui à l'Institut du monde arabe, en cours de création à Paris. Il s'agit d'une fondation de droit français administrée par le gouvernement français, la France et les pays arabes. L'Institut aura pour mission d'activer les échanges culturels et de faire mieux connaître la langue et la civilisation arabes aux Européens. Une mosquée y sera vraisemblablement intégrée. Un terrain a été mis à la disposition de l'Institut par le gouvernement français, dans le quinzième arrondissement, sur le front de Seine.

Six accords de coopération bilatéraux ont été signés jeudi à Abou-Dhabi. Ils concernent : 1) la surveillance et l'entretien des installations pétrolières, plus spécialement en mer ; 2) la formation des personnels de l'industrie pétrolière par l'Institut français du pétrole ; 3) l'énergie solaire appliquée au dessalement de l'eau de mer et à l'équipement des régions isolées ; 4) le développement de l'énergie nucléaire dans les Emirats arabes unis dont le pétrole sera en voie d'épuisement ; 5) le développement de l'agriculture dans les Emirats arabes unis, portant en particulier sur les arbres fruitiers, les cultures maraîchères, la protection des palmiers et l'élevage, ainsi que la pêche et l'aquaculture ; 6) la formation du personnel médical.

En ce qui concerne le pétrole (domaine où la France est bien implantée dans les Emirats arabes unis par l'intermédiaire de la Compagnie française des pétroles), les conversations ont été assez académiques. La France et les Emirats arabes unis envisagent de développer la coopération dans la pétrochimie et la production des engrais. Mais il est très vain pour le président de la République de chercher à obtenir, aussi vite qu'à Abou-Dhabi, que dans les autres capitales du Golfe, un prix de faveur pour le pétrole. A cet égard, tous les pays arabes s'en tiennent à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à son président, Giscard d'Estaing a surtout cherché, de différentes façons, à assurer des débouchés à l'industrie française des produits pétroliers en conjuguant les intérêts. Il estime cependant avoir obtenu, non par des engagements formels, mais grâce à de bons rapports politiques et économiques, une certaine sécurité d'approvisionnement. En quittant le Golfe après son départ d'Abou-Dhabi, il a déclaré : « Je peux dire que mes interlocuteurs m'ont donné l'assurance de leur volonté de garantir la sécurité et la stabilité de l'approvisionnement de la France ».

Maurice Delarue.

LE DROIT DES PALESTINIENS A L'AUTODÉTERMINATION

L'Égypte souhaite que la résolution 242 soit modifiée en cas d'échec des négociations

Le Caire. — Commentant le communiqué franco-jordanien réaffirmant le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens, M. Boutros-Ghali a affirmé : « Toute aide au peuple palestinien constitue un soutien à l'action diplomatique égyptienne ». Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères nous a même déclaré ensuite qu'il considérerait la prise de position française comme une « victoire égyptienne ».

Les déclarations faites au même moment à Paris, ce mardi, par M. Moustapha Khalil, ont cependant été plus nuancées. Le Monde du 5 mars. Le président du conseil égyptien, tout en se félicitant de l'adhésion française à l'idée d'autodétermination, a remarqué, non sans malice, que « Giscard d'Estaing n'avait pas dit comment il allait consacrer les traditions et les Palestiniens (...) de s'asseoir à la même table de négociation ».

D'autres responsables égyptiens n'ont pas manqué, en privé, de souligner que prôner l'autodétermination des Palestiniens sans rappeler en même temps le droit d'Israël à exister dans ses frontières de 1967 pourrait, à la limite, ouvrir la porte à une remise en cause de l'existence de l'Etat juif sous sa forme actuelle. N'est-il pas évident que, si l'ensemble des Palestiniens était librement consulté, il préconise-

De notre correspondant

rait la création d'un Etat unique à majorité arabe dans une Palestine retrouvant ses limites et son unité de 1948 ?

Cela dit, Le Caire, qui n'a jamais cessé de défendre — depuis le discours du président — la date devant la Knesset en 1977 jusqu'à discussions actuelles sur l'autonomie — le droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes, approuve pleinement tout au long la position de Paris sur l'autodétermination, mais reste un peu froissé de la réserve française à l'égard, sinon de la paix égypto-israélienne, mais du moins du volet du traité de Washington consacré aux Palestiniens. Les Égyptiens souhaiteraient, bien entendu, un mot d'encouragement de la France en faveur des efforts diplomatiques qu'ils mènent depuis près d'un an sans succès pour obtenir d'Israël quelques avantages en faveur des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

« Compléter Camp David »

« Tout bien pesé, nous dit l'un des interlocuteurs égyptiens attitrés des Israéliens, l'idée française sur l'autodétermination venant d'un Etat avant de longue date une solution arabe cohérente et d'avant-garde permet, en quelque sorte, de compléter Camp David et de Washington qui sont un peu courts à cause de l'intransigence israélienne en ce qui concerne l'issue finale réservée aux Palestiniens ». Selon notre interlocuteur, l'idée est maintenant « faire son chemin en Occident jusqu'à être utilisée par les États-Unis ».

La modification de la résolution 242 des Nations unies, du 22 novembre 1967, dans un sens qui ferait des Palestiniens non plus seulement des réfugiés mais un « peuple » devrait, aux yeux des Égyptiens, être la suite logique de la prise de position française, à Koweït. En dépit de remise en question par les Nations unies, la résolution 242 n'a pas été modifiée, mais les implantations israéliennes

dans les territoires arabes occupés, Le Caire veut croire que Washington avaliserait l'actualisation de la résolution 242. « Le Royaume-Uni dont la diplomatie agit en étroite coordination avec celle des États-Unis, ne défendrait pas une telle initiative et les Américains n'étaient pas d'accord », pense-t-on au Caire.

Le 26 mai prochain : date fatidique

Il faut, cependant, se souvenir que, l'an passé, le représentant de l'Égypte à New-York, avait approuvé un éventuel changement dans le texte de la résolution 242, mais, qu'ensuite, le Raïs, à la demande expressée, semble-t-il, du premier ministre israélien, M. Begin, se soit vu contraint de modifier le texte. « En réalité, nous explique un diplomate égyptien, l'Égypte a toujours été favorable au principe du changement de la 242. Le tout est de le faire au moment opportun, c'est-à-dire, par exemple, en mai prochain ». Le 26 de ce mois-ci, doit, en effet, prendre fin les réunions égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne.

« Si, à cette date, il n'y a rien d'abouti de tangible en faveur des Palestiniens, nous mettrons fin, sans coup férir à ces pourparlers », nous a déclaré M. Boutros-Ghali, avant d'ajouter : « D'autres voies pacifiques seront alors explorées. Lesquelles ? Le Caire ne veut pas encore entrer dans le détail, mais il est clair que, dans son esprit, une modification de la résolution 242, dans un sens favorable aux Palestiniens, permettrait, en cas d'échec des discussions actuelles, tout à la fois de masquer l'absence de résultat et de relancer la négociation sur des bases et dans un cadre nouveaux. Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères a d'ailleurs indiqué, le jeudi 6 mars, au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la presse étrangère du Caire, qu'il s'agit d'une initiative égyptienne, en l'occurrence française, pour aider au règlement du conflit israélo-arabe ne serait-ce que si elle était présentée le 26 mai prochain ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

AU COURS DU DÉBAT A LA KNESSET

Les critiques contre M. Begin se sont multipliées

Par 52 voix contre 37, la Knesset a approuvé jeudi 6 mars les déclarations de M. Begin repoussant la récente condamnation, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la politique israélienne d'implantations juives dans les territoires occupés.

Annaparavant, une majorité de députés avaient rejeté une résolution déposée par l'opposition travailliste qui associait le rejet de la résolution des Nations unies à la décision de ne pas autoriser l'installation de colons juifs dans la ville d'Hebron. Cette dernière question doit

être débattue lors du conseil des ministres hebdomadaire, dimanche prochain.

Cependant, au cours du débat à la Knesset, les critiques contre M. Begin se sont multipliées à l'intérieur de la coalition gouvernementale et du cabinet.

De notre correspondant

des implantations existantes. Il n'en reste pas moins vrai que les États-Unis n'ont pas opposé leur veto, ne se sont pas abstenus et ont voté, pour la première fois, condamner la politique israélienne de colonisation en joignant leur voix à celles des « ennemis d'Israël ». Désormais on ne se fait guère d'illusions à Jérusalem : la reculade du gouvernement de Washington comme la plupart des vives attaques dont ce dernier a fait l'objet dans les milieux politiques américains répondent à des préoccupations électorales. D'autre part, il apparaît qu'en attendant la porte de la condamnation du gouvernement américain, la situation à ce sujet ne se trouve pas à l'apogée, quand ce n'est pas par certains membres du cabinet, tels que M. Moshe Dayan, ministre de la défense. Ces dissensions sont nettement apparues, jeudi 6 mars, pendant et après un long débat à la Knesset, au cours duquel des journaux du matin constataient, ce vendredi, que le consensus souhaité par M. Begin n'existe même pas au sein de la coalition gouvernementale et le quotidien Haaretz affirme, assez brutalement, dans un éditorial, que Likoud divise le peuple ».

M. Moshe Dayan, n'a pas manqué, lui aussi, d'adresser de sévères critiques à l'encontre de la conduite « inconsidérée » du gouvernement dans les territoires occupés.

Un certain désarroi se manifeste maintenant dans la coalition gouvernementale, et les divergences apparaissent même parmi les membres du Likoud. Le Firdaï, journal de gauche, a publié une série de cette formation, a fait jeudi soir une déclaration auprès de M. Begin, afin que le conseil des ministres renonce, dimanche, à l'installation de colons au centre de la ville d'Hebron, car, précise le parti libéral, cette question est à l'origine du débat au Conseil de sécurité et de toutes les difficultés diplomatiques que connaît Israël aujourd'hui. Les libéraux, à n'en pas douter, seront soutenus par plusieurs ministres, dont M. Weizman.

Durant le débat, l'ancien premier ministre travailliste, M. Itzhak Rabin, n'a pas manqué de faire remarquer que, dans ces conditions, le soutien apporté par les États-Unis à la résolution du Conseil de sécurité représentait un acte de désespoir et n'est pas adressé à Israël pour l'avenir. Au sujet des pourparlers en cours, il a ajouté que les convergences de vues entre les États-Unis et l'Égypte étaient « de plus en plus évidentes ». Il a indiqué, qu'en fin de compte Israël se trouvait maintenant seul contre deux, l'Égypte et les États-Unis, et que Washington sont fondamentalement d'accord pour une solution du conflit israélo-arabe : retrait israélien sur les frontières de 1967, création d'une « entité » palestinienne destinée à devenir indubitablement un Etat indépendant. Avec amertume, M. Rabin a conclu en déclarant que les attitudes hostiles européennes montraient à Israël ce que pourrait être la politique de Washington après les élections américaines.

Plusieurs personnalités du parti national religieux — qui a pourtant soutenu souvent les entreprises du Goussh Enzoumim — ont déclaré que le moment est mal choisi. En échange d'un ajournement de toute décision à propos d'Hebron, et en raison des

« circonstances graves » que vit Israël, le parti libéral pourrait finalement accepter la nomination de M. Ezzhak Shami, actuellement président du Parlement, au poste de ministre des affaires étrangères qui est toujours vacant depuis le départ de M. Dayan en octobre dernier.

Au cours de leur intervention à la Knesset, MM. Begin et Pères ont attaqué avec la même vigueur les déclarations prises de position française. M. Begin, sans nommer ni la France, ni le président Giscard d'Estaing, ni les autres gouvernements européens qui se sont prononcés pour l'autodétermination des Palestiniens, s'est livré à des comparaisons historiques pour le moins frappantes. Il a évoqué la « capitulation » de la France et de la Grande-Bretagne en 1938 et a fait allusion à la passivité des nations européennes devant l'extermination des juifs par les nazis. Il a rappelé que la Tchecoslovaquie avait été envahie par les nazis, mais que la France et la Grande-Bretagne n'ont rien fait pour l'aider. Il a conclu en déclarant que la grande nation arabe n'a-t-elle pas obtenu l'autodétermination puisqu'il existe aujourd'hui vingt et un États arabes indépendants ?

FRANCIS CORNU.

Les forces syriennes évacuent la banlieue de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Les troupes syriennes de la Force arabe de dissuasion se retirent des quatre positions qu'elles occupaient encore dans la banlieue de Beyrouth-Est (secteur chrétien) et les remettent à l'armée libanaise. L'opération, qui a commencé jeudi 6 mars, devrait se faire sans accrocs et pourrait être achevée dès ce vendredi. Ce geste de bonne volonté à l'égard de l'Etat libanais et, en même temps, des partis chrétiens qui dominent le secteur, contraste avec le contexte dans lequel avait été annoncée la première fois, le repli syrien de Beyrouth, à la fin de janvier dernier.

Le général Victor Khoury, commandant en chef de l'armée, doit se rendre dimanche à Damas pour, en principe, y mettre au point la relève des troupes syriennes par l'armée libanaise. L'opération, qui a commencé jeudi 6 mars, est une véritable ligne de front entre les Syriens et les milices chrétiennes. Un retrait dans les mêmes conditions de Beyrouth-Ouest (palestinien-progressive) pourrait être mené ultérieurement.

Les raisons exactes du retrait des dirigeants syriens sont aussi mal connues que celles qui

motivèrent leur précédente prise de position.

On note cependant qu'il a été précédé de trois événements : — Un voyage à Damas du ministre des Affaires étrangères, M. Fouad Boutros, homme de confiance du président Sarkis, qui a été reçu avec chaleur alors que les autorités syriennes lui battaient froid depuis plus d'une année. M. Boutros a remarqué ce net changement d'attitude qui vaut aussi pour les autres dirigeants libanais ; — Un message à la nation du président Sarkis destiné à servir de base à l'entente nationale, qui ne comportait sans doute pas de concessions majeures à Damas, mais une formulation claire des positions libanaises (Le Monde du 7 mars) ; — Un début d'échange d'otages entre le président français, allié de Damas, et le parti des Palmiers. On croit savoir que des négociations parallèles sont en cours pour la libération de quatre-vingts Palestiniens détenus à Damas et dont le sort est, pour leur parti, plus important que celui des vingt-trois otages (dont onze ont été déjà libérés) de M. Frangé.

LUCIEN GEORGE.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. GISCARD D'ESTAING

La communauté juive de France exprime ses craintes au premier ministre

M. Raymond Barre a reçu, jeudi après-midi 6 mars, à l'hôtel Matignon, pendant près d'une heure, une délégation du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) conduite par M. Alain de Rothschild, qui lui avait demandé audience à la suite des déclarations faites par M. Valéry Giscard d'Estaing sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

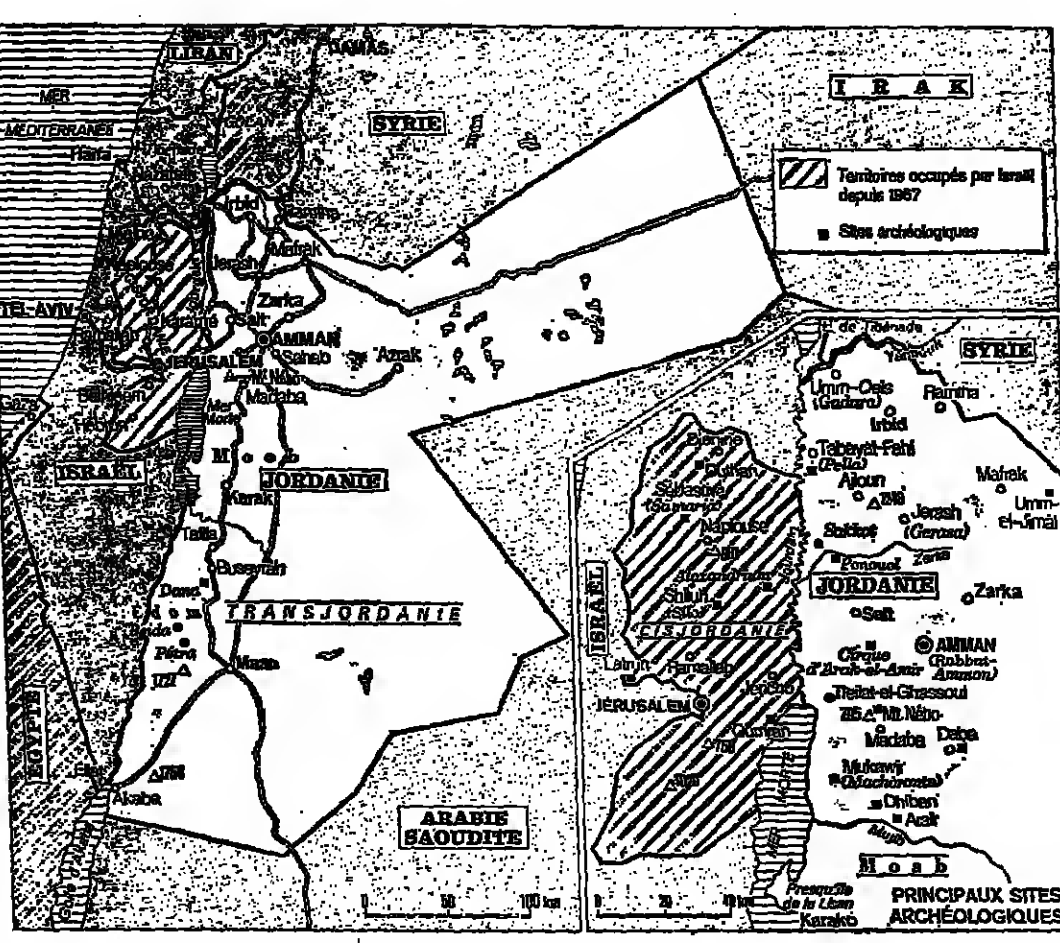
A l'issue de cet échange de vues, M. Alain de Rothschild a indiqué que le premier ministre s'était montré « très compréhensif » devant les « craintes » exprimées par ses interlocuteurs. La délégation a ensuite diffusé une déclaration soulignant notamment :

« La communauté juive de France s'émue tout particulièrement de ce que, jusqu'à ce jour, on ait évoqué les droits des Palestiniens sans évoquer en même temps et explicitement le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légitime que la France veuille contribuer à la recherche d'une solution du problème palestinien, la communauté juive de France ne peut que déplorer que le processus de paix engagé depuis deux ans en l'Égypte et Israël soit ignoré. Des hommes travaillent pour la paix aujourd'hui, qui cherchent, eux aussi, une solution à l'existence de l'Etat d'Israël. S'il est légit

LA JORDANIE

Après les accords de Camp David

• Superficie : 88 000 kilomètres carrés (Transjordanie) 6 633 kilomètres carrés (Cisjordanie).
• Population : 2 300 000 habitants (Transjordanie) ; 750 000 habitants (Cisjordanie).
• Villes principales (estimation approximative) : AMMAN 700 000 habitants ; Zarqa : 245 000 habitants ; Irbid : 116 000 habitants ; Jerash : 50 000 habitants.



Le retour au bercail arabe

par JEAN GUEYRAS

BATIE sur sept collines, la ville d'Amman grignote sans cesse le désert qui l'entoure. Le nouveau quartier ouest de Shmeisat, hérité des résidences secondaires luxueuses et d'hôtels de classe internationale, est en constant développement. Le boom immobilier bat son plein et la capitale jordanienne s'étire de plus en plus vers l'ouest jusqu'à l'université située à plus de 10 kilomètres du centre. La ville basse regorge de magasins où s'étalent sous le poids des marchandises importées de tous les coins du monde. Les longues files de voitures modernes commencent à poser d'insurmontables problèmes aux services de la circulation.

Le visiteur étranger, émerveillé par cette débâche de richesses, a du mal à réaliser les graves difficultés économiques auxquelles le pays fait face. Il maudit la pluie fine qui, cet hiver, a inondé la ville, transformant ses rues en étagers de boue, sans se rendre compte que cette pluie providentielle constitue un don du ciel pour un pays durablement touché par cinq années de sécheresse rigoureuse. Il s'aperçoit cependant assez vite que, dans le domaine de l'inflation (15 % par an), la Jordanie est aussi mal lotie que certains pays d'Europe et que l'envers de la médaille de la prospérité du pays est constitué par une escalade continue des prix, dont celui de l'essence, qui vient tout récemment encore d'augmenter

de 30 %. Les autorités ont essayé de juguler la cherté de la vie en subventionnant massivement des produits de première nécessité, afin de soulager dans une certaine mesure le sort des catégories les plus défavorisées de la population.

Il fallait prendre toutefois des mesures plus radicales pour mettre un terme à la dégradation de la situation économique du pays. Et le départ en décembre dernier du cabinet de M. Moudar Badrane, usé par trois ans et demi de pouvoir, s'explique par le souci du palais d'assainir les fondements de l'économie jordanienne, gravement perturbée par une politique qui pouvait se résumer par la célèbre formule de Guicciotti : « Enrichissez-vous ». Le nouveau premier ministre, le charif Abdel Hamid Charaf, qui jouit de l'entière confiance du roi, n'a pas tardé à tirer la sonnette d'alarme en annonçant dans son discours d'investiture un programme d'austérité dont l'objectif essentiel est de réduire la consommation publique d'un pays « qui vit au-dessus de ses moyens », tout en donnant la priorité aux secteurs productifs de l'économie nationale.

De nouveaux impôts ont été créés dans ce but et les automobilistes ont été les premiers à faire les frais de cette politique de redressement. Cependant, ainsi que nous l'a confié un modeste boutiquier, ces mesures frappent surtout les économistes faibles, déjà durement touchés par la hausse générale des prix, alors qu'ils jettent presque indifférents les nantis, capables de faire

face sans sourciller aux multiples ponctions de la trésorerie publique.

En fait, l'inflation est alimentée en partie par les virements effectués par les quelques quatre cent mille Jordaniens — pour la plupart des Palestiniens venus des territoires occupés — émigrés dans les pays pétroliers du Golfe. En 1979, pas virements ont été évalués à plus de 700 millions de dollars, qui sont à l'origine de l'extraordinaire boom économique que connaît le pays. L'exode de la main-d'œuvre spécialisée, attirée par les hauts salaires du Golfe, a eu cependant des conséquences néfastes pour certains secteurs de l'industrie, privés subitement du concours d'ouvriers qualifiés, qu'il a fallu remplacer au pied levé par des manœuvres importées d'Égypte, de Syrie, du Pakistan, de la Corée du Sud et des Philippines.

L'économie jordanienne est maintenant à flot grâce à l'aide fournie par les pays qui ont participé au sommet arabe de Bagdad en novembre 1978 ; la Jordanie devrait ainsi recevoir une assistance annuelle de 125 millions de dollars en provenance de l'Irak, de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, de Koweït, de la Libye et de l'Algérie. En 1979, cette somme n'a pas été entièrement versée. Tripoli et Alger n'ayant pas honoré leurs engagements. Ces subsides, qui ont compensé largement la diminution de l'aide américaine, ont marqué le retour de la Jordanie au bercail arabe. Il serait toutefois erroné d'affirmer que le ralliement d'Amman au bloc des pays arabes hostiles à l'initiative de paix du président Sadate a été motivé par le seul souci de ranimer l'économie jordanienne.

UN ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE

Nous vivons au-dessus de nos moyens déclare le charif Abdel Hamid Charaf

Le nouveau premier ministre du royaume de Jordanie, le charif Abdel Hamid Charaf, qui a succédé en décembre dernier à M. Moudar Badrane, n'est pas un inconnu sur la scène politique jordanienne. Diplômé de carrière, il avait été nommé en 1967, à l'âge de vingt-huit ans, ambassadeur de son pays à Washington, avant d'occuper en mars 1972 le poste de délégué permanent d'Amman aux Nations unies. En 1978, le roi Hussein, son cousin, le nomme chef du cabinet royal. Il est considéré depuis comme le bras droit du souverain hachémite. L'un de ses consiliers les plus écoutés dans le domaine de la politique intérieure et l'architecte de la nouvelle stratégie proche-orientale d'Amman après la conclusion des accords de Camp David.

Le charif Abdel Hamid Charaf avait pourtant en un passé passablement agité. A Beyrouth, où il fréquentait l'université américaine, nous nous sommes rencontrés à la fin de l'été 1977, à l'âge de vingt-huit ans, ambassadeur de son pays à Washington, avant d'occuper en mars 1972 le poste de délégué permanent d'Amman aux Nations unies. En 1978, le roi Hussein, son cousin, le nomme chef du cabinet royal. Il est considéré depuis comme le bras droit du souverain hachémite. L'un de ses consiliers les plus écoutés dans le domaine de la politique intérieure et l'architecte de la nouvelle stratégie proche-orientale d'Amman après la conclusion des accords de Camp David.

Présentant le 24 décembre dernier le programme de son gouvernement, le charif Abdel Hamid Charaf a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la « décentralisation » du pays et la participation de la population aux décisions effectuant sa vie quotidienne. Nous retrouvons dans son bureau de la présidence du conseil, le premier ministre jordanien définit sa conception de la notion de « décentralisation », qui implique, selon lui, le renforcement des pouvoirs des différentes autorités locales du pays, afin qu'elles puissent « participer plus démocratiquement » à la gestion des affaires de leurs régions. Il s'agit également d'instaurer un système « de consultation et de dialogue » pour que les simples citoyens aient leur mot à dire dans la conduite des affaires de leur gouvernement.

Pensez-vous qu'il est possible d'assurer la participation du peuple aux affaires publiques en l'absence d'un Parlement élu ?
— Le problème pour nous est que, depuis 1967, nous n'avons pas été à même d'organiser des élections parlementaires, à cause de l'occupation israélienne de la rive occidentale. La Constitution prévoit en effet des élections générales et non limitées à une partie du pays. Nous avons depuis étudié plusieurs formules pour remédier à cet état de choses et nous avons finalement décidé d'ajourner le fonctionnement du prochain Parlement jusqu'au moment où le gouvernement serait en mesure d'organiser des élections générales. C'est-à-dire lorsque le problème de l'occupation aura été réglé. Entre-temps, nous avons mis sur pied un Conseil consultatif national désigné, lequel bien entendu ne remplace pas le Parlement, mais constitue une étape provisoire de notre vie parlementaire. En principe, selon les stipulations de notre Constitution, nous devons tenir des élections générales le plus tôt possible et nous espérons élaborer, dans un proche avenir, une formule destinée à élargir la représentation populaire.

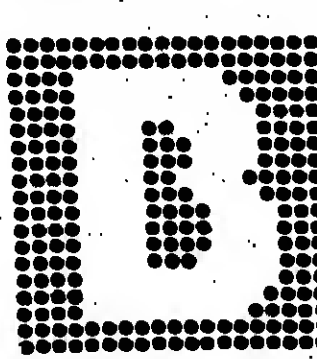
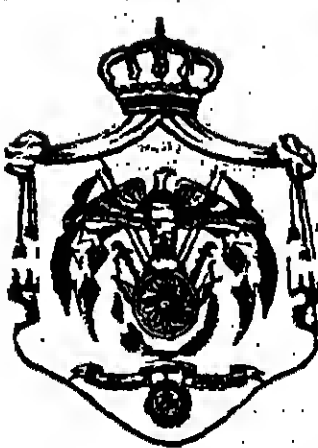
— Envisagez-vous d'autoriser les partis politiques ?
— Les partis politiques constituent dans les pays en voie de développement un problème controversé. Nous avons dans le passé essayé le système du multipartisme, en nous inspirant de certains pays d'Europe occidentale et aux États-Unis. Nous sommes arrivés à la conclusion que les pays en voie de développement doivent chercher une autre formule à cause de leurs structures sociales et économiques et des conditions particulières du déroulement du processus de leur développement. Nous espérons toutefois assurer une plus grande participation populaire par le dialogue avec les différentes forces du pays.

— Vous parlez souvent de la nécessité de juguler la « mentalité de consommateur » de la population. Comment comptez-vous atteindre cet objectif ?
— Ce ne sera pas une tâche aisée. La Jordanie est prise en tenailles entre, d'une part, les immenses pressions exercées par la menace expansionniste israélienne, qui nous oblige à consacrer une partie importante de nos ressources aux impératifs de la défense, et, d'autre part, la grande prospérité des pays producteurs de pétrole. Certaines des valeurs de la société de consommation se sont glissées dans notre vie sociale et économique, et les gens ont pris l'habitude de trop exiger. Je pense que le climat de laxisme qui nous vient des pays producteurs de pétrole a sur nous un effet négatif ; notre gouvernement et notre peuple vivent au-dessus de leurs moyens. La Jordanie ne peut continuer à faire face aux pressions économiques résultant de la hausse du prix du pétrole, si elle n'abandonne pas la « mentalité de consommateur ». Il faut que le peuple comprenne la nécessité d'une politique d'austérité et soit prêt à faire des sacrifices. Notre mode de vie laxiste ne fait que creuser le fossé qui existe entre les riches et les moins nantis.

— Plus de la moitié de la population jordanienne est d'origine palestinienne. Considérez-vous que la Jordanie est un État binational et que les Palestiniens qui vivent sur son territoire ont des aspirations nationales spécifiques ?
— La plupart des Jordaniens de la rive orientale sont nés après 1948. Il est donc très difficile d'affirmer avec certitude qu'il est jordanien et qu'il est Palestinien en Jordanie. Et nous essayons de ne pas trop nous attarder sur ce point. Je n'admettais pas non plus le terme d'« État binational ». Les Palestiniens et les Jordaniens n'appartiennent pas à des nationalités différentes. Ils sont détenteurs du passeport jordanien, sont des Arabes et ont une même culture. Je pense que nous avons beaucoup fait en Jordanie au cours des trente dernières années pour y créer un sens des grands desseins nationaux partagés par l'ensemble de la population. Lorsque le problème palestinien sera résolu, c'est-à-dire lorsque les Palestiniens pourront s'autodéterminer et que les Israéliens se retireront des territoires occupés, tout sera automatiquement réglé. Ceux qui souhaitent s'établir dans un État palestinien indépendant, pourront le faire et ceux qui désirent demeurer dans les citoyens Jordaniens.

— La Jordanie a abandonné en 1974 ses droits sur la Cisjordanie en faveur de l'O.L.P., désignée par le « sommet » arabe de Rabat comme l'unique représentant du peuple palestinien. Cette décision est-elle irréversible ?
— Nous n'avons pas abandonné nos droits sur la rive occidentale.

Propos recueillis par J. G.
(Lire la suite page 12.)



BNP
LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS
IMPLANTE DANS 75 PAYS
et
bientôt en JORDANIE
Ouverture d'un bureau à AMMAN
Mohamed Street - Anani Building
3 rd circle - Djebel Amman

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16, boulevard des Capucines 75009 Paris. Tél. 244.45.46. Télex 280805
Total du bilan consolidé au 31 décembre 1978 : FF 325 824 831 000

La crainte d'une « paix séparée »

L'opposition de la Jordanie au processus de paix israélo-égyptien engagé par le président Sadate en novembre 1977 est fondée sur la conviction intime que celui-ci ne peut déboucher que sur une « paix séparée » qui laisserait sans solution le problème palestinien, qui contribue largement à l'instabilité dans la région. Pourtant, avant de rejeter définitivement le « processus » de Camp David, le roi Hussein avait tenté une ultime démarche auprès des Américains en leur adressant un questionnaire en quatorze points demandant certaines précisions sur les négociations israélo-égyptiennes. Les réponses de Washington ont été jugées décevantes et ont échoué de convaincre le souverain jordanien que les accords de Camp David ne tenaient aucun compte du point de vue et des intérêts de la Jordanie.

Récent, il y a une dizaine de jours, la presse française, le roi Hussein a laissé percer son amertume devant l'attitude de Washington, qui, selon lui, a délibérément saboté les « mesures positives et prometteuses » qui avaient été prises à la veille de l'initiative du président Sadate, pour trouver une solution honorable à la crise du Proche-Orient. « Après la soumission de la présidence Sadate à Jérusalem, a-t-il dit, les Américains ont hésité un instant avant d'appuyer à fond l'initiative israélo-égyptienne. Le processus de paix antérieur qui, pour nous, était la seule valable, a déraillé et a été remplacé par une nouvelle formule qui, ainsi que nous avons pu le constater, n'a pas débouché sur la paix globale que nous cherchons ». L'ancien ministre de l'Information, M. Adnan Abou Audah, un Palestinien devenu un des conseil-

lers du roi, qui songerait à lui confier prochainement le poste de délégué permanent de la Jordanie auprès des Nations unies, estime que la question de savoir si le gouvernement d'Amman se ralliera ou non aux négociations de Camp David n'a pas de sens. « Le véritable problème, nous a-t-il dit, est plutôt de savoir si les Israéliens sont prêts à accepter les principes contenus dans la résolution 242 de l'ONU en évacuant les territoires occupés. En fait, les Israéliens souffrent d'une maladie provoquée par l'irrésistible de la victoire et souhaitent avoir le même temps la paix et les territoires, ce qui est parfaitement inadmissible. Que pourrions-nous dire dans ces conditions aux Israéliens à Camp David ? Devrions-nous bénir le perpétuel de l'occupation que par euphémisme ils qualifient d'« autodétermination » ?

L'attitude de M. Adnan Abou Audah est d'autant plus étonnante qu'il avait été l'une des rares personnalités du régime d'Amman à accueillir favorablement en 1977, l'initiative du président Sadate. « Le drame arabe, nous a-t-il dit, réside dans le fait que nous ne disposons que d'une seule option : la paix, alors que les Israéliens en ont deux : la paix et la guerre ». M. Adnan Abou Audah pense qu'il n'y a qu'un moyen pour mettre fin à ce « déséquilibre ». « Nous devrions créer les éléments susceptibles de nous donner cette deuxième option, en renforçant notamment la puissance militaire arabe. Ce n'est qu'alors que les Américains et les Israéliens, qui connaissent parfaitement les limites de notre marge de manœuvre, nous prendront au sérieux ».

(Lire la suite page 12.)

LA JORDANIE

LA LONGUE MARCHÉ

A quarante-cinq ans, le roi Hussein de Jordanie est le doyen des chefs d'États arabes en exercice. Établi sur le trône le 11 août 1952 par l'Assemblée nationale, à la suite de la déposition de son père, le roi Talal, diminué par la maladie, le souverain se trouve tout de suite confronté à un exercice du pouvoir d'autant plus difficile qu'il hérite d'un royaume au caractère artificiel, et récent, qui doit faire face à la menace permanente que constitue la présence d'Israël à ses frontières. Placé au centre du conflit israélo-arabe, le roi Hussein mène des années durant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, un combat vital qui met en jeu l'existence même de la Jordanie hachémite.

Lorsque, le 20 juillet 1951, le roi Abdallah meurt assassiné sur le seuil de la mosquée Al-Aksa de Jérusalem, de la main de Palestiniens proches du grand mufti, Hadj Amin Hussein, le jeune Hussein, alors âgé de seize ans, est présent. Pour ce petit-fils d'Abdallah qui avait appris du fondateur du royaume « à comprendre les pensées de son peuple et la complexité du monde arabe, les obligations de la fonction royale et comment faire face à un adversaire », le choc est terrible : « Je les revois encore, ces hauts dignitaires — écrit-il — le visage caché, s'enfuyant comme de vieilles femmes effrayées. Cette image, plus que le visage de l'assassin, restera gravée dans ma mémoire, tant elle est la preuve de la fragilité du pouvoir politique. »

A ce pouvoir politique, le prince héritier Hussein va se mesurer plus tôt qu'il ne pense puisque son père, Talal, ne pourra exercer la magistrature suprême que durant une courte période, de juillet 1951 à août 1952, et qu'en termes de la régence du charif Nasser Ben Nuri, son oncle, mise à profit pour parfaire son éducation à l'académie militaire britannique de Sandhurst, il prête serment, le 2 mai 1953, devant le Parlement. L'Orient passe alors d'un « monde de l'émirisme » qui a suivi la malheureuse guerre de Palestine au « monde de la royauté », et il faudra au nouveau roi de Jordanie beaucoup de courage et d'habileté politique pour dénouer les intrigues dont il est l'objet et assurer la survie de

son fragile royaume. Il montrera également — ainsi lors des affrontements qui le mettront aux prises en 1970 avec les Palestiniens — que sa volonté peut s'exercer sans particulière douceur lorsqu'il y va, estime-t-il, du sort de son pays.

Mais, en dehors de qualités personnelles évidentes et, d'autre part, bien servi par une chance qui lui permet d'échapper à de multiples complots, Hussein bénéficie auprès de ses sujets du prestige indéniable que lui confère son appartenance à une lignée directe du Prophète, par sa fille Fatima, épouse d'Ali, et leur fils Hassan, dont il est le quarante-quatrième descendant. La Constitution de 1952 lui donne des prérogatives étendues, puisque, en particulier, « le chef suprême de l'État, il est incontestable et irresponsable ». Partageant le pouvoir législatif avec le Parlement, il délient seul le pouvoir exécutif, qu'il exerce par décrets ou par l'intermédiaire de ministres, par lui désignés, qui sont tenus de lui jurer fidélité. Possédant le droit de dissoudre les Chambres — ce dont il usa en novembre 1974 — il nomme tous les fonctionnaires, civils et mili-

taires. Commandant en chef des forces armées, lesquelles sont un instrument de défense, mais aussi politique, sur lequel le souverain sait pouvoir compter dans les moments difficiles (1970), et ce malgré les défaillances passagères de certains de ses officiers, il déclare la guerre et signe les traités.

Au tour du roi, le pouvoir fonctionne donc comme un véritable circuit fermé au sein duquel s'opèrent les mutations et promotions d'un personnel politique relativement réduit, en fonction de l'appréciation, qui est faite par le palais, de leurs mérites. Hussein est ainsi parvenu, au fil des ans, à imposer bon gré mal gré son autorité sur les ministres, sur les hauts fonctionnaires civils et militaires, sur ses proches collaborateurs et même sur sa famille. Cette autorité est incontestable, sinon incontestée. La complexité des liens, affectifs ou intéressés, qui se sont tissés entre le palais et l'extérieur explique, en dehors des tentatives de coup d'État, la continuité, depuis 1953, d'un pouvoir jugé volontiers autocratique et sa relative résistance aux pressions qu'il subit de la part de forces politiques qui ne lui sont pas toutes favorables.

La Constitution

La Constitution de 1952 reconnaît les libertés d'opinion, de presse, de réunion et de regroupement dans des associations ou de partis. Ces dispositions favorisent, dans les premières années du royaume, la floraison d'une multitude d'organisations politiques ou par confessionnelles, basistes puis nassériens se disputent les suffrages d'une opposition de gauche qui déjà s'organise. Pour faire contrepoids, le roi est un moment tenté de former une Union nationale jordanienne (UNA) qui regroupent les principales forces nationales, serait la seule formation politique autorisée du pays. Mais, engagée en septembre 1971, à un moment particulièrement favorable de la conjonction politique, l'expérience cesse en février 1976. L'instabilité d'un tel appareil, cantonné dans un rôle secondaire, était vite apparue au souverain, qui trouve

plus expédient de donner directement ses directives à une classe politique peu nombreuse et donc peu renouvelée. C'est ainsi que le gouvernement se trouve aujourd'hui seul habilité à représenter le courant au pouvoir et à en exprimer le programme, tandis qu'un Conseil consultatif, composé de soixante membres nommés par décret, fait office, depuis avril 1978, de Parlement. Quant aux forces d'opposition, si elles n'ont rien perdu de leur vitalité, les contraintes auxquelles elles restent soumises ont notablement réduit la portée de leurs discours.

Après l'assassinat du roi Abdallah, les forces progressistes, largement dominées par les Palestiniens, subissent une sévère campagne de répression dont les communistes sont les premiers à faire les frais (loi 91 de 1953). L'opposition ne désarme pourtant

pas et forme, en 1954, un front national sous la direction de Suleiman Nabulsi, chef du parti national-socialiste. Cette tension interne est appréhendée par le roi avec d'autant plus d'inquiétude qu'elle s'accompagne de menaces extérieures précises. Sur la frontière occidentale, en effet, les actions des commandos palestiniens se font plus nombreuses et plus profondes entraînant des représailles israéliennes, tandis qu'à partir du Caire Gamal Abdel Nasser, au pouvoir depuis avril 1954, suscite une ferveur unitaire à laquelle l'opinion jordanienne ne reste pas indifférente.

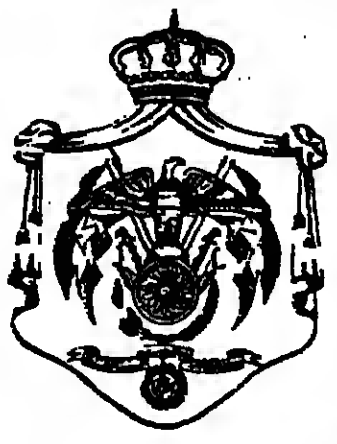
Toujours liée à la Grande-Bretagne par le traité de 1948 — détesté par la majorité de la population — la Jordanie s'engage dans une dangereuse politique de bascule, s'appuyant tantôt sur le bloc syro-égyptien, tantôt sur l'Arabie Saoudite. Les émeutes d'octobre 1955 contre l'entrée du royaume dans le pacte de Bagdad obligent le roi à constituer un gouvernement, celui de Samir Rifai, qui s'engage à ne pas adhérer au pacte puis à se séparer, en mars 1956, de Ghubb Facha, commandant de la fameuse Légion arabe. La guerre de Suez, dont la brièveté ne laisse pas le temps à Hussein de s'engager, est mise à profit pour hâter le départ des Britanniques et obtenir de Londres l'abrogation du traité de 1948. Le court passage du gouvernement du nationaliste pro-nassérien Suleiman Nabulsi (octobre 1956-avril 1957) accentue la confusion qui règne à Amman. Des éléments de l'armée travaillés par des courants nationalistes inspirés par Damas et Le Caire tentent d'instaurer une république. Mais le roi, à la tête de groupes fidèles, fait courageusement front à Zarka (13 avril 1957) et retourne la situation.

Durant toute cette crise, l'Arabie Saoudite ne ménage pas son soutien à Hussein, obtenant en particulier le retrait des troupes syriennes entrées dans le nord de la Jordanie pendant la campagne de Suez. Déjà considérablement détériorées, les relations du royaume avec la Syrie et l'Égypte sont rompues lorsque ces deux pays décident, le 1^{er} février 1958, de former une union qui donne naissance à la République arabe unie (R.A.U.). L'Union arabe conclut une réponse entre le roi Hussein et son cousin Fayçal, roi d'Irak, ne survit pas à la mort de ce dernier et à la proclamation

de la République irakienne, le 14 juillet 1958. Se sentant de plus en plus menacé, le souverain hachémite fait alors appel à la Grande-Bretagne, qui intervient préventivement, le 16 juillet, avec ses parachutistes, tandis que la VI^e flotte américaine débarque des bataillons de « marines » au Liban, en proie également à des troubles. Commence alors pour Hussein l'une des étapes les plus dramatiques d'un régime déjà passablement tourmenté. Attentes et tentatives de coups d'État se multiplient, ayant pour origine soit les Palestiniens, soit la Syrie, soit encore l'Égypte. L'éclatement de la R.A.U., en septembre 1961, se la signature d'un accord politique et militaire avec l'Arabie Saoudite, un an plus tard, apportent cependant quelque répit.

La participation d'Hussein aux différents sommets arabes (Le Caire en janvier 1964, Alexandrie en septembre 1964 et Casablanca en septembre 1965) favorise même un rapprochement avec Nasser, qui est l'initiateur de ces rencontres. Il est vrai que les risques de conflit entre Arabes et Israéliens créés par le partage des eaux du Jourdain estompent quelque peu les rivalités inter-arabes. Le roi en profite pour faire admettre à l'occasion de ses nombreuses tournées d'explication au Proche-Orient, en Europe et aux États-Unis, que son royaume ne doit pas faire les frais d'un arrangement de grandes puissances dans la recherche d'un règlement du conflit israélo-arabe. Mais les crises internes qui secouent quelques pays arabes (Irak, la Yémen, la Syrie) n'épargnent pas la Jordanie. Hussein parvient sans mal à les dominer de son côté en procédant à de fréquentes remaniements ministériels et en maintenant son contrôle sur les institutions. En juillet 1968, une centaine de nassériens, de baasistes et de communistes sont arrêtés à Amman sous l'accusation de préparer un coup d'État avec l'aide de la Syrie. Les Palestiniens sont également touchés, qui voient l'aide accordée à l'O.L.P. suspendue. L'aggravation de la situation à la frontière jordanosyrienne accroît les risques de guerre en même temps qu'elle crée, en Cisjordanie, une agitation persistante au sein d'une population palestinienne qui se juge insuffisamment protégée contre les attaques israéliennes.

Histoire



ARAB BANK LTD

LA PLUS ANCIENNE BANQUE DU MOYEN-ORIENT
CRÉÉE EN 1930
A JÉRUSALEM



SIÈGE : AMMAN, JORDANIE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1979

En dinars Jordaniens : 1 DJ = 3,4 US \$

CAPITAL et RÉSERVES...	61,025,615
DÉPÔTS	1,187,965,780
TOTAL DU BILAN	1,958,568,647

L'ARAB BANK A DES SUCCURSALES A :

ABOU DHABI, ADJMAN, BAHREIN, DOUBAI, EGYPT, FRANCE, FOUDJEIRA, GRECE, GAZA, JORDANIE, LIBAN, OMAN, QATAR, RAS EL KHEYMA, CHARDJA, TUNISIE, OM EL KOWAIN, ROYAUME UNI, REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN.

FILIALES ET BANQUES ASSOCIÉES DE L'ARAB BANK :

- 1 - ARAB BANK (OVERSEAS) LTD, SUISSE.
- 2 - THE ARAB BANK INVESTMENT Co. LTD, ANGLETERRE.
- 3 - ARAB BANK MAROC, MAROC.
- 4 - ARAB NATIONAL BANK, ARABIE SAOUDITE.
- 5 - (U.B.A.E.) ARAB GERMAN BANK, LUXEMBOURG et R.F.A.
- 6 - (U.B.A.F.) UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES, FRANCE.
- 7 - (U.B.A.F.) ARAB AMERICAN BANK, U.S.A.
- 8 - (U.B.A.N.) ARAB JAPANESE FINANCE LTD, HONGKONG.

SUCCURSALES DE PARIS :

90, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Tél. : 562-38-10

La délicate question des Palestiniens

La guerre, devenue inévitable, pousse le roi Hussein à signer, le 31 mai 1967, un accord de défense avec l'Égypte, elle-même liée à la Syrie par un pacte de défense mutuelle depuis novembre 1956. Au cours de la campagne éclair de juin 1967, à laquelle le roi Hussein est le seul chef d'État arabe à prendre directement part, la Jordanie subit le principal choc. Le désastre est immense : perte de Jérusalem, occupation de la Cisjordanie, deux cent mille nouveaux réfugiés sur la rive orientale, dix mille morts parmi les cinquante-cinq mille combattants de la Légion arabe. La situation politique du royaume hachémite s'en trouve bouleversée. Le président Nasser, lui-même en proie à quelques difficultés d'ordre interne (complots, procès), et le roi Hussein conviennent donc, au sommet de Khartoum (août-septembre 1967), que, faute de pouvoir réparer par les armes le désastre de juin, seule la voie de la négociation leur est ouverte. Ils sont les seuls chefs d'État arabes à accepter, trois mois plus

tard, la résolution 242 votée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité.

La Jordanie, à l'instar de l'Égypte, ne s'associe donc pas aux trois « non » du sommet de Khartoum : non à la reconnaissance, non à la négociation, non à la paix avec Israël. Cependant, la politique pratiquée par les Israéliens dans les territoires occupés (vote de l'annexion de Jérusalem le 28 juin 1967, par la Knesset) et l'échec des ententes de paix du médiateur des Nations unies, Gunnar Jarring, font monter la fièvre dans les camps de réfugiés palestiniens, dont la Jordanie et le Liban entretiennent le plus grand nombre. A l'intérieur de ceux-ci, les foyers, plus ou moins contrôlés par l'O.L.P., s'arment et montent des opérations spectaculaires destinées à faire connaître au monde entier leurs revendications. L'intégration de ces milliers de réfugiés, malgré les efforts des autorités, ne se fait que très lentement, même si une partie notable d'entre eux participent aux activités économiques et parfois politiques du pays.

JORDAN NATIONAL BANK s.a.



البنك الأردني
بنك الأردن

Siège : PO BOX 1578 AMMAN, JORDANIE

Ses succursales en Jordanie et au Liban mettent à votre disposition tous leurs services commerciaux et bancaires.

Bilan au 31 décembre 1978

Capital	D.J. 3.292.375
Réserves	D.J. 1.472.116
Dépôts	D.J. 43.274.119
Total du bilan	D.J. 64.428.878

SUCCURSALES EN JORDANIE

Amman : Siège	
Amman : Succursale de Wihdat	
Amman : Mahata Street	
Amman : Jabal Amman	

Zarka	Sweileh	Madaba
Irbid	Wadiseer	Deir Alla
Aqaba	Sahab	Ramta
Salt	Tafila	King Talal St.

Les succursales de Jérusalem, Hébron, Nablus sont provisoirement fermées

SUCCURSALES LIBANAISES à Beyrouth, Tripoli et Saida

LA JORDAN NATIONAL BANK est associée avec le AL-AHLI BANK LTD à Dohaï, Émirats Arabes Unis.

Correspondants dans le monde entier

البنك الأردني

JORDAN

Matières

Actif

Description

Le compte

JORDAN FERTILISER

P.O. BOX 5742

Telephone : 43281 - 43282

هكذا في الأصل

RCHE

DU ROI HUSSEIN

par PHILIPPE RONDOT

Une dualité dans le pouvoir ne tarde pas à s'instaurer à Amman, où les organisations de fedayin, parmi les plus dures, comme celles relevant de l'autorité de Georges Habbache, président des forces gouvernementales de plus en plus lassées par ces débordements qui affectent la souveraineté nationale. En février 1970, l'interdiction des activités des partis politiques décidée par le roi suscite une réaction immédiate de l'opposition, mise aussitôt à profit par les Palestiniens qui appellent à l'établissement d'un « régime démocratique et national ». Devant les pressions exercées par la Syrie et l'Irak, dont un contingent de douze mille hommes, venu en juin 1967, se trouve encore en Jordanie, Hussein doit céder. Il conclut un accord avec le chef de l'O.L.P., Yasser Arafat, et procède à un remaniement ministériel. Mais les affrontements entre les comman-

dos palestiniens et l'armée s'amplifient, le gouvernement, qui a accepté le plan de paix arabo-israélien, du secrétaire d'Etat américain Rogers (7 août 1970), se décide à intervenir d'une manière plus radicale. Le détournement d'avions de ligne par le F.P.L.P. sur Mafrak donne, en septembre, le signal de la bataille qui, entre le 17 et le 27 septembre 1970, fait de la capitale le théâtre de violents combats. Le nord du pays n'est pas épargné et l'armée syrienne elle-même tente un moment d'intervenir directement. Grâce à la médiation arabe, dont Le Caire est le centre et à laquelle participe le président soudanais Gaafar el Nimeiry, un cessez-le-feu intervient le 21 septembre, suivi de la signature, dans la capitale égyptienne, d'un accord en quatre points (les accords du Caire) entre le roi Hussein et Yasser Arafat.

La rupture des relations diplomatiques intervenant entre Le Caire et Amman, le 6 avril 1972, la suite de la divulgation du plan de royaume uni, une vague d'attentats contre des personnalités officielles jordaniennes et palestiniennes proches du roi et d'autres tentatives de coup d'Etat le roi Hussein dans son ambition de parvenir à ses fins. Un nouveau gouvernement, formé par Zeid Rifai en mai 1973, dans lequel un ministre est chargé des affaires des territoires occupés, prend ses dispositions pour relancer le projet d'Etat jordanopalestinien. Mais, en même temps, le premier ministre a la délicate mission de tenter une normalisation des relations de la Jordanie avec quelques-uns de ses voisins arabes les plus proches. C'est ainsi qu'une approche a d'abord lieu en direction de Damas en mai 1973. Le souvenir des querelles du passé ayant pu être effacé, les deux capitales s'engagent dans une politique de concertation dont le but est de jeter les bases d'une véritable intégration de la Jordanie et de la Syrie dans un ensemble régional de type fédératif. Ayant réussi cette ouverture inespérée avec son voisin du Nord, le souverain confie alors à son frère, Abdel Moneim Rifai, la mission

de tenter, en juin 1973, une réconciliation identique avec Le Caire. Le succès de ces deux démarches parallèles se concrétise, le 12 septembre, par la réunion, dans la capitale égyptienne, d'un sommet qui regroupe autour d'Anouar el-Sadate, le roi Hussein et le général Assad. Les relations diplomatiques sont rétablies avec Le Caire (12 septembre), puis avec Damas (4 octobre). La non-participation de la Jordanie à la guerre d'octobre 1973 — de la préparation de laquelle le roi a d'ailleurs été exclu et pour laquelle il se sent insuffisamment armé — bien qu'ayant été vivement dénoncée par l'opposition intérieure, n'a guère de répercussions dans l'évolution du rapprochement opéré avec la Syrie et l'Egypte. L'inflexion, donnée par Hussein à son projet de royaume arabe, en 1973, lorsqu'il laisse entendre qu'après le retrait des troupes israéliennes de Cisjordanie, il serait disposé à renoncer à ses droits sur celle-ci afin que les Palestiniens puissent déterminer par un référendum leur avenir, est bien accueillie. Cependant, le palais exprime ses réserves à propos de la décision du sommet d'Alger (novembre 1973) de reconnaître l'O.L.P. comme représentant unique du peuple palestinien.

élections législatives prévues sont ajournées sine die (février), la mission du gouvernement est « dépolitisée », le parti unique est supprimé, tandis que toute activité politique organisée non gouvernementale est désormais interdite. En juillet 1978, Moudar Badrane, directeur du cabinet royal, succède comme premier ministre à Zeid Rifai. Dès lors, ayant renoncé à son projet de royaume arabe uni, qui

entravait son retour parmi ses pairs, le roi peut s'engager plus avant sur le terrain qui lui est préparé son ancien premier ministre : la poursuite du rapprochement avec la Syrie, la normalisation des relations avec l'O.L.P. et, surtout, la défense des intérêts jordaniens dans le processus qui s'est engagé, sous l'égide américaine, pour trouver une solution au conflit israélo-arabe.

Le « refus positif » de la paix séparée

Cette grande bataille diplomatique, Hussein va la conduire lui-même, laissant à son chef de gouvernement le soin de gérer, selon ses directives, les affaires intérieures du royaume. Si le rapprochement jordanien-syrien marque quelque peu le pas sans doute à cause de pressions exercées par l'Arabie Saoudite, du moins le sommet arabo-africain, tenu au Caire en mars 1977 en présence du roi et de Yasser Arafat, scelle-t-il la réconciliation des deux hommes, bien que certaines divergences demeurent. Celles-ci tiennent en particulier à la représentation des Palestiniens dans la perspective d'une reprise des travaux de la conférence de Genève, que l'on envisage alors sérieusement. Hussein préfère une délégation arabe unique au sein de laquelle les Palestiniens auraient leur place à la formule de délégation indépendante défendue par le président de l'O.L.P.

Le peu de chances qu'il a de pouvoir représenter les Palestiniens à une hypothétique conférence de paix Hussein recherche tout naturellement des appuis sur la scène internationale (Etats-Unis, France, Arabie Saoudite, Egypte, Syrie...). Il espère de la sorte empêcher que la trêve jordanienne ne subisse, à son détriment, les conséquences d'un arrangement à la préparation duquel elle n'aurait pas été associée.

Aussi, le roi évite-t-il d'abord de manifester une hostilité immédiate devant l'initiative prise par Anouar el-Sadate de se rendre à Jérusalem (novembre 1977), se tenant même à l'écart des sommets du « refus » de Tripoli (décembre 1977) et d'Alger (février 1978). Mais le tour pris par les négociations égypto-israéliennes, dont la Jordanie se tient écartée, la signature des accords-cadres de Camp David (septembre 1978), par lesquels Amman déclare ne se sentir nullement engagée bien que le rôle futur de la Jordanie y soit précisé et enfin la conclusion du traité de paix égypto-israélien (mars 1979), incitent le roi Hussein à prendre une attitude d'autant plus résolue que son opinion publique l'y pousse. La Jordanie approuve les mesures de rétorsion décidées par le sommet de Bagdad (novembre 1978) qu'elle est la première à appliquer en rompant ses relations diplomatiques avec l'Egypte, le 1er avril 1979.

La désignation, le 19 décembre 1978, d'Abdel Hamid Charaf aux fonctions de premier ministre considérée comme un nouveau pas dans la voie de la fermeture confirme la politique jordanienne de « refus positif » de la paix séparée signée entre Israël et l'Egypte.

La réintégration au sein de la communauté arabe

En octobre 1970, un nouvel accord est signé (accord d'Amman), plus favorable aux Palestiniens, tandis que Wafiq Tall est chargé de former un nouveau gouvernement. La résistance palestinienne n'a cependant pas totalement désarmé. Aussi la roi, profitant de changements opérés en Egypte (mort de Nasser), en Syrie (arrivée au pouvoir de Hafez el-Assad) et en Irak (élimination du vice-président, Saddam el-Takriti) et bénéficiant de livraisons de matériels militaires par les Etats-Unis, poursuit l'élimination des derniers bastions tenus encore par les Palestiniens. Le 18 juillet 1971, après un ultime assaut mené dans le Nord, entre Ajloun et Jersah, le premier ministre, Wafiq Tall, est en mesure d'annoncer l'annexion définitive des dernières bases de fedayin sur le territoire du royaume.

Cette confrontation sanglante (septembre-novembre) vaut au souverain haïché l'intimité de la quasi-totalité des autres chefs d'Etat arabes. Elle lui a permis cependant de mettre au terme, dans son pays, à une dualité du pouvoir qui sera fatale, quelques années plus tard au Liban. Ayant ainsi éliminé la présence armée palestinienne, Hussein n'est plus, pourtant pas la possibilité de rassembler, sous sa couronne, Jordaniens et Palestiniens. Aussi fait-il connaître, le 15 mars 1972, un plan de royaume arabe uni, au sein duquel la Cisjordanie libérée serait érigée en « province palestinienne autonome ». Mais ce plan, qui ne doit être révisé qu'après l'application de la résolution 242, approuvée par le Parlement jordanien, est rejeté par l'O.L.P. et la majorité des pays arabes. Dans l'esprit du roi, il s'agit tout ensemble d'amorcer une nouvelle tentative de « solution politique » partielle du conflit israélo-arabe, de « récupérer » les Palestiniens en achevant de les soustraire aux séductions révolutionnaires et d'esquisser un nouvel ordre interarabe, qui puisse être opposé au rassemblement inspiré alors par Le Caire.

Pas de royaume arabe uni

La Jordanie, qui a participé à l'ouverture de la conférence de Genève, le 21 décembre 1973, alors que la Syrie a refusé d'y assister, connaît dans les premiers mois de l'année 1974 de nouvelles tensions, à l'origine desquelles se trouvent des unités de l'armée (maintenue de Zarka en février), dont le haut commandement est ensuite réorganisé. Le sommet de Rabat (26-29 octobre 1974), auquel assiste le roi, confirme la décision prise au Caire, en septembre, de reconnaître officiellement l'O.L.P. comme « le représentant légitime unique du peuple palestinien ». Hussein, après quelques hésitations, se rallie finalement à cette résolution qui constitue la consécration de l'Etat de l'indépendance de tout éventuel pouvoir national palestinien par rapport à la couronne haïchémita.

Tirant immédiatement sur le plan intérieur, les conclusions de ce sommet, Hussein fait procéder à plusieurs changements constitutionnels destinés à « jordaniser » le royaume. Le Parlement est dissous et un nouveau cabinet, toujours présidé par Zeid Rifai, est formé, faisant une place moins grande aux ministres originaires de la rive occidentale. Surtout, un nouveau plan de développement (1976-1980) ignore totalement la Cisjordanie.

A partir de 1975, le rapprochement jordanien-syrien passe de la réconciliation à une véritable coordination, sans toutefois aboutir à l'intégration que s'étaient proposés de réaliser les deux chefs d'Etat. Dans le domaine intérieur, les ajustements politiques se succèdent durant l'année 1976. Les

premières victimes et constatant

شركة صناعة الاسمدة الاردنية المساهمة المحدودة JORDAN FERTILIZER INDUSTRY CO. LTD.



La Jordanie est un pays possédant de vastes réserves de dépôts rocheux phosphatés. Ces dépôts en constituent une des ressources naturelles les plus riches que l'on connaisse et la principale source de bénéfices à l'exportation. En outre, la Jordanie jouit d'une excellente position pour l'exportation de ses engrais phosphatés vers ses principaux clients d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

Il fallait tirer un maximum de profit de ces dépôts rocheux phosphatés et accroître le développement industriel du pays. Dans ce but, il a été créé en 1975 la Jordan Fertilizer Industry Company (J.F.I.) dont la vocation première est la construction d'installations de production d'engrais chimiques en général et d'engrais phosphatés en particulier.

Pour site du complexe industriel, on a choisi l'éventail côtier de Wadi 2, à 17 kilomètres au sud d'Akaba et à 220 kilomètres au sud des mines de phosphate d'El-Hassa.

Des études de faisabilité ont été effectuées dans le cadre du potentiel de production et des possibilités d'exportation. A plein rendement, les exportations représenteront 190 millions de dollars, augmentant substantiellement le revenu national jordanien et contribuant à compenser une partie du déficit de sa balance des paiements. Le projet de production d'engrais, un des principaux du plan quinquennal du pays, est considéré comme un des fondements de l'effort du pays en vue d'améliorer le niveau de vie du peuple. Il fournira de l'emploi à plus de six cents personnes.

Les produits commercialisables se monteront à 740.000 T de phosphate diatomique (DAP) et 105.000 T d'acide phosphorique par an.

Matières premières

Le complexe producteur d'engrais utilisera environ 1,3 million de tonnes par an de roches phosphatées provenant des mines d'El-Hassa. Les autres matières premières utilisées sont le soufre et l'ammoniaque, que l'on devra importer des pays arabes voisins, sur la base de contrats à long terme, et selon des quantités respectives de 375.000 T et 167.000 T.

Actif

Le capital social de la J.F.I. est de 40 millions de D.J., divisé en 4 millions d'actions de 10 D.J. chacune. La totalité en a été souscrite par : l'Etat de Jordanie (26 %), la Société des Mines de Phosphate de Jordanie (25 %) et le reste par divers établissements financiers internationaux et arabes.

Description du complexe

Le complexe comprend les unités de fabrication et services annexes suivants :

a) Deux unités produisant 1.800 tonnes par jour d'acide sulfurique, par le procédé Haurtey à double absorption.

b) Une unité de production d'acide phosphorique, conçue pour produire 1.250 tonnes par jour, en traitant des roches riches en phosphate par le procédé Rhône-Paulenc.

c) Deux unités de production d'engrais, capables chacune de produire 1.200 tonnes par jour de phosphate diatomique (DAP) par le procédé Badger.

d) Des entrepôts pour les produits et matières premières, des chaudières pour la production de vapeur et d'électricité et des groupes de pompage de l'eau de mer pour assurer le refroidissement.

e) Les travaux de génie civil, comprenant les bâtiments de production et administratifs et une gare maritime construite par l'Etat jordanien, qu'utilisera la Jordan Fertilizer Industry Company, ainsi que l'Arab Potash Company (Société Arabe des Potasses) pour l'exportation de la production et l'importation des matières premières et des équipements.

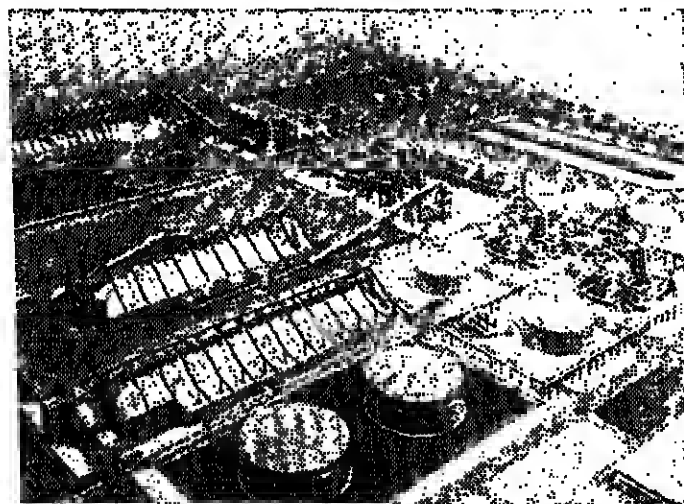
Coût

Le coût total du complexe (à l'exclusion de la gare maritime) sera d'environ 300 millions de dollars U.S. Une partie en sera financée par le capital et le reste par des prêts d'établissements arabes et étrangers.

Mise en œuvre du projet

En août 1976, la J.F.I. a choisi la société française Spie Batignolles comme entrepreneur général, qui supervisera : la fourniture des études techniques de base et de détail, — les services d'approvisionnement, — la construction, — l'installation et la mise en service de toute l'usine et de ses services annexes, à l'exception des unités de production d'acide sulfurique, confiées à Haurtey Industries, autre

société française. La société a terminé les études techniques des unités de fabrication et des travaux de génie civil de la gare maritime. Elle a également passé des contrats pour la fourniture des équipements et machines nécessaires, dont certains sont arrivés sur le chantier. Les travaux de génie civil pour les installations et la gare maritime, ainsi que pour l'érection des ouvrages, réservoirs de stockage, entrepôts, etc., sont actuellement en cours. Sept sous-traitants étrangers et locaux participent à l'exécution du projet, en plus de l'entrepreneur général et de l'adjoint technique : la Mitsui Toatsu Chemical Corporation du Japon. A elles toutes, ces sociétés emploient plus de 1.000 personnes sur le chantier, qui avance à bonne allure et conformément au calendrier. Le parachèvement et la mise en service mécanique du projet sont prévus pour septembre 1981.



JORDAN FERTILIZER INDUSTRY CO. LTD.
P.O. BOX 5142 AMMAN JORDAN
Téléphone : 42281 - 42282 — Télex : 21549 JFI JO

(Publicité)

INVESTISSEZ EN JORDANIE

La loi de 1972 sur « l'encouragement aux investissements » accorde des avantages considérables pour tous projets d'investissements privés remplissant certaines conditions tenant à la nature du projet et à son importance.

Sont considérés particulièrement souhaitables : les créations d'industrie, la construction de logements d'habitation, les projets visant au développement du tourisme et des transports maritimes.

Un minimum d'investissement en capital et équipement est exigé pour bénéficier des avantages de la loi d'encouragement. Ce plancher peut varier suivant la nature du projet de JD 5000 (environ 70.000 F) pour les industries de transformation à JD 25000 (soit 350.000 F) pour la construction d'immeubles d'habitation.

Quelques exemples de stimulations proposées :

- **Exemption de taxes douanières.** — Ces exemptions sont accordées pour les biens d'équipement importés en vue de la réalisation d'un projet économiquement souhaitable ou de l'extension de projets déjà réalisés.
- **Exemption d'impôts sur le revenu et de taxes sur le service social.** — Exemption accordée aux sociétés bénéficiant des avantages de la loi pour une période de six ans pouvant être étendue à neuf ans et renouvelée en cas d'extension de leurs investissements. Au-delà de cette période une exemption partielle d'impôts sur les bénéfices peut être accordée.
- **Autres avantages.** — Des terrains sont gratuitement mis à la disposition des investisseurs pour les projets d'implantation industrielle ou de tout autre entreprise économiquement utile au pays.

Tous les capitaux investis par des étrangers sur le territoire jordanien jouissent exactement des mêmes droits que les capitaux investis par les nationaux.

Pendant les sept années de la période 1973 à 1979, un total de 383 PROJETS représentant plus de JD 150 millions d'investissement (soit environ 2 milliards de francs) ont bénéficié de la loi sur l'encouragement aux investissements. Bien que la plupart de ces projets aient été réalisés dans les secteurs prioritaires, bien d'autres sont de nature très variée, tel récemment l'élevage d'ovins pour la production d'aéufs.

MINISTRY OF INDUSTRY AND TRADE
AMMAN - JORDANIE



(Publicité)

LES DEUX ZONES FRANCHES DE JORDANIE

L'une de ces zones dans la région de Zarqa, à 30 km d'Amman, est encore à l'état de projet. L'autre, près du port d'Akaba, est en pleine exploitation et doit ultérieurement s'étendre sur 2 millions de mètres carrés. Ces zones ont été créées pour toutes entreprises commerciales ou industrielles désirant fabriquer et distribuer des produits intéressant le marché en pleine expansion du Moyen-Orient ou exporter vers l'Europe et l'Asie.

La zone franche du port d'Akaba comprend 300.000 m² d'aires de transit, entrepôts, magasins généraux, installations frigorifiques ultra-modernes et de sites industriels parfaitement équipés ainsi que toute l'infrastructure de transports et de services nécessaires à son fonctionnement.

De nombreuses exemptions fiscales et douanières ainsi qu'une situation stratégique au cœur du Moyen-Orient font de cette zone franche une attraction de premier ordre pour les investissements industriels et commerciaux.

La Jordan Free Zone Corporation, sous tutelle du Ministère des Finances, accorde d'importants privilèges dont les principaux sont :

- allocation gratuite de terrains pendant deux ans pour les industries, un an pour les entreprises commerciales.
- exemption de toutes taxes douanières pour tous les produits importés ;
- facilités de crédit importantes accordées par la Banque Centrale de Jordanie.
- exemption totale de l'impôt sur le revenu pendant douze ans.
- permission de rapatrier les bénéfices sans aucune restriction.

Les candidatures d'implantation industrielle sont examinées dans une optique préférentielle pour les industries telles que :

- imprimerie, édition,
- équipement scolaire,
- industrie de transformation des métaux,
- industries automobiles et des transports,
- industrie électrique et électronique.

Cette liste n'est pas limitative : on peut également citer les industries chimiques, plastiques, textiles, alimentation, jouets, etc.

La main-d'œuvre en Jordanie est hautement qualifiée et les salaires très raisonnables.

Des renseignements détaillés peuvent être obtenus en écrivant en français ou en anglais à
JORDAN FREE ZONE CORPORATION
P.O. Box 20036 - AMMAN - JORDANIE.



JORDAN TELEVISION CORPORATION

La télévision jordanienne est reçue dans plus de 1.000.000 de foyers.

Véhiculé par l'un des meilleurs médias du Proche-Orient, votre message publicitaire bénéficiera ainsi d'une grande diffusion.

Chaque jour la télévision jordanienne présente un programme français d'une heure dont un journal parlé à 19 heures.

DÉPARTEMENT COMMERCIAL

P.O. Box 2398 AMMAN JORDANIE - Téléphone : 42211-42212

Adresse télégraphique : Commercial-Amman - Téléc : 21899 Amman



HASHEMITE BROADCASTING SERVICE

H.B.S. offre la meilleure couverture radio pour tout le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.

Votre message publicitaire sur H.B.S. vous ouvre toutes grandes les portes du marché arabe et vous fera vendre mieux et plus.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE

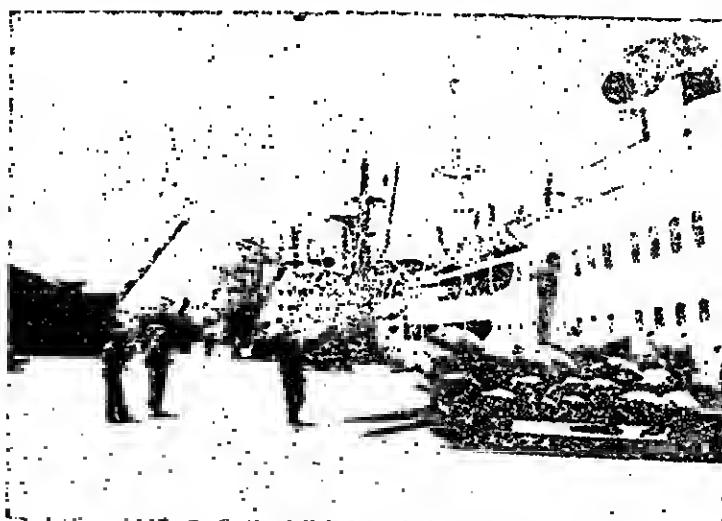
Le port d'Akaba

met à votre disposition :

- postes de déchargement en eau profonde
- quais et hangars
- système rapide de chargement de phosphate
- Stockage et manutention pour conteneurs

Votre fret sera traité avec rapidité et en toute sécurité par nos équipes spécialisées ayant à leur service les équipements les plus modernes.

(Zones franches disponibles pour le fret local ou en transit.)



Utilisez le port d'Akaba
Jordanie

P.O. Box 115 AKABA - Tél. : 24-31 - Téléc : 262 PORT JO.

Économie Agriculture



BANQUE CENTRALE ROYAUME HACHÉMITE

ORGANISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

- 1) En tant que banque centrale, la Banque Centrale de Jordanie a pour mission de réguler la circulation monétaire et de garantir la stabilité du système financier du pays.
 - 2) Elle agit en tant que banque des banques et des entreprises, et elle gère les réserves de change du pays.
 - 3) Un intérêt important est accordé aux opérations de crédit à court et moyen terme, et aux opérations de crédit à long terme.
 - 4) Il y a une section spéciale pour le crédit à court et moyen terme, et une section spéciale pour le crédit à long terme.
 - 5) Les obligations de la Banque Centrale de Jordanie sont émises et gérées par la Banque Centrale de Jordanie.
 - 6) Les non-résidents du pays peuvent obtenir des facilités de crédit à court et moyen terme, et des facilités de crédit à long terme.
 - 7) Tous les profits réalisés par la Banque Centrale de Jordanie sont affectés à la création de réserves de change.
- Les demandes de souscription aux obligations à prime pour le développement peuvent être déposées à la BANQUE CENTRALE ou à la Banque de Jordanie.
- Les obligations à prime pour le développement sont associées à la Bourse d'Amman.
- CENTRAL BANK OF JORDANIE - P.O. Box 37 AMMAN

مكتبة من الأصل

LA JORDANIE

A LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE

DEPUIS 1967, l'économie jordanienne s'est trouvée bouleversée par une longue série d'épreuves dont les conséquences n'ont pas été, loin de là, toutes égales aujourd'hui. Sans doute un plein quinquennal ambuleux (1976-1980) a-t-il permis d'assurer une expansion visible dans le domaine agricole et industriel, mais la dépendance financière extérieure, arabe ou internationale, demeure forte. Pour assurer sa survie économique, la Jordanie a d'autant plus besoin de paix qu'elle est, de tous les pays arabes, celui qui a eu la plus à souffrir de la guerre. La perte de la riche Cisjordanie en 1967, l'efflux de centaines de milliers de réfugiés palestiniens dans un territoire réduit à la seule rive orientale du Jourdain, le désertique à plus de 87 %, les affrontements (sanglants) jordanien-palestiniens de 1970-1971, la guerre d'octobre 1973, suivie de la hausse du prix du pétrole, ressources dont est dépourvu le pays, et un endettement conséquent ont été autant d'effets négatifs que ne sont pas venus compenser la réouverture du canal de Suez (5 juin 1975), la mise en place progressive d'une coopération économique avec la Syrie et le rétablissement, encore modeste, des échanges avec les territoires occupés.

Cependant, grâce à une position géographique intéressante et à la détermination de ses habitants, la Jordanie a su relever, contre toute attente, les défis en devenant l'une des plaques tournantes du commerce international dans la région. A celui-ci, la France, qui dispose dans le royaume d'une bonne image du fait de sa position à l'égard du conflit israélo-arabe, participe sans toutefois atteindre le niveau que souhaitent lui voir atteindre le roi Hussein et son gouvernement.

Jusqu'en 1967, l'équilibre agricole de la Jordanie fut assuré par les productions de la rive occidentale : 30 % pour les céréales, 60 % pour les fruits et 10 % pour les légumes. Réduits à la seule Transjordanie, le royaume fut alors contraint de revoir l'ensemble de sa politique agricole en tenant compte du fait que les ressources en eau du pays étaient de fait réduites et limitées à quelques rares zones privilégiées.

C'est la vallée du Jourdain, plus connue sous le nom de Ghor, qui est la première région agricole. N'ayant qu'une superficie cultivée de 385 000 donums (1 donum = 1/4

d'hectare) avec 83 % de terres irriguées, cette vallée, où il est possible d'obtenir deux récoltes par an et parfois plus, a contribué, en 1976-1977, à 25,6 % de l'ensemble de la production agricole et à 45 % de la production de fruits et légumes, fournissant 85 % des exportations pour ces deux secteurs. Ainsi, avec 1 % de la superficie de la Jordanie et 4 % de la population qui y travaille, la vallée du Jourdain assure la part principale des revenus d'une agriculture à laquelle seulement 7,7 % de la surface totale du pays est consacrée.

Constatant que les ressources hydrauliques étaient incomplètement utilisées, le gouvernement a décidé, après en avoir fait en 1975 l'inventaire, d'en planifier l'exploitation. C'est ainsi qu'un effort particulier a

été consenti pour la vallée du Jourdain, déjà dotée depuis 1973 d'une administration propre, le Jordan Valley Authority, chargée d'en évaluer le développement. Les projets réalisés ou en cours de réalisation sont nombreux, concernant notamment le Ghor septentrional, le fleuve Zarka (barrage du roi Talal), le Wadi Araba, le Wadi Mujib et le Ghor méridional. Ces travaux — dont le plus important est la construction d'un barrage de 160 mètres de haut sur le Yarmouk — apportent à l'agriculture 420 000 donums supplémentaires de terres irriguées — dont 303 000 par érosage, utilisant une technique très rentable, puisqu'elle permet d'utiliser les eaux à 72 %, contre 48 % avec l'irrigation par canaux, et qu'elle augmente de 50 % la superficie irriguée.

Deux richesses : les phosphates et la potasse

Malgré la production, qui doit subir les aléas d'un climat capricieux, ne couvre pas les besoins du marché intérieur, où la demande ne doit que s'accroître du fait de l'augmentation de la population et des revenus. Le Jourdain, qui exporte certains de ses produits maraîchers, reste tributaire de l'étranger pour satisfaire l'ensemble de ses besoins alimentaires, en blé et farine de blé, par exemple. Le dernier plan quinquennal, qui prévoyait l'investissement de 137,4 millions de dinars (1) (agriculture et irrigation), soit 17,9 % du total des allocations, a eu des effets positifs sur le niveau de vie de cette partie de la population vivant de l'agriculture et peu favorisée jusqu'à la mise en place de méthodes modernes d'exploitation (tracteurs, moissonneuses-batteuses, engrais) et l'accroissement des facilités bancaires (crédits, prêts) assurés par la relance de cette branche traditionnelle de l'économie qui devrait participer pour 8 % au P.N.B. (20 % avant 1967).

La Jordanie, qui, jusqu'à maintenant, a été dépeinte dans l'espérance d'être mise dans la découverte de pétrole, a découvert, dans le principal de ses ressources minières de l'exploitation des phosphates, dont les réserves connues sont estimées à au moins 1,3 milliard de tonnes. Découvertes en 1910, les gisements de Rouseyfe, d'Al-Hessa et d'Echeldy font de la Jordanie la dixième

pays producteur du monde (1 768,3 milliards de tonnes en 1977), le met-tant au cinquième rang des pays exportateurs. Le plan quinquennal de 1976-1980 prévoit d'augmenter de 24 millions de DJ dans ce secteur afin de pouvoir porter la production annuelle à 7 millions de tonnes en 1980. Mais il s'agit d'objectifs proposés par le plan sans être réalisés. Il n'est pas sûr non plus, et ce malgré les efforts déployés par la Jordan Phosphate Mines Company Ltd., que le but fixé de faire rentrer, à partir de 1983, 500 millions de dollars de devises grâce à l'exportation des phosphates, soit également atteint.

Parallèlement, et depuis la découverte en 1972 dans la région de Lisan, à l'est de la mer Morte, de réserves de potasse qui seraient parmi les plus importantes du monde (2 milliards de tonnes), de gros efforts sont consentis pour exploiter cette seconde richesse du sous-sol jordanien. Une société internationale, l'Arab Potash Co., fondée en novembre 1977, financée en majorité par des capitaux publics ou privés jordaniens, a été créée pour exploiter ce complexe d'exploitation (bassins, digues, centrale électrique, raffineries) d'un coût total de 164 millions de dollars. Le plan de production de potasse prévoit un démarrage, en décembre 1981, 240 000 tonnes-ans ; 1,2 million de tonnes-ans en 1985, pour atteindre 1,7 million au début des années 90. Les exportations annuelles escomptées, au niveau de la production de 1,2 million de tonnes-ans, sont de 150 millions de dollars.

La Jordanie, qui reçoit pour l'instant son pétrole de l'Arabie Saoudite par l'oléoduc de la Trans Arabien Pipe Line Company (Tapline), possède une seule raffinerie, mais ultra-moderne, à Zarka. Sa production, qui s'est accrue de 14,9 % par an et qui atteint aujourd'hui 3,4 millions de tonnes par an, satisfait non seulement aux besoins nationaux, mais encore permet de fournir la Syrie, le Liban et même l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït en certains produits. Il est à noter que les besoins du royaume en énergie électrique (401,3 millions de kilowatt-heures en 1977) sont satisfaits par la production d'une quarantaine de centrales dont la plus importante, une centrale thermique (Al-Husseini), se trouve à Zarka.

La tableasse de l'industrie jordanienne réside surtout dans le manque de diversité des matières premières. Elle se trouve concentrée, de ce fait, à demeure, cantonnée dans la petite ou moyenne entreprise (cuirs, cigarettes, textiles, produits pharmaceutiques, produits alimentaires), dépendante d'un marché local relativement limité. C'est pourquoi le gouvernement s'est efforcé de multiplier les échanges avec les pays arabes voisins.

La position géographique centrale du royaume hachémite a été habilement utilisée par les responsables jordaniens pour faire d'Amman une nouvelle place financière du Proche-Orient. Sa qualité de membre de l'Union économique arabe, son adhésion au Marché commun arabe, des relations privilégiées avec l'Océan, la création d'un courant d'échanges avec la Syrie et l'Irak et la désaffection de Beyrouth consécutive à la crise libanaise ont procuré à la Jordanie un élan bénéfique pour son commerce extérieur, même si l'efflux de devises, qui en est résulté, a été porteur d'inflation (plus de 10 % par an).

En janvier 1978, une bourse des valeurs est créée, l'Amman Financial Market, qui occupe maintenant la troisième place dans la région après la Syrie et le Koweït. Pour l'année de sa création, soixante-huit sociétés cotées à l'A.F.M., représentant 83,5 millions d'actions, ont traité pour 17,5 millions de dollars. Cependant, les objectifs du plan quinquennal visant une augmentation de P.N.B. de 12 % par an (en 1977, le P.N.B. était de 32,7 milliard de francs), l'augmentation des ressources nationales et la réduction du déficit chronique de la balance commerciale (— 1,1 milliard de dollars estimé pour 1978) nécessitent que le royaume est dans l'impossibilité de fournir à lui seul.

Sans doute l'apport des nombreux Jordaniens émigrés, dans le Golfe notamment, évalué à plus d'un demi-milliard de dollars par an, est-il conséquent, mais sa redistribution, dans le royaume, est loin de produire le développement du secteur productif. L'aide financière provient donc de l'étranger, des Etats-Unis (30 millions de dollars pour l'année 1979) et surtout du Fonds d'aide arabe mis en place par le sommet de Bagdad (novembre 1978) en faveur des pays de la « confrontation ». C'est ainsi que la Jordanie s'est vu attribuer 1,25 milliard de dollars par l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Liban et les Emirats arabes unis. Grâce à cette contribution, le budget de l'année 1979 a pu augmenter de 40 % eu égard aux dépenses, dont les deux tiers pour régler l'effort de développement.

Le fait que cette aide étrangère, qui provient à 95,0 % des pays arabes, fournit 48 % des recettes courantes (1979), auxquelles s'ajoutent 18,2 % de prêts divers, est très significatif de l'état de dépendance dans lequel se trouve le royaume. Cette situation, incontestable, suscite quelques réserves, bien que des conditions particulièrement favorables leur soient proposées et que les efforts

déployés par le roi Hussein pour tenir son pays à l'abri des secousses politiques du Proche-Orient semblent, pour l'instant, couronnés de succès.

Malgré un redressement perceptible à partir de 1976, la balance commerciale ne se relève pas d'un déficit croissant. Entre 1973 et 1977, le volume des importations a été multiplié par un coefficient de 4,2. En 1977, les importations ont atteint 454,4 millions de dinars, alors que les exportations ne se sont élevées qu'à 80,2 millions de DJ. La part la plus importante des importations revient aux biens d'équipement (40,5 %) suivis par les biens de consommation (32,4 %) et les matières premières (26,7 %). Ce sont les Etats-Unis qui ont le plus progressé (+ 279 %), suivis par le pays du Comecon (+ 225,5 %) et par ceux de la Communauté européenne (+ 205 %). Les exportations jordaniennes sont avant tout dirigées vers les pays arabes (+ 211,3 %), l'Inde (+ 205 %) et le Japon (+ 157 %). Dans l'ordre d'importance des exportations, on trouve les produits alimentaires (animaux, fruits et légumes), puis les phosphates. Le situation intéressante du port d'Akaba (pour la Syrie et l'Irak) et surtout la guerre du Liban ont accru notablement la part réservée aux réexportations.

La place de la France

La qualité des relations politiques entre la France et la Jordanie, favorisées par une certaine convergence de vues à propos de la recherche d'un règlement au conflit entre Arabes et Israéliens, se répercute peu encore sur le plan des échanges commerciaux. Si le volume de ce dernier a connu un taux d'expansion assez remarquable depuis quelques années, notre pays n'arrive qu'à une place modeste, pour les importations, avec 3,2 % (1977), derrière la République fédérale allemande (15 %), l'Arabie Saoudite (8,7 %), le Japon (8,8 %) et l'Italie (5,1 %). L'accroissement des exportations françaises se poursuit cependant, passant ainsi de 158,4 millions de francs en 1978 à 230 millions en 1977, tandis que les importations (un peu plus de 1 %) régressaient, dans le même temps, de 15,7 millions à 13 millions. La balance commerciale reste donc encore très fortement favorable à la France dont les échanges sont essentiellement des phosphates.

Pour compenser cette perte le gouvernement d'Amman souhaite que les entreprises françaises s'engagent davantage dans la réalisation de certains de ses projets. C'est ainsi que les Jordaniens espèrent que la France, qui fournit déjà du matériel mécanique, des produits laitiers, du fer, de la fonte, de l'acier et du matériel électrique, s'intéresse à la recherche et à l'exploitation du cuivre, du kaolin, du manganèse, aux travaux d'électrification du sud du pays, au développement touristique... Plusieurs grands projets ont déjà retenu l'attention des industriels fran-

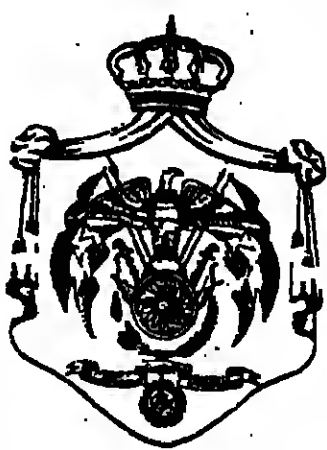
çais : la construction du nouveau campus de l'université de Yarmouk, à Ramtha, la construction de 2 677 logements préfabriqués pour la ville nouvelle d'Abou-Nosir, au nord d'Amman, la construction d'une cimenterie près de Keser-el-Halab, la construction d'une usine de verre plat (20 millions de dollars), l'édification d'un barrage de la région septentrionale, depuis la vallée du Jourdain vers le capitale et la réalisation de la deuxième phase du projet d'aménagement de cette même vallée du Jourdain (coût global : 8,7 millions de dollars).

Deux accords signés en juin 1979 montrant que la France et la Jordanie sont décidées à améliorer leurs relations commerciales. Le premier concerne l'octroi de 280 millions de francs de crédits privilégiés pour le financement d'un programme de télécommunications d'un total de 400 millions de francs, auquel est intéressée la compagnie Thomson-CSF. Un protocole similaire avait déjà été signé en mars 1977 portant sur 250 millions de francs. Le second accord concerne la livraison de trente-six avions Mirage F-1, laissant entrevoir la commande, pour l'avenir, de Mirage 2000.

Ainsi, la Jordanie, dont la vocation de plaque tournante pour tous les pays du Proche-Orient et du Golfe et de la péninsule Arabique se confirme, est-elle un marché dont la rentabilité ne doit pas être jugée en fonction des seuls besoins de son développement national. — Ph. R.

(1) Un dinar jordanien = 3,5 dollars.

Économie Agriculture



BANQUE CENTRALE DE JORDANIE

ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

OBLIGATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT

En tant que banquier de l'Etat de Jordanie, et dans sa mise en œuvre de la politique monétaire du royaume la banque est responsable de la gestion des obligations pour le développement émises par l'Etat, afin de promouvoir l'épargne et la participation du public au financement du développement.

Les obligations à prime pour le développement, émises pour un total de 32 millions de DJ, viendront à échéance en 1980, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989. Les obligations sont octroyées et émises comme suit :

- 1) Emises au porteur, transférables, elles sont — en conformité avec la réglementation de la dette publique — acceptables comme garantie d'un prêt.
- 2) Emises par unités de 5 et 10 DJ, et leurs multiples, elles sont payables ou pair à échéance.
- 3) Un intérêt exonéré d'impôt sera payé en deux versements égaux, au taux annuel de 7,5 - 8,25 %, excepté pour les émissions de 1984, 1985 et 1988 pour lesquelles l'intérêt sera payé annuellement.
- 4) Il y aura un tirage semestriel et un tirage annuel d'un lot exonéré d'impôt de 2 500 DJ, et d'autres lots se montant à un total de 500 à 15 000 DJ, selon l'émission.
- 5) Les obligations pourront être achetées et détenues par des non-résidents en Jordanie.
- 6) Les non-résidents qui achèteront des obligations dans une monnaie convertible pourront opter entre un paiement du montant avant ou à l'échéance et percevoir le montant de l'intérêt réalisé et des lots gagnés dans la monnaie de leur choix.
- 7) Tous les profits relatifs aux obligations, y compris les plus-values en capital, seront exonérés de l'impôt sur le revenu et de toute autre taxe et redevance.

Les demandes de souscription aux obligations à prime pour le développement pourront être déposées à la BANQUE CENTRALE ou à n'importe quelle banque de commerce de Jordanie.

Les obligations à prime pour le développement sont négociées à la Bourse d'Amman.

CENTRAL BANK OF JORDANIE - P.O. Box 37 AMMAN JORDANIE - Téléphone 30.301

LIBÉRALISATION DU CONTRÔLE DES CHANGES

La Banque Centrale a réussi à libéraliser progressivement le contrôle des changes en Jordanie. En conséquence la Jordanie bénéficie désormais d'un libre afflux de capitaux aux fins d'investissement, et de leur sortie à des fins commerciales, conformément aux règlements édictés par la Banque Centrale.

On trouvera ci-dessous quelques exemples de la libéralisation du contrôle des changes :

- a) Les résidents et non-résidents pourront introduire ou sortir des quantités illimitées de devises étrangères en billets et monnaie.
- b) Les non-résidents pourront ouvrir des comptes en devises étrangères dans des banques locales. Ces comptes pourront être réapprovisionnés à partir de n'importe quelle source et utilisés sans aucune restriction. Les Jordaniens pourront également posséder de tels comptes, jusqu'à un plafond de 10 000 DJ.
- c) Les ressortissants arabes pourront acheter des actions et des obligations émises par des sociétés anonymes jordaniennes dans n'importe quelle monnaie. Ils pourront vendre ces actions et obligations et transférer leur montant, les bénéfices et intérêts échus, dans la monnaie de leur choix et sans accord préalable.
- d) Les compagnies d'assurances ont été autorisées à délivrer, pour les résidents, des polices libellées en monnaie étrangère.
- e) La Banque Centrale a délégué bon nombre de ses pouvoirs, dans le domaine du contrôle des changes, à des banques agréées, à l'égard d'émissions de permis de transfert de fonds, pour financer des paiements commerciaux, délivrer des garanties bancaires pour les non-résidents et ouvrir des comptes en monnaie étrangère pour résidents et non-résidents.
- f) Les banques agréées ont été autorisées à effectuer des prêts aux résidents et non-résidents en monnaie étrangère, conformément aux réglementations spéciales.
- g) Autorisation aux banques d'opérer en zone franchisée et d'effectuer les transferts nécessaires au financement du montant des importations tangibles et invisibles.

SPIE BATTIGNOLLES

TOUR ANJOU - 33, QUAI NATIONAL - 92806 PUTEAUX
TÉLÉPHONE - 776-43-64 - TÉLEX : PAREL 620 834

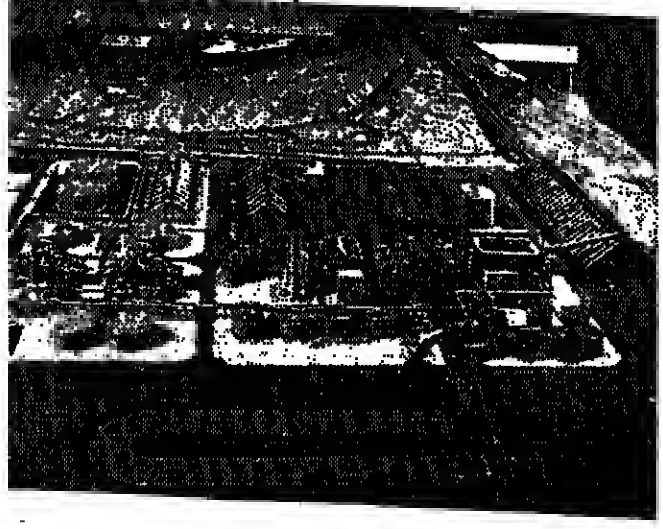


ENTREPRISE GÉNÉRALE

TOUS TRAVAUX D'ENTREPRISES

GÉNIE CIVIL — MÉCANIQUE — ÉLECTRICITÉ

Maquette : usine d'engrais Akaba (Jordanie)
pour JORDAN FERTILIZER INDUSTRY



LA JORDANIE

Le retour au bercail arabe

(Suite de la page 7.)

La méfiance à l'égard de Washington considérée il y a encore quelques années comme « l'allié le plus sûr » de la Jordanie est devenue dans tous les milieux politiques d'Amman, cette méfiance, qui est souvent accompagnée de vifs sentiments de déception et d'amertume, s'est encore renforcée au début de 1979 lorsqu'il est devenu clair que Washington était sur le point de lâcher le chah. Ami personnel du souverain irakien, le roi Hussein n'avait pas hésité à se rendre à Téhéran en novembre 1978, alors que la situation s'y dégradait rapidement. Les dirigeants jordaniens ont finement tiré la leçon des événements de Téhéran en prenant leurs distances à l'égard de Washington pour ne plus compter que sur leurs propres forces et celles des pays arabes qui affrontent les mêmes menaces et dangers.

La plus grave de ces menaces est

La réconciliation avec l'O.L.P.

Pour la Jordanie et ses alliés modérés, le problème de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan n'est pas « prioritaire ». « L'impasse dans laquelle se trouve le problème palestinien, nous a déclaré à ce propos M. Adnan Abou Audeh, se faisant l'écho d'une opinion largement répandue dans les milieux politiques d'Amman, représente pour nous un danger plus grave que l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Nous n'aimons pas et condamnons ce que font les Russes dans ce pays. Mais cela ne veut pas dire que nous devrions pour cela abandonner notre principale préoccupation, qui est et demeure la Palestine. Et si nous sommes appelés à la défendre, nous ne pourrions la faire qu'en réglant le problème palestinien. Telle est l'opinion quasi générale des Arabes. »

La Jordanie est d'autant plus inquiète de la persistance de l'impasse palestinienne qu'elle est le pays arabe le plus intéressé par l'avancée des Palestiniens, qui constituent plus de la moitié de sa population. La double opposition du roi Hussein et de l'O.L.P. aux accords de Camp David a grandement facilité la réconciliation entre le souverain hachémite et l'organisation palestinienne. Les périodes sanglantes de la bataille d'Amman de 1970 ne constituent plus qu'un lointain souvenir qui tend de plus en plus à s'estomper dans les esprits. Les Palestiniens de Jordanie ont trouvé leur place dans la société jordanienne et jouissent des mêmes droits que les citoyens jordaniens, bénéficiant pleinement de la prospérité économique du royaume hachémite. Pour ces Palestiniens, le roi Hussein n'est plus l'ennemi à abattre, mais un allié dans la lutte commune pour la récupération des territoires occupés. Cependant, même les riches représentants de la bourgeoisie palestinienne d'Amman et d'Irbid, étonnamment intégrés dans la régime

pour les Jordaniens la « paix séparée » entre l'Egypte et Israël, qui a réussi à diviser dangereusement les pays arabes modérés. Ils estiment cependant que le « sommet » arabe de Bagdad a limité les dégâts en évitant l'éclatement du monde arabe et en créant une nouvelle solidarité interarabe à laquelle la Jordanie s'est ralliée sans arrière-pensée en normalisant ses relations avec la plupart des Etats arabes. Le test de la nouvelle volonté des pays arabes modérés de ne plus se laisser désormais dicter leur politique a été fourni par l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Tout en regrettant amèrement et en condamnant sévèrement le comportement de Moscou, les Jordaniens refusent de s'engager dans une action commune entreprises « sous la protection du parapluie américain » pour faire face à une menace éventuelle des Soviétiques contre la région du Golfe, menace qu'ils jugent inexistant.

Jordaniens, ne demeurent pas indifférents devant la vieille et tenace aspiration palestinienne à constituer un Etat indépendant, dont l'O.L.P. est devenue au fil des ans le symbole.

La normalisation des rapports entre la Jordanie et l'O.L.P., consacrée lors de la rencontre Hussein-Arafat de décembre 1978, a été établie sur des bases claires et précises et n'a été rendue possible que grâce aux concessions consenties principalement par l'organisation palestinienne. La Jordanie, qui entend entretenir avec cette dernière des relations d'Etat à Etat, refuse à l'O.L.P. toute juridiction sur les Palestiniens du royaume, considérés comme des citoyens jordaniens à part entière et ne lui reconnaît pas le droit d'assurer sur son territoire une présence arabe palestinienne dans le but de combattre l'Etat hébreu. Autant de revendications qu'Arafat a été contraint d'abandonner. Le chef de l'O.L.P. a, en contrepartie, obtenu le droit d'ouvrir un bureau de son organisation à Amman. Mais, présidé par le général Abdel Razzak Yehia, un simple « fonctionnaire »

L'annexion rampante d'Israël

En attendant, les Jordaniens ne se désintéressent pas de ce qui se passe en Cisjordanie occupée. Paradoxalement, c'est le frère même du souverain hachémite, le prince Hassan qui l'on a souvent représenté à l'étranger comme un partisan d'une Jordanie réduite à la seule rive orientale, qui suit le plus activement l'évolution de la situation sur la rive occidentale. Le Société scientifique royale qu'il dirige a consacré de nombreuses études à la politique d'« annexion rampante » pratiquée par les Israéliens « pour garder leur contrôle sur ce territoire ». Dans un article paru le 25 mars dernier dans le Washington Post, le prince Hassan dénonce les plans israéliens de « colonisation et de strangulation » de la Cisjordanie, « une politique qui ne fait que accélérer la déstabilisation socio-économique » de ce territoire, provoquant un nouvel exode de « Palestiniens amers et frustrés » vers la Jordanie et les pays du Golfe, ce qui ne pourra qu'aggraver la déstabilisation de ces régions.

La politique dynamique et militante menée par la Jordanie en faveur de la cause palestinienne et des habitants de la rive occidentale, ainsi que la prospérité économique du royaume hachémite ont contribué à assurer la paix sociale dans le pays. Mais les récentes hausses de prix ont provoqué au sein de la population de nombreuses réactions, que les mesures d'austérité annoncées par le nouveau premier ministre risquent fort d'aggraver. Le chari Abdel Hamid Charaf espère désamorcer un possible mouvement de mécontentement populaire par une politique de « dialogue et de conciliation », destinée à assurer la participation

de l'administration palestinienne, ce bureau ne joue qu'un rôle de représentation et ne remplit aucune fonction politique importante.

Le glissement à droite intervenu au cours des dernières années au sein de la direction de l'O.L.P. a facilité la réconciliation jordanienne palestinienne aux conditions du roi Hussein et a grandement contribué à harmoniser les rapports entre l'organisation palestinienne et les autorités d'Amman. Le fonds de soutien de 150 000 000 de dollars créé par le « sommet » arabe de Bagdad en vue d'aider les habitants des territoires occupés à faire face aux pressions économiques d'Israël, est géré par une commission mixte jordanienne-palestinienne, présidée par Abou Jihad, l'un des dirigeants les plus en vue de l'O.L.P. Cette commission a distribué en 1979 plus de 70 000 000 de dollars, favorisant systématiquement les municipalités modérées de Cisjordanie au détriment de celles contrôlées par les communistes et les marxistes pour leurs liens avec la gauche palestinienne.

Les responsables jordaniens se défendent de nourrir des visées sur la Cisjordanie, affirmant qu'ils adhèrent toujours aux résolutions du « sommet » arabe de Rabat de 1974 qui ont consacré « le droit du peuple palestinien à établir sur tout territoire libéré un pouvoir national indépendant sous la direction de l'O.L.P. », considérée comme l'unique et légitime représentant du peuple palestinien. « Aucun des propos tenus par le roi Hussein depuis 1974 n'autorise à affirmer, ainsi que le font certains, que le souverain hachémite demeure sentimentalement attaché à la Cisjordanie, et qu'il aimerait bien pouvoir la récupérer d'une manière ou d'autre. Tout au plus, les responsables jordaniens entendent s'assurer que le choix qui sera fait au moment voulu, en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant se fasse en toute liberté en dehors de toute pression extérieure par le seul exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Ils ajoutent cependant qu'ils « seraient heureux si la future entité nationale palestinienne estimait bon d'établir des liens privilégiés avec la Jordanie. »

participation du peuple aux affaires du pays.

Privés depuis de longue années de représentation populaire élue et de partis politiques autorisés ainsi que d'une presse véritablement indépendante et libre, qui auraient pu leur servir d'outils, les Jordaniens demeurent fort sceptiques au sujet des différentes tentatives faites par le palais en vue de « démocratiser » le régime. La création en avril 1979 d'un Conseil national consultatif désigné par le roi, n'a convaincu personne.

En fait, le tout-puissant service des renseignements jordaniens — réputé dans tout le Proche-Orient pour sa redoutable efficacité — contribue à entretenir dans le pays une déception croissante à l'égard des affaires de l'Etat. Des son arrivée au pouvoir, le chari Abdel Hamid Charaf, le nouveau chef du gouvernement, a ordonné la libération de quelque neuf cents prisonniers, pour la plupart de droit commun. Il restait cependant dans les prisons du royaume, près de deux cents détenus politiques (des communistes, des syndicalistes, des Palestiniens), dont certains emprisonnés sans jugement depuis près de dix ans.

JEAN GUEYRAS.

Les déclarations du premier ministre

(Suite de la page 7.)

Tout ce que nous avons déclaré c'est que nous sommes ouverts au droit à l'autodétermination au peuple de la rive occidentale et aux Palestiniens en général. Et nous maintenons notre position à ce sujet. Cela avait d'ailleurs été notre attitude depuis 1967. A Rabat, nous n'avons fait que souligner notre point de vue et nous avons reconnu la responsabilité de l'O.L.P. dans ce domaine bien précis.

Vous estimez donc que l'O.L.P. est responsable du sort de la rive occidentale ?

— Nous reconnaissons l'O.L.P. en tant qu'unique représentant des Palestiniens en général. Mais nous croyons que les futurs arrangements, dans le cadre d'un règlement, doivent être fondés sur l'autodétermination.

Qu'entendez-vous par autodétermination ?

— Nous pensons que tous les Palestiniens ont le droit, s'ils le désirent, d'exercer leur droit de séparation en Cisjordanie et à Gaza, ou s'ils désirent un Etat lié avec un pays arabe, qui pourrait être d'ailleurs la Jordanie.

Vous n'avez pas perdu tout espoir de récupérer la Cisjordanie ?

— Le terme d'espoir est impropre. Certains Jordaniens pensent que la réintégration de la rive occidentale ne constitue pas une source d'espoir mais plutôt d'inquiétude et que la Cisjordanie sera pour notre pays un fardeau. Moi, personnellement, je ne suis pas de cet avis. L'entité nationale palestinienne doit avoir les meilleures relations avec la Jordanie, parce que nous avons de nombreux liens économiques et culturels. Mais nous insistons sur la nécessité de mettre en application le droit à l'autodétermination. Nous n'accepterons jamais d'assurer la représentation de la rive occidentale ou des Palestiniens, sans l'approbation pressée du peuple palestinien. Surtout, nous n'accepterons jamais d'assurer la représentation d'un lien entre la rive occidentale et la Jordanie. Le roi Hussein est pour l'autodétermination. Nous ne voulons pas être accusés de vouloir établir des relations d'hégémonie ou de domination sur la Cisjordanie. Nous voulons sincèrement des relations saines et libres fondées sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Au cours des dernières années, on a pu constater que les intentions qu'on lui a jamais eues. On a affirmé à tort que nous cherchions une occasion pour récupérer la rive occidentale et déjouer les plans de l'O.L.P. Cela est totalement faux. Depuis le « sommet » arabe de Rabat, nous avons indiqué à plusieurs reprises que même si tous les pays arabes acceptaient de reconnaître le droit à la Jordanie d'agir pour le compte des Palestiniens, nous, pour notre part, nous continuerions à demander que le peuple palestinien exerce son droit à l'autodétermination.

Dans quel cas seriez-vous disposé à participer au processus de Camp David ?

— En aucun cas. Nous ne voyons aucune possibilité qui puisse justifier notre ralliement à la formule de Camp David qui nous paraît totalement inacceptable. Mais nous sommes prêts à prendre part à tout processus de paix qui conduira au retrait d'Israël de tous les territoires occupés, à la reconnaissance des droits nationaux palestiniens, y compris le droit à l'autodétermination. La formule de Camp David n'a abouti jusqu'à présent qu'à l'isolement de l'Egypte, à la division du monde arabe et à la conclusion d'une paix séparée.

Et vous soumettez à des pressions américaines pour vous inciter à participer aux négociations israélo-egyptiennes ?

— Nous ne sommes soumis à aucune pression directe. Nous avons expliqué aux Américains plusieurs reprises et au niveau le plus élevé, ce que nous pensions de Camp David. Ils connaissent exactement notre point de vue. Ils ont compris qu'il n'est pas réaliste de nous demander de changer de position dans ce domaine. Nous avons cependant plus ou moins de bonnes relations avec les Etats-Unis.

Recevez-vous des armes américaines ?

— Nous avons toujours des relations d'ordre militaire avec les Etats-Unis.

— Recevez-vous des armes perfectionnées ?

— Le volume de l'aide militaire américaine a considérablement diminué. Les armes américaines sont maintenant destinées à l'Egypte. Nous, pour notre part, nous nous adressons à la France, surtout pour les avions de combat. Nous achetons des blindés à la Grande-Bretagne et d'autres équipements militaires à d'autres pays occidentaux.

Que pensez-vous de la situation en Afghanistan et des tentatives des Etats-Unis pour mobiliser les Arabes contre la menace soviétique ?

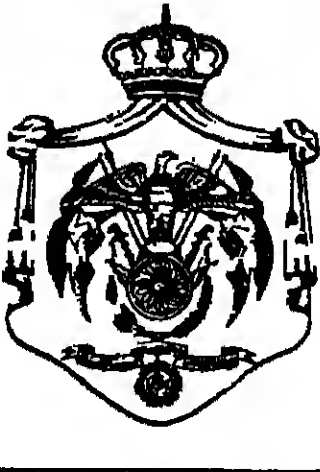
— Je ne pense pas que les Etats-Unis aient réussi à mobiliser les Arabes contre l'U.R.S.S. Les pays arabes ont accueilli avec réserve les tentatives de Washington de les engager contre l'U.R.S.S. à propos de l'Afghanistan. En fait, les Etats-Unis ont essayé d'obtenir le concours des Etats arabes, plutôt que celui des pays arabes. Pour notre part, nous ne nous sommes pas laissés entraîner dans cette voie, car nous estimons qu'il est ridicule de concentrer toute notre attention sur l'intervention soviétique en Afghanistan, alors que, depuis trois ans, nous avons à nos portes une occupation israélienne des territoires de trois pays arabes, sans compter l'injustice faite aux Palestiniens. Et, pour tant, les Israéliens bénéficient de l'entier appui militaire, politique et économique des Etats-Unis. Naturellement, nous sommes contre l'intervention soviétique en Afghanistan, mais nous n'agissons pas sous l'influence de Washington. Je ne pense pas non plus que les Américains aient réussi à nous détourner du problème que nous tenons pour primordial et qui est celui de l'occupation israélienne.

Si les Etats-Unis modifient leur position à l'égard de la crise du Proche-Orient, seriez-vous disposés à leur prêter votre concours dans leur lutte contre les Soviétiques ?

— Quelle que soit l'attitude des Etats-Unis, nous estimons que ce que les Soviétiques ont fait en Afghanistan est erroné et doit être opposé. De même, quel que soit le comportement des Soviétiques en Afghanistan, nous continuons à croire que l'intervention de Washington en faveur d'Israël constitue une erreur. Je dois cependant ajouter qu'une modification substantielle de la politique américaine au Proche-Orient, ne pourrait qu'améliorer les relations du monde arabe avec les Etats-Unis. Mais il serait faux d'établir un lien entre ce qui se passe à Kaboul et la crise du Proche-Orient. Car le problème de l'Afghanistan est totalement différent de celui de la Palestine. Nous ne nous opposons pas à l'U.R.S.S. à propos de l'Afghanistan, parce que les Etats-Unis le souhaitent, mais parce que nous pensons que l'attitude de Moscou est injustifiable. Il est évident que, lorsque les Etats-Unis décident de rectifier leur politique au Proche-Orient pour la rendre plus équilibrée et impartiale, le malentendu avec le monde arabe disparaît.

Il n'existe pas de problème entre les Arabes et Washington autre que celui de l'appui aveugle fourni à Israël.

Propos recueillis par J. G.



الغرفة التجارية العربية الفرنسية

Chambre de Commerce Franco-Arabe

Depuis sa création en décembre 1970, la Chambre de Commerce Franco-Arabe a pour vocation de favoriser et développer les relations commerciales, industrielles et financières entre la France et l'ensemble des Pays Arabes.

Le développement des échanges commerciaux, les accords passés dans les domaines industriel, minier, agricole et de la formation professionnelle, témoignent de cette volonté de coopération, fondée sur la réciprocité, la complémentarité, la confiance et l'intérêt mutuel.

Pour mieux répondre à cette évolution et aux besoins de ses adhérents arabes et français, la Chambre de Commerce Franco-Arabe s'est dotée, depuis quatre ans, de nouvelles structures : Sections Bilatérales, Comités Régionaux et Comités Techniques, qui organisent régulièrement des colloques sur des thèmes d'actualité ainsi que des journées d'études et des missions dans les Pays Arabes.

Elle a également édité un règlement de conciliation et d'arbitrage applicable aux litiges commerciaux internationaux dont l'une des parties est Arabe.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

93, rue Lauriston, 75116 PARIS
Téléphone : 553-20-12 — Téléc : 613 512 CCFA

LE MONDE diplomatique

numéro de mars

LE VIETNAM EXSANGUE

(Pierre Brocheux et Daniel Hémerly)

L'alerte tunisienne

(Khemaïs Chamari)

Le numéro : 7 F

5, rue de l'Alcazar, 75227 Paris
Cedex 09
Publication mensuelle
du Monde
(EN VENTE PARTOUT)



BANK OF JORDAN LTD

fondée en 1960

SIÈGE SOCIAL : AMMAN

Président Directeur Général : Husni Sido Al-Kardi
Vice-Président O. G. Adjoint : Dr. Yousef Zehni
O. G. Adjoint : Dr. Michel Maro
Adresse : P.O. Box 2140, Amman
Téléc : Banjor JO 21272
Téléphone : 44327/8
Adresse télégraph. : Bankjordan

LA BANK OF JORDAN LTD effectue toutes opérations bancaires commerciales. Correspondants dans le monde entier.

Succursales en Jordanie : Amman (6 succursales), Kerak, Irbid, Maan, Ramtha, Madaba, Jerash, Akaba, Ajloun, Wadi Seer, Salt et Swelleh.

TABEAU COMPARATIF POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (1975-1979)

	31-12-1975	31-12-1976	31-12-1977	31-12-1978	31-12-1979
Capital	533.360	750.000	1.125.000	1.500.000	1.500.000
Réserves	15.254.871	21.811.941	21.878.619	25.105.576	31.639.702
Dépôts	7.774.375	12.731.853	13.252.185	15.499.775	20.403.095
Avances et comptes débiteurs	23.980.108	33.572.468	29.846.610	25.236.987	43.058.358
Total de l'actif	55.338	90.000	125.000	197.500	210.000
Bénéfices distribués					

1 dinar jordanien = U.S. \$ 3,4 = P.F. 13,80.

Société-Tourisme — DEUX FEA

À LA DÉCOUVERTE DU JORDAN

La Jordanie, pays d'une grande beauté, offre à ses visiteurs une multitude de sites historiques et naturels. C'est un pays où l'on peut à la fois admirer les ruines antiques et profiter d'un climat agréable. La Jordanie est un pays d'accueil pour tous, et elle vous offre une expérience unique. Pour en savoir plus, consultez notre brochure.



ALIA

مكتبة الأصل

Société-Tourisme

DEUX FEMMES EN QUÊTE D'UNE CULTURE

DES « femmes supérieures » existent aussi en Orient arabe. Mais elles ne peuvent, en général, se manifester que dans le repli des palais ou des gynécées. Ce qui est « harimi » — d'où notre mot « harém » — est secret, détendu, un air de mystère. Une femme ne peut être célèbre, voir une existence publique sans être dérangée que si elle est chaste, et encore doit-elle, comme l'égyptienne Oum-Koussoum, le Libanaise Fairoz (1) ou la femme bédouine du désert jordanien, chanter la religion aussi bien que l'amour. Les femmes de tête, de caractère, celles que nous nommons en Occident des « grandes dames », ont mauvaise presse en Orient. Et ne parlons pas des féministes arabes !

La majorité des personnalités politiques ou culturelles musulmanes sortent ou voyagent sans leurs épouses. Des huit souverains arabes actuellement régnants, le roi Hussein de Jordanie est le seul qui montre sa femme et qui l'a faite reine (2). Cela ne va pas sans quelques-uns de ses secrets, mais les secrétaires islamiques ou les caïds à nez pointu, les George Sand, les lady Stanhope, les suffragettes, n'ont vraiment droit de cité en Orient que si elles sont occidentales.

Il y a donc tant de dignité, une patience, une finesse infinie à Sâdîa El-Jabri, la Jordanienne pour parvenir à égarer, à jouer un rôle tout en continuant à être respectée, et même admirée dans une bonne partie du Proche-Orient. Et cela bien que son action au faveur de la culture arabe et islamique ait parfois fait l'incursion — par exemple, quand il a fallu mettre un terme à la dégradation des palais omeyyades de Jordanie — jusque dans le champ politique.

Sâdîa El-Jabri est, au départ, syrienne. Née dans une famille musulmane sunnite d'Alas, une ville rigoureuse quand il s'agit de ses filles et de ses femmes, elle a eu une enfance soumise et préservée, mais non exempte d'imprévu. Son père, aujourd'hui capitaine, et qui vit au Caire, où il coiffe d'entourer un petit groupe de parajobistes, a, tout jeune, commencé sa carrière comme secrétaire particulier du sultan de Constantinople Abdul Hamid (3). Le « sultan rouge ». C'était avant la première guerre mondiale et le Syria était encore une province de l'Empire ottoman. « C'est à mon père que revint de prendre la décision d'installer à Sarh Bernhardt de jouer », dit-elle, une

pièce mettant en scène le prophète de l'islam.

Après la mission de mandataire confiée à la France en Syrie, à la suite de la première guerre mondiale, mon père, à partir de la Suisse et d'autres pays, a mené avec d'autres nationalistes arabes, dont son frère, la lutte contre l'occupation française. Cela lui a valu d'être condamné deux fois à mort in absentia par les autorités du mandat. L'exil permit aussi à Sâdîa de faire du français — dans une institution hébraïque aussi sévère que son éducation arabe — sa principale langue de communication, extérieure. Mariée ensuite, « à la mode orientale », c'est-à-

dire sans qu'on lui demande son avis, avec un Palestinien, elle a d'abord vécu quelques temps à Jérusalem.

Puis très vite elle a rencontré le véritable homme de sa vie, un jeune Jordanien qui devait, bien plus tard, être appelé à diriger le gouvernement d'Amman avant de mourir tragiquement. Aimée, comprise, Sâdîa a pu enfin donner libre cours à sa passion pour le passé et l'art arabe, à son projet de contribuer à réhabiliter en Jordanie la culture islamique, ce dont peu de monde se souciait dans ce petit Etat désigné alors à vivre sous le signe orléanais et bilingue, des mœurs militaires britanniques et bédouines.

Jeans et robes à traîne

Les Antioches, empereurs romains qui, au deuxième siècle de l'ère chrétienne, dotèrent Philadelphie — nom latin d'Amman — d'un théâtre de quatre mille places, vinrent à Sâdîa El-Jabri. Elle cherchait à échapper au béton pour installer un musée des arts et traditions arabes. Les souterrains en belles pierres de taille blanches du théâtre lui fournirent un emplacement idéal. Elle y a réuni une collection d'objets, peu nombreux, mais pour la plupart remarquables.

Le plus bel ensemble du musée est constitué par une série de vêtements orientaux anciens ou traditionnels, du Nil à l'Asie mineure. Les jeunes citadines jordanaises qui ne portent plus que des jeans et des chandails y viennent regarder comme des robes noires au sein de broderies polychromes que portent encore au désert (où ils ne s'aventurent jamais) leurs compatriotes bédouines ou les manteaux d'apparat que revêtent lors des mariages et des cérémonies « d'été ». L'une des pièces choc est une robe de cérémonie ottomane à traîne de 16 m de dix-huitième siècle, où les arabesques en fil d'or se déroulent sur le velours mauve ; elle a été donnée au musée par un jeune collectionneur bordelais, Alain Fouquet, qui, lors d'un passage en Jordanie, avait découvert l'entreprise textile de Sâdîa El-Jabri. Celle-ci nous dit : « Cette petite collection ne représente, bien sûr, qu'un millième des trésors de la Jordanie ». Et elle indique sur la carte Petra, la ville-troglodyte de Nabatéens, les pavillons de chasse millénaires des califes omeyyades, les châteaux des croisés ou de

Saladin. « Tenez là, c'est le djebel Nebâ, le haut lieu biblique par excellence de notre pays. Nos visiteurs ne le hantent guère. Allez-y, vous ne le regretterez pas ! »

Prenez donc la route de la mer Rouge. Laissons Hâdîn, frère de sa grotte citée dans le Coran ; dépassons Madaba, cité jadis vouée à la déesse phénicienne Astarte, puis chrétienne contre vents et marées depuis le quatrième siècle et jalouse de détenir la plus ancienne carte connue de la Palestine, tracée par Justinien, selon une habitude chère à ce monarque byzantin, dans la mosaïque ; ignorons même Macharont, place forte israélienne où Hérodote fit désapaiser saint Jean-Baptiste pour cette gourmandie de Salomé. Et escaladons le djebel Nebâ qui n'a guère que 800 mètres d'altitude. Du haut de ce qui fut le mont Nebo de la Bible, Moïse découvrit la Terre promise qu'il ne foulerait jamais, puis il mourut.

Comme le prophète hébreu, on peut embrasser d'un seul regard, à perte de vue, la vallée du Jourdain, les déserts du sud, le ciel de crête, le relief d'acier de la mer Morte, collines et plaines se chevauchant. C'est l'antique Palestine, perdue aujourd'hui entre la Jordanie, Israël et le Cisjordanie. Les mêmes brumes de chaleur ou de tristes, les mêmes oiseaux survolent ces trois entités aussi rapprochées par la géographie qu'opposées par la politique. L'absurdité, la cruauté des barrières actuelles n'apparaissent jamais aussi bien que du sommet du djebel Nebâ. C'est sans doute pour cela que Sâdîa El-Jabri y envoie ses amis.

Une autre femme, l'orientaliste française Anne-Marie Goichon, disparue il y a peu de temps, a consacré aussi une partie de son existence et de son œuvre à mieux faire connaître le profil historique et le patrimoine culturel de la Jordanie (4). C'est elle qui nous a révélé la période grandiose et troublée qui précède la conquête musulmane de la Palestine et de la Transjordanie. Des émir arabes, généralement chrétiens, se partageaient alors la région, sous la houlette lointaine de Byzance. La prospérité était grande comme l'attestent les villes de cette période, littéralement couvertes de mosaïques, telle Madaba, où aujourd'hui encore les habitants ont sous les pieds, dans leurs demeures, les luxueux pavements posés par leurs ancêtres. Mais survivant les armées du chah de Perse de ce temps, Chosroes, qui emportèrent la Vierge Croix. De 611 à 628 se succédèrent massacres et destructions, jusqu'à ce que l'empereur Héraclius de Byzance repartit le relais aux Perses.

A peine remis de la tornade perse, les principautés arabes chrétiennes virent arriver les cavaliers de l'islam qui eux, au moins, parlaient la même langue. Des harkis arabes de la troupe byzantine guidèrent leurs frères en langue, envoyés par Mahomet lui-même. Mais les incursions ne se transformèrent en conquête qu'après la mort du Prophète. Ce fut en 634, la bataille du Yarmouk gagnée par le chef arabe Khalid Ben Walid sur les Byzantins, grâce à la défection des contingents arméniens et arabo-syriens. « C'est en souvenir de cette victoire, rappelle Anne-Marie Goichon, que le barrage de Moukayyash s'appelle barrage Khalid-Ben-Al-Walid. » Toujours prompt à prendre la défense du roi Hussein, elle ajoutait : « Comment peut-on reprocher aux Hachémides d'être une dynastie étrangère à la Jordanie, alors que celle-ci était arabisée avant même l'islam et qu'eux-mêmes sont arabes jusqu'à la moelle des os et que leur lignée se rattache au sang de Mahomet, qui lança ses premiers fidèles en direction du Jourdain ! »

Un passé foisonnant

L'orientaliste française a également remis en mémoire que le Liban et la Syrie n'avaient pas le monopole des châteaux forts francs. « L'architecture militaire du douzième siècle tel que la Jordanie deux de ses plus célèbres fortifications. La première fut construite à Chawbak, dans la défilé record de dix-huit jours, sur l'ordre de Baudouin I^{er}. » Dans ses alentours on cultivait cent espèces de plantes dont des ébrioliers et de la canna à sucre, tradition qui ne s'est pas perdue, puisqu'une école d'agriculture jouxtait aujourd'hui les vestiges des tours franques.

Moins ruiné et sans voisinage prosaïque, le château croisé de Karak occupe un piton qu'avaient déjà fortifié les Moabites au cours de leurs luttes contre les Hébreux. Selon Anne-Marie Goichon, c'est le frère de Saladin qui, en bout d'un en de siècle, reçut la reddition des derniers Francs de Karak. Les mamelouks d'Égypte, plus tard, tirèrent de la forteresse un de leurs points d'appui entre Le Caire et Damas. En 1921, le premier titre conféré à l'émir Abdallah, descendant des chérifs de La Mecque et premier souverain hachémite de Transjordanie (il est le grand-père du

roi Hussein) fut celui de « prince de Karak ».

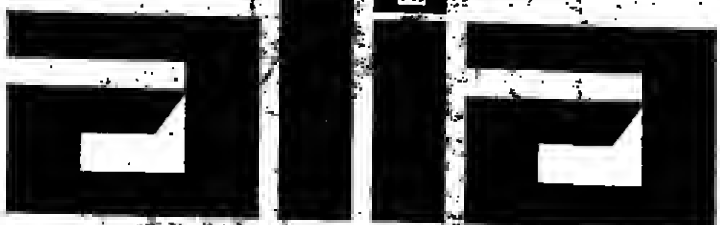
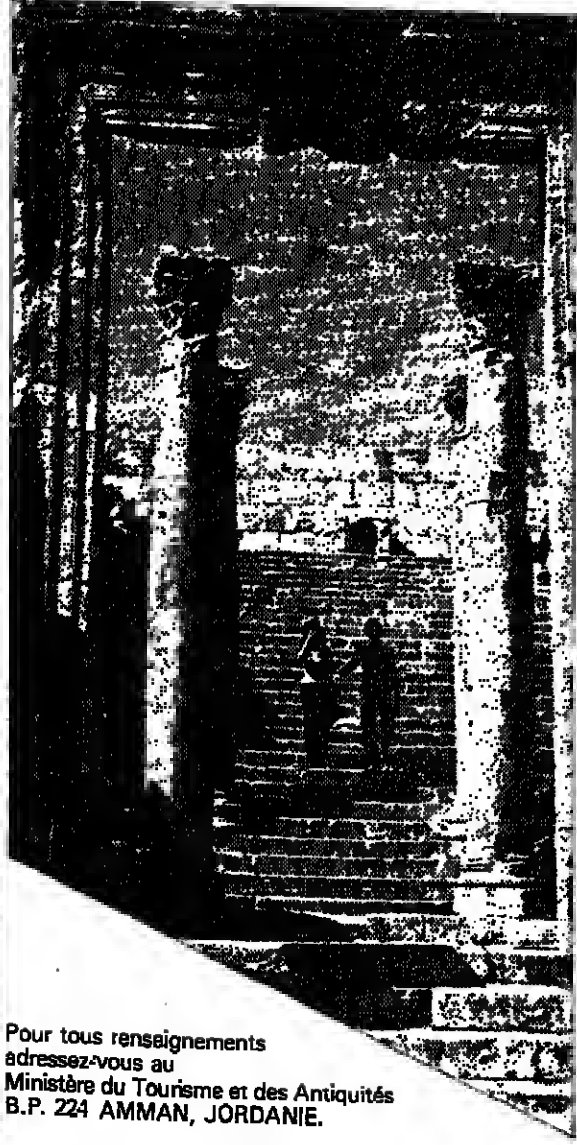
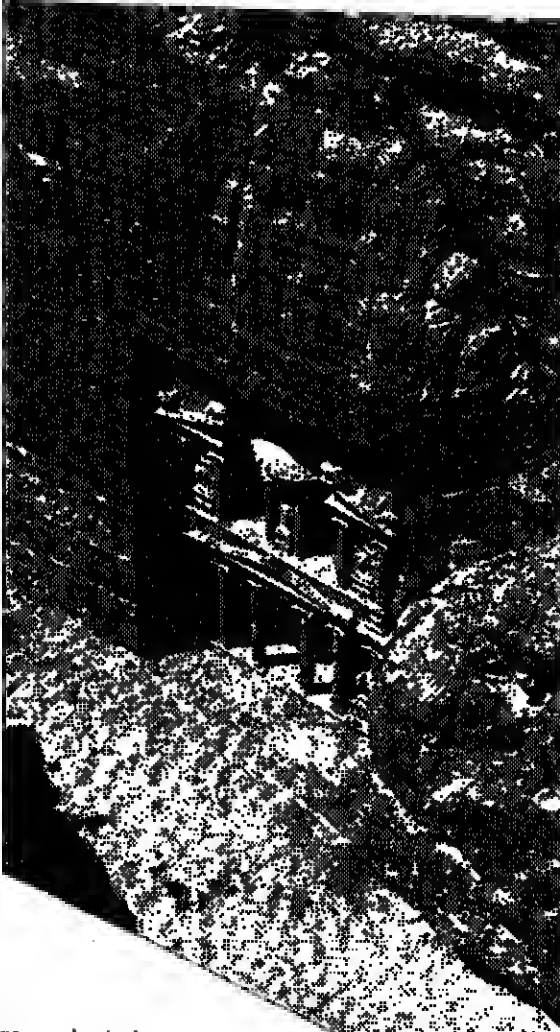
L'accent mis sans relâche sur le passé foisonnant de la Jordanie par des femmes passionnées comme Sâdîa El-Jabri et Anne-Marie Goichon a permis qu'un monument comme Karak, qui résume à lui seul toute l'histoire du pays, de l'Antiquité aux Hachémides, soit restauré et montré aux Jordanais et à leurs hôtes comme le symbole d'un pays aux frontières, certes récentes et peut-être encore incertaines, mais à l'intérieur desquelles vit un peuple aux racines profondes et anciennes.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

- (1) Fairoz qui est chrétienne chante la messe.
- (2) Des quatre épouses successives du roi Hussein, Dîna, Mîna, Alia et Nouz, seule la seconde, d'origine anglaise, n'a pas eu droit au titre royal. La reine Nouz est issue de la communauté arabe américaine.
- (3) Abdul Hamid II (1842-1918) régna de 1878 à 1909.
- (4) Anne-Marie Goichon est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont les plus remarquables sont ceux relatifs au savoir musulman arabe et à la Jordanie réelle, publiés chez Desclée de Brouwer.

À LA DÉCOUVERTE DES MERVEILLEUX PAYSAGES JORDANIENS

La Jordanie ! Découvrez-la vous-même au carrefour des plus anciennes civilisations. Ici, vous vous promènerez dans les rues de Jérash, la cité romaine construite il y a 19 siècles, restaurée fidèlement dans sa grandeur première. Vous suivrez à cheval l'étroit sentier conduisant à la surprenante cité nabatéenne de PETRA où les édifices et les temples ont été taillés à même le roc, sculptés dans la pierre ocre de la montagne. Vous serez émerveillés par les magnifiques couchers de soleil à l'endroit même où le biblique Jourdain se jette dans la Mer Morte située à 400 mètres au-dessous du niveau des océans. Vous découvrirez Amman où l'ancien et le nouveau s'harmonisent dans la plus palpitante des capitales du Moyen-Orient. Pour parvenir à cette fabuleuse terre de vacances il vous suffit de connaître un seul mot : ALIA !



ALIA, la clef de votre voyage en Jordanie et dans tout le Moyen-Orient.

THE ROYAL JORDANIAN AIRLINE

Pour tous renseignements adressez-vous au Ministère du Tourisme et des Antiquités B.P. 224 AMMAN, JORDANIE.

Design, layout by Alia Public Relations

GALLERY ARTS OF ASIA
79, rue Legendre, 17^e - 827-46-27
VENTE EXCEPTIONNELLE
1 LOT TAPIS BELOUTCH
(1,40 x 0,90, 1.500 F)
(tous proven, très dimensionnés)
TAPIS ORIENT ET CHINOIS
IVOIRE ET PIERRES DURES
SCULPTES
JUSQU'AU 30 MARS INCLUS
(toutes ces marchandises sont vendues avec certificat d'authenticité)

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard 06000 NICE
Tél. : (03) 80.98.31 (F.M.A.L.M.)

AFRIQUE

SOUDAN : la réconciliation nationale inachevée

Le troisième congrès de l'Union socialiste soudanaise (parti unique), réuni à Khartoum fin janvier, a recommandé à l'unanimité de diviser le Soudan en six régions. La région du Sud, qui jouit depuis 1972 d'un statut autonome, subsistera telle quelle. Le Nord sera subdivisé en cinq régions, dotées de gouvernements locaux : la région centrale (provinces

de Gezireh, du Nil blanc et du Nil bleu) ; la région septentrionale (provinces du Nord et du Nil) ; la région occidentale (Kordofan du Nord et du Sud) ; la région de Darfour ; (Darfour du Sud et du Nord) et la région orientale (provinces de la mer Rouge et de Kassala). Khartoum demeurera la capitale nationale et le siège du gouvernement central.

Le maréchal Nemeiry, qui a été réélu président de l'U.S.S. (et donc de la République) pour un nouveau mandat de six ans, a aussitôt décrété la dissolution de l'Assemblée nationale (Parlement central) et du Conseil régional du Sud. De nouvelles élections auront lieu au début d'avril en vue de renouveler les deux Chambres.

De notre envoyé spécial

président Nemeiry, de nombreux syndicalistes et communistes ont été arrêtés (environ deux cent cinquante, selon une estimation qui nous a été fournie par un intellectuel proche du régime). Il semble toutefois qu'une bonne partie de ces nouveaux détenus aient été depuis relâchés. La loi de la sécurité de l'Etat est l'une des raisons pour lesquelles le parti communiste continue à se réfugier dans une stricte clandestinité. Le P.C. soudanais, décimé lors de la répression qui suivit le coup d'Etat de Hachem el Atta en juillet 1970, a reconstruit patiemment ses cellules et est particulièrement actif parmi les intellectuels, les étudiants de

général des Frères musulmans, M. Tourabi, c'est politiquement séparé de M. Salek el Mahdi, son beau-frère, dont il ne partage pas les réserves à l'égard du régime. Nommé procureur général, il supervise les travaux des commissions créées en vue d'adapter la législation civile et criminelle soudanaise aux préceptes coraniques. Plusieurs projets de loi prévoyant notamment l'interdiction des boissons alcoolisées et l'amputation des mains des voleurs ont déjà été préparés, mais n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée du peuple, vraisemblablement par suite des réticences d'une opinion publique peu désireuse de se plier aux

du Caire à Khartoum, qui compte plus de quinze mille étudiants soudanais, ne peut fonctionner sans le concours des professeurs égyptiens. En outre, plus de deux cents instituteurs égyptiens enseignent les mathématiques et les sciences dans les écoles secondaires du Soudan. Contrainte sans cesse de jouer entre Le Caire et Ryad, la diplomatie soudanaise a également adopté un profil bas sur le plan international et africain. Tout récemment encore, les relations entre Khartoum et Moscou, au plus mal à l'époque de l'expulsion des experts soviétiques en mai 1977, s'étaient sensiblement améliorées. L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan a tout remis en question.

Relations sans chaleur avec Washington

Khartoum s'efforce également à ne pas trop s'engager dans le camp américain, et les relations entre le Soudan et les Etats-Unis ne sont pas aussi chaleureuses que certains le prétendent. Washington ne semble guère pressé de fournir au Soudan les armements modernes dont son armée, sous-équipée, a désespérément besoin. Moins dit-on dans certains milieux diplomatiques de Khartoum, parce que Ryad refuse de financer les achats militaires soudanais que parce que le département d'Etat n'a pas encore publié d'opinion sur l'assassinat, en 1973, de l'ambassadeur des Etats-Unis à Khartoum, les commandos palestiniens responsables de ce crime ont été remis à l'O.L.P., laquelle a été, depuis, autorisée à ouvrir un bureau dans la capitale soudanaise.

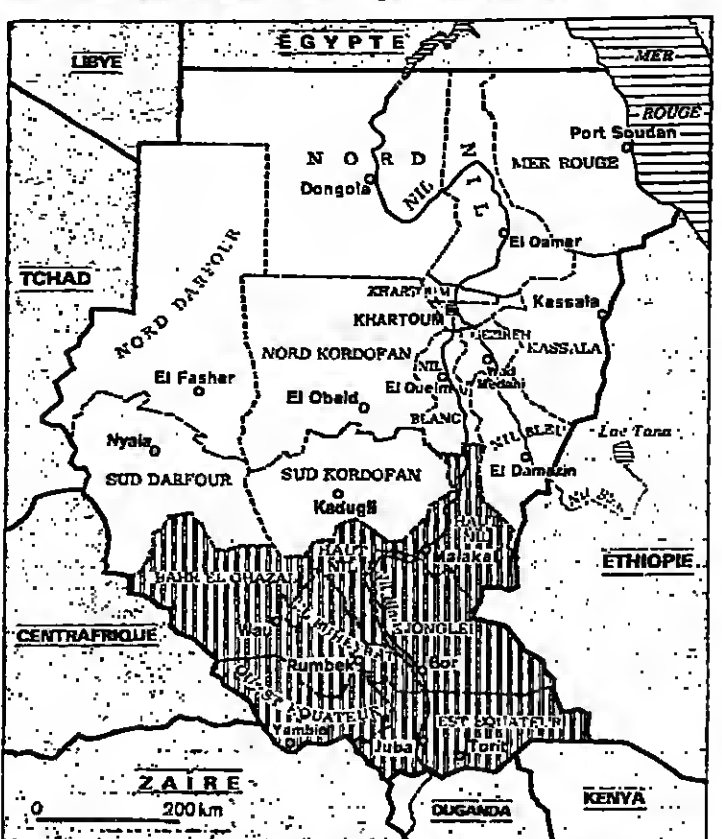
Sur le plan africain, malgré l'échec de sa rencontre de février 1979 en Sierra-Leone avec le président Mengistu, le président Nemeiry ne désespère pas de résoudre le problème erythrien par des moyens pacifiques.

L'insistance du président Nemeiry à vouloir régler rapidement le conflit erythrien se comprend aisément. Les quelque quatre cent cinquante mille réfugiés africains — en grande majorité des Erythréens — actuellement en territoire soudanais, dans des conditions extrêmement précaires, constituent un lourd fardeau pour une économie dont les faiblesses sont la principale menace pour le régime. Les grèves et manifestations d'août ont officiellement attribué aux « communistes et àhabs », ont, en fait, été un mouvement de protestation spontané contre une hausse du coût de la vie et une inflation galopante affectant durement les catégories les plus défavorisées de la population, tout en favorisant l'enrichissement de commerçants et de spéculateurs.

Pour faire face à cette situation, le nouveau ministre des finances, M. Badr el Dine Sulayman, a adopté de nouvelles mesures destinées à décourager le marché noir et la spéculation, causes essentielles de l'inflation dont le taux serait de l'ordre de 60 % par an. Il a également assoupli le taux de change pour inciter les deux cent cinquante mille Soudanais travaillant dans les pays arabes, notamment en Libye, en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe, à rapatrier leurs gains. Ryad a consenti un crédit de 300 millions de dollars pour financer le déficit budgétaire et parer au plus pressé, c'est-à-dire au règlement de la facture pétrolière. De même, les pays membres du Club de Paris, regroupant des représentants d'une dizaine de gouvernements occidentaux, ont consenti des facilités et moratoires pour éponser les dettes extérieures.

L'opposition mahdiste demeure sceptique au sujet de l'efficacité de ces mesures. Il ne s'agit là, nous a précisé un des jeunes experts financiers de la capitale, que d'un expédient destiné à éviter le pire, et d'un pansement appliqué sur une jambe de bois et non d'une tentative sérieuse de mettre un terme aux déséquilibres structurels dont souffre l'économie soudanaise.

JEAN GUEYRAS.



La carte verticale : la région du Sud formée de six provinces et bénéficiant d'un statut d'autonomie.

Un « esprit de tolérance »

Tel n'est pas l'avis de M. Sadek el Mahdi, plus nuancé dans son appréciation de la nature du régime de Khartoum, qui considère la politique de réconciliation nationale en grande partie positive. « L'important, estime-t-il, est que le dialogue s'engage et qu'il existe un esprit de tolérance à l'égard des points de vue de l'opposition. Il est clair que, dans un pays comme le Soudan, il est impossible d'avoir une seule opinion. C'est pourquoi, tout maintenant, c'est cette pratique de la tolérance qui est la plus importante. » M. Sadek el Mahdi se prononce donc pour une « décentralisation » plus poussée du régime du parti unique, qu'il ne remet nullement en question, et s'oppose même fermement au retour à un multipartisme qui, dit-il, ne peut que conduire le pays au chaos. C'est précisément sur ce point que M. Sadek el Mahdi se sépare de son ancien allié du Front national. M. Cherif el Hinn, chef du parti unioniste démocratique, lequel poursuit de l'étranger sa lutte contre le régime du parti unique et préconise le retour à la démocratie libérale par des élections totalement libres.

Le chef des Ansars formule cependant de graves réserves à l'égard des institutions soudanaises et du fonctionnement du parti unique. M. Sadek el Mahdi demande en priorité l'abolition de la loi de la sécurité de l'Etat, qui autorise le gouvernement à procéder à des arrestations arbitraires sans se référer aux instances judiciaires du pays. Il admet cependant que l'application d'une telle loi est appliquée d'une manière moins rigoureuse. Il n'empêche que cette loi est suspendue comme une épée de Damoclès sur la tête des militants de l'opposition. A la suite des manifestations étudiantes et ouvrières d'août dernier contre le

l'université et les syndicats professionnels et ouvriers. Le parti communiste, qui publie un périodique distribué clandestinement, Al Maydane, est l'une des rares formations politiques soudanaises à s'être opposée à la politique de réconciliation nationale qui ne constitue, selon lui, qu'une « tentative désespérée de redorer le blason d'un régime isolé et incapable de tenir ses promesses de libéralisation ».

La législation islamique

Dans les jardins entourant les bâtiments universitaires construits dans un style ordinaire qui rappelle les vieux palais de la colonisation britannique, les étudiants critiquent librement le régime. En face de la cafétéria, une dizaine de panneaux muraux, soigneusement tenus à jour et respectés par tous, exposent les points de vue des communistes, des baasistes, des mahdistes, des indépendants libéraux, des nationalistes, des Palestiniens, des Socialistes et des Frères musulmans. La plupart de ces journaux sont sévères à l'égard du régime, et certains même insistent sur le fait que la personne même du chef de l'Etat, Seul exception notable : le journal des Frères musulmans, qui, depuis l'indépendance, a pour chef, Hassan Abdallah el Tourabi, au parti unique, sont devenus des défenseurs zélés du régime. Au cours des dernières élections universitaires, les Frères musulmans, traditionnellement majoritaires dans les universités, ont été battus par une liste regroupant toutes les autres tendances politiques.

Depuis la dissolution du Front national, dont il était l'un des dirigeants, l'ancien secrétaire

NOUVEAU AMUSANT

avec **ARLEQUIN**
la chance rebondit !
loterie nationale
tirage mercredi prochain

2 raisons de plus pour aller en Irlande par notre raccourci.

Vous gagnez un chèque-cadeau de 5 £. Si vous êtes deux (plus une voiture) à effectuer un aller et retour Roscoff-Cork, vous gagnez chacun un « bon d'échange » de 5 £ (45 F environ) négociable en Irlande dans les bookies, les bed and breakfast, les fermes d'accueil et même certaines boutiques d'artisanat (par exemple) sélectionnées par Brittany Ferries. 1^{er} cadeau.

Et votre voyage voyage gratuitement. Si vous faites un aller-retour à quatre, vous gagnez chacun un « bon d'échange » de 5 £, et en plus le passage de votre voiture est gratuit. Cadeau. Brittany Ferries vous offre ces deux cadeaux exceptionnels jusqu'au 22 juin 1980 inclus et ensuite du 5 septembre jusqu'au 13 décembre 1980 inclus. Vous voyez, c'est facile d'en profiter.

brittany ferries
Gare Maritime 29211 Roscoff. Tél. (98) 69.07.20.
Et toutes agences de voyages.

Pour recevoir gratuitement les brochures Brittany Ferries 1980, renvoyez ce bon à Brittany Ferries - Gare Maritime - 29211 Roscoff.
Nom _____
Adresse _____

DU 25 FEVRIER AU 8 MARS

prix exceptionnels

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Khodan
M. Mugabe s'apprête à l'abolir la loi

LA TEN
Radio-Echo poursuit sa

Argentine
LE GENERAL GARCIA...
ASSASSINAT...
GUATEMALA
ASSASSINAT...
LIBERIA
LE CADAVRE...
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS...
CASILLA T-62...
LE MONDE DE L'EDUCATION
LA VIOLENCE DES ENFANTS
Namibie
TONG-TONG...

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Rhodésie

M. Mugabe s'apprête à lever le couvre-feu et à abolir la loi martiale

De notre envoyé spécial

Harare. — Tandis que le premier ministre désigné, M. Robert Mugabe, poursuit ses consultations en vue de former un gouvernement de « front national », les vestiges de la guerre vont progressivement disparaître. M. Edson Zvobgo, porte-parole de M. Mugabe, a annoncé jeudi 6 mars la mise en œuvre prochaine de plusieurs décisions de nature à hâter la transition vers la paix : levée du couvre-feu, abolition de la loi martiale et de l'état d'urgence, arrêt de la mobilisation dans l'armée, démantèlement des forces « auxiliaires » recrutées en 1978 par l'évêque Makorewa.

Le couvre-feu sera levé dans l'ensemble du pays. La loi martiale sera supprimée sans dans les régions affectées des « installations vitales » menacées par d'éventuelles actions de sabotage. Plusieurs dizaines de milliers de réservistes noirs et blancs, avaient été mobilisés à la veille des élections. « Cette mobilisation, a poursuivi le porte-parole, est devenue inutile. Mobiliser pourquoi ? ». La dissolution des forces auxiliaires interviendra rapidement. La suppression des « villages protégés », autre legs de la guerre, exigera plus de temps, car « la réhabilitation et la réinsertion des réfugiés est une tâche énorme ».

L'intégration des guerilleros

M. Mugabe a eu de nouveaux entretiens, jeudi, avec les principales personnalités du pays : lord Soames, le général Wallis, chef de l'armée rhodésienne, et M. Joshua Nkomo. La rencontre avec M. Smith, adjoint, aura lieu prochainement. Avec les deux premiers, M. Mugabe a notamment discuté du processus d'intégration des guerilleros au sein de l'armée. Le porte-parole a réaffirmé la volonté du premier ministre désigné de réaliser l'intégration « aussi vite que possible ». Avec M. Nkomo, il a examiné la nature de la future coalition gouvernementale. Selon certaines sources, M. Nkomo aurait refusé le poste, largement honorifique, de chef de l'état, qui lui avait été offert. Il préférerait obtenir un important portefeuille ministériel.

Dans cette série de consultations, le rôle essentiel est tenu

par le comité central de la ZANU-P.F. Cet organe comprend vingt-huit membres, qui vont étudier « les structures du cabinet, leurs éventuels ministères et le besoin de créer de nouveaux ministères ». Pour prendre des décisions en connaissance de cause, il lui faut avoir accès des archives et documents administratifs. A cet égard, M. Zvobgo a souligné que son parti avait trouvé jusqu'à présent auprès de l'administration un « degré de coopération encourageant ».

En ce qui concerne le calendrier et les modalités de l'accession à l'indépendance, il se confirme que M. Mugabe prêtera serment et entrera en fonctions dès la formation de son gouvernement. L'indépendance ne serait proclamée qu'au début du mois prochain (la date du 3 avril est avancée officieusement). Ainsi lord Soames pourrait assister M. Mugabe pendant une quinzaine de jours, facilitant une transition en douceur. On rappelle en tout cas, dans l'entourage du gouvernement, que celui-ci souhaite regagner Londres avant Pâques.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA TENSION TUNISO-LIBYENNE

« Radio-Gafsa libre » émettant de Tripoli poursuit ses appels à l'insurrection

De notre correspondant

Tunis. — Les Tunisiens considèrent que la Libye n'observe pas les décisions de la dernière session extraordinaire de la Ligue arabe (le Monde du 1^{er} mars) relatives à l'arrêt de « toutes formes de campagnes » hostiles entre les deux pays. Ils n'en veulent pour preuve que les émissions de Radio-Gafsa libre émettant directement à partir de Tripoli, qui continuent nuit et jour à lancer des appels à la révolte, à diffamer les responsables, à critiquer le régime et à diffuser de fausses informations sur le « soulèvement populaire qui embrase la Tunisie ».

Satisfaction après la résolution adoptée par le Congrès

Les Libyens seraient, croit-on, particulièrement irrités que la Tunisie maintienne la suspension de tout trafic aérien avec Tripoli pour des raisons de sécurité. C'est principalement pour informer les deux « pays frères » de cette situation que le gouvernement a décidé de dépêcher au Maroc et en Algérie MM. Mohamed-Elmouti et Fouad Abaza, ministres des affaires étrangères et de l'information.

Même si le représentant du secrétaire général de la Ligue arabe, au sein de la commission tripartite chargée d'aplanir les divergences entre les deux pays, M. Hamdi Essid, vient d'être reçu par le colonel Kadafi, on ne se fait guère d'illusions, dans les milieux politiques, sur les possibilités d'une atténuation de la tension.

Face à l'incapacité dans laquelle semble être l'organisation panarabe de dégager une solution au conflit, les dirigeants tunisiens ont trouvé un motif de satisfaction dans la résolution adoptée par la conférence de représentants du Congrès arabo-libanais, demandant au gouvernement d'aider la Tunisie dans son développement économique et le maintien de sa sécurité. La résolution arabo-libanaise souligne aussi que « les récentes incursions d'inspiration étrangère destinées à miner la stabilité de la Tunisie constituent une menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales et aux intérêts de sécurité de toutes les nations de la région méditerranéenne ».

Le conseil des ministres, qui s'est réuni jeudi à Tunis sous la présidence de M. Bourguiba, s'est félicité de cette initiative ainsi que de « l'atmosphère d'amitié et de compréhension » qui a présidé aux entretiens que M. H. Bourguiba junior, conseiller spécial du président, a eus avec le ministre d'avoir à Paris, Washington, Londres et Vienne. — M. D.

République Sud-Africaine

En réponse à une accusation de l'ambassadeur d'Angola en France

Pretoria dément s'apprêter à lancer une opération militaire en territoire angolais

Le gouvernement de Pretoria a catégoriquement démenti jeudi 6 mars, s'apprêter à lancer une opération militaire en territoire angolais. Un porte-parole militaire sud-africain au Cap, répondant ainsi à des propos tenus par M. Luis de Almeida, ambassadeur d'Angola en France lors d'une conférence de presse donnée jeudi matin, à Paris, a parlé de « propagande ridicule ».

M. Luis de Almeida avait affirmé que son pays avait été averti de l'existence d'un plan sud-africain visant « par un coup d'État militaire », à occuper une partie de la province angolaise de Cuando-Cubango frontalière de la Namibie. Selon l'ambassadeur, en déclenchant une telle action, les Sud-Africains chercheraient à créer un climat qui contraindrait l'Angola à négocier avec les hommes que les autorités de Pretoria entendent placer au pouvoir en Namibie. D'après M. Luis de Almeida, cette opération militaire n'est qu'un prétexte à la création de la zone démilitarisée sous contrôle de l'ONU, et qui, selon les desirs du président Apolinário Neto, devrait s'étendre sur 100 kilomètres à l'intérieur des territoires de part et d'autre de la frontière angolaise et namibienne. M. de Almeida estime que ce coup de force pourrait être le fait de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), mouvement d'opposition de M. Jonas Savimbi, et bénéficier d'un soutien militaire de la part de l'Armée du Sud. Selon l'ambassadeur, cette offensive se heurterait à l'armée angolaise, « l'une des premières d'Afrique », et aux organisations paramilitaires qui pourraient à elles seules regrouper des « centaines de milliers de gens », sans compter « les amis, Guinéens ou Cubains, qui ont déjà combattu à nos côtés contre l'Afrique du Sud ».

Évoquant les relations de son pays avec la France, l'ambassadeur d'Angola s'est plaint de ce qu'il a appelé « l'ambiguïté » de l'attitude française « entre les paroles et les actes » concernant, d'une part les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, « les armes que nous saisissons à la frontière sont françaises, de même les Mirage et les hélicoptères qui participent aux attaques contre l'Angola », et, d'autre part, les pressions exercées sur le territoire français.

M. Luis de Almeida a ajouté, à propos du chef du Front de libération nationale de l'Angola (F.L.N.A.), M. Holden Roberto, qu'il était le dernier par les

LAISSE-NOUS BATIR UNE AFRIQUE DEBOUT

par Benjamin MATIP

Destiné en 3 actes et 26 tableaux. 40 FF.

Diffusion : Éditions Africope 22, boulevard Ornano, 75018 PARIS. Tél. 642702 - Tél. : 1-258-83-84. « Fulgurante attaque contre les despotes et leurs partis totalitaires » Daniel Guille. « Le choc des cultures » Pierre Emmanuel. « Œuvre courageuse : une complémentarité » Abbé L.-A. Maugendre. « Pénétrer en parfaite connaissance de cause le problème éternel qui tient à cœur à tous les humains de notre temps » Pasteur Emmanuel La Gravière. « J'ai aimé la force de l'argumentaire, la rigueur dialectique et bien sûr le subversif idéologique... Et comment ne pas être sensible à un ouvrage qui porte en lui le microcosme de la tragédie d'un continent ? » G. Fontana, président de la Fondation « Art de Vivre ».

LENTILLES DE CONTACT

Les célèbres lentilles souples, ultraminces de Bouché & Lomb, 1^{er} fabricant américain. Douceur exceptionnelle. Adaptation par spécialiste. Forfait complet à 796 F. Laboratoire CSRS 21, av. de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99

la pensée

REVUE DU RATIONALISME MODERNE sciences arts philosophie

Un événement :
● EINSTEIN ET LA PHILOSOPHIE EN FRANCE, Michel PARY
● DEBAT PHILOSOPHIQUE EN 1922 : A. EINSTEIN, J. BÉCOUËRE, A. BERGSON, L. BRUNSCHWIG, E. CARTAN, J. HADAMARD, P. LANGEVIN, X. LEON, E. LE ROY, P. LEVY, E. MEYERSON, P. PAINLEVÉ, J. PERRIN, H. PIERON, ● POUR UNE ANALYSE COMPARÉE DES IDÉOLOGIES RELIGIEUSES, Pierre LEVEQUE ● L'ANALYSE DU SYSTÈME, MALGRÉ TOUT, Jean-Louis LE MOIGNE ● SYSTEMICITE ET ENTITE, Igor BLAUGBERG ● LE MARXISME EN ITALIE ? André TOSEL ● LA BOURGEOISIE FACE À LA REVOLUTION : CUBA, Marcos WINOCUR.

Einstein et la philosophie française

FEVRIER 1980 - N° 218

ADMINISTRATION - ABONNEMENTS :
146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS - Tél. : 280-52-25. Service de vente : 24, rue Racine, 75006 PARIS.

Abonnement : un an (7 numéros dont 1 double). France : 230 F - Etudiants et chômeurs : 190 F - Autres pays : 280 F. Compte chèque postal : Éditions Sociales, 429-70 PARIS.

PARAIT TOUTS LES DEUX MOIS

PARUTION : 1^{er} dimanche par an, dont 1 double. PRIX DU NUMÉRO : France : 35 F - Autres pays : 38 F.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LE GÉNÉRAL VIDELA a déclaré, jeudi 6 mars, que son gouvernement entamerait prochainement des consultations avec des personnalités politiques afin de décider des modalités « susceptibles de permettre le retour à la démocratie dans le pays ». Le président argentin a précisé que les militaires au pouvoir depuis quatre ans réajustent les conditions posées par les dirigeants peronistes pour leur participation à ces entretiens. — (A.F.P.)

Guatemala

● ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT SOCIAL - DEMOCRATE. — M. Jorge Jimenes Calas, dirigeant du FUR (de

tendance social-démocrate), a été assassiné le mercredi 5 mars dans la capitale, nous fait savoir le représentant du Front démocratique, qui regroupe l'ensemble des organisations d'opposition au gouvernement Lucas Garcia. Le 6 mars, deux dirigeants étudiants, MM. Alejandro Corti et Cesar Romero, ont été tués. Ces événements surviennent alors que l'armée poursuit ses opérations dans le Quiché, d'où étaient venus les paysans qui ont tué la mort dans l'incendie de l'ambassade d'Espagne, le 31 janvier. D'après le Front démocratique, quinze paysans ont été tués entre le 3 et le 5 mars dans les villages de Naby et de Ravina.

Libéria

● LE CADAVRE PARTIELLEMENT BRULÉ DE M. BORBOR GONDOR, membre du parti d'opposition Progressive People's Party (P.P.P.), a été découvert mardi 4 mars sur une plage des faubourgs de Monrovia. M. Gondor « transportait peut-être des explosifs probablement en usage insoumis », a déclaré M. Joseph Chesson, ministre de la Justice, dans une interview à l'Agence libérienne de presse. Selon le président du P.P.P., M. Gabriel Bacchus Matthews, vingt membres du parti ont été arrêtés ou interpellés depuis le 8 janvier, date de la reconnaissance officielle du parti. Cinq d'entre eux, emprisonnés depuis près d'un mois, sont inculpés de « sédition ». — (A.F.P.)

Namibie

● VINGT-TROIS GUERRILLEROS de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ont été tués par les forces de sécurité sud-africaines, tandis que deux soldats sud-africains ont trouvé la mort dans le nord de la Namibie, a annoncé, jeudi 6 mars, un porte-parole militaire. Le porte-parole a ajouté que le bilan des tués en Namibie depuis le début 1980 s'élevait à cent cinquante-trois guérilleros.

leros, quinze soldats et dix civils. — (A.F.P.)

Pays-Bas

● MM. RAYMOND BARRE ET JEAN FRANÇOIS PONCET devaient effectuer une visite officielle aux Pays-Bas le 18 mars prochain, à l'invitation du premier ministre néerlandais, M. Andreas Van Agt. L'ordre du jour des entretiens du moment par un ministre des affaires étrangères français à La Haye n'a pas encore été précisé. — (A.F.P.)

Philippines

● QUATRE PERSONNES ont été tuées et cent quatre autres blessées dans deux attentats à la grenade commis dans la province de Davao, à quelque 900 kilomètres au sud de Manille. La première grenade a été lancée par un inconnu au cours d'une réception qui était la victoire d'une équipe sportive, faisant deux morts, dont une ancienne miss Philippines, et cinquante-quatre blessés. La seconde a été jetée dans un marché : elle a tué une fillette de neuf ans, un adulte, et blessé cinquante personnes. Le premier attentat a été attribué à des militants gauchistes, tandis que le second est, pour la police, à mettre au compte d'une vengeance. — (A.F.P.)

Taiwan

● LA MÈRE ET LES DEUX FILLES JUMELLES d'un opposant au régime, actuellement emprisonné en attendant d'être jugé, ont été trouvées mortes à leur domicile à Taipei, une troisième fille est grièvement blessée. C'est la femme du détenu, M. Lin Yi-hsiung, arrêté après les manifestations de décembre dernier, qui a découvert le drame, dont on ignore les circonstances. — (U.P.I.)

Yougoslavie

● L'ÉTAT DE SANTÉ DU MARÉCHAL TITO est stationnaire, selon les derniers com-

muniés publiés par ses médecins. Un porte-parole officiel a précisé que ces derniers observaient une « certaine stabilisation » de l'état du malade, mais qu'il ne s'agissait pas nécessairement d'une évolution favorable de la maladie. Il semble en fait que l'organisme du maréchal Tito soit complètement épuisé, et ses médecins redoutent, en particulier, l'hémodialyse, désormais hebdomadaire qui doit être à nouveau pratiquée à la fin de la semaine. — (A.F.P., A.P.)

Mini à Maxi tailles.

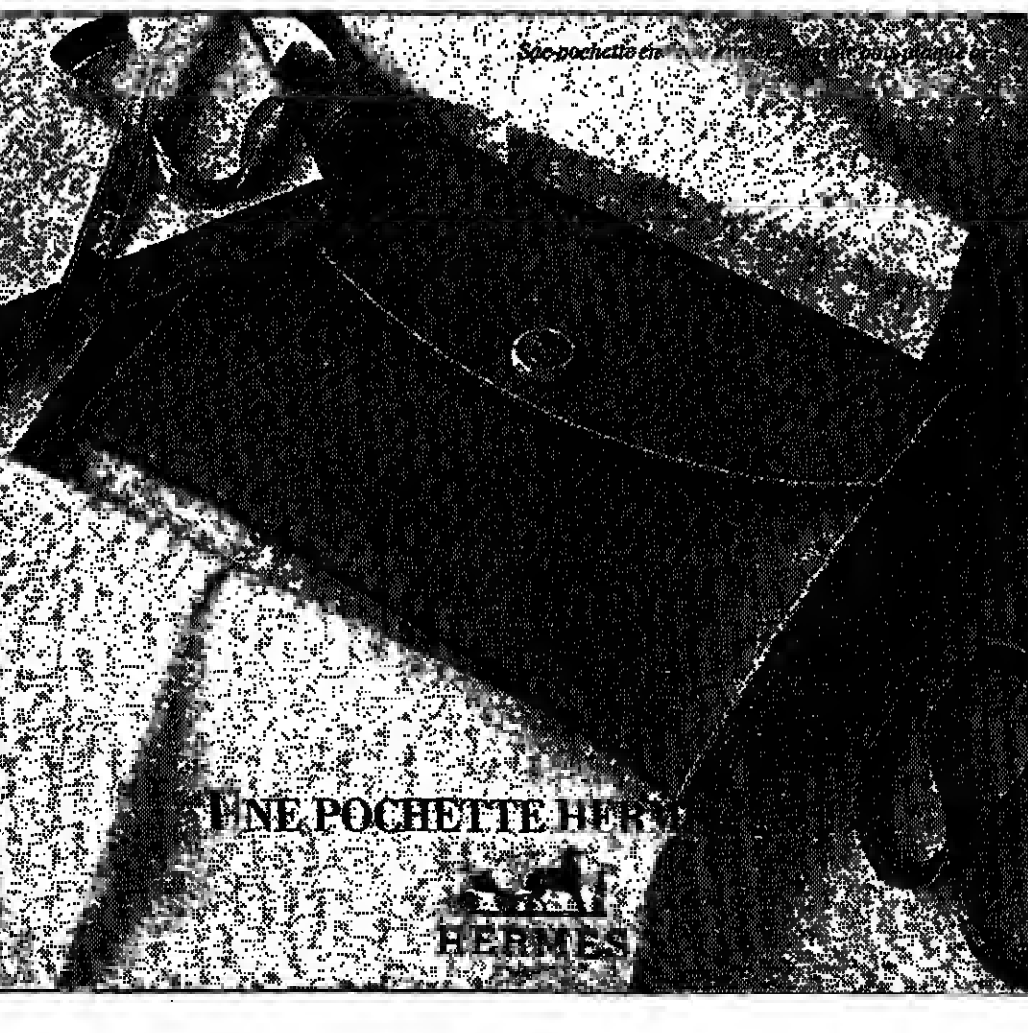
du 37 au 50 plusieurs largeurs.

Jean Thiot

Le spécialiste du pied difficile à chauffer.

17, rue du Louvre 75001 (M^o Halles)
34, rue d'Alsée 75014 (M^o Alsée)
82, bd Haussmann 75008 (M^o Saint-Lazare, Havre Caumartin, Auber).

UN CADRE à tout acheteur sur présentation de ce bon.



achevée

nels
RS

Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de mars

LA VIOLENCE DES ENFANTS

Étudiants sans baccalauréat

En vente partout : 7 F

L'ELECTION CANTONALE PARTIELLE DE FRANCONVILLE

Le principal souci des deux candidats reste la mobilisation de leurs électeurs

Il ne manque que des urnes en verre et des enveloppes en Cellophane pour que le deuxième tour du scrutin cantonal, fixé au dimanche 9 mars, fasse de Franconville (Val-d'Oise), une sorte d'éprouvette électorale.

Comme en laboratoire, les opérateurs prennent mille précautions pour introduire les ingrédients de l'expérience et se refusent à tout pronostic sur la réaction de cette curieuse alchimie qui mêle problèmes locaux, enjeu départemental et actualité nationale, voire internationale.

Le canton étant composé de la seule commune de Franconville, il était inévitable que la campagne électorale prenne des allures de bataille municipale. D'autant que les deux candidats restent en lice, d'une part, le maire, Mme Annie Brunet (P.C.), d'autre part, M. Francis Delattre (U.D.F.-P.R.), qui ne cache pas que la présente compétition constitue un pré-jugement sur les élections municipales de 1983. Le premier tour de ce scrutin cantonal partiel (il avait déjà mis en lumière cet aspect, puisque s'y présentaient M. Louis Demay (P.S.), deuxième adjoint chargé des finances, et M. André Blondé (Sout. R.P.R.), qui, après avoir battu Mme Brunet aux élections cantonales de mars 1973, avait perdu son mandat de maire au profit de cette dernière, chef de file de la liste d'union de la gauche en mars 1977.

Les prétextes ne manquent pas, dans cette commune dont la population a été multipliée par cinq depuis 1945, pour alimenter les controverses. Un cas parmi d'autres : le commissariat de police. M. Delattre se prévaut d'une lettre du ministre de l'Intérieur (dans l'administration duquel il travaille), qui lui annonce que sa construction est inscrite dans les autorisations de programme. Mme Brunet réplique : les autorisations de programme ne sont que des promesses, il n'y a pas d'engagement financier. Le premier dénonce la « marxisation » de la vie locale, la seconde s'en prend aux méthodes « maoïstes » de son adversaire. Dernier exemple en date : le candidat de la majorité affirme ne pas avoir obtenu de salle pour tenir une réunion publique avant le second tour ; la candidate d'union de la gauche assure qu'aucune demande n'a été formulée.

L'enjeu départemental

Ainsi une campagne électorale « au ras des pâquerettes » ? Pas seulement, même si Mme Brunet avoue « ne rien avoir à gagner à faire une campagne ». Les dialogues avec ses administrés démontrent, dit-elle, que la première préoccupation des électeurs touche à leur vie quotidienne : emploi (six cent cinquante chômeurs à Franconville), transports (70 % de la population active travaille en dehors de la commune), équipements sociaux et culturels, logement.

Les électeurs seront-ils sensibles à l'enjeu départemental ? Le candidat socialiste n'a pas manqué de rappeler au long de sa campagne que la gauche, majoritaire au conseil général au soir du second tour des élections cantonales de mars 1979, en a perdu le contrôle, en raison de la « trahison » de l'un des siens, M. Christian Jasser, élu avec l'équipe M.R.G., ayant voté pour M. Pierre Salvi (U.D.F.-C.D.S.), a assuré ainsi la réélection de ce dernier par dix-huit voix contre dix-sept. Pour M. Delattre, le danger que représenterait sa défaite n'a pu que conforter l'union de la majorité.

Du coup, s'est trouvé quelque peu relégué au second plan le contentieux entre giscardiens et gaullistes de Franconville dont les colliers d'affiches en étaient venus aux mains, il y a un an. La désignation du jeune député R.P.R. de la circonscription, M. Jean-Pierre Delalande, pendant cette campagne semble bien être la contrepartie du choix du docteur Blondé, peu susceptible de gêner M. Delattre mais dont la candidature était indispensable pour satisfaire les militants R.P.R. et fixer une partie de l'électorat modéré. Le souci de préserver l'équilibre des forces au conseil général, même si aucun gaulliste n'y siège, a prévalu sur la concurrence R.P.R.-U.D.F.

Pendant des voix (1832 au lieu de 2003), mais améliorant son pourcentage (20,25 au lieu de 19,74), le P.S. est à la fois déçu et satisfait. Déçu parce qu'il se situe loin derrière le P.C., qui recueille 29,96 % des suffrages exprimés, alors qu'au mois de juin l'écart entre les listes « européennes » de M. Marchais et Mitterrand n'était que de 0,16 point. Satisfait, car le scrutin aurait pu apparaître comme un simple troisième tour de l'élection de mars 1979, peu mobilisateur pour le candidat socialiste. Quelle sera l'attitude des 1832 électeurs de M. Demay ? Mme Brunet reconnaît que les responsables locaux « jouent le jeu ». Quant à M. Demay, il souligne que « l'effet de plume anti-socialiste mené au niveau national par le P.C. pourrait décourager les sympathisants ».

52,23 % des électeurs inscrits ont voté au premier tour. L'écart de quarante et une voix entre le total des voix de gauche et celui de la majorité (en y incluant les suffrages recueillis par le candidat du P.F.P.R.), assure d'un duel serré. D'où les efforts déployés en direction des abstentionnistes. « Mobiliser notre électorat », ce mot d'ordre est le seul thème commun aux deux challengers.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Les résultats du premier tour, qui a eu lieu le 3 mars, ont été les suivants : Inscrits : 3 185 ; suffr. expr. : 904. M. Francis Delattre, U.D.F.-P.R., 3474 voix (34,41 %); Mme Annie Brunet, P.C., 2986 (29,86 %); M. Louis Demay, P.S., 1832 (20,25 %); André Blondé, Sout. R.P.R., 823 (8,23 %); Gérard Orget, P.F.N., 173 (1,81 %).

En mars 1979, le premier tour des élections cantonales avait donné les résultats suivants : Inscrits : 3 185 ; suffr. expr. : 1 049 ; M. Demay, 2 003 (19,74 %); Blondé, mod. maj., 1 435 (14,14 %); Bayer, R.P.R., 1 368 (13,48 %); Orget, 264 (2,58 %); Don, P.F.N., 119 (1,19 %).

Après correction par le Conseil d'Etat des résultats du premier tour, quatre voix supplémentaires ont été attribuées à M. Delattre, qui avait été proclamé élu au soir du scrutin.

LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Les sénateurs protègent les vendeurs face au droit de préemption des SAFER

Le Sénat a poursuivi jeudi 6 mars l'examen du volet foncier du projet de loi d'orientation agricole. La discussion, qui avait été souvent passionnée la veille, a pris un tel tour qu'il devient difficile parfois de démêler la portée des votes.

Le débat a été marqué, en effet, par une grande confusion qui a rendu nécessaires plusieurs réunions de commissions en vue d'harmoniser des textes et de donner quelque cohérence au projet.

A coups d'amendements et de sous-amendements, les rapporteurs se sont opposés, en particulier, à propos du droit de préemption des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), mais également, ensuite, sur les droits de successions et la constitution de groupements fonciers agricoles (G.F.A.).

En ce qui concerne le droit de préemption des SAFER, dont les sénateurs ont repris la discussion jeudi matin, le texte voté par l'Assemblée nationale a été sensiblement modifié. Contre l'avis de la commission des lois et de

son rapporteur, M. RUDLOFF (Un. centr., Bas-Rhin), la majorité a suivi le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. SORDEL (R.I., Côte d'Or), et a décidé le renversement de la charge de la preuve en cas de révision du prix de la terre. C'est désormais le vendeur qui pourra, s'il n'accepte pas l'offre de prix de la SAFER, demander la révision des prix au tribunal de grande instance. Plusieurs orateurs, MM. BOSCARY-MONTSERVIN (R.I., Aveyron), DE MONTALEMBERT (R.P.R., Seine-Maritime), DESGOURS-DESACRES (R.I., Calvados), avaient estimé que la mesure votée et soutenue par les syndicats agricoles portait atteinte à un principe essentiel du droit français.

M. DE MONTALEMBERT a fait adopter une disposition tendant à résoudre une difficulté dans le cas où des cohéritiers sont d'accord pour procéder à l'adjudication amiable d'un bien indivis, selon la rédaction initiale, si cette adjudication doit elle-même être précédée d'une offre amiable à la SAFER, celle-ci peut alors préempter, même si l'un des cohéritiers désire se porter acquéreur.

Pas de livre foncier rural

Les sénateurs ont ensuite supprimé l'article 14 bis, introduit par l'Assemblée nationale sur proposition de M. COINTAT (R.P.R.). Cet article tendait à créer un livre foncier rural qui complète le cadastre et le répertoire de la valeur des terres, et qui déterminerait pour chaque parcelle agricole ou forestière sa superficie, ses limites, ses origines de propriété, le nom du propriétaire actuel, les servitudes actives et passives qui la frappent, son utilisation potentielle (zone agricole, terrain urbanisable...), au regard des documents d'urbanisme.

L'article 15 visait à limiter l'octroi de prêts bonifiés pour l'achat de terres agricoles aux seules terres dont le prix de cession n'excède pas la valeur vénale constatée au moment de l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles. Par 186 voix contre 22, le Sénat n'a pas voulu suivre le groupe communiste qui demandait la suppression de cet article. « Son inefficacité », avait déclaré M. VARENNES (C.G., Eure), aboutira inévitablement à favoriser les dessous de table. Mais il est, de plus, fort injuste pour les petits agriculteurs... »

Sur l'initiative du rapporteur M. RUDLOFF, les sénateurs ont amendé cet article dans un sens libéral en élargissant les possibilités de choix des organismes de crédit.

L'article 16 sur les modalités d'évaluation de la valeur des terres. Il prévoyait la possibilité pour les cohéritiers, lors d'une succession, de minorer de 25 % la valeur vénale fixée au répertoire. L'Assemblée nationale, craignant que cette disposition à caractère facultatif ne prenne un caractère obligatoire, avait supprimé cet article inscrit dans le projet gouvernemental. Mais la commission sénatoriale des affaires économiques l'avait rétabli avec quelques modifications. La commission des lois, en revanche,

était « totalement défavorable » au rétablissement de l'article 16 qui demandait aussi le ministre de l'Agriculture. Après de longs débats, une suspension de séance, des réunions de commission, cet article 16, selon une procédure complexe et beaucoup de temps perdu, a été définitivement écarté.

L'article 17, dans son texte initial, introduisait l'obligation de constituer un groupement foncier agricole (G.F.A.) lorsque celui-ci permettait de maintenir ou de former une exploitation à l'occasion d'une succession.

L'Assemblée avait légèrement assoupli la procédure prévue. Le Sénat a adopté un amendement gouvernemental tenant compte du vœu des commissions compétentes et que M. MEBAGNERIE a ainsi défini : « Il tend à offrir aux agriculteurs des choix mieux adaptés à leur situation et à faciliter le recours à la location, de sorte que l'agriculteur qui souhaite puisse concentrer ses moyens sur l'exploitation. Cependant, si le cohéritier exploitant peut, dès le départ, désintéresser ses cohéritiers, rien ne fera obstacle à l'attribution préférentielle en propriété... »

Le conjoint survivant ou l'héritier copropriétaire peut demander, à défaut d'attribution préférentielle, la constitution d'un groupement foncier agricole. Celui ou ceux des cohéritiers qui participent à la mise en valeur de l'exploitation avant le décès, leur consentent un bail à long terme.

Les héritiers non adhérents du G.F.A. ont droit à une soule. L'Assemblée nationale avait précisé que cette soule était payable comptant. Sur l'initiative de M. Rudloff, au nom de la commission des lois, le Sénat a décidé que, sauf accord amiable entre les copartageants, la soule éventuellement due est payable « dans l'année suivant le partage ». — A. G.

fjords d'islande

avec
votre voiture
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général
Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Marcel
75002 PARIS, tél. 508.81.50

C.C.A.
BORDEAUX
BOURGOGNES
CHAMPAGNES et ALCOOLS
AVANT HAUSSE

Charles Joubert (vin)
Bout (vente par 6) : 816 34,80
Château Quenlin 75
Gd cru St Em (par 12) : 22,00
Beaujolais Villages 1978
mixe org (vite par 12) : 11,80
Santenay 76 (par 6) : 39,80

Tarif Centre env. (théâtre) : Margaux principal,
103, rue de Valenciennes 75003 PARIS 27.58.27.
Dépense Informations Documentation
51, av. Maitre Ponsard 75015 PARIS
FORUM DES HALLES - Niveau 1 - Porte Berger
service livraisons

J.C. Lattès Publie

Le 3^{ème} âge
en 400 coups

PASSE-TEMPS
le nouveau
roman de
Claude KLOTZ

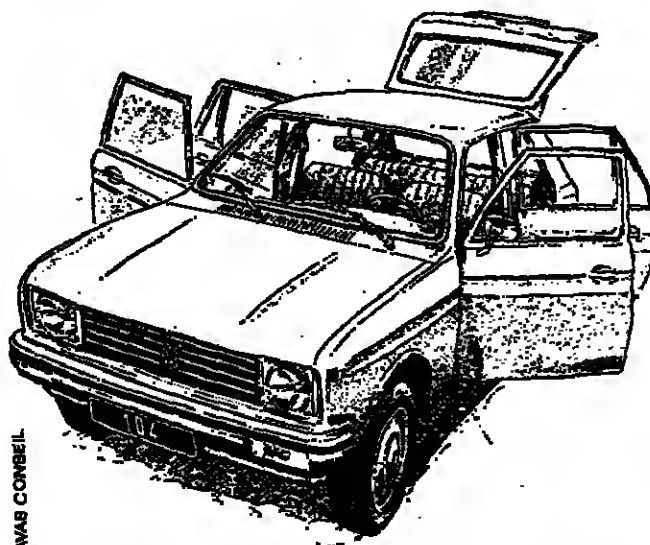


"Passe-Temps ;
c'est la Vieille Dame indigne
multipliée par quatre...
c'est constamment très très drôle."

Françoise Xenakis
(Le Matin)

POUR 496 PAR MOIS
UNE 104... TOUT DE SUITE

par Loca-Din*

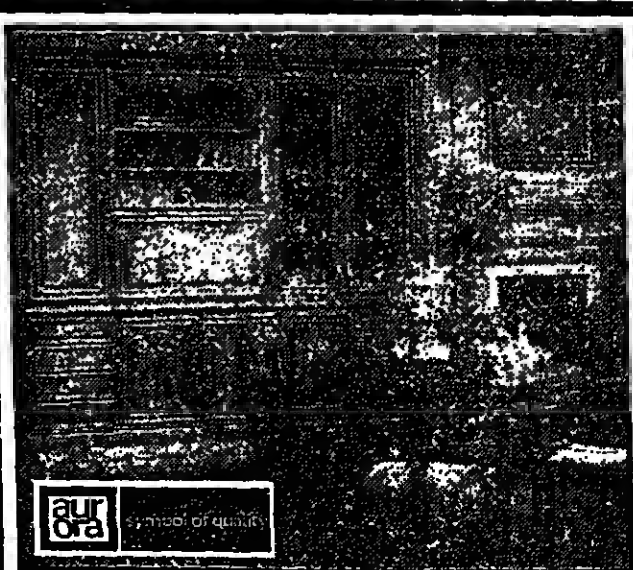


Désormais, pour 496 F par mois pendant 48 mois, vous pouvez disposer, après versement d'un dépôt de garantie de 9 940 F égal à l'option de rachat final, d'une 104 GL 5 portes, pratique et confortable.

Prix TTC de la 104 au 7/1/79 : 26 100 F. Coût total location avec promesse de vente : 33 748 F. Offre valable jusqu'au 28 Avril 1980.

104 PEUGEOT
UNE VOITURE FAITE POUR VIVRE.

*104 GL année modèle 80 sous réserve de l'acceptation du dossier par Loca-Din.



80, av. du MAINE

Centre commercial GAITE
"au pied du Sheraton".
Accès direct par M^o GAITE.
Ouvert tous les jours :
10 h à 20 h sauf dimanche.
- PARKING ASSURE -
Tél. : 538.66.02.
Autre accès : rue du Cdt-Mouchotte.

REAL

MEUBLES
DECORATION
CUISES

REAL : 11 MAGASINS EN REGION PARISIENNE
BONDY RN 3 CHATILLON RN 306 PIERREITTE RN 1
CERGY 3 FONTAINES 25 Bd de BELLEVILLE PORTE DE BAGNOLET
CHAMPIGNY La Fourchette CRETEIL SOLEIL LES ULIS 2
ARCADE S/MARNE-LAVALLEE

POLITIQUE

La visite du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM en Guyane

Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires routiniers mais de pionniers

déclare M. Paul Dijoud à Cayenne

Poursuivant son voyage en Guyane, M. Paul Dijoud a régné, lundi 6 mars, devant la presse, les lenteurs administratives qui freinent le développement économique du département. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a notamment déclaré : « Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires routiniers, mais de pionniers. Les fonctionnaires qui ne feront pas l'affaire resteront en métropole ».

M. Dijoud avait également dénoncé « les blocages administratifs » au cours d'une réunion qui avait eu lieu, la veille, à la préfecture, avec la participation de élus locaux de la majorité et des représentants des organismes socio-professionnels, mais en l'absence des élus de l'opposition, qui avaient défilé l'invitation. Le secrétaire d'Etat a annoncé qu'une commission interministérielle se

rendra prochainement en Guyane pour étudier les causes des « lacunes relevées dans le fonctionnement de l'administration ».

M. Dijoud, qui devait regagner Paris vendredi 7 mars, se propose de retourner à Cayenne l'été prochain, et il espère alors y rencontrer les élus de l'opposition, qui ont boycotté sa visite.

Lors de son passage à Sinnamary notamment, le secrétaire d'Etat n'a pas eu l'occasion de rencontrer le maire de la commune, M. Elie Castor (div. gauche), président du conseil général, qui avait demandé, en octobre dernier, l'organisation d'un référendum sur l'avenir de la Guyane. Celui-ci n'était pas à l'hôtel de ville pour l'accueillir. En revanche, M. Dijoud s'est longuement entretenu, à Cayenne, avec le maire de la ville, M. Gérard Holde, membre du parti socialiste guyanais (P.S.G., autonomiste).

A Pointe-à-Pitre

UN CONSEILLER GÉNÉRAL DE GUADELOUPE GRIÈVEMENT BLESSÉ AU COURS D'UN ATTENTAT

De notre correspondant

Fort-de-France. — M. Raymond Vivès (modéré mai), conseiller général du premier canton de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), a été victime d'un attentat, jeudi matin, 6 mars, à 8 heures locales (15 h heure métropolitaine), alors qu'il se rendait à sa permanence, 24, rue Achille-Besé Boissereau, à Pointe-à-Pitre. Ses blessures ne sont pas en danger.

Le procureur de la République a précisé que le conseiller général avait été touché par une balle de 22 long rifle qui a pénétré derrière l'oreille pour ressortir au niveau de la tempe, provoquant une hémorragie. M. Vivès avait passé la journée du dimanche 2 mars avec des journalistes de l'hebdomadaire indépendant « le Nôir », auxquels il avait remis des documents concernant ce qu'il appelle les « affaires énormes scandaleuses ». Mercredi, il avait téléphoné à ces mêmes journalistes pour leur demander de se rendre à Pointe-à-Pitre pour leur remettre les documents.

M. Vivès a été transporté à l'hôpital de la ville de Pointe-à-Pitre. Il est toujours en danger.

Le conseiller général de la Guadeloupe, M. Vivès, a été grièvement blessé au cours d'un attentat, jeudi matin, 6 mars, à 8 heures locales (15 h heure métropolitaine), alors qu'il se rendait à sa permanence, 24, rue Achille-Besé Boissereau, à Pointe-à-Pitre. Ses blessures ne sont pas en danger.

Le procureur de la République a précisé que le conseiller général avait été touché par une balle de 22 long rifle qui a pénétré derrière l'oreille pour ressortir au niveau de la tempe, provoquant une hémorragie. M. Vivès avait passé la journée du dimanche 2 mars avec des journalistes de l'hebdomadaire indépendant « le Nôir », auxquels il avait remis des documents concernant ce qu'il appelle les « affaires énormes scandaleuses ». Mercredi, il avait téléphoné à ces mêmes journalistes pour leur demander de se rendre à Pointe-à-Pitre pour leur remettre les documents.

M. Vivès a été transporté à l'hôpital de la ville de Pointe-à-Pitre. Il est toujours en danger.

L'U.D.R. en Guadeloupe, partisan du statut départemental, mais appartenant désormais à aucune formation politique, membre d'une famille de députés (Blancs, députés de colon), très connu dans l'île, M. Vivès a été élu conseiller général en mars 1979, au deuxième tour de scrutin, en battant le conseiller général sortant, M. Georges Toussaint (U.D.R.).

L'attentat a été revendiqué au cours d'une communication téléphonique, anonyme, reçue à la station locale de FR 3, par un groupe de libération armée de la Guadeloupe, mais M. Vivès ne pense pas avoir été victime de ses adversaires politiques, nombreux dans le département, surtout chez les communistes, qui dirigent la municipalité de Pointe-à-Pitre. Le conseiller général présume que c'est l'une des personnes impliquées dans les « affaires énormes scandaleuses », qu'il se propose de dénoncer, qui aurait engagé son meurtrier pour empêcher de révéler ses secrets.

FRANCK RENEVILLE.

Les Belges ont encore ajourné leur décision d'acheter un millier de blindés américains

De notre correspondant

Bruxelles. — La France va-t-elle réussir un coup d'état à Bruxelles et faire annuler un important marché d'armement conclu avec les Etats-Unis en juillet 1979 ? Le conseil des ministres belge va-t-il revenir sur sa décision d'acheter mille véhicules blindés américains pour remplacer les véhicules blindés français ? Le journal le Soir, du jeudi 6 mars, affirme que cette marche arrière n'est pas impossible, et ajoute que la société Renault-Véhicules Industriels - Renault-Loire vient de déposer au Conseil d'Etat, en Belgique, une nouvelle requête en annulation du marché.

En juillet 1979, après de longs mois d'hésitation, le gouvernement avait décidé d'acheter cinq cents véhicules blindés chenillés du type AIF, et cinq cents véhicules blindés du type M113, les uns comme les autres d'origine américaine. Le cabinet belge avait rejeté l'offre française de véhicules à roues VAB, estimant que les Américains proposaient des compensations économiques.

Le 21 décembre 1979, l'option était officiellement confirmée par le conseil des ministres malgré les protestations françaises. La France estimait ne pas avoir eu sa chance, et la société concernée

faisait, en vain, appel au Conseil d'Etat (le Monde du 9 octobre 1979).

Or, deux mois et demi plus tard, la commande ferme des mille véhicules blindés n'a toujours pas été passée par le ministre de la défense. La lettre officielle n'a pas été adressée à la société belge B.M.F. qui se propose de construire les véhicules sous licence américaine. Il semblerait que le gouvernement n'ait pas eu suffisamment de garanties sur les compensations économiques offertes à l'origine. La B.M.F. aurait offert 52,5 % de compensations « directes », mais ne serait pas en mesure d'aujourd'hui de respecter cet engagement. Quant aux garanties de compensations « indirectes », elles seraient, selon les plaignants français, « totalement incertaines ».

Le journal le Soir pose une question : « Combien de temps le ministre de la défense nationale pourra-t-il retarder une décision pour laquelle il y a maintenant urgence ? S'il fallait repartir à zéro, la hausse actuelle du prix du carburant, durablement ressentie par les forces armées, pourrait bien apporter des arguments nouveaux aux partisans des véhicules à roues, trois fois plus sobres que leurs concurrents à chenilles ».

On pourrait donc assister à une réapparition du véhicule français, mais la querelle sur le budget de la défense, qui prend de l'importance (le Monde du 4 mars), peut avoir des répercussions sur ce marché : les responsables du budget et le vice-premier ministre, M. Guy Spitaels en tête, semblent prêts à bloquer momentanément tout achat de matériels militaires quel qu'il soit, en partant du principe que l'austérité est pour tous les départements, et pour celui de la défense nationale comme pour les autres.

PIERRE DE VOS.

L'annonce parue dans notre édition datée 1^{er} février concernant un avis de Publication judiciaire, il fallait lire que M. Samuel de Berviniste a été condamné à une peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis.

DÉFENSE

Répondant à des critiques de son propre parti

M. Bourges estime que la France ne doit pas s'enfermer dans une nouvelle ligne Maginot, même nucléaire

« On ne définit pas une armée, ses structures, son organisation, ses armements, pour la vanité de paraître apte, un esprit original dans un cénacle de penseurs, ni en fonction de choix auxquels on devrait se résigner parce qu'on ne peut consentir ni à l'effort financier ni à l'effort moral qu'exige de tous les citoyens — et notamment de notre jeunesse — une politique militaire véritablement nationale ».

C'est en ces termes que s'en est pris, jeudi 6 mars, au Prytanée militaire de La Flèche, dans la Sarthe, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, à certains commentateurs récents sur la politique française de défense.

« Pour le ministre de la défense et pour le gouvernement, a déclaré M. Yvon Bourges, il ne s'agit ni de céder aux modes, ni de s'enfermer dans le conformisme. C'est à partir des responsabilités de la France en Europe et dans le monde, et à partir des missions qui en découlent pour nos armées, que nous devons organiser et les équiper. Pour chaque mission, il faut définir les

moyens nécessaires et suffisants à son exécution.

« Contrairement à de trop faciles affirmations, il n'est pas exact que nous ayons une armée de gros bataillons. Avec un effectif global de quelque 300 000 hommes pour les trois armées, nous sommes loin de disposer de forces plus importantes que les pays de même niveau, et spécialement en Europe ».

Sans le dire explicitement, le ministre de la défense s'en est pris de toute évidence à des critiques émanant du R.P.R., dont M. Bourges est membre. Lors de sa conférence de presse du 12 février dernier, le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, avait estimé, à titre personnel, qu'il importait de réaliser des économies en réduisant certains aspects des forces terrestres et en réorganisant le service militaire, au bénéfice d'un accroissement de l'effort nucléaire.

« Nous ne saurions enfermer la France, a répliqué M. Bourges, dans une nouvelle ligne Maginot, même nucléaire, et, face aux problèmes du monde, nous résigner à une France aux bras croisés ».

A 15 KM DE COMPIÈGNE
dans le parc du Château de Bellinglise



PROPRIÉTÉS DE CARACTÈRE DE 4,5 ET 6 PIÈCES
• Espace • Parc boisé • Grandes parcelles • Pièces d'eau • Calme de quoi satisfaire les plus exigeants

3 FORMULES DE VENTE :
— gros œuvre — promotionnel — standard
construction personnalisée possible

PRIX DÉFINITIFS A LA RÉSERVATION

Visite sur place : Les Marguerites de Bellinglise, château de Bellinglise, Autoroute A1 (sortie Reims) 60157 Elincourt Ste Marguerite vendredi, samedi, dimanche, lundi de 11h à 13h et de 14h à 19h
Tél. : (4) 476.10.73

LE GOUVERNEMENT
VEUT METTRE
UN COUP D'ARRÊT
POUR LESSEMS

illon...

BARBARO & C^o
100 56.56
100 71 99

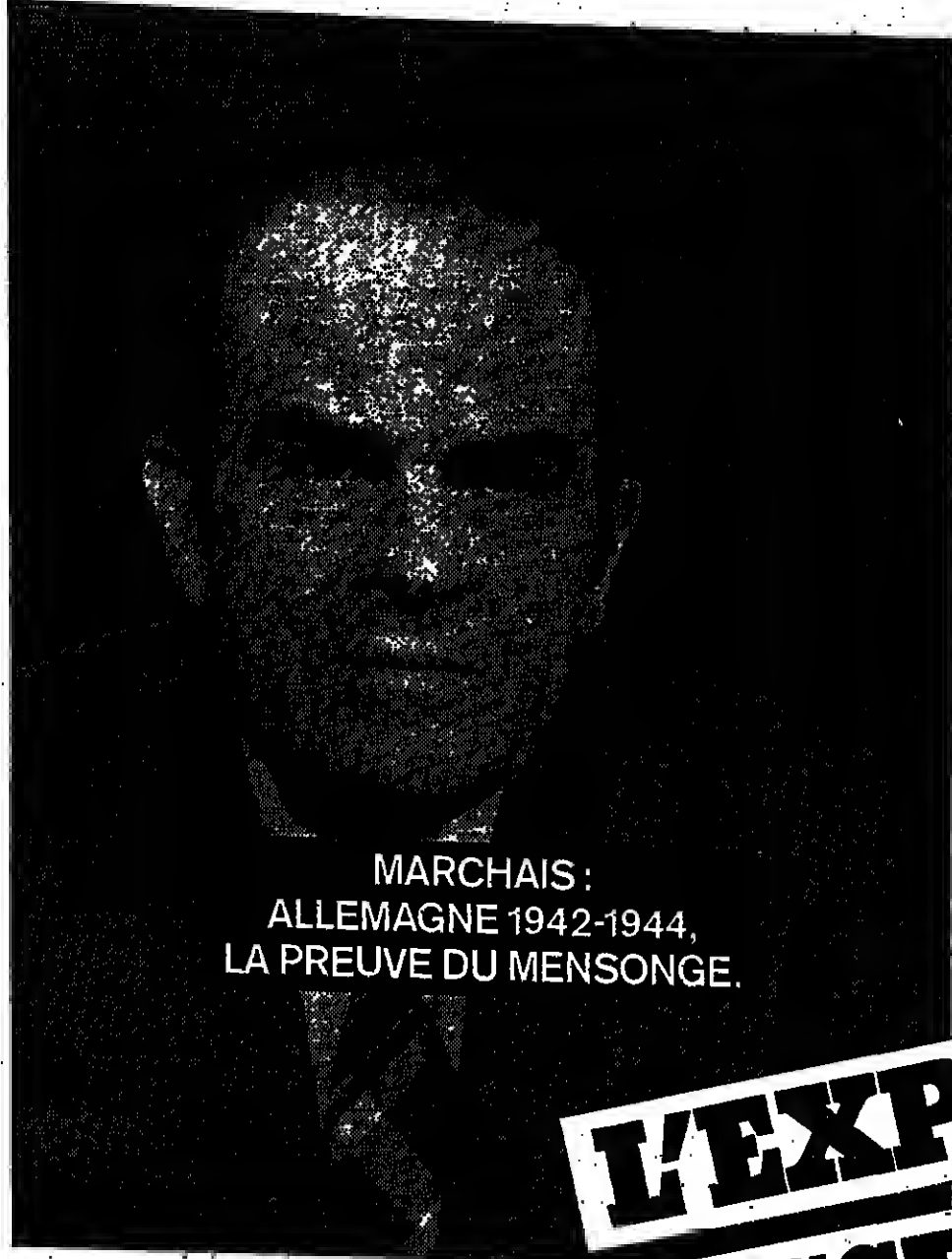
10 ans plus tard.

Après mille années de labeur, les éléphants... décollent !
Depuis que les rois sont rois en Thaïlande, on se déplace à dos d'éléphants. Autrefois bien sûr, ils étaient l'appareil des grands dignitaires ; ils ne le sont plus car les temps ont changé et aujourd'hui tout le monde peut les utiliser.

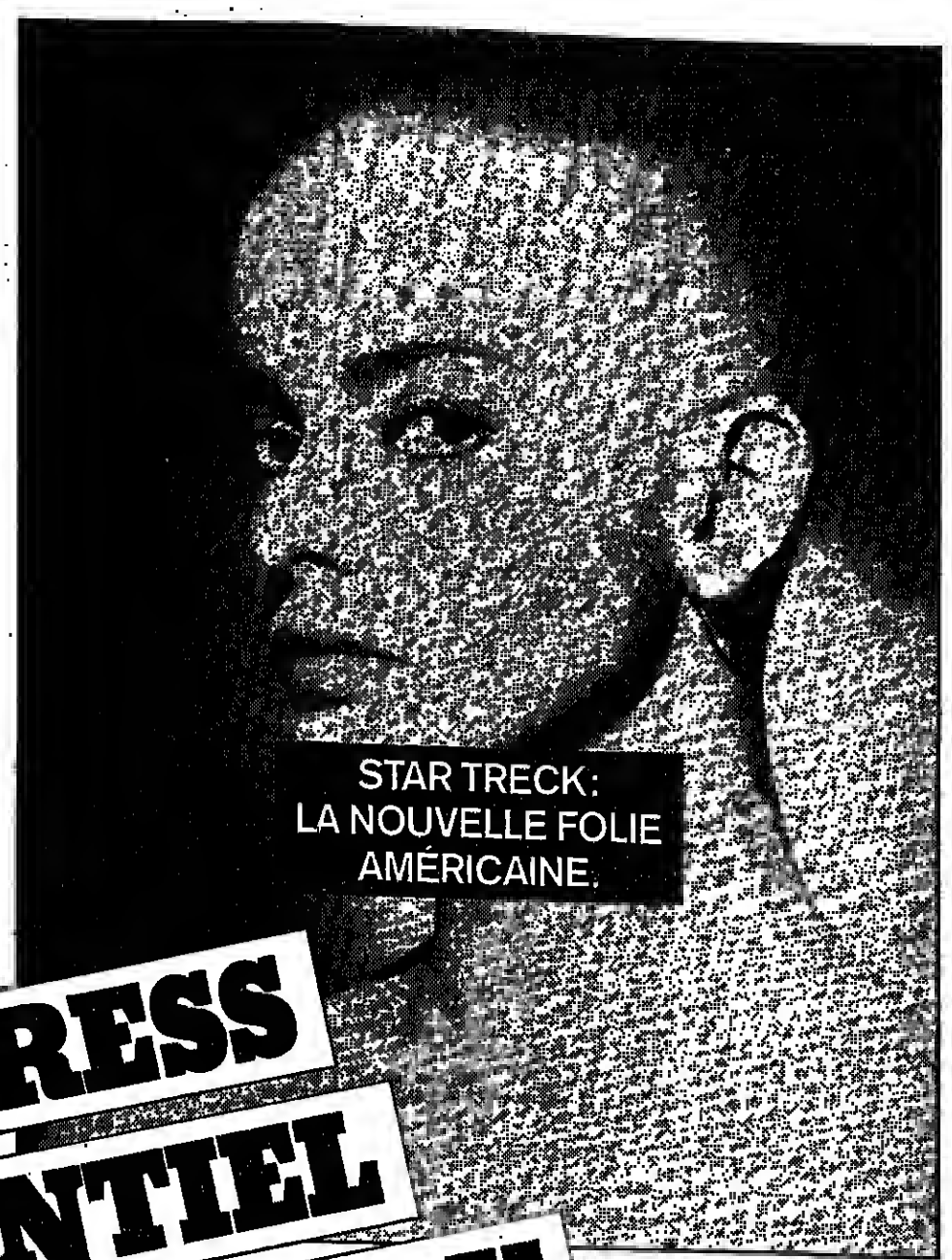
Vous aussi si vous avez choisi de voyager sur THAI.
Sur nos lignes, nul besoin d'être une sommité pour profiter des Jumbos ! L'hospitalité est de tradition en Thaïlande et les hôtes de notre compagnie s'occupent de chaque passage avec beaucoup d'efficacité et d'équité. C'est ce qui fait la différence sur les Jumbos de la Thai.

Les Jumbos ? Nous les connaissons mieux que quiconque en Thaïlande, depuis le temps qu'on les utilise !

THAI INTERNATIONAL - 123, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75001 PARIS - 01 47 36 15 15 ou votre AGENT DE VOYAGES

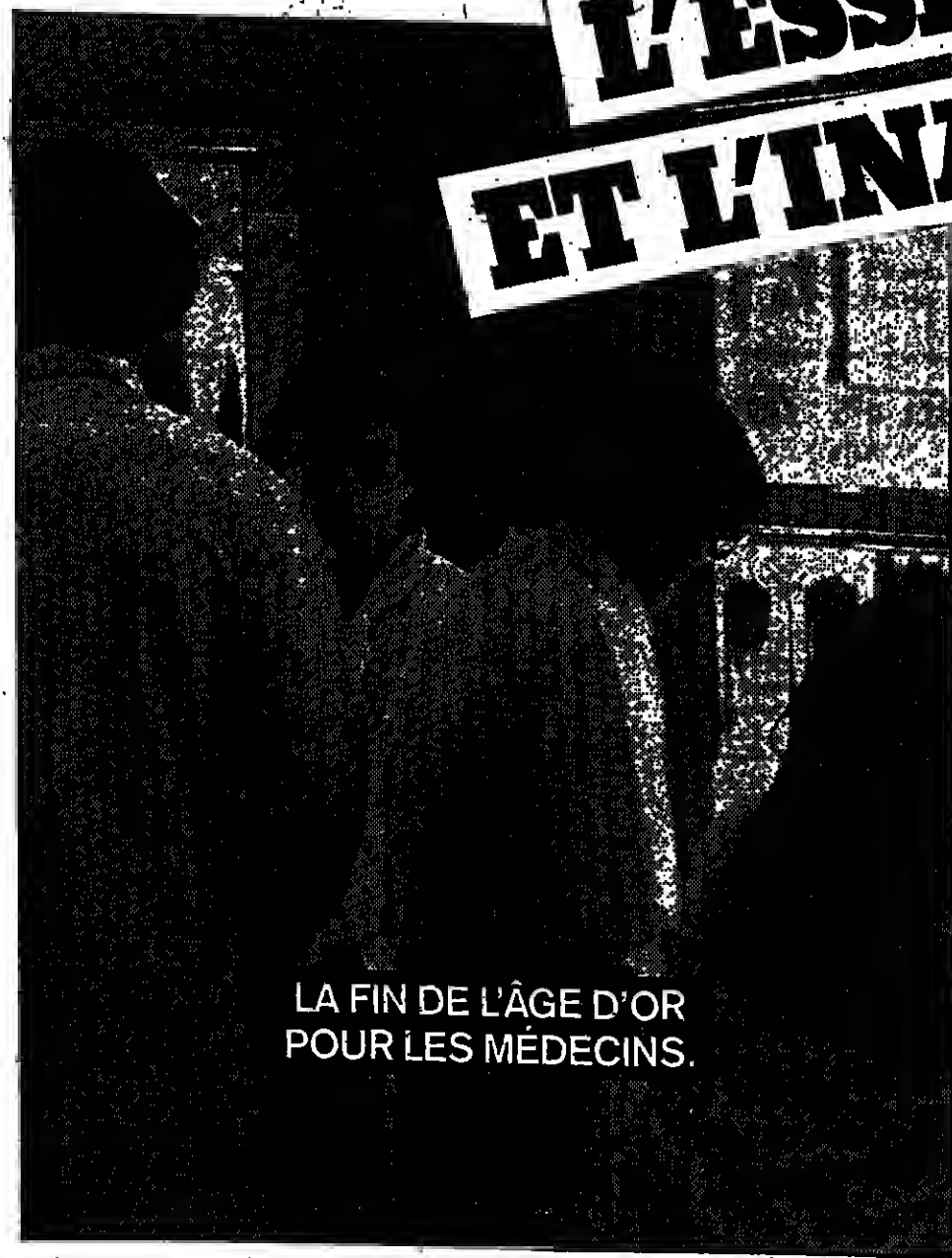


MARCHAIS:
ALLEMAGNE 1942-1944,
LA PREUVE DU MENSONGE.

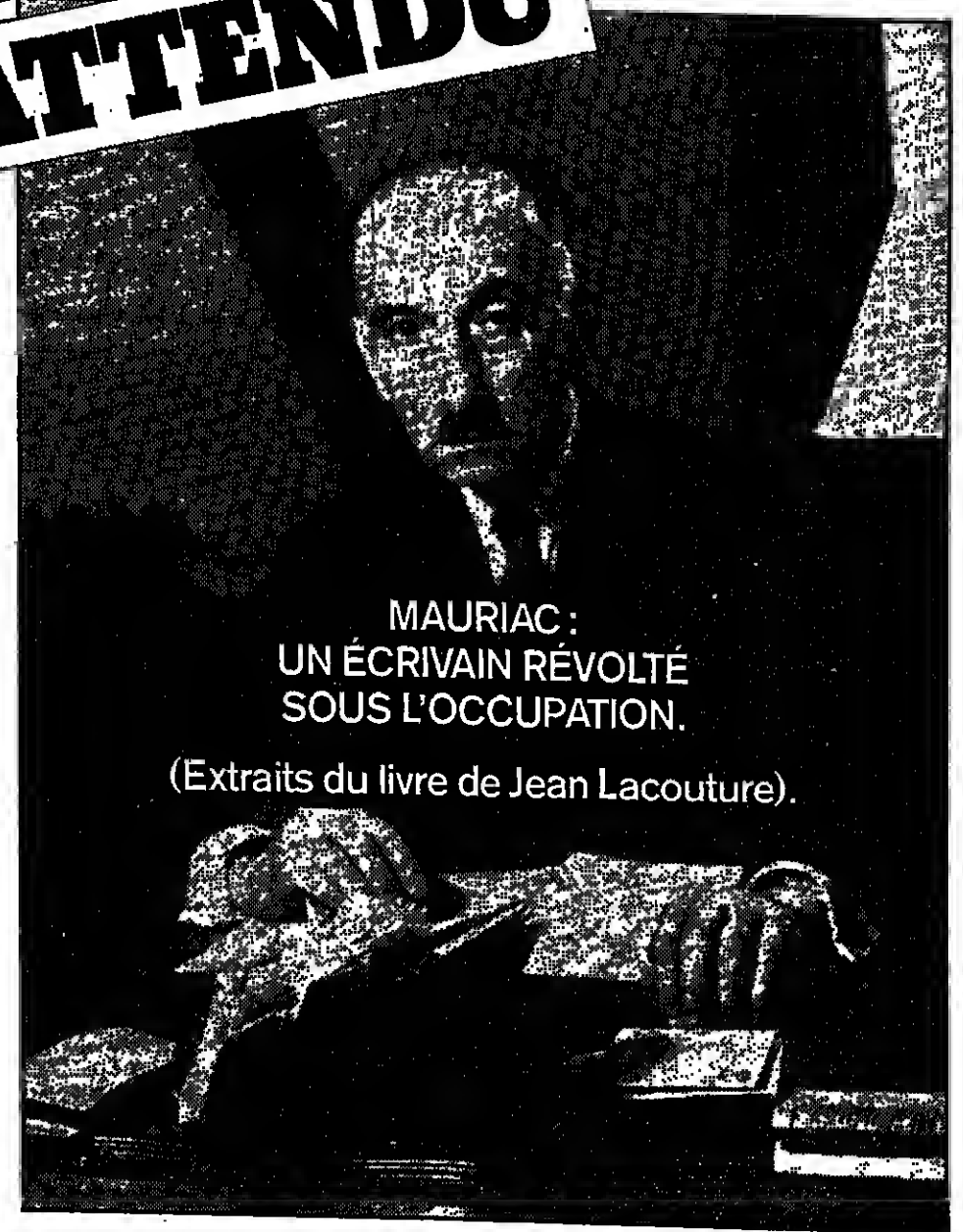


STAR TREK:
LA NOUVELLE FOLIE
AMÉRICAINE.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



LA FIN DE L'ÂGE D'OR
POUR LES MÉDECINS.



MAURIAC:
UN ÉCRIVAIN RÉVOLTÉ
SOUS L'OCCUPATION.
(Extraits du livre de Jean Lacouture).

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

EN GRÈCE, IL NEIGE AUSSI...

Ski à l'antique sur le mont Parnasse

« **A**IE! The spasso ta mon-tra mou! » « Je vais me casser la figure! » Et dans une gerbe de neige fine, le jeune skieur quitte le piste et plonge une tête dans la fraîche qui nappes, ce matin, le mont Parnasse. Oul, le Parnasse oher aux Muses et à leurs poètes, et dont la bonne société athénienne gogne les pertes chaque week-end d'hiver pour chasser les « planches » dans la station de Pteriotika.

Situé à environ quatre heures de voiture d'Athènes, à deux pas de la côte septentrionale du golfe de Corinthe, ce centre de sports d'hiver vieux de quatre ans prend place dans un paysage très jura-sien. Les collines laissent pro-gressivement la place à un alpage assez rude qui culmine dans des croupes aux formes douces.

La neige est particulièrement abondante, cette année. Mais 2 mètres d'épaisseur ne repré-sentent pas un chiffre record, et les habitués garantissent une cou-che digne de ce nom du mois de novembre au mois de juin. Il s'agit évidemment d'une neige soumise à d'importantes variations de tem-pérature. Sous le rayonnement intense du soleil grec, elle devient vite lourde et mouillée, bien que

les pistes soient tracées sur le flanc nord du Parnasse. Pteriotika se trouve encore au stade embryonnaire. Construite sous l'égide de l'Office national de tourisme, elle comporte deux téléphériques de conception française hissant les skieurs de 1 000 à 2 100 m d'altitude. Deux remonte-pentes complètent la disposition. Aucune des quatre pistes ne mé-rite le qualificatif de « noire », en raison de leur facilité et de leur brièveté. La plus longue, qui s'étend sur 3,200 kilomètres, est un bon skieur mètrait moins de cinq minutes à parcourir, n'étant les Grecs qui jonchent la piste.

Il y a, en effet, un côté rétro à Pteriotika. Non pas tant à cause de l'écoulement des skieurs hellènes qui semblent tous équipés de pied en cap avec un matériel dernier cri. C'est plutôt leur façon de skier qui attire l'attention. Position de chasse-neige, glissades précipitantes, chutes innombrables balisées de grande école de rite et longuement commentées : on se croirait revenu dans une station française des années 20. Avec la sociabilité méditerranéenne en plus. Les files d'attente devant les remonte-pentes

consistent en une sympathique pagaille où tout le monde plâtie les aïda de tout le monde. Des balafres écharnées de boules de neige trébuchent l'après-midi des Grecs pour leur neige. Au risque de conduire à l'aveuglette, les Athéniens adorent monter, chaque dimanche, sur le capot de leurs véhicules, des bonshommes de neige qui s'effondreront dans les virages des faubourgs de la capitale.

Retour aux oliviers

Hormis les amateurs de neige exotique, les plats du mont Parnasse intéresseront ceux qui veulent apprendre à skier loin des foules (mais dans la dimension) avec la garantie que l'on s'agit d'obtenir un bronze hors pair. Elles séduisent aussi ceux qui ont aimé la découverte du sport avec la découverte d'une Grèce plus classique.

Car on ne loge pas à Pteriotika. Il faut retrouver, 20 km plus bas, le calcaire, les pins et les épicéas qui annoncent le Méditerranéen, à Arachova et à Delphes. Grèce de la-dé. Pythie fameuse. Oracles d'Apollon dans les prêtres manipulant les sentences pour les adeptes à

toutes les situations et ainsi pré-servir leur crédibilité pourvoyeuse de d'och-ma. Infinitement plus vicieuses que notre « peut-être bien que oui, peut-être bien que non » étaient leurs réponses aux questions sur l'avenir. Dans les oracles, des formules ampoulées permettaient au futur guerrier d'être assuré de revenir sain et sauf... ou pas. Pour s'être gaus-sés de ces prêtres menteurs, Escap fut jeté du haut des roches Phe-driades.

Plus bas, c'est le houle des oliviers, les amandiers blancs et les étrennes qui moutonnent jus-qu'à la côte. Iles, Galaxidi, Eratini, Le Grèce d'hier. Un homme revient de la chasse à la bécasse au pas de son mulet, Accoudé aux livres saints, le pope Thymios ré-pète dans son église de Tolophon les psaumes de la messe de demain. Barbe blanche, toque noire, et les pils du soleil qui donne à ses yeux de septuagé-naire une bonté allégre. La religion est-elle joyeuse? « Oh! non. L'écriture ne dit-elle pas que, si me main est oeuze de péché, je dois la couper? » Le pope conserve l'usage de ses deux mains. Il débite de rite. A le toverne, il boira plus d'une rasade

de vin relâiné avant de piquer, dans le plat de gardoumpas, les tripes d'agneau terroir.

Et voici le mer. Cette nuit, Vasilis a posté ses filets. Il fouille avec son tempero les hauts fonds. D'une main, il balance, en avant de la barque, une poignée de sable, qui se calmer, un instant, les rides de l'onde. Dans cette transparence, Vasilis louvoie de son trident d'oreilles, poulpes, so-ches et mulets éboulés par le soleil anachronique.

ALAIN FAUJAS.

* L'agence SIRT-Tours organise des séjours permettant de com-biner ski et excursions archéolo-giques ou champêtres, au hôtel club près d'Araclini ou au hôtel traditionnel à Delphes et Ara-chova. À partir de 1 800 F, trans-ports, pension complète, moniteur de ski compris. En sus, location de skis, des bâtons et des chaus-sures (350 drachmes par jour, soit 32 F) et les remontées mécani-ques (600 drachmes la carte de vingt remontées, soit 53 F). SIRT-Tours Paris, tél. 280-31-06.

VACANCES :

Le carcan se desserre

L'EXCEPTION des acadé-mies d'Ajaccio et d'Anti-lès-Guyane, toutes les académies avaient fait connaître en début de semaine les dates des vacances pour l'année scolaire 1979-1980. Les réactions enregis-trées à l'occasion de cette « pre-mière » semblent pour le moins mitigées. L'AN I de l'étalement des vacances n'est pas aussi révolutionnaire que les syndicats d'enseignants le redoutaient et que les professionnels du tou-risme l'espèrent.

La légère réduction des congés d'été a provoqué l'inévitable publication de communiqués de la part des enseignants. « Agres-sion » et « grignotage des va-cances scolaires » y sont mani-festement dénoncés. Côté parents d'élèves, les juge-ments sont autrement nuancés. Le docteur Antoine Lagarde, président de la fédération qui porte son nom, qualifie de « posi-tive » la décision gouvernemen-tale de décentraliser au niveau des académies la fixation des dates des vacances. « Malheu-reusement, cette concertation n'a pas répondu exactement à nos espoirs », dit-il. Les avis des syn-dicats d'enseignants ont souvent primé ceux des autres partie-naires. Quant à l'étalement des vacances, il résout peut-être les problèmes du tourisme, mais il n'apporte rien sur le plan péda-gogique. Nous avons le même nombre de jours de vacances et le même nombre de jours de classe de l'année.

Les « industriels » du tourisme, qui commencent à peine à ap-précier les transformations pré-visibles, ne font pas preuve d'un grand enthousiasme. M. Jean Ravel, directeur commercial « voyageurs » de la S.N.C.F., juge « déviant » les effets bénéfiques du décalage des départs en va-cances d'été entre le 27 juin et le 11 juillet 1980. « Mardi gras 81 sera pire que celui de cette an-née », déclare-t-il. Nous connais-sions un manque de coordination au niveau national. En fait, il s'agit d'une période de rodage.

Cacophonie

La station de sports d'hiver de La Plagne qualifie la répartition des zones de vacances de « catas-trophique ». En février 1981, la même période comprendra toute la région parisienne plus six aca-démies. Or Paris, Grèbel et Ver-sailles remplissent toutes les sta-tions alpines. « Les six autres académies (Bretagne, Maine, An-jou, Orléans, Auvergne, Lan-guedoc) n'auront pas accès à la neige ». L'étalement des vacances ne va donc pas sans une certaine cacophonie. Les pouvoirs publics, qui ont trouvé le moyen de se débarrasser d'un dossier épineux par le biais de la décentralisa-tion, ne peuvent pas totalement s'en désintéresser. Une coordina-tion au niveau national semble pour le moins à inventer. D'au-tre part, on attend que le gou-vernement convainque enfin les propriétaires et les profession-nels de pratiquer la location à la semaine plutôt qu'à la nuit. A quoi servirait-il d'assouplir les dates des vacances scolaires si les conditions d'hébergement dé-meureraient aussi rigides?

VOIR NOTRE TABLEAU PAGES 26 ET 27

LES NOUVEAUX CONQUISTADORES

III. - Mexique : une industrie en trompe-l'œil

par GEORGES CAZES (*)

Pour ceux qui douteraient de l'importance des effets du tourisme international sur le milieu d'accueil, l'exemple mexi-cain est à méditer et la visite critique de la nouvelle station de Cancun — et de ses abords — à conseiller vivement. C'est un véritable petit écosystème, social et écologique, qui est venu ébran-ler cette pointe nord-est de la péninsule du Yucatan, célèbre par l'exceptionnel intérêt de ses sites archéologiques (Uxmal, Chichén-Itza, Tulum et Palenque plus au sud), économiquement exsangue, insuffisamment désen-cuvée et équipée.

Aux grandes questions souvent débattues, concernant les moda-lités d'insertion d'une station touristique internationale dans un tissu socio-économique tra-ditionnel, Cancun apporte en effet une réponse saisissante. Depuis 1971, le grand resort de prêt-à-porter multilatéral et de crédits publics, de milliers de mètres carrés de terrain aménagé et de béton coulé, une nouvelle « desti-nation vedette » du tourisme tropi-cal s'est édifiée avec des résul-tats statistiques spectaculaires : plus de 30 hôtels et 3 000 cham-bres construits, pour près de 300 000 séjournants accueillis, soit le triple du volume de 1976 et le double de 1978 (le Monde du 13 juin 1978). Une ville nou-velle, aménagée « aussi par le « trust » public Fonatur, est sortie de terre pour accueillir

les 15 000 habitants permanents officiellement recensés : compo-sition urbaine souple et agréable, basse et coquette, déjà bien pourvue en commerces variés. Juste derrière, se glissant dans les interstices, a proliféré épon-tanément une agglomération « illégale » qui compte un volume de population au moins équiva-lent : maisons de type rural en bois et terre séchée, aux toits de chaume ou de tôle, aux cours extérieures encombrées de vo-lailles, de vaisselle et de linge.

Discours trompeurs

Tout n'est certes pas à cette image dans le tourisme mexi-cain, mais on pourrait difficile-ment imaginer meilleure intro-duction à une réflexion générale sur les incidences d'accueil in-ternational. Il s'agit en effet d'essayer de dépasser les ap-proches classiques en forme d'affir-mations péremptoires et mani-chéennes sur les bienfaits ou les méfaits de ce choix de dévelop-pement. Si des profits sont in-discutablement constatés, de quelle ampleur sont-ils et à qui, individuellement ou sectoriel-lement, vont-ils principalement, avec quel effet réel — et non plus théorique comme dans le calcul du « multiplicateur » — de di-

fusion dans le corps social? Et par là, à l'aborder d'importantes in-terrogations : le tourisme est-il moteur ou seulement appent, créateur de richesses nouvelles ou générateur de déséquilibre, re-producteur ou réducteur d'inégali-tés sociales et spatiales?

La statistique économique est on le sait bien — peu pro-ligne et convaincante en ce do-maine. On ne s'étonnera pas que la comptabilité spécifique — que la France est seulement en train d'élaborer aujourd'hui — fasse dramatiquement défaut dans les tiers-monde, même dans un pays en voie de décollage comme le Mexique où dominent comme partout les approches très glo-bales.

Un véritable discours interna-

tional, quasiment interchangeable, sur les avantages de déve-loppement touristique s'est progressivement imposé avec l'aide des organismes multilaté-raux peu ou prou concernés : ONU, PNUD, BIT et CNUCED, Organisation mondiale du tou-risme (O.M.T.), Banque mondiale et banques internationales, etc.

Les principaux arguments commencent à être connus : apport élevé de devises étrangères fortes et recherchées, permet-tant de rééquilibrer la balance des paiements ; création de revenus supplémentaires pour l'Etat comme pour les particu-liers et les entreprises ; fourni-ture de nouveaux emplois, variés et ne nécessitant pas de quali-fication très poussée ; réactivation de zones et de régions désava-riées au regard des autres ac-tivités ; élaboration ou renfor-cement d'une « image » interna-tionale du pays autour de laquelle peut se cristalliser une cohésion socioculturelle nationale ; con-tacts de la population sédentaire avec des individus, des techni-ques, des comportements étran-gers, etc.

(Lire la suite page 24.)

jsf
De grandes vacances à petits prix

CHINE 19 circuits
16 jours à partir de 10.600 F
L'INDE en train 18 5.950 F

Des vols spéciaux A.R.

TUNIS	1.090 F
TANGER	1.090 F
ATHENES	1.290 F
NEW YORK	1.800 F
MEXICO	3.360 F
BANGKOK	2.940 F

Prêt sous certaines conditions

jeunes sans frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
5, place Ampère 69001 LYON Tél. (7) 842.05.37

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUI »
accueille en groupe les amateurs de 2 à 83 ans
5, rue LACROIX, PARIS 3
Tél. (01) 47.30.73

Mexique, train Chihuahua-Pacifique, fatigué traîner vieilles Américaines aventureuses, cherche jeunes Français dynamiques pour rencontrer indiens Tarahumars.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo. Ou envoyer 3 timbres 1,30 F : Jumbo, B.P. 132-07-75326 Paris Cedex 07.

Sur place pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.

Jumbo
voyagez hors des hordes

REV ANTILLES
A partir de 2790 F

La plus vaste gamme de voyages aux Antilles aux meilleurs prix : location de « gites » ANTILLES à l'association Gaudeloupéenne des Gîtes de France, séjours en hôtels à la Martinique, à la Guadeloupe, à Saint-Barthélemy et aux Saintes, les Antilles à la voile, les Antilles à la carte, les extensions en Guyane, etc.

Brochure gratuite RevAntilles (24 pages) dans toutes les agences de voyages agréées ou en retournant le coupon ci-dessous à Supermarché Vacances 82, rue de Bassano 75008 Paris - Tél. 720.21.65

Je désire recevoir gratuitement la brochure RevAntilles

Nom _____ Adresse _____ Code postal _____

Découvrez l'Amérique du Sud

Mexico 2990 F, Caracas 3710 F, Bogota 3990 F, Lima 4590 F, Santiago 5850 F, Buenos Aires 5480 F

EL CONDOR
28, rue Delambre, 75014 Paris. Tél. : 322.30.26.

« Va les USA »
Je souhaite recevoir votre documentation « Amérique du Sud »

Nom _____ Adresse _____ Ville _____ Code postal _____

GADGET A PARIS

Le 16^e sur les pistes de la cassette

« Dans sa voiture ou à pied, muni d'un auto-radio, d'un lecteur de cassettes ou d'un magnétophone, le touriste pourra se laisser guider tout en écoutant des informations sur les châteaux, les musées, les lieux historiques à ne pas manquer... »

Ainsi se présente le premier guide sonore destiné aux promeneurs parisiens et mis aujourd'hui à la disposition des touristes de la capitale.

« Bonjour, » dit le magnétophone, tandis que le visiteur met le cap sur le Trocadéro. Prestige et beauté de Paris vont vous faire découvrir le seizième.

« L'arrondissement fait partie de ce qu'on appelle les beaux quartiers de Paris. Vieux et étendu, il englobe un passé de notre histoire, village d'Auteuil, Chaillet et Passy, où l'on allait boire les eaux et respirer l'air de la campagne au temps de nos rois », affirme le guide.

Arrivé au Trocadéro, où le point de rendez-vous est fixé, face à la statue du maréchal Foch. Pas de place pour stationner, c'est garé en double file dans un concert de klaxons qu'on entend le chant des oiseaux de la colline de Chaillet qui domine la Seine avec ses vignes. Elle fut rattachée à

la capitale en 1860. Il n'en reste rien de nos jours.

La cassette parle de Villon et de Ronsard, du maréchal Foch et de Saint-Denis, dont le dirigeable s'écrasa en 1920 sur le toit d'un café de la place.

« Portons notre attention sur le Palais de Chaillet, construit en 1937 », vous conseille-t-on encore. Impossible en voiture d'avancer jusqu'à l'extrémité de la terrasse côté jardin. Et, ce soir, on ne peut garer son véhicule sur la bord du Palais, un agent de police vous l'interdit vigoureusement : « On attend deux ministres ».

Armé du magnétophone (heureusement emporté), on peut enfin traverser la terrasse et remettre la cassette en marche : « Au-delà des frondaisons (les arbres sont nus en hiver) et des jets d'eau (ils ne fonctionnent pas) le pont d'Iéna, la tour Eiffel, l'Ecole militaire ».

« Je termine l'histoire. Le tour Montparnasse sera la note de modernisme » entendue si elle n'était pas perdue dans le brouillard.

« Descendons maintenant dans les jardins par la droite », ordonne maintenant la bande magnétique. Dilemme : doit-on obéir et abandonner la voiture garée sur un passage clouté ? et

comment rejoindre en voiture l'avenue de New-York, votre prochain rendez-vous, si vous ne connaissez pas le quartier ?

Il faut encore voir la rue de la Manutention, le Musée d'Art moderne de la ville de Paris, passer devant le monument des volontaires des forces françaises libres tandis qu'une trompette joue un air martial.

« La rue de Chaillet, artère principale du village de Chaillet », est occupée par une bétonneuse. La rue Blaise par un camion de livraison. Nous ne verrons pas l'église Saint-Pierre de Chaillet, le prochain point de rendez-vous, mais au son de l'orgue nous en entendrons l'histoire.

En haut de la place des Etats-Unis, La Fayette et Washington se donnent le main. Le musée Guimet, le Conseil économique et social, défilent. « Rejoignons notre point de départ, place du Trocadéro, nous vous souhaitons bon retour », conclut le voix.

Bilan : une heure trente de visite, 7 kilomètres au compteur, des informations heuchées qu'on devra écouter à nouveau chez soi avec un plan du seizième pour rassembler ses connaissances.

Essayons à pied. Le trajet, plus long, est aussi plus fasti-

deux. Sans les Japonais, les rues seraient vides. Il n'y a pas d'animation, peu de boutiques. Mais il nous reste encore quelques cartouches, demain nous partirons pour... Passy ou la Muette, car la bande n'a pas épuisé toutes ses possibilités.

Sans doute le « Sonoguid » est-il une invention qui permet aux Parisiens d'un jour de connaître l'histoire d'un quartier, mais pourquoi avoir choisi le seizième pour inaugurer la formule dans la capitale et non le cinquième, par exemple, au passé intellectuel prestigieux, le quatrième, où les monuments historiques cristallisent l'histoire, le dixième, où le prestige du quartier est évident ? D'autre part, la formule est difficilement utilisable par les automobilistes perdus dans des embouteillages et qui doivent quitter le temps en temps leur véhicule pour aller se renseigner à la police ou à la mairie.

Marie-Christine ROBERT.

« Sonoguid. La cassette de seize minutes conte l'histoire du seizième arrondissement de Paris. Elle est disponible à la vente à la Parole, 8, rue Verdet, 75016 Paris. Tél. : 23-46-72.

Les hôtels L'Horset font la chaîne en famille

L'HOTELLERIE française apparaît aux yeux du public divisée en deux grandes catégories : d'un côté, la « chaîne » où Novotel, Meridien, Sofitel, PLM, se sont illustrés ; de l'autre, les indépendants, autrement dit tous les hôtels de France et de Navarre. Depuis quelques années sont apparues des associations « volontaires » d'hôteliers qui ont essayé de greffer les avantages d'une formule sur l'efficacité de l'autre. Parmi celles-ci, les hôtels L'Horset affichent une belle croissance : six hôtels parisiens, en 1976 ; vingt, dont un à Bruxelles, en 1979.

« Jusqu'en 1973, c'était la belle vie », explique Louis Morel L'Horset, qui gère à l'époque quatre hôtels familiaux de trois et quatre étoiles à Paris. « Nous refusions des clients. Puis, il y a eu la crise de surcapacité provoquée par les pouvoirs publics inquiets de voir disparaître les chambres d'hôtel de la capitale. La guerre du Kippour là-dessus. Je me suis dit que ce n'était pas la crise, mais la fin du gaspillage. Plus question d'attendre le client. Une politique commerciale digne de ce nom devenait nécessaire. Mais comment se

doter de services opérationnels, apogée des chaînes hôtelières ? M. Morel L'Horset décide de créer une société anonyme de conseil aux six hôtels familiaux. En 1978, avec quelques amis, il fonde L'Horset S.A.R.L. dont chaque hôtel adhérent souscrit une partie du capital. La S.A.R.L. se vout au marketing et la société anonyme à la pure gestion. Pendant que les six établissements des origines se structurent dans une société holding cotée en bourse, de nouveaux hôtels adhèrent à la S.A.R.L. après une période probatoire d'un an.

L'Horset S.A.R.L. met sur pied une centrale de réservation à Paris ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre et trois

cent soixante-cinq jours par an, un bureau à Francfort et un autre à Londres. Cette sorte de club d'hôteliers permet au gérant des établissements de partir aux sports d'hiver ou de tenir quai ; son hôtel sera pris en main par ses associés. May-quent-ils de femmes de ménage ? Une société de service leur fournira le personnel d'appoint. Un petit cheval (L'Horset en langue celte) sert de sigle commun, une fois les locaux rénovés et homogénéisés.

Cette formule séduit plusieurs hôteliers. Du groupe éblouissant au début de l'année 1979, le groupe passe à vingt au début de cette année. Un hôtel à Bruxelles, dix-neuf à Paris, soit au total mille deux cent quatre-

vingt-huit chambres. Localisation : l'axe Champs-Élysées-Opéra-Grands Boulevards, Standioz : deux, trois et quatre étoiles (de 130 à 390 francs la chambre pour une personne). Chiffre d'affaires 1979 : 91 millions de francs. Cash-flow annoncé : entre 23 et 26 % du chiffre d'affaires de chaque hôtel.

Reste l'avenir. « Beaucoup d'hôteliers demandent à participer à notre société », déclare M. Morel L'Horset. Nous hésitons à nous étendre en province. Celle-ci nous fait un peu peur. A Paris, nous estimons que notre taille est suffisante, si nous voulons maîtriser notre expérience. En revanche, l'étranger nous tente. »

Si rien ne vient perturber cette croissance, la société L'Horset risque de créer un nouveau type de société hôtelière : la société multinationale familiale.

AL. F.

2^e Forum de l'Aventure

7 - 8 - 9 mars à Bordeaux

— Festival Jeunes Réalisateurs
— 50 films non-stop.
— Balles Ours Paris-Dakar : des concurrents, des véhicules...
— Attractions, animations...

Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux

33405 VALENCE - Tél. : (05) 30-70-50

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

iiiiiii

GRATUIT PAYANT

Avec Hoverloyd, seule la voiture paie, pas les passagers (jusqu'à 5). Alors si vous voyagez à 3, 4, 5, cela devient super économique. Hoverloyd assure la traversée Calais-Ramsgate en 40 minutes sur coussin d'air, jusqu'à 21 fois par jour en saison.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverloyd Paris.

278 75 05 24 rue de St-Ouen 75010 Paris

POUR DES VACANCES DE SOLEIL ET DE CULTURE

Louez une maison de vacances en TOSCANE

- Notre catalogue en couleur vous offre un vaste choix de maisons et appartements de vacances, tous en belle et tranquille position dans des villas antiques, dans des châteaux et des domaines du CHIANTI, aux portes de villes fabuleuses (Florence, Sienna, San Gimignano), sur les plages de sable du littoral ou des plus belles îles de l'archipel : Elba et Capraia.
- Et vous propose la découverte de la verte Ombrie et de ses villes mystérieuses ; Et enfin vous entretient une porte vers le sud : l'île d'Elbe.
- La Toscane et l'Ombrie avec leurs trésors historiques, artistiques et folkloriques, vous invitent à des vacances différentes, à des vacances de qualité.
- Protégée par les Apennins, l'Italie centrale vous réserve l'un des meilleurs climats européens qui contribuera, de Pâques à Octobre, au succès de votre séjour.
- Dans ses 80 pages, outre les photos de l'extérieur et de l'intérieur des demeures, notre catalogue offre mille renseignements utiles : itinéraires touristiques, fêtes folkloriques, restaurants et vins recommandés, vieilles fermes en vente, etc. etc.

(Prière de remplir en caractères d'imprimerie)
Talon à envoyer à la société SUENDET S.p.A. - 53030 Siroe Cod. 2 - SIENNE.
Tél. 0039577.30.44.60, en joignant 4 coupons de réponse internationaux pour les frais de catalogue et de port :

Nom : prénom :
Rue : code postal :
Tél. :

Annexe : 4 coupons réponse internationaux.

K LINES HELLENIC CRUISES

5 NAVIRES au départ du Pirée

pour vos croisières aux ILES GRECQUES, TURQUIE, EGYPTE et ISRAEL

3, 4 ou 7 jours
Plusieurs départs par semaine

Au départ de la France, NOVIFRANCE JET vous transportera à Athènes par ses vols spéciaux.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à Hellenic Cruises

Veuillez me faire parvenir la brochure :
K Lines,
Hellenic Cruises

NOM :
Adresse :
Code Postal :
Ville :

Agence Générale NOVIFRANCE
28, rue de la République 75002 Paris
Tél. 266.95.45

Des vacances dans LE TRENTINO c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur.
Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville.
Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme.
Accueil et équipements spécialisés.



PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
Assessorato al Turismo
Cas 18 Novembre, 1321
38100 Trento - Tel. 980000

OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (ENLIT)
23, rue de la Paix - 75002 Paris
Tel. 268.65.68
ou chez votre agence de voyage.

Pour vos vacances au Lido di Jesolo (Venise) - Italie, choisissez la bonne chaîne d'hôtels Giannetti ! Un groupe d'hôtels avec tout confort : Piscina, Air conditionné, Terrasse en bord de la mer, Parking, American Bar, Discothèque, Plage privée, et surtout l'expérience de plus de 20 ans dans l'hôtellerie. Peut garantir un séjour confortable et vos vacances seront bien gardées.

Pour Réservat. et Informat., appelez 0421/96.571 - Telex 310423. Global ou votre Agence de Voyages.

Le Maroc direct AVEC VOTRE VOITURE ET LE CAR FERRY

AGADIR COMANAV Ferry

Renseignements toutes agences de voyages : COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R. SNCM PARIS - 75009 - 12 rue Godot de Mauroy

DEMANDEZ NOS PROPOSITIONS CIRCUITS ET SEJOURS

PAQUES BLANCHES

Encore quelques séjours disponibles pour profiter des océans du printemps.

Si de fond aux Estabes (Haute-Loire), si de piser à Super-Jouan (Cantal), dans un village de vacances V.A.L. Documentation gratuite en adressant cette annonce à : B.P. 50, 63000 Clermont-Fd. Nom : Adresse :

VACANCES A SAISIR!

WEEK-END A LONDRES 495 F
Départ vendredi soir. Retour dimanche soir.

VACANCECO 80
République Tours, 8 bis, place de la République 75011 Paris. Tél. 335.39.30 ou votre agent de voyages.

VACANCES EN TOUTE SAISON EN ROUMANIE

Itinéraires historiques et festifs à l'occasion du 2050^e anniversaire de la Fondation du 1^{er} Etat Dace centralisé et indépendant.

Plages escultées de la Mer Noire : 2 semaines + la 3^e gratuite, avion compris, à partir de 2230 F

Séjours santé à bord de la Mer Noire ou à Bucarest : 14 jours (voyage et cure de gymnastique comprise) 3180 F

Croisiers dans des sites enchanteurs (détails de Danube, Carpates, monastères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine, à partir de 570 F

Itinéraires au volant de votre voiture et séjours pour les pêcheurs, avec essence gratuite : - coupons-hôtel : 79 F - coupons-camping : 47 F - Voyage avion + voiture avec essence gratuite, 1 semaine à partir de 1580 F

Vols directs au départ de Paris et des principales villes de province.

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.

Renseignements - documentation : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS Tél. 742.27.14 - 742.25.42

à adresser à M. Adresse :

(PubliCité)
UNIQUEMENT A L'HOTEL ROC BLANC
(ANDORRE)

VACANCES - SANTÉ

TRAITEMENT GEROVITAL H3 ET ASLAVITAL H4
créé par le Dr ASLAN

Le troisième âge ne doit pas signifier nécessairement les infirmités de la vieillesse, il doit représenter la plénitude de la vie. GEROVITAL H3 - une formule vitale.

Maintenant, dans le Centre Thermal de l'Hôtel Roc Blanc d'Andorre, une équipe médicale spécialisée en gériatrie permet de suivre le traitement créé par le Dr Aslan, à base de GEROVITAL H3 et ASLAVITAL H4.

Services : Habitations confortables, T.V., piscine climatisée, sauna, restaurant, surveillance médicale permanente, etc.

Information : Hôtel Roc Blanc, Pl. Coprinces n° 5, LES ESCALDES
Tél. 214-86 - Téléc. 224 Andorre.

OUVERT TOUTE L'ANNÉE.

PAQUES VERTES

Il n'est pas trop tard pour réserver votre séjour à la campagne.
Cure de plein air et de détente pour les enfants, ballades, pêche, équitation, tennis, dans l'un des 15 villages de vacances VAL.
Documentation gratuite en adressant cette annonce à :
val
B.P. 50, 63000 Clermont-Fd.
Nom :
Adresse :

VACANCES A SAISIR!

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Campagne
19320 (Corrèze) ST-PARDOUX-
LA-CROISILLE

HOTEL BRASSERIE Pêche chautée.
Santé - Tennis privés.

Côte d'Azur
06300 MENTON

HOTEL ORLY ** N.N. Parc mer. Océan.
en 1971 Restaurant. Baie. Garavan.
HOTEL MODERNE ** N.N.
Près mer. Sans pension. Tél. 35-71-57.

Mer
ILES ANGLO-NORMANDES

ILE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable paradis (20 km sur 10 km, 50.000 habitants). Situé à 20 km seulement des côtes de Normandie, ce petit État indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre, a ses lois propres, son gouvernement, sa monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.

Les adorables petites ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante en fleurs. En dans la capitale Saint-Hélier, en Londres en miniature, le shopping est roi.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est détente, beauté et de la détente et une qualité de vie particulière.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est détente, beauté et de la détente et une qualité de vie particulière.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est détente, beauté et de la détente et une qualité de vie particulière.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est détente, beauté et de la détente et une qualité de vie particulière.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est détente, beauté et de la détente et une qualité de vie particulière.

Les dimensions sont incommensurables, les superbes, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palais de très grande classe.

Par bateau, par hydrogâteau : Saint-Malo, Granville, Portsmouth, Caen.

Académie par

DEPARTEMENTS	VACANCES ACADEMIQUES	1980	1981
Bes-Alpes, B.-d.-L., Htes-Alpes, Vaucluse	Aix-Marseille (1)	du V. 11-7 au V. 25-9	du S. 11-7 en V. 25-9
Corse-du-Sud, Haute-Corse	Ajaccio	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du S. 27-6 au Ma. 9-9
Ain, Oise, Somme	Amiens		
Doubs, Jura, Hte-Seine, Terr. de Belfort	Antilles-Guyane	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 en L. 21-9
Pard., Girond., Landes, Lot-et-G., Lot., Pyr.-Atl.	Bordeaux	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du Ma. 30-6 au Ma. 9-9
Calvados, Manche, Orne	Caen	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au J. 10-9
S.-et-M., Seine-St-Denis, Val-de-Marne	Créteil	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Allier, Cantal, Hte-Loire, Puy-de-Dôme	Clermont-Fer. (2)	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au J. 10-9
Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-L., Yonne	Dijon	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Ardeche, Drôme, Isère, Savoie, Hte-Savoie	Grenoble	du Ma. 9-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Nord, Pas-de-Calais	Lille	du V. 27-6 au J. 11-9	du S. 11-7 au Ma. 22-9
Corrèze, Creuse, Haute-Vienne	Limoges	du V. 4-7 au J. 18-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Ain, Loire, Rhône	Lyon	du Ma. 9-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-O.	Montpellier	du S. 12-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Meurthe-et-Mos., Meuse, Moselle, Vosges	Nancy-Metz (3)	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au Ma. 22-9
Loire-A., M.-et-L., Mayenne, Sarthe, Vendée	Nantes	du V. 11-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au Ma. 23-9
Alpes-Maritimes, Var	Nice	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au Ma. 15-9
Cher, E.-et-L., Ind., Lot-et-G., Lozère	Orléans-Tours	du V. 27-6 au J. 11-9	du S. 11-7 au Ma. 15-9
Ville de Paris	Paris	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Charente, Char.-Mar., Deux-Sèvres, Vienne	Poitiers	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du Ma. 30-6 au Ma. 9-9
Ardenne, Aube, Marne, Haute-Marne	Reims	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Côte-de-N., Finistère, Hte-et-V., Morbihan	Rennes	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au Ma. 15-9
Bret., Seine-Maritime	Rouen	du V. 27-6 au Ma. 10-9	du S. 11-7 en L. 21-9
Bas-Rhin, Haut-Rhin	Strasbourg	du Ma. 9-7 au Ma. 23-9	du S. 11-7 en Ma. 22-9
Alsace, Aveyron, Gers, Hautes-Pyrénées	Toulouse	du V. 4-7 au J. 18-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne	Toulon	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Yvelines, Essonne, Hte-de-Seine, Val-d'O.	Versailles		

Hippisme

La grande affaire, en ce début de saison de gelop, tient en la prise en considération — ou non — des sommes gagnées en places pour le calcul des surcharges.

En apparence, simple débat technique. Mais ces incidences dépassent largement ce cadre et mettent en cause une orientation des courses.

Dans les trois quarts des épreuves, tant de plat que d'obstacles, les conditions d'engagement font varier les poids à porter par les chevaux avec les sommes qu'ils ont déjà gagnées, soit depuis le début de leur carrière, soit depuis une certaine date. Les plus riches sont "pénalisés" de 2, 3, 4 kilos, voire davantage. Il s'agit que les meilleurs n'accaparent pas tous les succès, étant entendu que, s'ils sont vraiment bons, ils peuvent le faire.

La formule est simple : celle des grandes courses, dites "classiques", où le poids, cette fois, est uniforme, quelle que soit la somme gagnée, se paye d'origine, etc.

La grande affaire, en ce début de saison de gelop, tient en la prise en considération — ou non — des sommes gagnées en places pour le calcul des surcharges.

En apparence, simple débat technique. Mais ces incidences dépassent largement ce cadre et mettent en cause une orientation des courses.

Dans les trois quarts des épreuves, tant de plat que d'obstacles, les conditions d'engagement font varier les poids à porter par les chevaux avec les sommes qu'ils ont déjà gagnées, soit depuis le début de leur carrière, soit depuis une certaine date. Les plus riches sont "pénalisés" de 2, 3, 4 kilos, voire davantage. Il s'agit que les meilleurs n'accaparent pas tous les succès, étant entendu que, s'ils sont vraiment bons, ils peuvent le faire.

La formule est simple : celle des grandes courses, dites "classiques", où le poids, cette fois, est uniforme, quelle que soit la somme gagnée, se paye d'origine, etc.

Une idée du passé

« Peut-être, en effet, est-elle en contradiction avec l'idée de sélection qui a été à l'origine des courses, nous disant, dimanche, Noël Pelat. Mais l'idée de sélection, c'est du passé. Qui peut croire encore à l'utilité d'une émulation de la race chevaline ? Les courses sont devenues un spectacle, non de plus, mais rien de moins. Ce qu'il faut à ce spectacle, ce sont des acteurs, c'est-à-dire des chevaux, donc des propriétaires, et — l'insaisissable sur ce point — des petits propriétaires, de quelques chevaux. Car les grands, ceux qui en possèdent cent ou plus, sont versatiles et peuvent du jour au lendemain, au gré d'un mouvement d'humeur ou d'un revirement économique, mettre le ciel sous la porte des boxes. Comment encourager le mieux les

petite propriétaires ? En leur évitant de perdre trop d'argent l'année où, par malchance, leurs chevaux sont médiocres, donc en élargissant les bases de répartition.

Calcul faux, rétorquerait le courtier Godolphin Oatley, ami de Nelson-Barker Hunt, d'autres propriétaires internationaux et, par conséquent, très proches des grandes écuries de Chantilly. Statistiquement, sur plusieurs années, les gains en courses ne peuvent équilibrer les frais de fonctionnement d'une écurie. Une année, certes, le bilan peut être positif. Mais, au bout du compte, apparaît un déficit qui, globalement, pour l'ensemble des écuries, est de 40 %. La seule façon de combler ce déficit, est, de temps à autre, de vendre un cheval à une écurie internationale, notamment aux Etats-Unis, où, pour toutes sortes de raisons, dont certaines d'ordre fiscal, les cours sont considérablement plus élevés que chez nous.

Mais ces cours s'établissent sur des chevaux gagnants, non sur des chevaux placés. Une pouliche bien née, qui a gagné en France, même une seule course, peut valoir 500 000 F en Californie ou au Kentucky. La même, placée cinq fois mais non victorieuse, est pratiquement invendable. Ne faisons pas en sorte que ce soit la moins bonne qui puisse se parer de l'étiquette de « gagnante » et la meilleure qui s'en trouve dépourvue : rapidement les marchés internationaux sauront que ce ne sont plus les meilleurs sujets que désignent, chez nous, les victoires, et les ventes sur ces marchés — venies qui, je le répète, constituent la seule chance d'équilibre financier pour les écuries françaises — cesseraient.



La brochure qui sait raconter la Grèce

vous transportera en Grèce, en vols spéciaux ou réguliers, où vous pourrez séjourner dans de merveilleux hôtels ou clubs, louer une voiture, faire une croisière sur les 5 merveilleux navires de la

HELLENIC CRUISES en Grèce, Turquie, Egypte et Israël.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à HELLAS.

COUPON-REPOSE

Nom :
Adresse :
Code Postal : Ville :

Le Monde des PHILATELISTES

Le numéro de mars vient de paraître (106 pages)

Comment constituer une collection intelligente

Supplément au lexique français-anglais

L'illustration des timbres français de 1980...

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 6 du mois : 7 F. Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris.

Pour lever l'ancre et s'amuser

les croisières "LA PERLE"

Venise Le Pirée Rhodes Crète

Corfou Dubrovnik Venise

Départ samedis du 3 Mai au 27 Sept.

A partir de 1800 F

en cabine à 4 couchettes (Vosges-Valais)

POSSIBILITES DE SEJOURS A ATHENES RHODES CRETE.

Familles, retraités, jeunes mariés, des réductions toute l'année.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à HELLAS.

Agente générale

HELLAS

Nom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Office National du Tourisme, Département F 15, JERSEY (Htes Anglo-Normandes).

CH 3963 CRANS-SUR-SIENNE

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La Station du Foie et de la Vésicule, Migrants, allergies, séquences d'hépatites, routes, diabète au poudrier.

HOTEL ELITE ** Chambres plein sud, tout confort. Très belle situation. Prix en incluant demi-pension 120 F. Pension complète 150 F.

— (Valais)

Offices Nationaux du Tourisme, Département F 15, JERSEY (Htes Anglo-Normandes).

CH 3963 CRANS-SUR-SIENNE

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La Station du Foie et de la Vésicule, Migrants, allergies, séquences d'hépatites, routes, diabète au poudrier.

HOTEL ELITE ** Chambres plein sud, tout confort. Très belle situation. Prix en incluant demi-pension 120 F. Pension complète 150 F.

— (Valais)

Offices Nationaux du Tourisme, Département F 15, JERSEY (Htes Anglo-Normandes).

CH 3963 CRANS-SUR-SIENNE

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La Station du Foie et de la Vésicule, Migrants, allergies, séquences d'hépatites, routes, diabète au poudrier.

HOTEL ELITE ** Chambres plein sud, tout confort. Très belle situation. Prix en incluant demi-pension 120 F. Pension complète 150 F.

— (Valais)

Offices Nationaux du Tourisme, Département F 15, JERSEY (Htes Anglo-Normandes).

CH 3963 CRANS-SUR-SIENNE

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La Station du Foie et de la Vésicule, Migrants, allergies, séquences d'hépatites, routes, diabète au poudrier.

HOTEL ELITE ** Chambres plein sud, tout confort. Très belle situation. Prix en incluant demi-pension 120 F. Pension complète 150 F.

— (Valais)

PARTEZ DEUX SEMAINES, NOUS VOUS OFFRONS LA TROISIÈME
dans notre Tunisie des Oliviers à Monastir - du 15/03 au 30/06 et du 1/09 au 30/10
Un exemple : période du 5/04 au 28/06 - Paris/Paris - Pension complète : 2 semaines + 1 gratuite 2315 F.

Toutes agences de voyages et
VACANCES ET LIBERTÉ
14, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 296.31.62



Suisse les félicitons de tout cœur D'ingé d'avoir été si modeste. Nous avons toujours eu un faible pour quiconque savait philosopher et trouver son bonheur sur peu de place. S'il nous avait posé la question, nous lui aurions conseillé de percer une fenêtre dans son toit, bien sûr. Personne ne l'aurait privé de son soleil, et on en saurait davantage sur son habitation. Chez nous, c'est ainsi que cela se passe. Nous avons de nombreuses fenêtres. Elles donnent sur d'innombrables pièces.

Pour vos vacances. Vous trouverez en Suisse divertissements, sports, cures thermales, transports commodes et confortables (9000 km en train, bateau, autocar postal avec la Carte suisse de vacances)... et vous verrez, en Suisse, la qualité ce n'est pas cher. Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11^{ème} rue Scribe, 75009 Paris (Tél. 742.45.45).

Soyez un hôte choyé en Suisse

مكتبة من الأصل

Académie :

DEPARTEMENTS	VACANCES ACADEMIQUES	1980	1981
Bes-Alpes, B.-d.-L., Htes-Alpes, Vaucluse	Aix-Marseille (1)	du V. 11-7 au V. 25-9	du S. 11-7 en V. 25-9
Corse-du-Sud, Haute-Corse	Ajaccio	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du S. 27-6 au Ma. 9-9
Ain, Oise, Somme	Amiens		
Doubs, Jura, Hte-Seine, Terr. de Belfort	Antilles-Guyane	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 en L. 21-9
Pard., Girond., Landes, Lot-et-G., Lot., Pyr.-Atl.	Bordeaux	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du Ma. 30-6 au Ma. 9-9
Calvados, Manche, Orne	Caen	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au J. 10-9
S.-et-M., Seine-St-Denis, Val-de-Marne	Créteil	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Allier, Cantal, Hte-Loire, Puy-de-Dôme	Clermont-Fer. (2)	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au J. 10-9
Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-L., Yonne	Dijon	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Ardeche, Drôme, Isère, Savoie, Hte-Savoie	Grenoble	du Ma. 9-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Nord, Pas-de-Calais	Lille	du V. 27-6 au J. 11-9	du S. 11-7 au Ma. 22-9
Corrèze, Creuse, Haute-Vienne	Limoges	du V. 4-7 au J. 18-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Ain, Loire, Rhône	Lyon	du Ma. 9-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-O.	Montpellier	du S. 12-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au J. 24-9
Meurthe-et-Mos., Meuse, Moselle, Vosges	Nancy-Metz (3)	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au Ma. 22-9
Loire-A., M.-et-L., Mayenne, Sarthe, Vendée	Nantes	du V. 11-7 au J. 25-9	du S. 11-7 au Ma. 23-9
Alpes-Maritimes, Var	Nice	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au Ma. 15-9
Cher, E.-et-L., Ind., Lot-et-G., Lozère	Orléans-Tours	du V. 27-6 au J. 11-9	du S. 11-7 au Ma. 15-9
Ville de Paris	Paris	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Charente, Char.-Mar., Deux-Sèvres, Vienne	Poitiers	du V. 27-6 au Ma. 9-9	du Ma. 30-6 au Ma. 9-9
Ardenne, Aube, Marne, Haute-Marne	Reims	du Ma. 9-7 au L. 22-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Côte-de-N., Finistère, Hte-et-V., Morbihan	Rennes	du V. 27-6 au J. 11-9	du Ma. 30-6 au Ma. 15-9
Bret., Seine-Maritime	Rouen	du V. 27-6 au Ma. 10-9	du S. 11-7 en L. 21-9
Bas-Rhin, Haut-Rhin	Strasbourg	du Ma. 9-7 au Ma. 23-9	du S. 11-7 en Ma. 22-9
Alsace, Aveyron, Gers, Hautes-Pyrénées	Toulouse	du V. 4-7 au J. 18-9	du S. 11-7 au L. 21-9
Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne	Toulon	du J. 3-7 au Ma. 16-9	du S. 4-7 au Ma. 15-9
Yvelines, Essonne, Hte-de-Seine, Val-d'O.	Versailles		

COURSES :

PAS D'ACCORD

Équipage

vous transportera en Grèce, en vols spéciaux ou réguliers, où vous pourrez séjourner dans de merveilleux hôtels ou clubs, louer une voiture, faire une croisière sur les 5 merveilleux navires de la

5 mn. PO
A L'ANC

SPECIAL MARS : 400 F A/R.
voiture et conducteur,
3 passagers gratuits.
Renseignez-vous.



TOWNSEND THORESEN
European Ferries

TOUSSAINT		11 NOVEMBRE		NOËL		FÉVRIER		PRINTEMPS		1 ^{er} MAI		PENTECÔTE	
1980-1981		1980-1981		1980-1981		1979-1980		1980-1981		1979-1980		1980-1981	
du S. 9-11 au L. 17-11		du Ma. 23-12 au L. 3-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 3-4 au L. 21-4		du Ma. 21-3 au L. 13-4			du Ma. 26-5 au L. 1-6
du Ma. 23-10 au L. 3-11		du V. 26-12 au L. 3-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au Ma. 4-11		du V. 19-12 au L. 5-1		du S. 9-2 au L. 17-2		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 23-3 au L. 14-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4	du J. 30-4 au L. 4-5		
du S. 23-10 au L. 3-11		du S. 26-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du Ma. 23-10 au L. 3-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 15-2 au L. 23-2		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du Ma. 7-4 au Ma. 21-4			
du S. 23-10 au L. 3-11	du S. 9-11 au Ma. 12-11	du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 9-2 au L. 17-2		du V. 6-2 au L. 13-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 21-3 au L. 6-4	du J. 30-4 au L. 4-5		
du V. 31-10 au J. 6-11		du S. 30-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du V. 31-10 au J. 6-11	du S. 9-11 au Ma. 12-11	du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au L. 3-11	le L. 10-11	du S. 20-12 au L. 12-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du V. 13-2 au Ma. 17-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 21-3 au L. 6-4	le S. 2-5		
du J. 31-10 au L. 3-11		du S. 30-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au L. 3-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
le S. 1-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du V. 31-10 au J. 5-11		du S. 30-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du Ma. 23-10 au L. 3-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 7-11 au J. 13-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au J. 6-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du Ma. 23-10 au Ma. 4-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 9-2 au L. 17-2		du V. 6-2 au L. 13-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du S. 23-10 au L. 3-11		du S. 30-12 au L. 5-1		du S. 23-2 au L. 2-3		du S. 21-2 au L. 2-3		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au J. 6-11	du S. 6-11 au Ma. 12-11	du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 14-2 au L. 23-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du J. 30-10 au J. 6-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du Ma. 23-10 au Ma. 4-11		du S. 23-12 au L. 5-1		du S. 16-2 au L. 23-2		du S. 7-2 au L. 16-2		du S. 5-4 au L. 21-4		du S. 4-4 au Ma. 21-4			
du Ma. 23-													

(2) Dans l'académie de Clermont-Ferrand, un congé supplémentaire est prévu du vendredi 17 avril au mardi 21 avril 1981.

(3) Dans l'académie de Nancy-Metz, le jour de congé est donné le 6 mai 1981.

Les deux arguments sont pernicieux, et l'examen des programmes de courses pour 1980 révèle les hésitations des sociétés de courses entre elles. La Société d'encouragement (Longchamp, Chantilly, Deauville), fidèle à sa tradition, ne veut considérer que les gains en victoires, et opte résolument pour le système de la prime d'après l'apport du Franc (Evy, Vichy) fait un pas vers le second; le « Spritavo » (Saint-CLOUD, Maisons-Lafitte) en fait un demi; la Société des steeple (Autoult) s'engage dans la seconde, où le suit Enghien, ou grand galop.

C'est elle, il est vrai, qui, dans l'immédiat, soutire le plus d'une pénurie de perdants et est donc le plus tentée d'attirer du public propriétaire, il n'y avait en 1979 (1) que 100 perdants, qui disputent par course, dimanche à Enghien, et nuit, lundi, à Enghien. Les courses cherchent des coureurs...

Parmi ceux qu'elle a trouvés ces derniers jours, quelques bons gagnants tout de même : Great Mist, à qui il ne manquait que le bon terrain pour se souvenir qu'il est demi-Terré de Pardollo ; Tobasix qui a dû, quant à lui, éveiller des souvenirs amers chez les propriétaires ne ayant pas « réclamé » quand l'occasion leur en était donnée, voilà quatre mois ; enfin, chez les jeunes, un fils du Green Dancer, en gros progrès : Djibot Dancer.

LOUIS DÉNIEL.

(1) Voir le Monde du 1^{er} mars.

Équipages de croisières

Après l'interview de M. Max Mollaret, directeur général de la Compagnie des croisières Paquet, intitulé « Trois maîtres dans le bon vent » (« le Monde des loisirs et du tourisme » du 16 février), M. François Lagain, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats maritimes (C.G.T.), nous écrit :

Dans l'affaire de la Nouvelle Compagnie de paquebots (N.C.P.), nous sommes en présence de violations des principes fondamentaux suivants : la charte des Nations unies, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la constitution de l'O.I.T., la Déclaration de Philadelphie, la convention n° 111, la Constitution française, puis de la déclaration du premier ministre devant l'Assemblée nationale, le 4 octobre 1978, affirmant que les travailleurs étrangers sont, en France, traités en tout point comme les travailleurs français.


Or, en dépit de ces textes et déclarations, le gouvernement a autorisé la N.C.P. pour ses trois paquebots, à mettre à terre 150 marins français du service hôtelier correspondant à 255 emplois, et à les remplacer par 150 marins français du service

hôtélier correspondant à 255 emplois, et à les remplacer par 150 marins indonésiens fournis par des « concessionnaires » à des conditions sociales très inférieures à celles des marins français.

D'ailleurs, la Compagnie ne s'en cache pas, c'était et c'est, dit-elle, le seul moyen pour elle de maintenir ses navires en service. Elle se vante que les mesures qu'elle a prises ont été « parfaitement comprises des équipages qui se sont désolidarisés de la grève de l'automne 1978 ».

Cette affirmation est, pour le moins osée. En effet, le porte-parole de la N.C.P. ne dit pas les pressions multiples, considérables, les menaces de chantage auxquelles il se dit exposé sur les vingt et un réacteurs dans les quelles conditions le Maassila s'appareilla de Port-Vendres dans la nuit du 14 au 15 octobre 1978 qui motiva de la part des officiers mécaniciens réunis en congrès à Marseille le dépôt d'une plainte en raison des conditions de sécurité de cet appareillage. A ce jour, aucune réponse n'a été donnée à cette plainte.



 **LA TURQUIE**
PAR TURKISH AIRLINES
34, Ave de l'Opéra 75 001 Paris. Tél. 742 60 85

Une saveur insolite

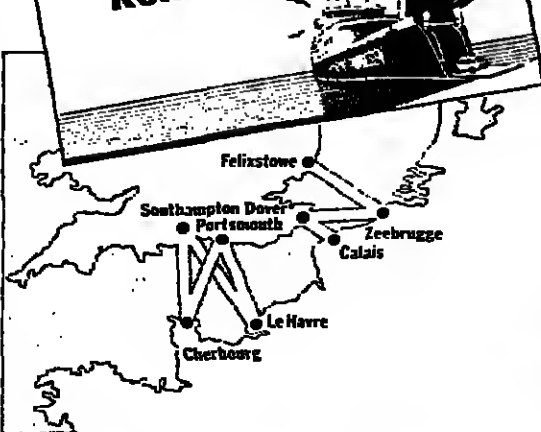
A 3 heures de Paris, 300 jours de soleil,
9000 ans d'histoire,
une hospitalité traditionnelle

goutez
la TURQUIE!

**BUREAU DE TOURISME ET
D'INFORMATION DE TURQUIE**
102 Ave des Champs Elysées 75008 Paris
Tél. 562 78 68 et 562 79 84

75 mn. POUR FILER A L'ANGLAISE

SPECIAL MARS : 400 F A/R.
voiture et conducteur,
3 passagers gratuits.
Renseignez-vous.



Calais-Douvres. Zeebrugge-Douvres. Le Havre et Cherbourg vers Southampton et Portsmouth. Zeebrugge-Felixstowe... quand vous embarquez sur un bateau Townsend Thoresen vous êtes déjà en Angleterre. L'accueil est chaleureux. Les salons confortables et spacieux. Le personnel réputé pour son amabilité. Pour commencer votre shopping des boutiques hors-taxes bien approvisionnées vous attendent. Ainsi qu'un bar, un restaurant, un port solarium...

Townsend Thoresen c'est la plus agréable manière d'aller en Angleterre.

- Calais-Douvres en 75 minutes : la traversée la plus rapide en car-ferry. 3 bateaux ultra-modernes.
- Jusqu'à 64 traversées par jour.
- 5 routes au départ de 3 ports français.
- 2 routes au départ de Zeebrugge dont une vers l'Écosse.
- Toute l'année : 50% de réduction sur Miniatur de 60 heures en Grande-Bretagne. 20% de réduction pour 120 heures.
- Tarifs dégressifs suivant les mois, les jours et les heures de traversée.

Veuillez m'envoyer sans engagement votre brochure couleur 1980.

NOM _____
ADRESSE _____

Townsend Thoresen : 41 boulevard des Capucines.
75002 PARIS - Tél. 261.51.75.



**TOWNSEND
THORESEN**
European Ferries

ΣΑΛΑΜΑΛΑ

Rive gauche

LES PARASOLS
Restaurant Bar Salons de 150
Orchestre de 21 h. à 11 h.
84, Boulevard du Montparnasse 75006 PARIS
C. 305. 64. 52. Cerveau aux Jours.

LE PETIT ZINC
Fruits de mer, Fois gras, Vins de France
LE FORTSMEBLES
Le Petit ZINC
25, rue de Brest - Paris 6

le doigt de paris
Le Restaurant du 5^e étage
de la Tour Montparnasse
MENU SUGGESTION
100 F. s. compris
Déjeuner à partir de 12 h
Dîner à partir de 19 h
(occasions jusqu'à 23 h. 30)
Menus de groupe
sur commande
538-52-35
33, av. du Maine (15^e)
Parking ss la Tour

CHINA TOWN
10 CHEFS DE HONG-KONG
Décor d'un palais chinois
SPECIALITES
A la vapeur ou laqué
Salons privés
4, rue de la Pépinière - 522-55-50

Dessirier 380.50.72
MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Pâle) 17^e

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (9^e) - 274-45-84 et 85 (face Wapler)
Tous les Jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Brasserie Lorraine
Ouverte jusqu'à 2 h. du matin
PLACE DES TERNES CAR. 80.04
depuis cinquante ans le rendez-vous
du monde des lettres et des arts...
les huîtres
et fruits de mer
la cuisine française
de grande tradition

MAISON PRUNIER
TRAKTIR
500-89-12
TOUS LES PRODUITS DE LA MER
16, avenue Victor-Hugo, PARIS (16^e)

LA GRANDE CASCADE
Déjeuners, Dîners
Salons de réceptions
772.66.00

LE CORSAIRE 1, boul. Diderot
LE RESTAURANT DU XV^e
MENU 60 F. s. - CARTE
Des fumées qui vous enchantent

CHINA TOWN
10 CHEFS DE HONG-KONG
Décor d'un palais chinois
SPECIALITES
A la vapeur ou laqué
Salons privés
4, rue de la Pépinière - 522-55-50

LE CONGRÈS
PORTE MAILLOT - 574-17-24
80, av. de la Grande-Armée - T.11
BANC D'HUITRES
TOUTE L'ANNÉE
SES POISSONS
Spécialités de Viandes de 1^{er}
choix grillées à l'oeuf BEUF
De 12 à 2 h. mat. - Cadre confort.

FOIE GRAS FRAIS
PATISSERIES
MAISON
FLD
Banc d'huîtres
Plat du jour
Choucroute
7, rue des Petites Écuries
75002 PARIS
(fermé dimanche) 770.13.59

Julien
Potage
Poissons
Cassoulet d'oie
16, rue du Fg. St-Denis - Paris 10^e
F. dim. Réservation 770.12.06

MARIUS et JANETTE
TOUS LES PRODUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V
Tél. : 1941/27/416301

Bourriche
Fruits de mer
poissons
15 bis, rue Pierre-Duport 75017 Paris
Tél. : 572.26.51

le role dor
Cuisine traditionnelle
PALAIS DES CONGRES
COURT
75 LES JOURS
Cuisine traditionnelle
des salons de la Mairie

AUBERGE DES CELTES
RESTAURANT-RECEPTION
Spécialités : filets de sole farcis
ris de veau aux écrevisses - pavé
de charolais au Roquefort.
21, av. du Docteur-Arnold-Metter.
Fermeture le dimanche et le lundi.
Tél. : 343-58-23

Soupers
après minuit
Restaurant
1900

FOIE GRAS FRAIS
PATISSERIES
MAISON
FLD
Banc d'huîtres
Plat du jour
Choucroute
7, rue des Petites Écuries
75002 PARIS
(fermé dimanche) 770.13.59

Julien
Potage
Poissons
Cassoulet d'oie
16, rue du Fg. St-Denis - Paris 10^e
F. dim. Réservation 770.12.06

Julien
Potage
Poissons
Cassoulet d'oie
16, rue du Fg. St-Denis - Paris 10^e
F. dim. Réservation 770.12.06

Plaisirs de la table

BOMBANCES A GENÈVE

PASSAGE rapide (trop) à Genève, où déjà, l'on prépare l'exposition Montres et Bijoux 1980 (octobre, en l'Hôtel du Rhône, qui garde le vent en poupe), où l'on attend l'ouverture du Hilton (juin, et avec intérêt), où le monde de la nuit, espère que Régis fera un « bidon », pendant que François Patrice se défend un peu, et que Bernard Grobet (le Griffon), 36, boulevard Bevetiqueux) casse son décal pour faire mieux encore, alors qu'il est déjà le meilleur.

Le temps domo de refaire connaissance avec l'émancipé de veau zurichois du Neptune (Hôtel du Rhône), et après le dry Martini exceptionnel du barman Théo, avec la râpée (arrosée de son propre vin de l'Yvertois) au Mont de Bernard d'Allèves (16, rue du Cendrier), et de découvrir deux nouvelles maisons.

Découvrir n'est pas le mot exact.

Le Bœuf rouge, l'en ai parlé il y a quelques années, était un bistrot lyonnais un peu caché,

mais de clientèle enthousiaste. Le voici dans un décor tout neuf, transféré 7, rue des Pâquis (tél. 52-75-37), fermé samedi et dimanche. Quel joli décor de bistrot d'hier, sans agaceries, du type Slavic, quel cadre d'amié pour la cuisine de Daniel Huvel ! Même la Parry des joueurs de boules, au mur, donne l'envie d'embrasser son envergure tant on est ici à l'aise devant cette carte qui propose le saumon de Lyon aux lentilles, le saladier de pieds de monton, les terrines, le gras-double lyonnais et le tablier de saumon, le pied de porc farci et la marmite de coquillages, les quenelles de brochet, et quelques grillades pour les égarés en ce domaine.

Le patron est un fourneau, la patronne un bistrot, selon l'expression. Fromages du pays et desserts journaliers et de bonne maison (c'est ainsi que, avec le café, on ne donne pas, ici, des petits fours, mais des bûches !). Ah ! que c'est bon, les bûches !.

Le Bœuf (4, quai de la Poste - tél. 21-00-38) n'est pas non plus une pure maison. Il fut le premier restaurant de Genève, au temps de la S.D.N., à connaître le succès international et M. Favre l'animait, trente ans au moins. Depuis il passa en plusieurs mains avant d'être repris par Jean-Paul Godard. J'avais dit les mérites de ce cuisinier, rencontré dans le brigade de Paul Lacombe et du temps qu'il dirigeait les cuisines du restaurant de l'aéroport de Cointrin. Le voici chez lui, avec une salle classique et cosue et un petit salon bien aménagé de vingt-cinq ou trente couverts.

Il propose un menu à 45 francs suisses, un autre à 68 francs et à la carte. J'ai choisi le menu à 68 francs. J'ai dégusté trois terrines (ris de veau, saumon, foie gras), un mélange de saint-jacques et saumon cru au citron vert (mais servi tiède ce qui est moins à mon goût que froid), une petite salade des pêcheurs, un ragout de ris et rognons de veau Bercy remarquable avec des lamelles de carottes, navets et courgettes crues, originaux émincés. Encore qu'il ne figure point sur ce menu (et en passant je le dis tout net, un menu prix-fixe sans fromage ou avec le choix fromage ou dessert me paraît une faute) j'ai demandé à voir le

plateau. Honnête sans plus parce que les fromages français sont d'usage, alors que les suisses peuvent être admirables ! Mais le menu proposait encore sorbets et pâtisseries et, avec le café, d'excellents petits fours. Avec un Aligot « les Muralles » de M. Baudoux, cuisiné 1970 (58 F.S.) et un châteauneuf de Marbuzet 1976 au même prix, cela fit, à deux, une addition que les autochtones doivent trouver chère mais qui, par comparaison avec le moindre bistrot parisien à la mode était convenable.

A la carte j'ai remarqué le jambon cru de sanglier à l'os, la caillie des Dombes rôlée au pommard et gressons d'ail en chemise, un grain d'orange Vielle-France. Le succé qui s'installe au Bœuf m'enchantait. Sur un autre plan que celui du Bœuf rouge, il est mérité. Genève n'est pas à copier Paris et sa cuisine à la mode ; elle s'installe dans la pérennité.

LA REYNIÈRE.

Philatélie

FRANCE : La broderie
Parisi les 2 séries de timbres à figures postales sont dédiées à la broderie. Quand elle est pratiquée avec habileté, aux yeux de tous elle apparaît comme un « art ». Comme toute œuvre d'art, la broderie mérite d'être bien vue, plus, un timbre.

31 mars (13^e 00). Retrait prévu pour le 1^{er} octobre 1980.

110 F. bien, sera jeune et jeune clair.

Format 22 x 36 millimètres. Gravé par Claude Baley, d'après une œuvre de Toffoli. Tirage : 8000 000 d'exemplaires. Imprimerie nationale, Atelier du timbre de Paris.

Mise en vente anticipée :
— Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »
— Les 25 mars, de 9 h. à 12 h., à la R.F. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris-15^e, 5, avenue de Baze, Paris-7^e. Boîtes aux lettres spéciales pour « P. J. ».

Nouvelles brèves
● BENIN. — 2^e anniversaire de l'O.P.F. 8, 20 fr. et 50 fr. Dessins d'Assouline, Ojeda, Edita.
● GRECE. — Série « touristique » de quinze valeurs : 0,50 dr. Persepolis, 1 dr. Temple, 2 dr. Milet (Glaucias), 4 dr. ravins de Vitos, 5 dr. Mytilonaki (marais salants), 8 dr. Aqueduct de Loure, 7 dr. Samothrace, 8 dr. Silhouette de Chalcidiki, 10 dr. ravins de Samaria, 12 dr. Siphnos, 14 dr. Erymi, 18 dr. 100, 20 dr. Thassos, 30 dr. Paros et Kolymithres, et 50 dr. Kephaloniki.
● HAÏTI-VOLTA. — 100^e anniversaire de la naissance du docteur Eugène Jamot, 55 fr. Maquette de R. Naudouin, Ojeda, Edita.
● HONGRIE. — Les sept merveilles du monde, 40 fr. Les jardins suspendus de Sémiramide, 10 fr. Temple d'Artémis à Ephesus, 1 fr. Statue de Zeus, par Phidias, 2 fr. Mausolée à Halicarnasse, 3 fr. Le colosse de Rhodes, 4 fr. Pyramide d'Alexandrie, et 5 fr. Les pyramides d'Egypte. (2-30)
● JERSEY. — Série « Europa 80 » : 2 x 9 p. se tenant, tableau avec Charles II et le George Courtes et 2 x 11/2 p. se tenant dans le tableau avec sir Walter Raleigh et Paul Joy. (2-30)

MIETTES
● Semaine de cuisine anglaise, du 4 au 10 mars, aux Princes (restaurant de l'Hôtel Georges-V). Les chefs et maîtres d'hôtel du Grosvenor House, de Londres, viendront présenter, chaque jour, un plat du jour et une courte carte des bons plats anglais, qui sont plus nombreux que l'on imagine, de la wale soupe de tortue au steak and oyster pudding en passant par la sole de Douvres. Et, bien entendu, les merveilleux fromages du pays. Situation idéale.
● Conticini (rue Pierre-Le-Roux, 77) est désormais fermé dimanche et lundi.
● Paul Bocuse a mis au point une série de poêles, sauteurs et cocottes, soit en nickel massif soit en cuivre, mais de revêtement intérieur en aluminium poli, assurant de rares qualités de conductibilité et de conductibilité.

Environs de Paris
● BOIS DE BOULOGNE. — Vieux Galion. — 100^e anniversaire de la naissance du docteur Eugène Jamot, 55 fr. Maquette de R. Naudouin, Ojeda, Edita.
● SAINT-AUGUSTIN. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »
● SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »
● SEVRES-BABYLONE. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »
● NEUILLY (Métro Sablon). — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »
● HALLES DE RUNGIS. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALÉSIA LA BONNE TABLE, 62, rue Priant, 539-74-91. - Spécialités poissonnières. L'ARVERNE, 62, r. d'Alsace, 542-14-27. - F. dim. 19 h. à 23 h. Cuisine bourgeoise. AUTEUIL MICHEL PASQUET, 38-39-41, 50, r. la Fontaine. F.R. D. Menu d'été. AVRON BIBATES, 6, r. Planchet, F/Mardi 770-41-02. Spéc. porc. F.M. 60 F. BATIGNOLLES INDE SIUS CONTINENT, 387-53-32. 17, rue Darcet. Spéc. spécial. F/Inuit. BATIGNOLLES-ROME EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-53-32. F/Mardi soir, mercredi jusqu'à 100 conv. Poêle, charnière. CHAMBRE DES DÉPUTÉS L'ÉTOILE, 17, rue Darcet. Spéc. spécial. F/Inuit. CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN, 71, r. France, 1^{er} 539-53-01. Jueq. 22 h. Cadre élég.</p>	<p>Avenue des Champs-Élysées N° 145 COPENHAGUE, 1^{er} étage, FLORA DANICA, sur son agréable jardin. E.L.Y. 20-41. ÉTOILE LE RUDE, 11, av. Gde-Armée, 558-15-21. F/dim. soir. Menu 70 F. T.C. FAUBOURG MONTMARTRE N° 4 LA CRÔTE D'ALSACE, 59-59-18. Banc d'huîtres. Choucroute. GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Trévise, 543-14-84. Spéc. F/dim. GARE DU NORD A deux pas de la Gare du Nord, restaurateur-vois de 11 h. à 2 h. du matin dans les cabines d'un célèbre transatlantique F.M. 60 F. T.C. A LA VILLE DE DONNERQUE, 24, r. de Dunkerque 117^e, 578-55-47. GRANDS BOULEVARDS L'ÉTOILE, 8, r. Bouteville, 770-61-00. F/dim. Spéc. Océan. Menu 60 F. s. INVALIDES NUIT DE ST-JEAN, 25, r. Surocouf, 551-61-49. F/d. Cassoulet, coq au vin.</p>	<p>ÎLE SAINT-LOUIS LA CHAUMIÈRE EN L'ÎLE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 354-27-34. F/L et Mar. midi. Park. Pont-Marie-Notre-Dame. Turf de cendrier. Fois gras maison. Poissons. Not. séries d'agneau. LES HALLES ÎLE DE LA REUNION, 118, r. St-Honoré, 232-30-51. F/Inuit. Spéc. de cary. CAVEAU P-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XIII^e. Rue Coquillière N° 16 - ALBACE AUX RALLER, 236-24-24. Jour et nuit. Spéc. rég. Rue Étienne-Marcel N° 12-CHÈRE PIERROT (ex-Montoli) même cuisine. 508-17-04. MADELEINE LA MENARA, 5, bd de la Madeleine, 742-06-82. F/dim. Spéc. marocaine. MONTMARTRE CHÈRE HANSI, 3, place du 18-Juin, 545-56-52. Grande brasserie blanc. RESTAURANT MONTMARTRE 25 Paris-Sheraton Hôtel, 18, rue du Cat-Mouchotte, Paris 4^e, 260-35-11.</p>	<p>MONTROUS Restaurant du Parc Montsouris LE JARDIN DE LA PARESSIE 20, r. Gassan (14^e), 588-38-52. Bar-brasserie. Ouv. 11 h. Jueq. 2 h. mat. OPÉRA PIERRE, place Caillon, 263-87-04. F/dim. Spéc. Sud-Ouest. Menu 60 F. PANTHÉON AUX ÎLES PHILIPPINES 633-18-59 17, rue Leprieux (9^e) (Panthéon). Parking Soufflot (sortir en fond de park. r. Saint-Jacques). Ouv. 11 h. dim. et après minuit. Fermé lundi. PICPUS LA PALETTE, 307-44-27, 58, boulevard de Picpus. Spécialités poissonnières. PLACE CLICHY WEPLER, 14, pl. Clichy, 522-53-39. Son banc d'huîtres, ses poissons. PLACE PEREIRE N° 9 DESSIRIER, maître cuisinier Jueq. 1 h. du matin. 784-74-14. T.J. Poissons grillés, ses épices. PLACE DU TERTRE N° 15 LA CREMAILLÈRE 1980. Fruits de mer, poissons. 606-53-50.</p>	<p>PORTE D'ORLÈANS LE FRIANT, 40, r. Priant, 539-59-55. F/dim. Spéc. Périgourd, et poissons. RÉPUBLIQUE-BASTILLE LES REPAIRS DE CARTOUCHE 700-35-59. 6, bd 2^e-du-Capitaine-23. Fermé le dimanche. SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-22-82. Cassoulet, 45 F. Conf. 65 F. SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS OUI, 6, rue Maillon, 354-87-61. Brelle de 20 h. à 2 h. du matin. LE PETIT ZINC, 25, r. de laun, 1^{er} ODR. 77-34. Bûche. Fois. Vio pays. Environs de Paris ● BOIS DE BOULOGNE. — Vieux Galion. — 100^e anniversaire de la naissance du docteur Eugène Jamot, 55 fr. Maquette de R. Naudouin, Ojeda, Edita. ● SAINT-AUGUSTIN. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. » ● SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. » ● SEVRES-BABYLONE. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. » ● NEUILLY (Métro Sablon). — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. » ● HALLES DE RUNGIS. — Les 25 et 30 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-15^e. — Obligation « P. J. »</p>
---	--	---	--	--

ET DU TOURISME

échecs

UN TEMPS DE PLUS

bridge

LA BALANCE DE GALILÉE

scrabble

SUR QUELQUES ARPENTS DE NEIGE

les grilles

du week-end

MOTS CROISÉS

N° 83

Horizontalement

1. Une sorte de montagne en France. 2. Un pays d'Europe. 3. Un pays d'Europe. 4. Un pays d'Europe. 5. Un pays d'Europe. 6. Un pays d'Europe. 7. Un pays d'Europe. 8. Un pays d'Europe. 9. Un pays d'Europe. 10. Un pays d'Europe. 11. Un pays d'Europe. 12. Un pays d'Europe. 13. Un pays d'Europe. 14. Un pays d'Europe. 15. Un pays d'Europe. 16. Un pays d'Europe. 17. Un pays d'Europe. 18. Un pays d'Europe. 19. Un pays d'Europe. 20. Un pays d'Europe. 21. Un pays d'Europe. 22. Un pays d'Europe. 23. Un pays d'Europe. 24. Un pays d'Europe. 25. Un pays d'Europe. 26. Un pays d'Europe. 27. Un pays d'Europe. 28. Un pays d'Europe. 29. Un pays d'Europe. 30. Un pays d'Europe. 31. Un pays d'Europe. 32. Un pays d'Europe. 33. Un pays d'Europe. 34. Un pays d'Europe. 35. Un pays d'Europe. 36. Un pays d'Europe. 37. Un pays d'Europe. 38. Un pays d'Europe. 39. Un pays d'Europe. 40. Un pays d'Europe. 41. Un pays d'Europe. 42. Un pays d'Europe. 43. Un pays d'Europe. 44. Un pays d'Europe. 45. Un pays d'Europe. 46. Un pays d'Europe. 47. Un pays d'Europe. 48. Un pays d'Europe. 49. Un pays d'Europe. 50. Un pays d'Europe. 51. Un pays d'Europe. 52. Un pays d'Europe. 53. Un pays d'Europe. 54. Un pays d'Europe. 55. Un pays d'Europe. 56. Un pays d'Europe. 57. Un pays d'Europe. 58. Un pays d'Europe. 59. Un pays d'Europe. 60. Un pays d'Europe. 61. Un pays d'Europe. 62. Un pays d'Europe. 63. Un pays d'Europe. 64. Un pays d'Europe. 65. Un pays d'Europe. 66. Un pays d'Europe. 67. Un pays d'Europe. 68. Un pays d'Europe. 69. Un pays d'Europe. 70. Un pays d'Europe. 71. Un pays d'Europe. 72. Un pays d'Europe. 73. Un pays d'Europe. 74. Un pays d'Europe. 75. Un pays d'Europe. 76. Un pays d'Europe. 77. Un pays d'Europe. 78. Un pays d'Europe. 79. Un pays d'Europe. 80. Un pays d'Europe. 81. Un pays d'Europe. 82. Un pays d'Europe. 83. Un pays d'Europe. 84. Un pays d'Europe. 85. Un pays d'Europe. 86. Un pays d'Europe. 87. Un pays d'Europe. 88. Un pays d'Europe. 89. Un pays d'Europe. 90. Un pays d'Europe. 91. Un pays d'Europe. 92. Un pays d'Europe. 93. Un pays d'Europe. 94. Un pays d'Europe. 95. Un pays d'Europe. 96. Un pays d'Europe. 97. Un pays d'Europe. 98. Un pays d'Europe. 99. Un pays d'Europe. 100. Un pays d'Europe.

مكتبة الأنا

Jeux

échecs N° 855

UN TEMPS DE PLUS

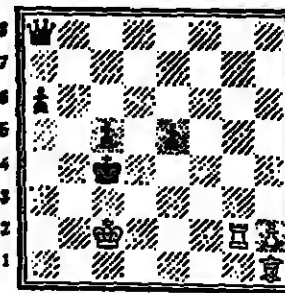
(57^e Championnat de l'U.R.S.S., première ligne, France, 1979)
Blancs : DOLMATOV
Noirs : ANIKAEV
Défense sicilienne
Variante de Scherewinski

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Fc7 4. Cxd4 Cxd4 5. Cc3 Cc6 6. Fd3 Fd7 7. e5 e6 8. Fc4 Fc7 9. Fd3 Fd7 10. e5 e6 11. Fc4 Fc7 12. e5 e6 13. Fc4 Fc7 14. e5 e6 15. Fc4 Fc7 16. e5 e6 17. Fc4 Fc7 18. e5 e6 19. Fc4 Fc7 20. e5 e6 21. Fc4 Fc7 22. e5 e6 23. Fc4 Fc7 24. e5 e6 25. Fc4 Fc7 26. e5 e6 27. Fc4 Fc7 28. e5 e6 29. Fc4 Fc7 30. e5 e6 31. Fc4 Fc7 32. e5 e6 33. Fc4 Fc7 34. e5 e6 35. Fc4 Fc7 36. e5 e6 37. Fc4 Fc7 38. e5 e6 39. Fc4 Fc7 40. e5 e6 41. Fc4 Fc7 42. e5 e6 43. Fc4 Fc7 44. e5 e6 45. Fc4 Fc7 46. e5 e6 47. Fc4 Fc7 48. e5 e6 49. Fc4 Fc7 50. e5 e6 51. Fc4 Fc7 52. e5 e6 53. Fc4 Fc7 54. e5 e6 55. Fc4 Fc7 56. e5 e6 57. Fc4 Fc7 58. e5 e6 59. Fc4 Fc7 60. e5 e6 61. Fc4 Fc7 62. e5 e6 63. Fc4 Fc7 64. e5 e6 65. Fc4 Fc7 66. e5 e6 67. Fc4 Fc7 68. e5 e6 69. Fc4 Fc7 70. e5 e6 71. Fc4 Fc7 72. e5 e6 73. Fc4 Fc7 74. e5 e6 75. Fc4 Fc7 76. e5 e6 77. Fc4 Fc7 78. e5 e6 79. Fc4 Fc7 80. e5 e6 81. Fc4 Fc7 82. e5 e6 83. Fc4 Fc7 84. e5 e6 85. Fc4 Fc7 86. e5 e6 87. Fc4 Fc7 88. e5 e6 89. Fc4 Fc7 90. e5 e6 91. Fc4 Fc7 92. e5 e6 93. Fc4 Fc7 94. e5 e6 95. Fc4 Fc7 96. e5 e6 97. Fc4 Fc7 98. e5 e6 99. Fc4 Fc7 100. e5 e6

NOTES
a) Anikaev suit la même ligne de jeu qu'il adopta dans sa partie contre Geller (n° 948), la formation de l'île de pions d'infériorité : 9. Fd3, 10. e5, 11. Fc4, 12. e6, 13. Fd3, 14. e5, 15. Fc4, 16. e6, 17. Fd3, 18. e5, 19. Fc4, 20. e6, 21. Fd3, 22. e5, 23. Fc4, 24. e6, 25. Fd3, 26. e5, 27. Fc4, 28. e6, 29. Fd3, 30. e5, 31. Fc4, 32. e6, 33. Fd3, 34. e5, 35. Fc4, 36. e6, 37. Fd3, 38. e5, 39. Fc4, 40. e6, 41. Fd3, 42. e5, 43. Fc4, 44. e6, 45. Fd3, 46. e5, 47. Fc4, 48. e6, 49. Fd3, 50. e5, 51. Fc4, 52. e6, 53. Fd3, 54. e5, 55. Fc4, 56. e6, 57. Fd3, 58. e5, 59. Fc4, 60. e6, 61. Fd3, 62. e5, 63. Fc4, 64. e6, 65. Fd3, 66. e5, 67. Fc4, 68. e6, 69. Fd3, 70. e5, 71. Fc4, 72. e6, 73. Fd3, 74. e5, 75. Fc4, 76. e6, 77. Fd3, 78. e5, 79. Fc4, 80. e6, 81. Fd3, 82. e5, 83. Fc4, 84. e6, 85. Fd3, 86. e5, 87. Fc4, 88. e6, 89. Fd3, 90. e5, 91. Fc4, 92. e6, 93. Fd3, 94. e5, 95. Fc4, 96. e6, 97. Fd3, 98. e5, 99. Fc4, 100. e6

blancs, les Blancs valent démon-
strer la correction de leur sacrifice
de T.
(1) Dans la variante sur le thème
de reprendre leur sacrifice par
Dh4+, les Blancs ont choisi la
22. Rb1, Cxg3, 23. bxc3, Fxg3, 24.
Rd2+, Dd2+, 25. Rb1, Dd2, 26.
Rd2, Dd2, 27. Td2 menaçant 28.
Rd2, 29. Td2, 30. Cxg3, 31. Dd2, 32.
Dd2+, 33. Dd2, 34. Dd2, 35. Dd2, 36.
Dd2, 37. Dd2, 38. Dd2, 39. Dd2, 40.
Dd2, 41. Dd2, 42. Dd2, 43. Dd2, 44.
Dd2, 45. Dd2, 46. Dd2, 47. Dd2, 48.
Dd2, 49. Dd2, 50. Dd2, 51. Dd2, 52.
Dd2, 53. Dd2, 54. Dd2, 55. Dd2, 56.
Dd2, 57. Dd2, 58. Dd2, 59. Dd2, 60.
Dd2, 61. Dd2, 62. Dd2, 63. Dd2, 64.
Dd2, 65. Dd2, 66. Dd2, 67. Dd2, 68.
Dd2, 69. Dd2, 70. Dd2, 71. Dd2, 72.
Dd2, 73. Dd2, 74. Dd2, 75. Dd2, 76.
Dd2, 77. Dd2, 78. Dd2, 79. Dd2, 80.
Dd2, 81. Dd2, 82. Dd2, 83. Dd2, 84.
Dd2, 85. Dd2, 86. Dd2, 87. Dd2, 88.
Dd2, 89. Dd2, 90. Dd2, 91. Dd2, 92.
Dd2, 93. Dd2, 94. Dd2, 95. Dd2, 96.
Dd2, 97. Dd2, 98. Dd2, 99. Dd2, 100.
Dd2

ETUDE
J. MANDIN
(1249)
BLANCS (4) : Rc2, Tc2, Fh1, Fh2
NOIRS (5) : Rc4, Dc3, Fc6, Fc5, f5.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.



bridge N° 852

LA BALANCE DE GALULA

Il semble impossible de trouver la troisième levée, ou une fin de coup assez rare permet d'y parvenir.
A D 7 3 2
V D 10 3 2
A 3 2
V 10 8
A R 3 2
10 9 8 7
6 5
N O
E S
A R 9 8 5
7 8 5 4
9 8 7 6
R 9 8 5 4
D V 10 5 4
D V 4
Ouest entame trèfle et Sud gagne le GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense.

Réponse :
Voilà le raisonnement : on peut arriver à 12 levées en affranchissant par deux coups les deux 10 des couleurs rouges, mais la troisième levée n'est possible qu'en sautant les cartes maltraitées et à pique. En effet, malgré ses huit couleurs, Est (après deux défenses aux trèfles et deux autres sur deux coups d'autout) est obligé, sur la troisième levée, de jouer un cœur ou un carreau. C'est de cette carte qu'il faut se débarrasser pour affranchir les deux couleurs des cœurs ou des carreaux. Toutefois il faudra, suivant cette défense, pouvoir rester en Nord ou prendre la main en Sud grâce à une levée bascule à l'autout. Voilà la solution du Dr Galula : le déclarant met l'as de trèfle et rejoue trèfle pour le valet de trèfle. Le 9 de pique est joué pour

le 10 et l'as. Sud revient en main par la dame de trèfle. Il rejoue le 4 de pique sur le 6 et le 7 (car il ne faut à rien que Ouest mette le valet). Sud joue alors la dame de pique pour serrer Est qui a :
A 9 8 7
1^{er} cas : Est défend cœur : Nord garde alors la main afin d'affranchir tous ses cœurs, grâce à deux coups à cœur (avec le 8 de pique et le 10 de pique).
2nd cas : Est défend carreau : Sud prend la dame de pique avec le roi de pique afin d'être en main pour affranchir les carreaux grâce à deux coups (avec le 2 de pique et le 3 de pique).
Assurance tous risques
Sud on fait le plan de jeu, Nord toujours doit de chercher

Ann. : N. don. N-S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Kebela Guitta Murray Potter
1^{er} passe 3 SA...
Ouest ayant entamé le 5 de trèfle pour le valet de trèfle du mort, le 4 de trèfle d'Est et le 2, le déclarant a ensuite tiré l'as de trèfle sur lequel Est a fourni le 8 de trèfle et Ouest le 3. Comment Potter, en Sud, a-t-il gagné TROIS SAWS ATOUT contre toute défense ?
Note sur les enchères :
Une réponse de « 3 SA » sur l'ouverture de Un d'une couleur indique exactement 14 à 16 points avec une distribution régulière. Il est bon, en effet, que les tours d'enchères, que l'on perd alors, soient compensés par la précision du renseignement fourni.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble N° 80

SUR QUELQUES ARPENTS DE NEIGE

FESTIVAL DE DJERRA
CLUB MEDITERRANEE
5 février 1980.

Le dictionnaire en vigueur est le FLI (Petit Larousse Illustré) de l'année. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le dictionnaire indique parfois un tirage spécifique que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le scrabble francophone est en passe de mériter vraiment son nom : trois clubs de l'ouest pratiquent le jeu depuis des années, le plus actif étant celui de l'Université de Montréal, qui, chaque semaine, rassemble une trentaine de scrabbleurs. Citons les canadiens acceptables au scrabble, et dont la plupart ont fait leur apparition dans le FLI 1975 : ABATIS (terroir pas totalement essouché), ATOCA (avril cannoberge), AVIONNERIE (usine aéronautique), BATTURE (rivage découvert à marée basse), BLAVETIERE (terroir où pousse la graminée dite blave), BOUSCUEIL (amoncellement chaotique de glaces), FRASIL (pellicule de glace), GOGU (passereau), JOUAL (pluriel scrabbleux abusif), JOUAUX (dialecte chavol), MAGASINER (vt, faire ses courses ; disparu du FLI sans raison bien précise en 1978), RAQUETTEUR (pas de féminin ; la femme reste au foyer ?), TIRE

N°	TIRAGE	MOT RETENU	REF.	POINTS
1	ZEUBIX ?	BOULEUX	H 7	53
2	8 + SIMBAO	BOULEUX	H 7	40
3	0 + MERSIV	BOULEUX	H 7	28
4	0 + N T A	BOULEUX	H 7	28
5	HEALLOE	BOULEUX (a)	H 4	98
6	PEAOION	BOULEUX	2 A	97
7	PNETEEA	BOULEUX	2 A	80
8	WASTOV	BOULEUX	2 F	72
9	WETTO + NT	BOULEUX	2 A	32
10	WET + T + T	BOULEUX (b)	H 1	34
11	LOTTAT	BOULEUX	H 1	32
12	ALJDSF	BOULEUX	H 1	32
13	FR + CHAON	BOULEUX	O 4	32
14	PUIT + K	BOULEUX	A 12	30
15	QUIT + K	BOULEUX	A 12	33
16	UT + K + N	BOULEUX	A 12	33
17	GRU + I + O	BOULEUX	5 J	38
18	SIR + N + D	BOULEUX	F 9	30
19	DL + RU + T	BOULEUX (c)	M 10	25
20	GRUE + D	MUL(A)BDES (d)	15 F	90
21	EDOW	BOULEUX	M 1	22
		CODE	1 G	15
		TOTAL		997

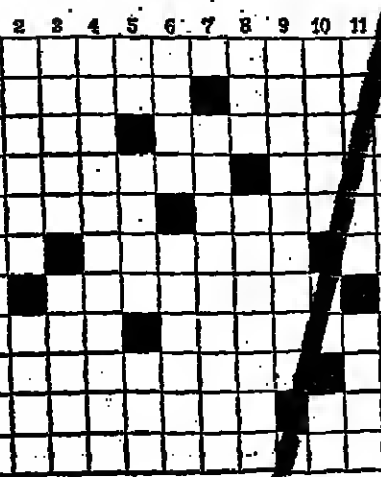
(franchise au sucre d'érable).
TRAVERSIER (jerry-boar).
Les personnes qui s'intéressent au Scrabble au Canada peuvent s'adresser à J.-P. Samson ou M. Richard, universités de Montréal, P.O. 630, CP 6210, Succ. A H3C 3V1 Montréal, 16. 343-75-38.
NOTES
a) RAYONNE, 2^e orné de rayons, disposé en forme de rayon. b) compétition ouverte aux amateurs et aux professionnels (FLI 1980). c) balle détruite par le 10 ; cf. l'anglais « atton ». d) casse née du canard mutiné et de la casse commune au levage ; même étymologie que mulâtre (vient de « mulet » coulé comme hybride).
RESULTATS : 1. Lavigne (Belgique), 2. Deland (Maroc), 3. Platel, 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.
PENTASCRABBLE N° 80
de Robert Fournier
(Courthézon)
Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de sept lettres, le premier mot passant obligatoirement par l'étoile

Les cinq mots à trouver doivent utiliser toutes les lettres de chaque tirage.
A I O B D R S
E G N S T T
A E N R S V
A B O U L R
A O E O J N
Solution proposée : 647 points.
SOLUTION DU PROBLEME N° 19
PERDRE H 3, 12 ; PUISATES, 3 H, 7 ; HUN (MURDER, 2 H, 6 ; REALISE, 1 H, 12 ; BASSITES, 1 H, 16). Total : 513.
Tournois homologués : Lille, Holiday Inn-Lesquin, 16 mars, à 10 h 30 ; 141 (30) 90-97-92. — Caen, Novotel, 23 mars, à 10 h 15 ; tel. : (31) 55-00-22.
Week-end de scrabble au château de Robins (Lure), 21-23 mars, Club Méditerranée ; tel. : 261-55-00, p. 35-70. Prix : 400 F.
Contrat de 2^e que nous avons annoncé dans notre dernière chronique, c'est le 21 et le 22 juin que la finale de la Journée du scrabble aura lieu au château de Seillac, Lot-et-Garonne (entre Berault et Ozenai).
Les Portiers Fourchichin-Piat ont remporté le championnat de Belgique international par paires.
MICHEL CHARLEMAGNE
* Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, F.F.Sc., 137, rue des Pyrénées, 75029 Paris.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 83
Horizontalement
1. Une sorte de morque si l'on croit la chanson. — II. Ciel : Des dieux d'ailleurs arrangés. — III. Parvenus : Avec lui on est vite engagé. — IV. Des lois, dans un certain esprit : Cultive son jardin. — V. Il tourne, c'est lui ce qu'il suit. — VI. Prépa-
tion : Fureur méprisante ; Participe du mot dédain. — VII. Merveilleux : VIII. Démontre par son élève : Passe après la machine. — IX. Imprégnation : Les vilains surtout. — Note : X. On lui a redonné de la couleur. Pour en être content, il a mérité quelques considérations.

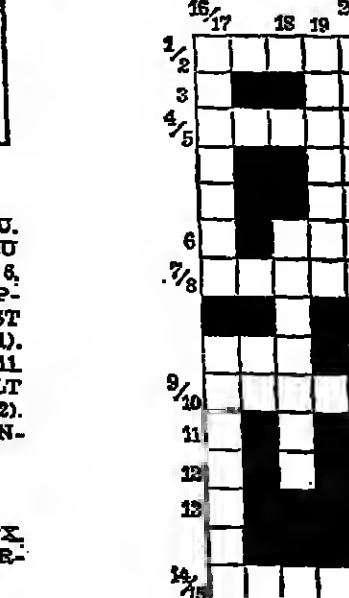


Verticalement
1. Artifice de l'esprit d'essoufflement. — 2. Désigné comme rapporteur. — 3. Obéit : Exigé spécial. — 4. Demeure dans l'attente. — 5. En l'air : En l'air : Dans une goulue. — 6. On le passe : Conduite. — 7. La compagnie leur fait défaut. — 8. De bas en haut, c'est un ras de sol : N'ont pas leur bon sens. — 9. Sont convulsés. — 10. Reste : Personnel : Tous la culture en abrégé. — 11. C'est à favoriser la mère de tous les vices : Pht. — 12. Manifeste.
SOLUTION DU N° 82
Horizontalement
1. Désespérantes. — II. Imagier : Verra. — III. Salués : Just. — IV. St. : Renseignés. — V. Icière : Ana. — VI. Diabète : Cures. — VII. Epi : Baïssa. — VIII. Nana : Conserve. — IX. Ci-vilité : San. — X. Eternelle-ment.
Verticalement
1. Dissidence. — 2. Emanopait. — 3. Sol : Tente. — 4. Egare : Arr. — 5. Sûreté : On. — 6. Ré-ner : Cha. — 7. Ère : Ebon. — 8. Rex : Anel. — 9. As : Incl-see. — 10. Neigeuse. — 11. Trans-verse. — 12. Ère : Eron. — 13. Saisissant.
FRANÇOIS DORLEY.

ANA-CROISÉS (*)

N° 83
Les ana-croisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'ana-croisés possibles, mais impli-quant sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré (les mots propres ne sont pas admis).
SOLUTION DU N° 82
Horizontalement
1. BEGGIOTU. — 2. AEGILSU. — 3. AEGNERT. — 4. BEGILARU (+ 3). — 5. DEEMINN. — 6. AEGNANTU (+ 1). — 7. KEEPRSU (+ 1). — 8. AEGINST (+ 4). — 9. AACEEIL (+ 1). — 10. AEGIORT (+ 2). — 11. AEGINER (+ 4). — 12. AEGILIT (+ 2). — 13. DELORSU (+ 2). — 14. AEGIMNE. — 15. EEN-FRT (+ 2).
Verticalement
16. AEGORSE. — 17. AEGNERTX. — 18. DELORRU. — 19. BEG-
* Jeu déposé.

TUUV. — 20. AEGMORS. — 21. AACEDIN. — 22. ACEEHN. (+ 1). — 23. EENOPS (+ 4). — 24. AEGILRE (+ 1). — 25. AEGINST (+ 4). — 26. AEGIMNS (+ 3). — 27. BDEERR. — 28. AABILAN. — 29. BEFFIRU. — 30. DEEMISU (+ 3). — 31. CEEIIST.
SOLUTION DU N° 82
Horizontalement
1. MANIAQUE. — 2. ESCOBAR. — 3. ESPADON. — 4. ANOR-DIRA. — 5. TALAPOIN (PLI, 74). — 6. IVOIRES (VOIRIES). — 7. ELECTIF. — 8. GRA-PHITES. — 9. BUCCAUX. — 10. AORTITE (OTERAIT TO-REAIT). — 11. ETENDOIRS. — 12. AEROSTAT. — 13. ESPON-TON. — 14. TAPESUS (PA-TEUSSES).
Verticalement
15. MAESTRIA (MARIATES MATERAIS RETAMAIS TAMI-SERA). — 16. VIDUITES. — 17. NAPOLEON. — 18. RIGAUDON. — 19. ECHARESE (ESCHARE SECHERA). — 20. SPORULAI. — 21. TRILOBE. — 22. CREATES (ACRETES CASTRES CERASTE ECARTES ECETAS SECRETA TRACES). — 23. ABBITAT (BATTAT). — 24. SIESTES (TISSEES). — 25. CREATIF (REACTIF). — 26. PEYOTLS.
MICHEL CHARLEMAGNE
et CATHERINE TOFFIER.



16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31.
1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31.

SCIENCES

La fondation Fyssen favorisera des recherches sur les mécanismes logiques du comportement animal et humain

« Promouvoir sous toutes ses formes l'analyse scientifique des mécanismes logiques du comportement animal et humain et de leur développement ontogénétique et phylogénétique » (1) : tel est l'objet de la fondation Fyssen, qui a été reconnue d'utilité publique en 1979 et dont les activités vont commencer. « Le but de la fondation », a expliqué M. Héraklides Fyssen, industriel qui l'a créée, est de soutenir toutes les recherches qui permettront de rendre rigoureux et précis ce domaine fondamental et qui fait appel à des disciplines telles que l'éthologie, la psychologie, la physiologie, la psychologie, la logique et les sciences du système nerveux.

En dépit d'une telle pluridisciplinarité, a souligné M. Jean-Pierre Changéux, professeur au Collège de France et vice-président du conseil scientifique de la fondation, les soutiens financiers que celle-ci pourra apporter viseront avant tout à encourager des recherches qui devraient aboutir à des résultats « concrets et objectifs ».

La fondation est originale à plus d'un titre, ont souligné ses principaux responsables. Le conseil scientifique, par exemple, dont les membres sont nommés pour une durée limitée (quatre ans, renouvelable une fois), devra rassembler au moins trois chercheurs étrangers (désignés par l'Académie des sciences américaine, le Royal College de Londres et l'Institut Max-Planck) et comprendre trois scientifiques de moins de quarante ans à la date de leur nomination. Surtout, la fondation se propose de soutenir les individus avant les institutions. Dans l'ordre de priorité,

(1) Le développement ontogénique concerne l'individu et le développement phylogénétique l'évolution des espèces.

● RECTIFICATIF. — A la fin de l'article, paru dans le Monde du 7 mars sur le séisme d'Arad, il a été écrit, dans nos premières éditions, que la poussée de l'Afrique chassait l'Espagne vers le nord-est. Le mouvement de l'Espagne se fait vers le nord-ouest.

les revenus de la fondation seront consacrés à un prix international, d'une valeur de 100 000 francs, destiné à récompenser chaque année un chercheur individuel, à des bourses d'études (destinées en particulier à de jeunes chercheurs français travaillant à l'étranger ou étrangers travaillant en France), à des subventions à des chercheurs isolés, à l'organisation de colloques ou à la publication d'ouvrages, et enfin au soutien de laboratoires ou d'équipes de recherches.

★ Fondation Fyssen, 134, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 397-53-16. Cette année, les demandes de bourses doivent être déposées avant le 15 mai et les propositions pour le prix (on ne peut être candidat soi-même) avant le 1^{er} septembre.

Selon un journal de Salt-Lake-City

LES ESSAIS NUCLÉAIRES DU NEVADA ENTRE 1951 ET 1960 ONT FAIT DES VICTIMES

Salt-Lake-City (Nevada) (A.F.P.). — Un comité spécial de la Maison Blanche estime que les essais nucléaires atmosphériques qui ont eu lieu entre 1951 et 1960 dans le désert du Nevada ont « très probablement causé un petit nombre de décès ou de maladies pour lesquels le gouvernement (américain) doit accepter sa responsabilité », affirme le « Desert News » de Salt-Lake-City.

Le journal affirme avoir en sa possession un rapport confidentiel de cinquante-sept pages qui aurait été soumis au président Carter. Ce rapport proposerait qu'une loi soit mise au point pour indemniser les personnes victimes de cancers provoqués par les explosions nucléaires. Près d'un millier d'habitants ou d'anciens résidents du sud de l'Utah, de l'est du Nevada et du nord de l'Arizona ont, rappelle le quotidien, réclamé environ 2 milliards de dollars au total de dommages et intérêts au gouvernement.

ÉDUCATION

APRÈS LES INCIDENTS A L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES

« La seule solution est de chasser nous-mêmes les trafiquants de drogue »

nous déclare M. Pierre Merlin

M. Pierre Merlin, président de l'université de Paris-VIII (Vincennes), revient sur les incidents qui se sont produits au début de la semaine sur le campus de l'université (« Le Monde » du 5 mars). Des étudiants s'étaient opposés au

contrôle des cartes, décidé par le conseil de l'université, afin de lutter contre la recrudescence du trafic de drogue. Par la suite, le conseil avait repris sa décision. La section de Paris de la Fédération de l'éducation nationale déplorait ce revire-

ment, de même que l'union régionale parisienne de la C.F.D.T., pour qui cet abandon du contrôle des cartes « ne règle rien ». M. Merlin, qui est en désaccord avec son conseil d'administration, répond à nos questions.

« Vous vous êtes verbalement déclarés en faveur de votre conseil en regrettant la décision qu'il avait prise de ne plus opérer le contrôle des cartes d'étudiants. Comment expliquez-vous cette différence d'appréciation ?

— C'est vrai. Je n'ai pas compris les attitudes successives du conseil de l'université au cours de ces deux semaines. Ce problème du trafic de drogue, qui a défrayé la chronique et nouveau, nous avions réussi à le régler en 1977, malgré une campagne de presse hostile, amorcée alors par notre ministre à la tribune du Sénat. C'est nous qui avions arrêté les premiers trafiquants armés, les avions rendus à la police, relayés activement par la brigade des stupéfiants. Depuis trois ans, l'action de quelques membres du personnel a suffi à éviter une nouvelle crise jusqu'à ces dernières semaines.

« En 1980, face au même problème, trois attitudes sont possibles. Tolérer le trafic : ce serait intolérable. Faire appel à un soutien extérieur (contrôle par des vigiles) : c'est un aveu d'échec. Faire front nous-mêmes et chasser les trafiquants. Je pense que c'est la seule solution, même si cette tâche n'est pas celle d'universitaires, même si elle est désagréable et dangereuse. Beaucoup de Vincennais refusent les trois solutions à la fois. Ils ne veulent pas choisir. Le 25 février, le conseil, sur proposition de la minorité aux sympathies « gauchistes » mais cachées, a subitement changé l'appel à l'externe, le contrôle des cartes d'étudiants par des vigiles rectoraux, menace de fermeture de l'université. Mon intervention a été la seule à souligner les risques de ce choix. Mais la décision du conseil a été quasi-unanime.

Quelques dizaines d'étudiants s'agitant alors, en démentant quelques centaines dans une as-

semblée générale où l'insulte et la fausse nouvelle tenaient lieu de débat. Et le conseil revient à une voix de majorité, mais c'est une de trop sur ses positions de la semaine précédente sans proposer aucune solution de rechange. Ce n'est pas une attitude responsable. Si le trafic de drogue reprend — il a pour l'instant repris — il faudra que le conseil définisse enfin ses choix et les fasse respecter. Je persiste à penser que l'auto-organisation est la seule bonne solution. Pour-quoi les étudiants et les enseignants n'opéreraient-ils pas eux-mêmes un contrôle des cartes ? Si les Vincennais ne peuvent plus, comme toujours dans le passé, assurer leur propre défense, il n'y a plus de franchises universitaires possibles. Il n'y a plus de projet commun que les Vincennais tiennent à défendre. Quel autre échec ce serait !

« En somme, vous n'êtes d'accord ni avec votre conseil ni avec les étudiants qui vous reprochent de nous faire le complice des « flics » et de la « répression ».

— Il ne faut pas voir l'arbre qui masque la forêt. Ce ne sont jamais que 2 à 3 % des étudiants qui ont manifesté violemment leur hostilité. Il est navrant que le conseil de l'université ait capitulé devant une minorité, parmi laquelle on retrouve les habitants pécheurs en eau trouble, pas toujours vincennais d'ailleurs.

« Il est toujours dangereux d'invoquer la « majorité silencieuse », mais l'immense majorité des étudiants ne se sentent aucune indulgence pour des trafiquants de drogue extérieurs à l'université. Elle ne peut accepter l'absurde amalgame selon lequel un contrôle des cartes d'étudiant viserait plus les étudiants étrangers — faut-il rappeler que Vincennes est, de très loin, l'université française qui en accueille le plus (40 %) — que

les étudiants français. Elle ne peut tolérer les trafics et les faux.

« L'immense majorité est satisfaite que le souk ait été chassé hors des portes du campus (ce fut une épreuve de force, y compris physique), que l'université soit enfin à peu près propre, que des fresques peintes par les étudiants remplacent les inscriptions à la « bombe », que les non-bacheliers admis à s'inscrire soient effectivement des salariés, pour qui Vincennes est faite, et non des « collés du bac » présentant de faux certificats de travail. Ce n'est pas être « complice de la répression » que de rendre l'université à sa destination.

« Quel est aujourd'hui le premier problème pour l'université de Paris-VIII ?

— Je dirai qu'il y a, dans le temps, une succession de problèmes à résoudre. Dans les semaines qui viennent, ne pas laisser les trafiquants du milieu reprendre possession de Vincennes. Dans les prochains mois, l'échéance du transfert. Je n'ai toujours pas accepté ce transfert imposé sur un site absurde de 23 hectares dont on peut mal cacher qu'il vise à la « mise au pas » de Vincennes. Les étudiants et les personnels non plus. Mais beaucoup d'enseignants y sont résignés au moins en privé. Certains — c'est le cas de la tête de liste de la minorité du conseil — qui rêvent d'exploiter, de toujours éviter, au cours de quatre mois de débat interne, d'avoir à participer à un vote sur ce sujet ; les mêmes ont encore été moqués dans le débat sur la drogue alors que certains de leurs collègues prenaient des positions courageuses.

« Mais le problème de fond de Vincennes est de redéfinir son projet pédagogique. Obtenir du ministère qu'il respecte le rapport de ses propres experts qui demandaient, après avoir « évalué » l'expérience de Vincennes, qu'on

ouvre largement les autres universités aux salariés, bacheliers ou non. Une fois transmis ce témoin de la vocation initiale de Vincennes, devenir l'université adaptée aux besoins de la société et non de l'économie — de la prochaine génération. Et pour cela, exiger d'abord que les enseignants remplacent les inscriptions à la « bombe » dans les premières années au lieu de se comporter en anciens combattants aigris de l'expérimentation de l'après 1968. »

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH.

A Toulouse

GRÈVE DANS NEUF CRÈCHES DE LA VILLE

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Le personnel des douze crèches collectives de Toulouse est mécontent de ses conditions de travail qui nuisent, selon lui, aux intérêts des enfants. Sur l'initiative de la C.F.D.T., une grève illimitée a débuté mardi 4 mars dans neuf d'entre elles. Tous les adhérents de la C.F.D.T., soit un peu plus de 50 % du personnel, ont suivi le mouvement : quatre crèches sont fermées, sauf pour les cas sociaux, cinq fonctionnent avec un personnel réduit.

Les responsables C.F.D.T. du personnel des crèches de Toulouse (puéricultrices, auxiliaires, employées) demandent que les effectifs de ces établissements soient augmentés et portés de treize à quinze pour être en harmonie avec les normes réglementaires qui exigent une employée pour cinq enfants en bas âge et une employée pour sept enfants qui marchent. Le syndicat souligne aussi que les employées en congé de maladie ou de maternité ne sont pas remplacées. — G. C.

Les chocs d'une déval

Le plus important choc de l'économie française, du 4 au 6 mars, a été celui de la dévaluation du franc. Les chocs d'une dévaluation de 6,6 % ont été ressentis par tous les Français. Les chocs d'une dévaluation de 6,6 % ont été ressentis par tous les Français.

Le plus important choc de l'économie française

Le plus important choc de l'économie française, du 4 au 6 mars, a été celui de la dévaluation du franc. Les chocs d'une dévaluation de 6,6 % ont été ressentis par tous les Français.

Le plus important choc de l'économie française

Le plus important choc de l'économie française, du 4 au 6 mars, a été celui de la dévaluation du franc. Les chocs d'une dévaluation de 6,6 % ont été ressentis par tous les Français.

BACCALAURÉATS COURS PRÉP. CANNOT

Vacances de l'été

Portez un grand nom.



Ca
Mettez votre nom s

En France ou à l'étranger, la Carte American Express est partout. Parce qu'elle vous offre tous les avantages et de toutes les cartes de crédit, elle vous offre le prestige American Express. La Carte American Express est acceptée dans des restaurants et de toutes les catégories, partout où vous soyez à l'étranger. Vous trouverez facilement les établissements qui l'acceptent. La Carte American Express permet de bénéficier d'un supplément de billets de train, etc. Pour une assurance automatique, attachez votre Carte American Express à votre passeport.

هكذا من الأصل

RELIGION

A DIJON

La jeunesse indépendante chrétienne féminine a réuni deux cents aumôniers de base

De notre correspondant

Dijon. — Pour la première fois dans l'histoire de la Jeunesse indépendante chrétienne féminine, mouvement français d'action catholique de jeunes filles de milieux indépendants fondé en 1935, l'équipe dirigeante, composée de quatre laïques, a réuni à Dijon, les 3, 4 et 5 mars, deux cents vingt aumôniers de base en présence de quatre évêques membres de la commission épiscopale spécialisée. Mgr Decourtray, évêque de Dijon, Mgr Donze, évêque de Lourdes-Tarbes, Mgr Deronet, évêque de Sées, Mgr Cornet, évêque du Puy.

« Engagés dans la même aventure de la foi », aumôniers et militantes ont gardé pendant longtemps leurs « distances ». Mais, petit à petit, l'autorité des prêtres a commencé à venir de moins en moins de leur rôle et de plus en plus de leur capacité à comprendre et à élargir la recherche des jeunes filles. Celles-ci, après le concile de Vatican II, ont pris conscience de leur identité et de ce qu'elles devaient apporter, comme femmes et comme jeunes.

Issues maintenant en grande majorité des classes moyennes et de la bourgeoisie nouvelle, elles ne veulent pas « s'insérer » dans un mouvement qui risque de les « noyer », mais préfèrent accorder la priorité à la recherche individuelle. Aussi déclarent-elles avoir plus besoin de prêtres « accompagnateurs » que de spécialistes.

« Que nous nous disions croyantes ou incroyantes, notre soit de vivre pleinement nous met en recherche de ce qui est solide dans notre vie », soulignent les responsables du mouvement. C'est pourquoi elles vont inviter les prêtres « témoins de ce qu'elles expriment de leur vie aujourd'hui » à « réfléchir à toutes les filles des milieux indépendants la dévotion offerte à notre monde en Jésus et faire partager au monde cette espérance ».

● RECTIFICATIF. — M. Jacques Le Brun nous demande de préciser que les cinquante intellectuels qui menacent de refuser toute collaboration scientifique avec les institutions ecclésiastiques (le Monde du 5 mars) ne sont pas tous chrétiens.

L'ASSOCIATION CREDO LANCE UNE PÉTITION DE SOUTIEN A JEAN-PAUL II

L'association Credo (1), « constatant les attaques dont Sa Sainteté Jean-Paul II est l'objet à la suite de la condamnation de théologiens hérétiques », lance une pétition de soutien au pape qui a déjà rassemblé plusieurs milliers de signatures.

Les signataires se disent notamment « émus par les attaques inqualifiables dont Votre Sainteté fait l'objet à la suite des menaces qu'elle a prises à l'égard de certains théologiens pour la sauvegarde du dogme catholique, ainsi que par la résistance qu'opposent des clercs et des laïcs à la mise en œuvre des directives fermes et claires qu'elle a données depuis son élévation au souverain pontificat pour réaliser l'indispensable redressement dans les domaines spirituel, moral, familial et social ».

(1) Credo, 20, passage des Râs 1-10, 75010 Paris.

AU COURS DE LEUR CONGRÈS

Les chefs d'établissements scolaires redoutent une dévalorisation de leurs fonctions

De notre envoyé spécial

Dijon. — La plus importante des organisations de chefs d'établissements scolaires réunit, du 6 au 8 mars, à Dijon, son congrès national. Frère de deux cents délégués représentant les quatre mille adhérents du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.) affilié à la Fédération de l'éducation nationale, débattant d'un projet de statut des chefs d'établissement.

« Nous ne sommes pas des missionnaires, mais des pédagogues qui croyons au service public d'enseignement », ce principal d'un collège de la banlieue parisienne a dû mal à expliquer pourquoi il a choisi de devenir chef d'établissement. Il avertit l'ambition, balaise le besoin d'hommes, mais reconnaît qu'il a peut-être des dispositions au contact, à l'échange, à l'animation d'un groupe : « J'avais envie de faire plus au niveau humain, je souhaitais aider des gens à vivre ensemble ».

Après dix ans de professorat de français, une jeune principale de collège avoue qu'elle a retrouvé un certain enthousiasme en devenant responsable d'un établissement. En même temps, elle a découvert les contraintes de nouvelles charges, de nouvelles responsabilités, alors que ses vacances diminuaient au profit d'une plus grande présence dans le collège.

« Ce rôle que nous assumons, explique un proviseur, comporte certes des servitudes, mais, heureusement, procure aussi des moments de joie. Il ne s'agit pas seulement, à notre époque, de

tableau d'honneur ou de distribution des prix, mais plutôt de faire vivre la communauté éducative, de motiver élèves et, parfois, enseignants ».

Ces chefs d'établissement, dans l'ensemble satisfaits de leur lycée ou de leur collège, et qui n'envient pas de redevenir professeurs, se déclarent, malgré tout, inquiets face à l'avenir.

La diminution du nombre des agents et l'absence de crédits rendent leur tâche de gestionnaire difficile. « Il est impossible d'obtenir une augmentation du budget de l'établissement, dit un proviseur d'Angers, devant les diverses augmentations, dont celle du chauffage, nous devons passer notre temps à faire des économies » (terme de des radicaux de chauffage central dans les collèges ou utilisation d'ampoules moins fortes, par exemple). Ces « bricolages », les désespèrent. Ils regrettent que l'autonomie que leur accorde l'administration ne s'accompagne pas de moyens suffisants. Le transfert de compétence administrative préconisé par le ministre de l'Éducation se traduit par des charges nouvelles pour les établissements, qui aggravent leurs difficultés (le Monde du 26 janvier 1979).

Face à cette situation qui, bien souvent, entraîne des frictions avec les enseignants et les parents, les chefs d'établissement attendent beaucoup de la réforme de leur statut. En fait, les intentions du ministre ne donnent pas satisfaction au S.N.P.D.E.S. « Ce projet est le fruit de nos espoirs de révalorisation matérielle et de nos espoirs de révalorisation

Dans le Bas-Rhin et dans le Haut-Rhin

CINQ SYNDICATS D'ENSEIGNANTS APPELLENT A LA GRÈVE LE 11 MARS

Avec le soutien de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), plusieurs de ses syndicats : celui des instituteurs et professeurs de collèges (S.N.I.-P.E.G.C.), celui des enseignants de second degré (S.N.E.S.), celui de l'enseignement technique (S.N.E.T.A.A.), ainsi que le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) et le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), ont lancé ce mot d'ordre dans les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin pour le mardi 11 mars.

Ils veulent manifester leur désaccord sur les projets de « redéploiement » annoncés par l'administration : 25 postes d'instituteurs seraient supprimés à la rentrée prochaine, plus d'une centaine seraient transférés d'une école à une autre ; et, dans le second degré, 94 postes seraient déplacés.

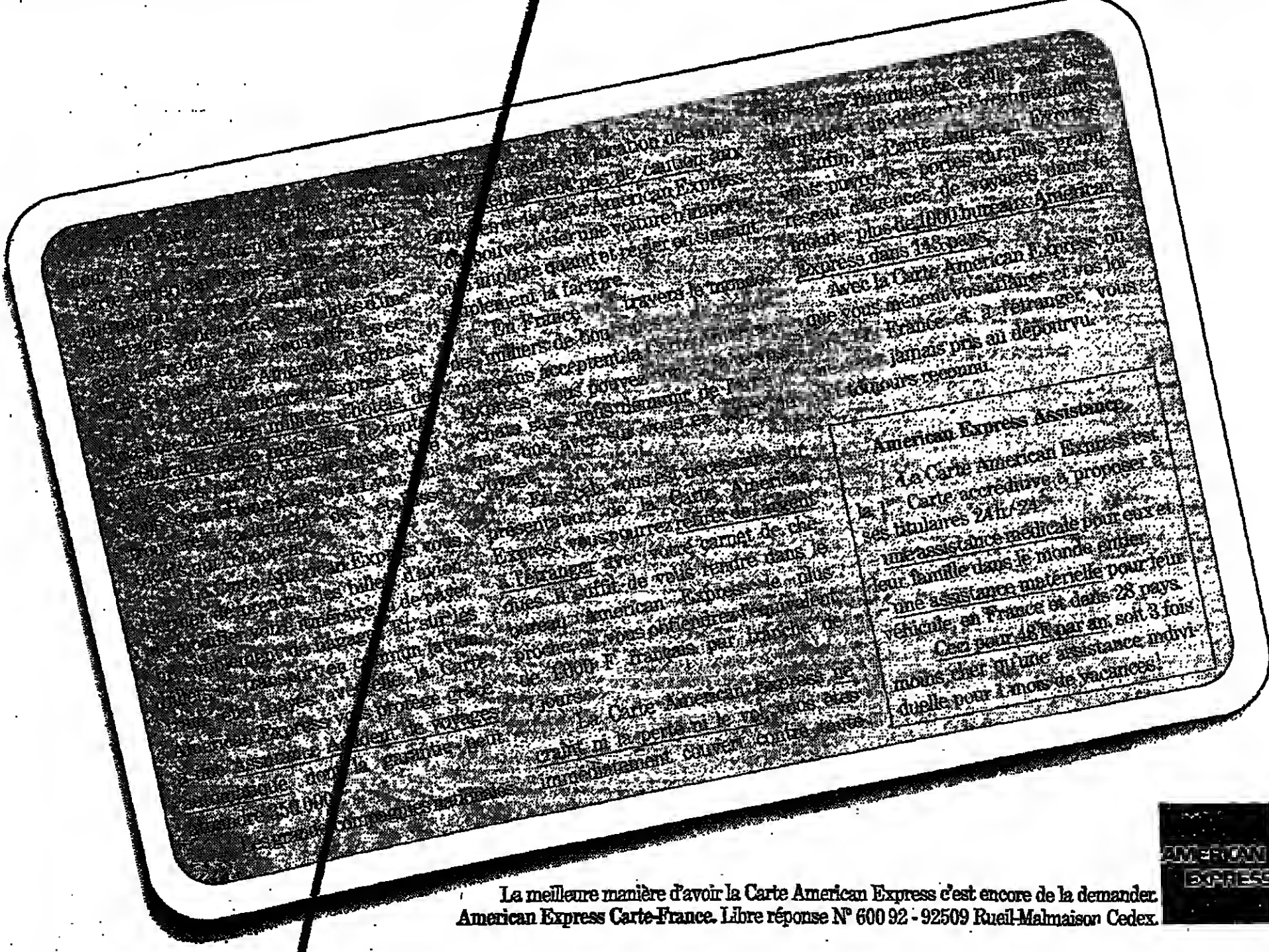
Les enseignants alsaciens protestent aussi contre la fixation au 8 juillet du début des vacances d'été dans l'académie, en 1980. Ils demandent quelques jours de congés supplémentaires pendant le troisième trimestre.

● Le parti socialiste et les stages en entreprises. — Dans une résolution sur les stages en entreprises des élèves de l'enseignement technique, le comité directeur du P.S. estime que « tout contrat entre les entreprises et le système éducatif doit insérer, de part et d'autre, les travailleurs et leurs organisations représentatives ». Le parti socialiste se déclare décidé à lutter « en liaison avec les organisations syndicales, en particulier la FEN, pour s'opposer à toutes les formes d'exploitation des jeunes, et pour renforcer le rôle du service public dans la formation professionnelle ».

Le P.S. rappelle, cependant, qu'il « s'est toujours prononcé en faveur d'une ouverture de l'école sur la vie », mais que cette ouverture « ne peut être limitée à des secteurs étroits d'activité ou devenir une simple adaptation à l'emploi ».

BACCALAURÉATS
COURS privé CARNOT
Vacances de Pâques
Révisions intensives
22, RUE PIERRE-DEMOURES
702-84-31

Carte American Express.
Mettez votre nom sur le notre et ne voyagez plus incognito.



La meilleure manière d'avoir la Carte American Express c'est encore de la demander.
American Express Carte-France. Libre réponse N° 600 92 - 92509 Rueil-Malmaison Cedex.

FESTIVAL DU SON

Espace sonore et style musical

L'acoustique des lieux où la musique se fait entendre et le style de cette musique sont étroitement liés par des relations organiques : les compositeurs ont écrit en fonction d'acoustiques précises, d'églises ou de salles, et le style musical a évolué en conséquence. Mais aujourd'hui que le concert assure essentiellement la conservation des œuvres du passé, les lieux de la musique sont-ils vraiment adaptés à l'espace sonore que réclament ces œuvres ?

De tout temps, musiciens, chanteurs, orchestres et, de façon plus générale, tous les individus ont été, le plus souvent empiriquement et inconsciemment, leurs expressions sonores à l'acoustique du milieu ambiant, que ce soit celle du plein air ou celle d'un lieu clos et couvert particulier. Les animaux eux-mêmes ne font pas autrement. Et on ne modifie pas les voix de la même façon pour un appel crié en forêt que pour une conversation dans le métro.

Les sons ont un but à atteindre : l'auditeur ou le groupe d'auditeurs auxquels ils s'adressent, à distance plus ou moins grande, à travers un milieu plus ou moins propice, et celle pour communiquer intelligiblement un message précis. Mais ce faisant, celui qui émet les sons entend lui-même : l'information extrêmement précieuse, puisque c'est en fonction de ce retour, de ce « feedback », qu'il modifie éventuellement son émission sonore afin d'en améliorer l'adaptation optimale au milieu ambiant et au but poursuivi.

Cette donnée, trop souvent négligée, est cependant fondamentale dans les salles de concert : le musicien sur scène règle son jeu selon ce qu'il perçoit des autres interprètes et ce que la salle lui renvoie. Une bonne acoustique ne doit donc pas se contenter de favoriser au mieux l'audition des artistes, elle participe à la qualité même de l'exécution musicale. Si les propriétés sonores de la salle ne sont pas favorables — son spectre de fréquence, notamment — l'interprète modifiera instinctivement son exécution pour être perçu selon ses intentions, du moins en relation avec ce qu'il entend de son propre jeu, de la pièce où il se trouve. Mais cette modification du timbre, de la pose de la voix, du volume sonore, risque d'être ressentie par les auditeurs comme un défaut musical, quand elle ne va pas jusqu'à dénaturer plus profondément le son du musicien. On connaît de médiocres salles de théâtre lyrique responsables d'une interprétation définitive de l'émission vocale des chanteurs s'y produisant en troupe régulière.

Mais cette incidence de l'acoustique des salles joue un rôle plus décisif encore sur le style musical des compositeurs eux-mêmes, de même qu'elle a entraîné des modifications dans la facture instrumentale. La transformation acoustique profonde qui a accompagné le passage du style roman au gothique, et pour une bonne part responsable de l'évolution du plain-chant vers la polyphonie de l'Ars antiqua apparue dans toute sa gloire sous les voûtes de Notre-Dame de Paris vers l'an 1200.

Plus tard, les conditions acoustiques et architecturales d'un lieu comme le basilique de Saint-Marc, à Venise, ont suscité un style très particulier de fanfares et de chœurs

Le déferlement romantique

Un équilibre paraît ainsi stabilisé au moment où le déferlement romantique va bouleverser des données et obliger les compositeurs à trouver de nouveaux rapports stylistiques entre musique et acoustique. Le courant du romantisme porte en effet les musiciens à rechercher des effets plus frappants, des masses sonores plus puissantes, pour des auditoires plus nombreux. C'est aussi le moment où se développe le concert public, dans des salles appropriées. La salle du Grand Concert de l'ancien Gewandhaus de Leipzig, qui servit un siècle durant (1781-1884), fut considérée comme l'archétype du genre. Baroque, qui y dirigeait, en trouvait la sonorité parfaite. De plan rectangulaire, elle était érigée sur deux extrémités. Son plafond était plat. Le public y occupait des élages amovibles alignés le long des deux grands murs, les deux parties de l'auditoire se faisant face de part et d'autre d'une travée centrale ; d'autres auditeurs prenaient place sur le balcon qui courait tout du long de la salle, tandis que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

Plus tard, les conditions acoustiques et architecturales d'un lieu comme le basilique de Saint-Marc, à Venise, ont suscité un style très particulier de fanfares et de chœurs

de pages vivement contrastées : soit des pièces de détail, riches, duos ou trios, aux sonorités ténues que l'acoustique ne risque pas de mélanger et qui permettent donc des mouvements rapides, soit de grandes pièces jouées précédant par larges plans et oppositions de masses, jouant avec les longues résonances des églises. A la même époque, un Jean-Sébastien Bach, travaillant à Weimar, à Amsterdam ou à Mülhausen, y trouve des instruments de dimensions modestes dans des églises, églises, chapelles ou chapelles, eux aussi relativement réduits et d'acoustique plutôt sèche ; il pourra développer un style musical baroque très virtuose, où les fugues, qui y jouent un rôle important, restent constamment intelligibles dans ses enchevêtrements polyphoniques les plus complexes.

Pour des raisons analogues, les musiciens de cour des dix-septième et dix-huitième siècles font la conquête de la virtuosité et des jeux de nuances raffinés, car les salles où leurs interprètes ont à se produire favorisent l'acoustique des assistants ; elles leur permettent de goûter dans leurs plus infimes détails les subtilités d'attaque et d'intensité, de phrasé et de vélocité d'exécutants placés au beau milieu de l'auditoire.

pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

On saisit mieux ainsi de quelle façon les effets sonores du romantisme ont pu se développer dans une telle salle. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

A Paris, le style qui élève devient celui des concerts du Conservatoire à été édifiée en 1811. Elle obéit au plan traditionnel du théâtre dramatique. Cependant, l'orchestre n'y est pas relégué sur une scène en renfoncement, mais il prend place sur une estrade qui prolonge le parterre, dans la salle elle-même. L'acoustique en est sonore et précise à la fois, en partie en raison de ses dimensions modestes — elle n'occupe que plus de cinq cents auditeurs. Or, dès la fondation de la Société des Concerts, en 1828, les formations musicales qui s'y faisaient entendre réunissaient jusqu'à quatre-vingt-dix instrumentistes et soixante-dix choristes, masses considérables eu égard au volume de la salle. Qui plus est, les exécutants prenaient place sur des gradins fort élevés et rapprochés, qui composaient un véritable mur sonore face à l'auditoire, ce qui ne manquait sûrement pas de renforcer à la fois la puissance sonore et l'intelligibilité des instruments de l'orchestre.

C'est dans ces conditions que les Parisiens découvrirent la symphonie romantique de Beethoven, que Wagner entendit pour la première fois la Nativité Symphonique de Berlioz, et que les musiciens en occupaient le bout. Entièrement construite en bois et dépourvue de toute éperité, elle reproduisait pour le public les caractéristiques acoustiques d'une grande salle de résidence princière. Les musiciens jouaient encore quasiment parmi l'insouciance, et l'impact sonore que duraient y avoir sur les quelques centaines de personnes présentes les œuvres symphoniques de Mendelssohn, de Liszt ou de Brahms, composées pour ce type de salle, devait être considérable.

la notion de mouvement métronomique ou de tempo d'exécution des œuvres est étroitement liée à leur densité d'occupation par le public. Plus grande est la réverbération d'une salle, et plus le style musical doit se développer en termes plans, sonores, ne demandant qu'un tempo lent et rechignant à la vélocité ; plus mates sont les salles, et plus la virtuosité peut se faire valoir. Chels d'orchestre et instrumentistes le savent bien, qui, pour donner à leurs auditeurs une égale sensation de vitesse, vont jouer sur une petite variation de tempo selon que la salle est grande ou petite, brillante ou mate, pleine ou vide.

Les impératifs économiques

Mais il semble que ce mouvement dialectique entre composition musicale et acoustique architecturale se soit aujourd'hui figé. A quel milieu sonore les œuvres contemporaines sont-elles destinées ? Ni les compositeurs, ni le public, ni les imprésarios, ni les architectes n'ont encore apporté de réponse à cette question pourtant fondamentale. Les impératifs économiques de notre société de masse, où le coût d'un concert n'est jamais été aussi élevé, conduisent à envisager des salles aussi vastes que possible pour amortir les frais de concerts consacrés à l'exécution d'œuvres du passé, écrites selon des critères acoustiques précis et très différents.

Mais les grandes salles posent des problèmes complexes (le Monde du 12 juin 1974), et, en France, aucune solution convaincante n'a encore été trouvée à ce problème. Ce n'est évidemment pas l'utilisation en auditorium d'une salle de concert ancienne comme le Palais des congrès (trois mille sept cents places, 50 000 m³) qui peut satisfaire ces besoins. Et alors que, pour des motifs à la fois sociologiques et économiques, on se sert, dans les festivals d'été notamment, des lieux les plus divers et parfois les plus hétéroclites pour faire entendre de la musique, la question se pose, plus que jamais, de savoir quel genre de style musical se trouve approprié à ces lieux.

La reconstitution pure et simple de conditions anciennes peut passer pour une utopie : les instruments, les modes de jeu, ont changé, mais aussi nos sensibilités et nos oreilles. On ne saurait cependant se montrer assez vigilant pour éviter les flagrantes erreurs qui se commettent journellement et ne peuvent que contredire les intentions ayant présidé à l'organisation des concerts.

Sur le plan de l'architecture, de grande exemples peuvent être pris à l'étranger de réalisations résolument nouvelles : les salles du Royal

L'Equipe TERAL a sélectionné pour vous les dernières nouveautés que les plus grandes firmes ont présentées cette année au FESTIVAL DU SON

VOUS POURREZ DONC, EN TOUTE QUIÉTUDE, VENIR LES ENTENDRE, LES APPRÉCIER, ET VOUS DOCUMENTER AU

hi-fi club TERAL

QUATRE AUDITORIUMS SPECIALISES
53 et 30, rue Traversière, 75012 PARIS (Gare de Lyon)
Tél. : 307-87-74

LE PANORAMA HI-FI DE PARIS
toutes les grandes marques en stock
AU MAGASIN : demandez nos prix confidentiels

CIBOT
PIONNIER DE LA HI-FI

CIBOT c'est aussi :
toutes les grandes marques de radios, télévisions, magnétophones, magnétoscopes, et le stock de pièces détachées le plus important de Paris.

136, BD DIDEROT - 75012 PARIS
CIBOT 346.63.76
1, 3, ET 12, R. DE REUILLY
75012 PARIS

nocturne le mercredi jusqu'à 21h

Les perversions

ROCHE-BOBOIS

TOILE ET PLUME.

Léger, vivante, chaleureuse, merveilleuse plume de...
Le summum. Le luxe. Ici habillé tout simplement de...
toute blanche. Le coton et la plume. 100% coton.
Le confort de la plume s'explique par la forme de...
sa tige. Légèrement courbée, elle agit comme un véritable ressort, cède progressivement sous la pression. Mais l'inertie de ce canapé tient aussi à son entretien facile. Toutes ses housses s'envolent, se nettoient (à sec exclusivement) et se reploient sans problèmes.

ROCHE-BOBOIS

A Paris 10 à 18, rue de Lyon - 92198, bd de Sébastopol - 93A bd
St-Germain - 52, avenue de la Grande-Armée.
La Rochelle, Athis-Mons - 37, route de Fontainebleau - Bourg-la-Moine
73 bd du Mail - Paris - 2, rue St-François - Versailles - 6, rue de la
Rue de la République - 1, rue de la République - 1, rue de la République

ROCHE-BOBOIS

TOILE ET PLUME.

ROCHE-BOBOIS

ROCHE-BOBOIS

ROCHE-BOBOIS

ROCHE-BOBOIS

ROCHE-BOBOIS



Stereoplay décrit, juge, critique, dit toute la vérité sur toute la hi-fi 1980

Spécial Festival du Son

Deux numéros exceptionnels en un seul

DEPUIS son n° 1, Stereoplay a déjà fait grincer bien des dents. Car, en hi-fi, pour Stereoplay, toutes les vérités sont bonnes à dire.

Et avec ces deux numéros Spécial Festival, Stereoplay continue d'être « l'enfant terrible » de la presse hi-fi. En distinguant le vrai du faux, en dénonçant la technique-poudre-aux-yeux et les exagérations publicitaires.

Festival du Son 1980 ? Vous saurez ainsi, tests à l'appui, tout ce qu'apportent (ou n'apportent pas) tous les nouveaux matériels présentés.

Et vous retrouverez aussi, bien sûr, toutes les rubriques en couleurs. Tout sur toute la musique. Tout sur tous les disques.

Tout en couleurs.
Exceptionnellement : 15 F les deux numéros.

هكذا من الأصل

FESTIVAL DU SON

Les perversions de la haute fidélité

FACE au succès que la haute fidélité remporte auprès d'un public de plus en plus vaste, les psychosociologues ne sont pas à court d'explications. Ils vous démontreront que la chaîne haute fidélité s'inscrit dans l'ascension du niveau de vie de nos sociétés, qu'elle est le signe social reconnu d'un certain standing, enfin qu'elle apporte à l'individu, tout comme la voiture, la satisfaction facile de fantasmes nettement freudiens.

Ainsi, le succès de la haute fidélité tiendrait plus à son image qu'à son utilité. De même que l'essor de l'automobile n'est pas lié au seul besoin de se déplacer, de même l'essor de la haute fidélité dépasserait largement sa finalité : le besoin d'écouter, de reproduire. A l'extrême, dans l'acquisition d'une chaîne, la musique ne serait qu'un prétexte.

Un tel paradoxe ne va évidemment pas sans restrictions. Il existe en effet des catégories de gens pour lesquels l'achat d'une chaîne est presque exclusivement motivé par le désir d'écouter de la musique dans de bonnes conditions. Ils n'ont que faire d'épater leurs amis avec la puissance de leur amplificateur et, n'entendant rien à la technique, ils se soucient fort peu de savoir si leur matériel est à l'extrême pointe du progrès.

Beaucoup de musiciens entrent dans cette catégorie. Ils ont une relation trop directe avec la musique pour se fixer sur ses moyens de reproduction. D'ailleurs, contrairement à une idée répandue, ils sont souvent de fort mauvais juges de la qualité d'une chaîne. Non par manque d'oreille, mais par la nature particulière de leur audition. Pratiquement d'un instrument, ils prennent l'habitude d'entendre la musique de l'intérieur, de l'anticiper en l'écoulant, donc d'attacher plus d'importance à la façon dont les sons s'enchaînent qu'à la façon dont ils sonnent isolément. Des expériences menées par le professeur Lepp (1) ont en effet montré que la majorité des musiciens sont plus sensibles à la hauteur des sons (donc à leur relativité) qu'à leur timbre. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que d'éminents interprètes se contentent de chaînes médiocres, quand ce n'est d'archaïques électrophones...

Que le public très mélomane ne soit pas gêné par la déformation sonore des enregistrements anciens relève de la même explication. L'altération des timbres n'a pas d'importance, pourvu que le message musical passe. On peut même se demander jusqu'à quel point l'apparition des timbres, en facilitant la perception des hauteurs, ne favorise pas la perception de l'essentiel : la compréhension de la structure.

A cet égard, révélatrices sont les critiques divergentes, voire opposées, que la restitution en haute fidélité soulève chez les musiciens ou les mélomanes et chez les amateurs de Hi-Fi. Concrètement, les premiers reprochent aux chaînes leur séduction artificielle, leurs basses gonflées, leurs aigus métalliques, leur présence indiscrète, leur séparation sélective des instruments. Tandis que les seconds réclament toujours une présence plus analytique, une ampleur plus flatteuse, une stéréophonie plus sensationnelle.

Comme une drogue...

C'est bien cela que l'amateur de Hi-Fi attend de sa chaîne : des sensations sans cesse renouvelées. Pour lui, la meilleure illustration n'est pas celle qui procure la meilleure illusion de la réalité, mais celle qui lui fait éprouver les émotions sonores les plus fortes. Comme une drogue, la haute fidélité est alors chargée de déjouer le pouvoir de l'ouïe, qu'elle le déstabilise. Comme une drogue, elle crée une accoutumance, avec les doses croissantes qui s'ensuivent. Très vite, l'oreille s'habitue aux déformations sonores les plus outrancières. Il lui faut bientôt plus de volume, plus de basses, plus d'aigus, plus de mordant, plus de relief. Ce « plus », toute une tendance commerciale de la haute fidélité s'attache à le satisfaire.

Par les apparences d'abord : abondance de boutons, de voyants, de contrôles de toutes sortes. Ensuite et surtout par une savante surenchère dans les performances. Des puissances vertigineuses, des bandes passantes ahurissantes, des taux de distortion réduits à la limite du mesurable : peu importe que toutes ces promesses entre marques se battent sur de l'infinie,

peu importe qu'elles rivalisent dans l'insublime ; dès l'instant où le profane les prend pour argent comptant, dès qu'il compare les chiffres en croyant a priori qu'ils ont une signification pour l'oreille, l'autosuggestion a fait de l'en convaincre. C'est naturellement pour cette raison que l'on voit tant de publicités jouer à fond la carte des performances, au mépris affiché de tout esprit pédagogique. Les « taux de distortion », les « temps de montée », les « fréquences de réjection », les « facteurs d'amortissement », etc., au lieu d'être réservés aux initiés, sont copieusement servis au grand public. Comme la formule d'un médicament, toutes ces caractéristiques ont un pouvoir d'autant plus magique qu'on les comprend moins.

A l'encouragement de ce terrorisme technologique, fleurit une haute fidélité nouvelle qui méprise ouvertement les mesures, les performances « objectives », pour ne mettre en avant que les qualités musicales. Ainsi, régulièrement, on voit apparaître une cellule, un amplificateur, un préamplificateur, qui se prétend meilleur que tout ce qui a été réalisé jusqu'à la suprématie, se dispense — ou presque — de toute référence à une quelconque objectivité... Royaume du subjectif, cette

haute fidélité recrute ses adeptes parmi les agnostiques de la mesure, les blasés de la technique, les mystiques du son. Partie d'une démythification de la technicité jargonnesque, cette « nouvelle haute fidélité », avec son obsession d'ériger l'oreille en juge suprême, finit par vouer à la musique un culte suspect. Dans cette chapelle, on ne parle plus du *rumble* ou du « scintillement » d'une platine, mais de sa « musicalité ». La musique devient l'objet d'une insidieuse altération technique.

Mordu par la recherche de la perfection sonore, le passionné n'hésite pas à engager des sommes parfois exorbitantes pour acquérir le dernier matériel dont on lui a vanté les incomparables mérites.

Il lui fait subir d'interminables auditions. Il lui prodigue mille et une modifications. Tout cela dans l'espoir d'accéder, enfin, à ce stade de qualité céleste, où sa chaîne sera assez parfaite, assez transparente, pour qu'il puisse oublier son existence et jouir pleinement de la seule musique...

Mais, ce stade, il ne l'atteint jamais. Il peut d'autant moins l'atteindre qu'il a investi plus étroitement, plus obsessionnellement, sa quête d'absolu dans la technique.

En accumulant les recherches et les transformations les plus imaginatives, sans doute le passionné de haute fidélité se dédommage-t-il de sa douloureuse passivité à l'égard de la musique, mais, en même temps, il tombe dans une des perversités les plus sombres de notre époque : celle-là même qui consiste à faire de la technique une fin en soi. « Le vice », disait Paul Valéry, « commence lorsqu'on se désintéresse du tout pour la partie ». Rien de plus immoral, en vérité, que cette haute fidélité qui fait glisser le plaisir, progressivement de la musique vers les sons, et des sons vers le matériel qui les restitue.

JEAN-MARIE PIEL

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 9 mars

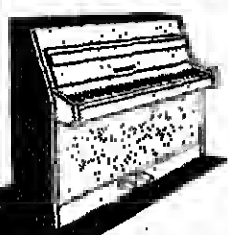
- Un enfant pour elles toutes seules.
- New-York sur scène.
- Le colonel Argoud : « Les truands qui m'ont enlevé ».

- Hourra ! Le noir ! par Jean-Pierre Chabrol.
- Les rêves amers de l'O.S.
- Les architectes des paysans.
- Les gros bras des supermarchés.
- Mieux gérer la ville.
- La terre devient chauve.
- Jeanne Favret-Saada, ethnologue, et la sorcellerie.
- Allo, maman bobo ! Les « réseaux » téléphoniques.
- Publicité : le paradis artificiel.
- La chronologie mensuelle.

Une nouvelle d'André Ruellan

Les programmes commentés de la télévision et de la radio
EN VENTE AVEC LE NUMÉRO DATÉ DIMANCHE-LUNDI : 3 F

Un piano droit pour 8750 F ttc
Larges possibilités de crédit personnalisé.



hamm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris.
Neuf • Occasion • Vente • Achat
• Réparations • Accord • Transport.
hamm
Le piano... et toute la musique.
135-139 r. de Rennes, 75006 Paris
Tél. : 544 38-66 - Parking près Montparnasse.

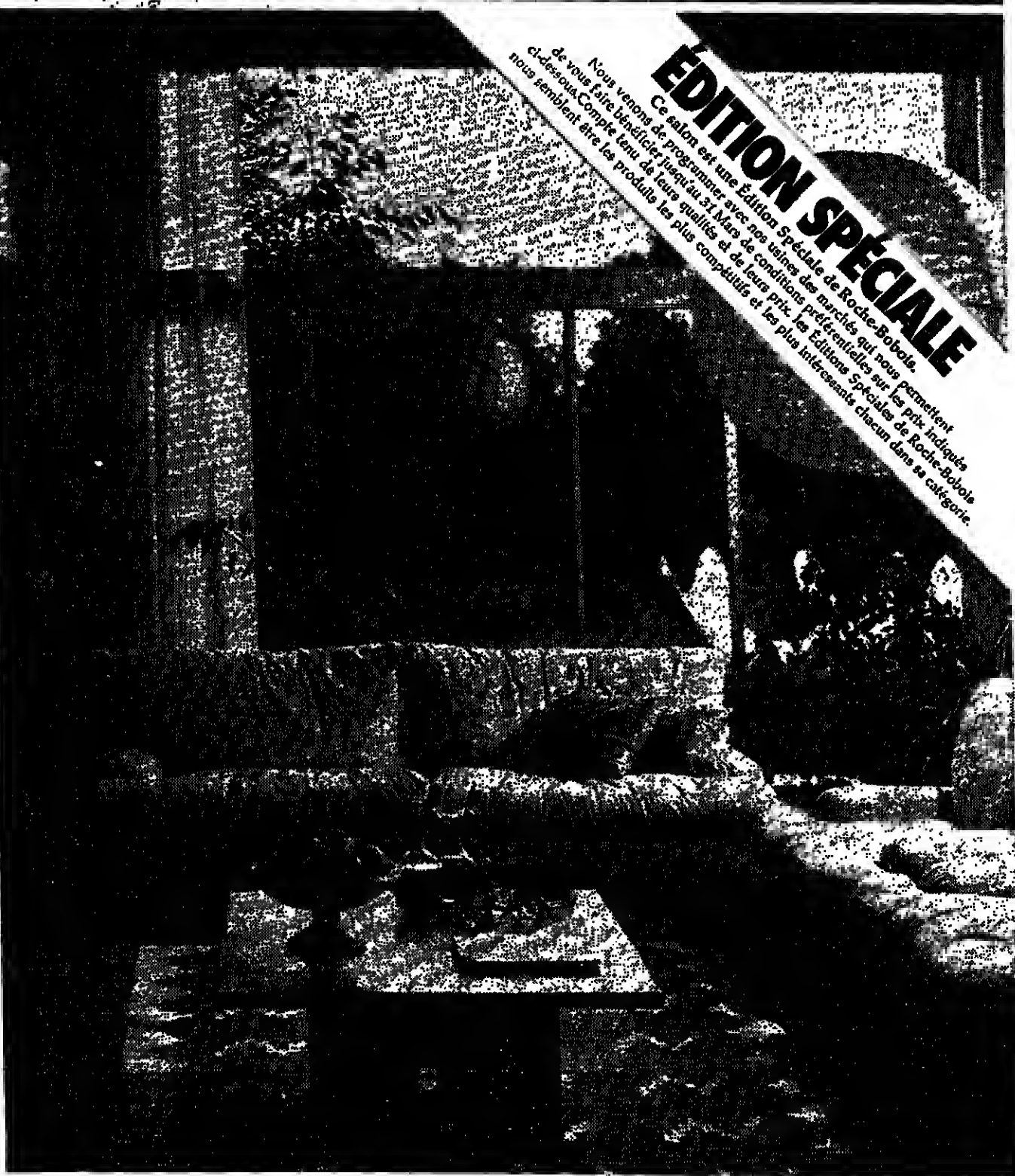
ROCHE-BOBOIS. TOILE ET PLUME.

Légère, vivante, chaleureuse, merveilleuse plume d'oie. Le summum. Le luxe. Ici habillée tout simplement de toile blanche. Le coton et la plume. 100% coton. 100% plume, 100% confort.

Le confort de la plume s'explique par la forme de sa tige. Légèrement courbée, elle agit comme un véritable ressort, cède progressivement sous la pression. Mais l'intérêt de ce canapé tient aussi à son entretien facile. Toutes ses housses s'enlèvent, se nettoient (à sec exclusivement) et se replacent ensuite sans problèmes.

ROCHE-BOBOIS

A Paris, 10 à 16, rue de Lyon - 92-96, bd de Sébastopol - 213, bd St-Germain - 52, avenue de la Grande-Armée.
En banlieue, Athis-Mons, 37, route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine, 72, bd du Maréchal-Joffre - Meudon, 2, rue St-Etienne - Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.



Le canapé 5 places, coussins garnis 100% plumes d'oie, recouvert 100% coton, entièrement déshabillable, 220 x 100 x 74, 7.265 F. Le fauteuil, 112 x 100 x 74, 3.590 F.

EDITION SPECIALE
Ce salon est une édition spéciale de Roche-Bobois. Elle est entièrement rénovée et offre le plus grand choix de marques de Paris. Neuf • Occasion • Vente • Achat • Réparations • Accord • Transport.

SOCIAL

La C.G.T. annonce l'extension de l'action revendicative

Les propos et les actes du premier ministre et du patronat ont été une nouvelle fois violemment critiqués devant la presse, le 6 mars, par les dirigeants de la C.G.T., parmi lesquels MM. Krasinski et Garmé et Mme Christiane Gille.

L'«*opinion*», a dit M. Krasinski, «*dénote certes la volonté de faire cette politique, mais il vise manifestement aussi à impressionner les travailleurs, dans l'espoir de les faire hésiter dans leur réponse. Mais c'est l'indignation qui monte, et avec elle, l'action revendicative, grâce aux initiatives de la C.G.T.*».

Cependant, les autres organisations syndicales ne sont guère mieux traitées. Tous en affirmant sa volonté unitaire, le secrétaire confédéral a annoncé de nouveaux «*adaptés à la réalité de l'action et des revendications, des rabais*», et, en particulier, «*la C.F.D.T. et la FEN, dont l'activité principale consiste actuellement à mettre une sourdine à l'action syndicale, ce qui leur vaut de bien désagréables compliments patronaux et gouvernementaux*».

La C.G.T. est donc résolue à poursuivre, seule, l'offensive. «*Nous en prenons l'initiative avec les travailleurs et avec les organisations syndicales qui y sont décidées. Nous informons les travailleurs de ce qui se passe pour leur permettre de se faire une opinion fondée et d'intervenir efficacement. Cela a commencé à se produire en février et prendra un ampleur bien plus grande dans les prochains jours et semaines*».

Dressant un bilan des actions durant le mois de février, la C.G.T. fait état de grèves, rassemblements et manifestations dans une trentaine de départements. La centrale énumère aussi les succès obtenus dans les industries papeteries, le textile, la

métallurgie, les transports, la chimie, l'alimentation, les services. Les revendications sont très diverses : augmentations de salaires (passant sur l'indice de la C.G.T.), versement d'un treizième mois, primes de vacances et autres, reclassements, réduction des horaires, cinquante semaines de congés payés, avantages sociaux, paiement des heures de grève, etc.

L'action pour la défense des libertés et le droit à l'expression demeure néanmoins au premier rang. Dans un bilan partiel de la journée du 5 mars pour la défense des libertés, les cégétistes ont de nombreuses manifestations dans une vingtaine de départements. Elles ont généralement consisté à des rassemblements devant les préfectures ou sous-préfectures allant de quelques centaines à deux mille personnes.

La cafeteria de Beauport

Revenant sur le refus qui leur a été finalement opposé d'organiser des journées culturelles au Centre Beauport, les cégétistes réaffirment leur volonté de réaliser cette manifestation. M. Berton a donné lecture des deux lettres reçues de la direction du Centre. Après la première, affirmative sans réserve, la seconde est catégoriquement négative. Elle rappelle que les locaux sont «*réservés exclusivement*» aux manifestations organisées par le Centre ou en coordination avec une organisation à caractère public.

En revanche la C.G.T. est autorisée à faire une «*réception dans la cafeteria*» (1). Il semble que la C.G.T. ait été la seule organisation à caractère non exclusifement culturel qui ait projeté une manifestation au Centre Beauport.

(1) M. Jack Baillet, député communiste de la Seine-Saint-Denis, demande par lettre au ministre de la culture et de la communication de revenir sur sa décision. «*Ce grand événement culturel, sportif, est considéré par le pouvoir comme une propriété personnelle, pour l'usage et est considéré comme affaires pour le boire et le manger*».

De son côté, le parti socialiste «*dénonce l'appropriation de l'espace des institutions culturelles par le pouvoir et est opposé au projet. Le site culturel français ne doit pas être utilisé par la pensée officielle et le pouvoir de l'argent*».

GRÈVE LES 12 ET 13 MARS

Les navigants relancent la querelle sur le pilotage à deux ou à trois des nouveaux avions

Le Syndicat national des officiers-mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) appelle les mécaniciens navigants à cesser le travail les mercredi 12 et jeudi 13 mars. Ce mouvement risque de provoquer des perturbations dans le trafic d'Air France, d'Air Inter et d'U.T.A. On indique à Air France que tous les vols Concorde seront maintenus et qu'un service minimum sera assuré sur les Antilles, la Réunion et la Corse.

Le SNOMAC entend ainsi protester contre la décision de M. Joël Le Theule, ministre des transports, du 1^{er} mars 1980, d'autoriser la compagnie privée Enlural à exploiter des Boeing-737 avec un équipage réduit à deux pilotes, sans la présence d'un mécanicien à bord.

«*De tous les jours les navigants du monde, la composition d'équipage de deux pilotes et d'un mécanicien navigant est la seule garantie du niveau maximum de sécurité et de la sécurité*», déclare dans un communiqué le syndicat. Selon lui la décision ministérielle «*met en danger l'emploi des mécaniciens navigants, en particulier ceux exerçant leur activité dans les compagnies de transport qui ont fait l'effort de se conformer à la réglementation*».

En France, on le sait, a renoncé à louer treize Boeing-737 pour remplacer les vingt-huit Caravelles vieillissantes, faute de pouvoir imposer la conduite à deux pilotes et à trois mécaniciens, en conséquence, elle a acquis des Boeing-727 supplémentaires. Ses responsables font, aujourd'hui, valoir que la compagnie nationale est la seule à avoir «*stratégiquement*» à l'air Enlural et regrette d'avoir à supporter les conséquences financières d'une grève qui ne les concerne pas.

De son côté, British Airways, qui a passé commande de vingt-huit Boeing-737, commencera d'exploiter ces appareils le 1^{er} avril prochain. Les quinze hommes d'Aviation, qui seront livrés entre 1983 et 1988, seront conduits par trois navigants, l'important étant d'harmoniser le pilotage de toutes les versions de l'Airbus de manière à favoriser l'interchangeabilité des équipages. Mais d'autres compagnies européennes — notamment Swissair et SAS — n'ont pas encore, sur ce sujet, fixé leur position.

En engagement de combat, les navigants veulent se battre pour l'équipage à trois des avions futurs. A cet égard, les quinze hommes d'Aviation, qui seront livrés entre 1983 et 1988, seront conduits par trois navigants, l'important étant d'harmoniser le pilotage de toutes les versions de l'Airbus de manière à favoriser l'interchangeabilité des équipages. Mais d'autres compagnies européennes — notamment Swissair et SAS — n'ont pas encore, sur ce sujet, fixé leur position.

RECHERCHE D'UNE SOLUTION

DANS LE CONFLIT DE L'AGRIÈRE DE MAISONS-NEUVES

De notre correspondant

Nancy. — Une solution semble en train de se dessiner dans la grève des cent cinquante haut-fournisseurs qui, depuis le début de l'année, ont paralysé la zone industrielle de deux mille des trois mille deux cents employés de l'aciérie de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle).

En effet, après la récente déclaration du président d'Udunor, M. Richegney, faisant état de l'impossibilité d'accorder une augmentation générale de tous les salaires, les responsables C.F.D.T. de l'usine de Neuves-Maisons ont été avisés, jeudi matin, qu'il était possible que le conflit touchant les haut-fournisseurs de Neuves-Maisons «*soit réglé dans les prochains jours*».

Ces entretiens, qu'elle juge extrêmement positifs, ont conforté dans son intention de renforcer l'arsenal législatif en soumettant, dans quelques semaines, un projet de loi au conseil des ministres.

Ce projet tendrait à compléter la loi de juillet 1976 sur l'embauche et le licenciement des femmes, non pas pour renforcer la protection particulière de cette catégorie de personnes, mais plutôt pour faire disparaître des «*motifs légitimes*» jugés discriminatoires. Mme Pasquier, enfin, veut compléter la loi dans le domaine de la formation professionnelle, de la promotion et des conditions de travail.

TRAVAIL FÉMININ : UN PROJET DE LOI

TENDRAIT À SUPPRIMER LES DISCRIMINATIONS

Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat à l'emploi féminin, a achevé sa série de consultations avec les représentants des salariés et du patronat à propos de la réduction des discriminations et des disparités dans le travail des femmes.

Ces entretiens, qu'elle juge extrêmement positifs, ont conforté dans son intention de renforcer l'arsenal législatif en soumettant, dans quelques semaines, un projet de loi au conseil des ministres.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|
| | + bas + haut | Rep. ou Dép. | Rep. ou Dép. | Rep. ou Dép. |
| \$ E.-U. | 4,2928-4,2950 | -280-189 | -345-215 | -505-759 |
| \$ Can. | 3,6222-3,6258 | -185-98 | -25-9 | -145-45 |
| Yen (100) | 1,6955-1,6995 | -25-0 | -35-0 | 0-50 |
| DM | 2,3628-2,3658 | +75-110 | +185-230 | +495-605 |
| Florin | 2,1270-2,1285 | +25-50 | +55-80 | +135-235 |
| F.R. (100) | 14,0135-14,0205 | +10-15 | +15-20 | +20-25 |
| S. (100) | 2,4528-2,4558 | +120-150 | +210-245 | +535-1.040 |
| L. (1.000) | 5,2370-5,2420 | -280-225 | -615-510 | -1.445-1.625 |
| Fr. franc. | 5,2350-5,2355 | -275-240 | -330-700 | -2.070-1.700 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|------|---|-------|---|-------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|----|
| Ed. v... | 7/15 | 8 | 8 1/2 | 9 | 9 1/2 | 10 | 10 1/2 | 11 | 11 1/2 | 12 | 12 1/2 | 13 | 13 1/2 | 14 | 14 1/2 | 15 | 15 1/2 | 16 | 16 1/2 | 17 | 17 1/2 | 18 | 18 1/2 | 19 | 19 1/2 | 20 | 20 1/2 | 21 | 21 1/2 | 22 | 22 1/2 | 23 | 23 1/2 | 24 | 24 1/2 | 25 | 25 1/2 | 26 | 26 1/2 | 27 | 27 1/2 | 28 | 28 1/2 | 29 | 29 1/2 | 30 | 30 1/2 | 31 | 31 1/2 | 32 | 32 1/2 | 33 | 33 1/2 | 34 | 34 1/2 | 35 | 35 1/2 | 36 | 36 1/2 | 37 | 37 1/2 | 38 | 38 1/2 | 39 | 39 1/2 | 40 | 40 1/2 | 41 | 41 1/2 | 42 | 42 1/2 | 43 | 43 1/2 | 44 | 44 1/2 | 45 | 45 1/2 | 46 | 46 1/2 | 47 | 47 1/2 | 48 | 48 1/2 | 49 | 49 1/2 | 50 | 50 1/2 | 51 | 51 1/2 | 52 | 52 1/2 | 53 | 53 1/2 | 54 | 54 1/2 | 55 | 55 1/2 | 56 | 56 1/2 | 57 | 57 1/2 | 58 | 58 1/2 | 59 | 59 1/2 | 60 | 60 1/2 | 61 | 61 1/2 | 62 | 62 1/2 | 63 | 63 1/2 | 64 | 64 1/2 | 65 | 65 1/2 | 66 | 66 1/2 | 67 | 67 1/2 | 68 | 68 1/2 | 69 | 69 1/2 | 70 | 70 1/2 | 71 | 71 1/2 | 72 | 72 1/2 | 73 | 73 1/2 | 74 | 74 1/2 | 75 | 75 1/2 | 76 | 76 1/2 | 77 | 77 1/2 | 78 | 78 1/2 | 79 | 79 1/2 | 80 | 80 1/2 | 81 | 81 1/2 | 82 | 82 1/2 | 83 | 83 1/2 | 84 | 84 1/2 | 85 | 85 1/2 | 86 | 86 1/2 | 87 | 87 1/2 | 88 | 88 1/2 | 89 | 89 1/2 | 90 | 90 1/2 | 91 | 91 1/2 | 92 | 92 1/2 | 93 | 93 1/2 | 94 | 94 1/2 | 95 | 95 1/2 | 96 | 96 1/2 | 97 | 97 1/2 | 98 | 98 1/2 | 99 | 99 1/2 | 100 | 100 1/2 | 101 | 101 1/2 | 102 | 102 1/2 | 103 | 103 1/2 | 104 | 104 1/2 | 105 | 105 1/2 | 106 | 106 1/2 | 107 | 107 1/2 | 108 | 108 1/2 | 109 | 109 1/2 | 110 | 110 1/2 | 111 | 111 1/2 | 112 | 112 1/2 | 113 | 113 1/2 | 114 | 114 1/2 | 115 | 115 1/2 | 116 | 116 1/2 | 117 | 117 1/2 | 118 | 118 1/2 | 119 | 119 1/2 | 120 | 120 1/2 | 121 | 121 1/2 | 122 | 122 1/2 | 123 | 123 1/2 | 124 | 124 1/2 | 125 | 125 1/2 | 126 | 126 1/2 | 127 | 127 1/2 | 128 | 128 1/2 | 129 | 129 1/2 | 130 | 130 1/2 | 131 | 131 1/2 | 132 | 132 1/2 | 133 | 133 1/2 | 134 | 134 1/2 | 135 | 135 1/2 | 136 | 136 1/2 | 137 | 137 1/2 | 138 | 138 1/2 | 139 | 139 1/2 | 140 | 140 1/2 | 141 | 141 1/2 | 142 | 142 1/2 | 143 | 143 1/2 | 144 | 144 1/2 | 145 | 145 1/2 | 146 | 146 1/2 | 147 | 147 1/2 | 148 | 148 1/2 | 149 | 149 1/2 | 150 | 150 1/2 | 151 | 151 1/2 | 152 | 152 1/2 | 153 | 153 1/2 | 154 | 154 1/2 | 155 | 155 1/2 | 156 | 156 1/2 | 157 | 157 1/2 | 158 | 158 1/2 | 159 | 159 1/2 | 160 | 160 1/2 | 161 | 161 1/2 | 162 | 162 1/2 | 163 | 163 1/2 | 164 | 164 1/2 | 165 | 165 1/2 | 166 | 166 1/2 | 167 | 167 1/2 | 168 | 168 1/2 | 169 | 169 1/2 | 170 | 170 1/2 | 171 | 171 1/2 | 172 | 172 1/2 | 173 | 173 1/2 | 174 | 174 1/2 | 175 | 175 1/2 | 176 | 176 1/2 | 177 | 177 1/2 | 178 | 178 1/2 | 179 | 179 1/2 | 180 | 180 1/2 | 181 | 181 1/2 | 182 | 182 1/2 | 183 | 183 1/2 | 184 | 184 1/2 | 185 | 185 1/2 | 186 | 186 1/2 | 187 | 187 1/2 | 188 | 188 1/2 | 189 | 189 1/2 | 190 | 190 1/2 | 191 | 191 1/2 | 192 | 192 1/2 | 193 | 193 1/2 | 194 | 194 1/2 | 195 | 195 1/2 | 196 | 196 1/2 | 197 | 197 1/2 | 198 | 198 1/2 | 199 | 199 1/2 | 200 | 200 1/2 | 201 | 201 1/2 | 202 | 202 1/2 | 203 | 203 1/2 | 204 | 204 1/2 | 205 | 205 1/2 | 206 | 206 1/2 | 207 | 207 1/2 | 208 | 208 1/2 | 209 | 209 1/2 | 210 | 210 1/2 | 211 | 211 1/2 | 212 | 212 1/2 | 213 | 213 1/2 | 214 | 214 1/2 | 215 | 215 1/2 | 216 | 216 1/2 | 217 | 217 1/2 | 218 | 218 1/2 | 219 | 219 1/2 | 220 | 220 1/2 | 221 | 221 1/2 | 222 | 222 1/2 | 223 | 223 1/2 | 224 | 224 1/2 | 225 | 225 1/2 | 226 | 226 1/2 | 227 | 227 1/2 | 228 | 228 1/2 | 229 | 229 1/2 | 230 | 230 1/2 | 231 | 231 1/2 | 232 | 232 1/2 | 233 | 233 1/2 | 234 | 234 1/2 | 235 | 235 1/2 | 236 | 236 1/2 | 237 | 237 1/2 | 238 | 238 1/2 | 239 | 239 1/2 | 240 | 240 1/2 | 241 | 241 1/2 | 242 | 242 1/2 | 243 | 243 1/2 | 244 | 244 1/2 | 245 | 245 1/2 | 246 | 246 1/2 | 247 | 247 1/2 | 248 | 248 1/2 | 249 | 249 1/2 | 250 | 250 1/2 | 251 | 251 1/2 | 252 | 252 1/2 | 253 | 253 1/2 | 254 | 254 1/2 | 255 | 255 1/2 | 256 | 256 1/2 | 257 | 257 1/2 | 258 | 258 1/2 | 259 | 259 1/2 | 260 | 260 1/2 | 261 | 261 1/2 | 262 | 262 1/2 | 263 | 263 1/2 | 264 | 264 1/2 | 265 | 265 1/2 | 266 | 266 1/2 | 267 | 267 1/2 | 268 | 268 1/2 | 269 | 269 1/2 | 270 | 270 1/2 | 271 | 271 1/2 | 272 | 272 1/2 | 273 | 273 1/2 | 274 | 274 1/2 | 275 | 275 1/2 | 276 | 276 1/2 | 277 | 277 1/2 | 278 | 278 1/2 | 279 | 279 1/2 | 280 | 280 1/2 | 281 | 281 1/2 | 282 | 282 1/2 | 283 | 283 1/2 | 284 | 284 1/2 | 285 | 285 1/2 | 286 | 286 1/2 | 287 | 287 1/2 | 288 | 288 1/2 | 289 | 289 1/2 | 290 | 290 1/2 | 291 | 291 1/2 | 292 | 292 1/2 | 293 | 293 1/2 | 294 | 294 1/2 | 295 | 295 1/2 | 296 | 296 1/2 | 297 | 297 1/2 | 298 | 298 1/2 | 299 | 299 1/2 | 300 | 300 1/2 | 301 | 301 1/2 | 302 | 302 1/2 | 303 | 303 1/2 | 304 | 304 1/2 | 305 | 305 1/2 | 306 | 306 1/2 | 307 | 307 1/2 | 308 | 308 1/2 | 309 | 309 1/2 | 310 | 310 1/2 | 311 | 311 1/2 | 312 | 312 1/2 | 313 | 313 1/2 | 314 | 314 1/2 | 315 | 315 1/2 | 316 | 316 1/2 | 317 | 317 1/2 | 318 | 318 1/2 | 319 | 319 1/2 | 320 | 320 1/2 | 321 | 321 1/2 | 322 | 322 1/2 | 323 | 323 1/2 | 324 | 324 1/2 | 325 | 325 1/2 | 326 | 326 1/2 | 327 | 327 1/2 | 328 | 328 1/2 | 329 | 329 1/2 | 330 | 330 1/2 | 331 | 331 1/2 | 332 | 332 1/2 | 333 | 333 1/2 | 334 | 334 1/2 | 335 | 335 1/2 | 336 | 336 1/2 | 337 | 337 1/2 | 338 | 338 1/2 | 339 | 339 1/2 | 340 | 340 1/2 | 341 | 341 1/2 | 342 | 342 1/2 | 343 | 343 1/2 | 344 | 344 1/2 | 345 | 345 1/2 | 346 | 346 1/2 | 347 | 347 1/2 | 348 | 348 1/2 | 349 | 349 1/2 | 350 | 350 1/2 | 351 | 351 1/2 | 352 | 352 1/2 | 353 | 353 1/2 | 354 | 354 1/2 | 355 | 355 1/2 | 356 | 356 1/2 | 357 | 357 1/2 | 358 | 358 1/2 | 359 | 359 1/2 | 360 | 360 1/2 | 361 | 361 1/2 | 362 | 362 1/2 | 363 | 363 1/2 | 364 | 364 1/2 | 365 | 365 1/2 | 366 | 366 1/2 | 367 | 367 1/2 | 368 | 368 1/2 | 369 | 369 1/2 | 370 | 370 1/2 | 371 | 371 1/2 | 372 | 372 1/2 | 373 | 373 1/2 | 374 | 374 1/2 | 375 | 375 1/2 | 376 | 376 1/2 | 377 | 377 1/2 | 378 | 378 1/2 | 379 | 379 1/2 | 380 | 380 1/2 | 381 | 381 1/2 | 382 | 382 1/2 | 383 | 383 1/2 | 384 | 384 1/2 | 385 | 385 1/2 | 386 | 386 1/2 | 387 | 387 1/2 | 388 | 388 1/2 | 389 | 389 1/2 | 390 | 390 1/2 | 391 | 391 1/2 | 392 | 392 1/2 | 393 | 393 1/2 | 394 | 394 1/2 | 395 | 395 1/2 | 396 | 396 1/2 | 397 | 397 1/2 | 398 | 398 1/2 | 399 | 399 1/2 | 400 | 400 1/2 | 401 | 401 1/2 | 402 | 402 1/2 | 403 | 403 1/2 | 404 | 404 1/2 | 405 | 405 1/2 | 406 | 406 1/2 | 407 | 407 1/2 | 408 | 408 1/2 | 409 | 409 1/2 | 410 | 410 1/2 | 411 | 411 1/2 | 412 | 412 1/2 | 413 | 413 1/2 | 414 | 414 1/2 | 415 | 415 1/2 | 416 | 416 1/2 | 417 | 417 1/2 | 418 | 418 1/2 | 419 | 419 1/2 | 420 | 420 1/2 | 421 | 421 1/2 | 422 | 422 1/2 | 423 | 423 1/2 | 424 | 424 1/2 | 425 | 425 1/2 | 426 | 426 1/2 | 427 | 427 1/2 | 428 | 428 1/2 | 429 | 429 1/2 | 430 | 430 1/2 | 431 | 431 1/2 | 432 | 432 1/2 | 433 | 433 1/2 | 434 | 434 1/2 | 435 | 435 1/2 | 436 | 436 1/2 | 437 | 437 1/2 | 438 | 438 1/2 | 439 | 439 1/2 | 440 | 440 1/2 | 441 | 441 1/2 | 442 | 442 1/2 | 443 | 443 1/2 | 444 | 444 1/2 | 445 | 445 1/2 | 446 | 446 1/2 | 447 | 447 1/2 | 448 | 448 1/2 | 449 | 449 1/2 | 450 | 450 1/2 | 451 | 451 1/2 | 452 | 452 1/2 | 453 | 453 1/2 | 454 | 454 1/2 | 455 | 455 1/2 | 456 | 456 1/2 | 457 | 457 1/2 | 458 | 458 1/2 | 459 | 459 1/2 | 460 | 460 1/2 | 461 | 461 1/2 | 462 | 462 1/2 | 463 | 463 1/2 | 464 | 464 1/2 | 465 | 465 1/2 | 466 | 466 1/2 | 467 | 467 1/2 | 468 | 468 1/2 | 469 | 469 1/2 | 470 | 470 1/2 | 471 | 471 1/2 | 472 | 472 1/2 | 473 | 473 1/2 | 474 | 474 1/2 | 475 | 475 1/2 | 476 | 476 1/2 | 477 | 477 1/2 | 478 | 478 1/2 | 479 | 479 1/2 | 480 | 480 1/2 | 481 | 481 1/2 | 482 | 482 1/2 | 483 | 483 1/2 | 484 | 484 1/2 | 485 | 485 1/2 | 486 | 486 1/2 | 487 | 487 1/2 | 488 | 488 1/2 | 489 | 489 1/2 | 490 | 490 1/2 | 491 | 491 1/2 | 492 | 492 1/2 | 493 | 493 1/2 | 494 | 494 1/2 | 495 | 495 1/2 | 496 | 496 1/2 | 497 | 497 1/2 | 498 | 498 1/2 | 499 | 499 1/2 | 500 | 500 1/2 | 501 | 501 1/2 | 502 | 502 1/2 | 503 | 503 1/2 | 504 | 504 1/2 | 505 | 505 1/2 | 506 | 506 1/2 | 507 | 507 1/2 | 508 | 508 1/2 | 509 | 509 1/2 | 510 | 510 1/2 | 511 | 511 1/2 | 512 | 512 1/2 | 513 | 513 1/2 | 514 | 514 1/2 | 515 | 515 1/2 | 516 | 516 1/2 | 517 | 517 1/2 | 518 | 518 1/2 | 519 | 519 1/2 | 520 | 520 1/2 | 521 | 521 1/2 | 522 | 522 1/2 | 523 | 523 1/2 | 524 | 524 1/2 | 525 | 525 1/2 | 526 | 526 1/2 | 527 | 527 1/2 | 528 | 528 1/2 | 529 | 529 1/2 | 530 | 530 1/2 | 531 | 531 1/2 | 532 | 532 1/2 | 533 | 533 1/2 | 534 | 534 1/2 | 535 | 535 1/2 | 536 | 536 1/2 | 537 | 537 1/2 | 538 | 538 1/2 | 539 | 539 1/2 | 540 | 540 1/2 | 541 | 541 1/2 | 542 | 542 1/2 | 543 | 543 1/2 | 544 | 544 1/2 | 545 | 545 1/2 | 546 | 546 1/2 | 547 | 547 1/2 | 548 | 548 1/2 | 549 | 549 1/2 | 550 | 550 1/2 | 551 | 551 1/2 | 552 | 552 1/2 | 553 | 553 1/2 | 554 | 554 1/2 | 555 | 555 1/2 | 556 | 556 1/2 | 557 | 557 1/2 | 558 | 558 1/2 | 559 | 559 1/2 | 560 | 560 1/2 | 561 | 561 1/2 | 562 | 562 1/2 | 563 | 563 1/2 | 564 | 564 1/2 | 565 | 565 1/2 | 566 | 566 1/2 | 567 | 567 1/2 | 568 | 568 1/2 | 569 | 569 1/2 | 570 | 570 1/2 | 571 | 571 1/2 | 572 | 572 1/2 | 573 | 573 1/2 | 574 | 574 1/2 | 575 | 575 1/2 | 576 | 576 1/2 | 577 | 57 |
|----------|------|---|-------|---|-------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|----|--------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|-----|----|

TRANSPORTS

Pas de paquebots français pendant trois mois sur les lignes d'Afrique du Nord

De notre correspondant

Marseille. — La mise en service en juin 1980 par la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (S.N.C.M.), au départ de Marseille, d'un nouveau paquebot, le *Liberté*, qui desservira la Tunisie et l'Algérie et pourra faire des croisières, est annoncée par la compagnie comme « un événement national ».

Liberté, (141 mètres de long), offrira des places couchées à mille quatre-vingt passagers quelle que soit la classe choisie, et embarquera quatre cent quarante voitures. Il prend la relève de *Roussillon*, seul car-ferrieur français desservant l'Algérie et la Tunisie en service depuis mars 1979, qui vient d'être vendu à un armement grec. Mais cet acheteur désire disposer du navire dès le mois de mars afin de préparer sa saison touristique. En conséquence, en attendant la mise en service de *Liberté*, il y aura plus de liaisons maritimes sous pavillon français durant trois mois (mars, avril, mai) entre Marseille et Alger et entre Marseille et Tunis.

Les officiers de *Roussillon* se sont saisis de cette interruption du service. « Pour éviter l'obsolescence pendant plusieurs mois de nos lignes traditionnelles, disent-ils, il suffirait à notre compagnie de réarmer *Corse* ou *Comité-de-Nice*, qui sont « à la chaîne » et d'affecter un de ces navires aux traversées diurnes pour la liaison continent-corse. D'autre part, on pourrait affecter *Provence* à la desserte hivernale de l'Afrique du Nord, en attendant la mise en service de *Liberté* en juin. »

La direction de la S.N.C.M. rétorque : « La suspension consécutive de la desserte des lignes par notre compagnie n'a pas de conséquences préjudiciables pour les usagers, étant donné que le

nombre des dessertes offertes par les compagnies de navigation algérienne et tunisienne, en cette période de l'année, est suffisant pour satisfaire la demande de transport. » Pour ce qui concerne la position commerciale de la S.N.C.M., ajoute-t-on, cette suspension provisoire est également sans effet étant donné la confiance réciproque existant entre l'armement français, d'une part, et les armements algérien et tunisien, d'autre part, ainsi qu'en raison de l'annonce prochaine de l'entrée en service de *Liberté* largement diffusée des deux côtés de la Méditerranée. Au contraire, le retrait de *Provence* des lignes de Corse en traversée de nuit et son remplacement par *Corse* ou *Comité-de-Nice* qui sont équipés pour les voyages de jour, aurait entraîné des perturbations graves pour les usagers de ces lignes. »

JEAN CONTRUCCI.

● Le capitaine du *Salem* sera extradité du Sénégal. — Le capitaine et le chef mécanicien du grand pétrolier libérien *Salem*, qui avait coulé, le 17 janvier au large du Sénégal après avoir livré sa cargaison, secrètement, en Afrique du Sud, seront extradés, le 7 mars, du Sénégal au Libéria, et comparaitront devant le tribunal la semaine prochaine, a annoncé le ministre libérien de la justice, M. Joseph Cheson. Les deux hommes seront poursuivis sous trois chefs d'accusation : falsification de documents, vol et vente de la cargaison, et destruction du navire. — (A.F.P.)

UTILISATEURS DE LA CARTE ORANGE ET S.N.C.F. DEVANT LA JUSTICE

Le tribunal de grande instance de Paris se saisira le lundi 14 avril au lieu de ce vendredi 7 mars, de l'assignation en référé déposée contre la S.N.C.F. par l'Union nationale des transports en commun de l'Ile-de-France et 2581 usagers (le Monde du 29 février). Ceux-ci réclament à la société nationale le remboursement partiel du coupon mensuel de janvier de leur carte orange, coupon payé d'avance mais qu'ils n'ont pu utiliser du fait des mouvements de grève. La S.N.C.F. prétend pour sa part que les utilisateurs de la carte orange peuvent, en cas d'arrêt des trains, utiliser d'autres modes de transport : le métro ou les autobus de banlieue.

● Au conseil d'administration d'Air France. — M. Christian d'Audoubert, ambassadeur, chef de la délégation permanente de la France à l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), vient d'être nommé, jusqu'au 31 décembre 1982, membre du conseil d'administration d'Air France, en qualité de fonctionnaire désigné par le premier ministre.

URBANISME

M. D'ORNANO REFUSE D'ACCORDER UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LA RÉNOVATION DU CENTRE DE SÈVRES

Une délégation de la municipalité de Sèvres (Hauts-de-Seine) conduite par son maire, M. Roger Fajmyberg (P.C.), a été reçue le mardi 4 mars par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. L'accord n'a pu se faire sur une participation financière de l'Etat en déficit évalué à 93 millions de francs, dans l'opération de rénovation du centre de Sèvres (le Monde du 14 février). Le ministre a maintenu son refus d'une subvention globale d'équilibre, expliquant que cette opération avait été prévue « avec un bilan primitivement équilibré et sans participation de l'Etat ». Les élus de Sèvres récusent cet argument. Selon eux, le projet, établi il y a plus de vingt ans, a été revu en 1977 et subventionné par l'Etat. Ils affirment aussi que le préfet leur avait, à ce moment, promis une participation de l'Etat et du département.

M. d'Ornano a également confirmé que la ville pouvait solliciter des subventions spécifiques pour, par exemple, les aménagements d'espaces verts pionniers, la construction de logements sociaux ou d'équipements publics. M. Fajmyberg ne se satisfait pas de ces promesses. Il estime que « le ministre, au mépris des retombées concernant les finances locales et la charge fiscale, continue de pénaliser la ville de Sèvres ». Il a convoqué le conseil municipal en session extraordinaire le lundi 17 mars, à 20 h. 45.

ENVIRONNEMENT

DEUX DÉFAITES POUR LES ÉCOLOGISTES DANS LA BASSE-LOIRE

Le tribunal administratif autorise les travaux de remblaiement de l'estuaire

De notre correspondant

Nantes. — Le tribunal administratif de Nantes a rejeté, dans un jugement prononcé le 6 mars, les recours introduits par la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.). Cette société réclamait l'annulation des décisions du préfet des Pays de la Loire relatives à des travaux de remblaiement des berges et des îles dans l'estuaire du fleuve, ces opérations étant liées à l'approfondissement du chenal de navigation afin de permettre la remontée des gros navires jusqu'au terminal méthanier de Montoir, qui sera mis en service dans quelques mois. La S.E.P.N.B. faisait valoir que ces travaux n'avaient pas été précédés des indispensables études d'impact prévues par la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature (le Monde du 11 janvier).

Les travaux contestés par la S.E.P.N.B. font partie d'un vaste programme d'aménagement qui consiste à utiliser les matériaux provenant du creusement du chenal (50 millions de mètres cubes) pour remblayer les berges et en faire des terre-pleins et des zones industrielles. L'association des écologistes estime que ces remblaisements porteront atteinte au milieu naturel. Elle a notamment fait valoir qu'ils entraîneront la stérilisation de centaines d'hectares sur deux zones, où est prévu le dépôt de 5 millions de mètres cubes de sédiments, ce qui aura pour effet de réduire de 7 mètres sur une longueur de 3 kilomètres,

un banc de sable, actuellement recouvert à la marée haute. Les arguments des écologistes ont été longuement développés à Nantes lors de l'enquête à la barre » décidée par le tribunal administratif. Mais ils n'ont pas convaincu le tribunal qui, dans ses attendus, a estimé que la S.E.P.N.B. n'avait pas « démontré que les travaux de remblaiement litigieux portaient atteinte au milieu naturel de l'estuaire de la Loire ».

Pour ce qui est de l'étude d'impact, le tribunal a jugé qu'elle n'était pas indispensable en l'espèce. La loi du 10 juillet 1976, qui la prescrit, n'est entrée en vigueur que le 1^{er} janvier 1978 pour ce qui concerne les dispositions relatives à la protection de la nature. Or, fait remarquer le tribunal, les deux chantiers contestés font partie d'un vaste programme d'aménagement dont l'avant-projet a été soumis le 28 janvier 1977 par le Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire au ministre des transports. Le ministre a donné son approbation définitive sur le coût des travaux le 20 novembre 1977. Le tribunal s'est plu à cette occasion à rappeler que les travaux portuaires contestés entraient dans la catégorie des investissements de modernisation, prévus dans le code des ports maritimes, pour lesquels l'Etat participe à la dépense totale dans la proportion de 80 %.

JEAN-CLAUDE MURGALE.

Le préfet donne le feu vert pour l'extension de la centrale de Cordemais

De notre correspondant

Nantes. — L'E.D.F. a obtenu jeudi 6 mars l'autorisation du préfet de Loire-Atlantique de construire deux nouvelles tranches de 900 mégawatts chacune dans la centrale thermique (alimentée au charbon) de Cordemais (le Monde du 6 mars). Rien ne s'oppose donc plus au démarrage d'un très important chantier dont le coût est évalué à 2,5 milliards de francs. Les travaux doivent commencer par la démolition des fondations de béton initialement prévues pour supporter deux tranches fonctionnant au fuel. Ils avaient été arrêtés au début du mois de février dans l'attente du permis de construire.

Selon le projet de l'E.D.F., les deux nouvelles tranches pulseront directement leur eau dans la Loire, à raison de 125 mètres-cubes par seconde qu'elles rejeteront dans un canal de décharge réchauffée de huit degrés. Or, dans une récente déclaration à la presse, M. Thierry Chambois, directeur de la prévention des pollutions au ministère de l'environnement, et du cadre de vie, indiquait que ses services avaient demandé à l'E.D.F. de fournir avant le 15 avril une étude envisageant l'édification d'une tour de refroidissement. Grâce à ce système, adopté par la plupart des centrales situées sur le bord d'un cours d'eau, les inconvénients écologiques du réchauffement peuvent être éliminés en grande partie.

Le préfet de Loire-Atlantique n'attend la remise de cette étude pour accorder le permis de

construire. L'établissement public affirme que la construction d'une tour de refroidissement exigerait l'acquisition de terrains adjacents au site et qu'il faudrait donc se plier à la procédure d'une enquête d'utilité publique. Selon l'E.D.F., cette procédure repousserait d'au moins dix-huit mois le calendrier de la construction, ce qui rendrait impossible la mise en service des deux tranches au cours de l'hiver 1980, époque à laquelle l'établissement public affirme en avoir un impératif besoin. — J.-C. M.

Tourisme

● Le décollage de *Méridien*. — Après plusieurs années « noires », la chaîne hôtelière *Méridien*, filiale de la compagnie Air France, confirme son redressement. M. Henri Marescot, son président-directeur général, annonce une hausse de 25 % du chiffre d'affaires 1979 qui atteint 900 millions de francs ainsi qu'un doublement du bénéfice consolidé, qui passe de 8 millions de francs, en 1978, à 18 millions au cours du dernier exercice.

La diversification géographique des implantations des hôtels *Méridien* est à l'origine de ces bons résultats. Elle sera donc continuée, notamment aux Etats-Unis où des ouvertures sont prévues à Boston, Houston et New-York.

M. SEGUY BATTEZ-VOUS AVEC NOUS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

M. Seguy, vous vous battez. Les salariés se battent. Pour vivre mieux. Pres des deux tiers des conflits actuels ont comme thème dominant l'amélioration des conditions de travail.

Ne plus suffoquer en été ou geler en hiver, se libérer d'une atmosphère rendue irrespirable par la poussière, les gaz, les odeurs, refuser de subir des variations de température épuisantes, être assuré d'une réelle sécurité sont, parmi d'autres, autant d'exigences revendiquées dans les ateliers. Cette lutte est celle du droit à travailler dans des conditions agréables.

Ce progrès social est rendu possible par le progrès technique. La ventilation industrielle peut vous aider à répondre à ces exigences. Un système de venti-

lation Colt maîtrise les masses d'air chaud ou froid, aspire les poussières et les gaz, protège de l'échauffement de certains équipements, assurant la stabilité d'une température idéale, et rendant à l'atmosphère sa qualité.

Le bilan est net. Les risques de maladies, de fatigue, de tension nerveuse et d'accidents du travail diminuent considérablement. La sécurité s'accroît, la pénibilité du travail diminue.

Bien sûr, Colt ne prétend pas régler tous vos problèmes, et sait que vous menez d'autres combats, mais Colt peut apporter une contribution à vos luttes. En effet, Colt améliore la qualité de l'emploi, mais défend également l'outil de travail : en cas d'incendie, ses systèmes de ventilation assurent une évacuation immé-

diate et rapide de la chaleur et des fumées. Conséquence : grâce à une meilleure visibilité, l'intervention sur les lieux mêmes du sinistre est d'autant plus efficace. Le feu est circonscrit plus facilement, le personnel est mieux protégé, l'outil de travail et le capital industriel sont mieux préservés aidant ainsi à garantir l'emploi de demain.

La technique Colt adaptée à chaque cas, l'expérience Colt, fruit de 65 000 installations, s'ajoutent à l'exigence des salariés pour vivre mieux.

Oui, Monsieur Seguy, il est des combats pour lesquels nous pourrions nous unir.

COLT. La ventilation industrielle.

Nous améliorons les conditions de travail.

Colt International S.A.
Rue Charles Ravel - Z.I. - 51000 Châlons-sur-Marne
Tél. (26) 64 12 68 - Télex 830 882 F

CONJONCTURE

En 1979

Le déficit budgétaire de l'Etat atteint 37,46 milliards de francs

Le déficit budgétaire de l'Etat a atteint 37,46 milliards de francs en 1979, soit une augmentation de 1,5 milliard par rapport à 1978. Ce chiffre, qui inclut le déficit des collectivités locales, est le résultat d'une dégradation de la situation économique et financière de l'Etat. Les dépenses ont augmenté de 1,2 milliard, tandis que les recettes ont diminué de 0,3 milliard. Le déficit des collectivités locales a également augmenté, passant de 1,2 milliard à 1,5 milliard. Le déficit de l'Etat proprement dit a donc augmenté de 1,2 milliard, passant de 36,26 à 37,46 milliards de francs. Cette dégradation de la situation budgétaire s'explique par une augmentation des dépenses de fonctionnement, de l'investissement et de la dette, ainsi que par une diminution des recettes fiscales et sociales. Le gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour réduire le déficit, mais il n'a pas précisé les modalités de ces mesures.

M. BATTEZ-VOUS POUR LA PRO DES EN

M. Seguy, vous vous battez. Les salariés se battent. Pour vivre mieux. Pres des deux tiers des conflits actuels ont comme thème dominant l'amélioration des conditions de travail.

Ne plus suffoquer en été ou geler en hiver, se libérer d'une atmosphère rendue irrespirable par la poussière, les gaz, les odeurs, refuser de subir des variations de température épuisantes, être assuré d'une réelle sécurité sont, parmi d'autres, autant d'exigences revendiquées dans les ateliers. Cette lutte est celle du droit à travailler dans des conditions agréables.

Ce progrès social est rendu possible par le progrès technique. La ventilation industrielle peut vous aider à répondre à ces exigences. Un système de venti-

COLT. La ventilation industrielle.

Nous améliorons les conditions de travail.

Colt International S.A.
Rue Charles Ravel - Z.I. - 51000 Châlons-sur-Marne
Tél. (26) 64 12 68 - Télex 830 882 F

هكذا من الأصل

CONJONCTURE

En 1979

Le déficit budgétaire de l'État a atteint 37,46 milliards de francs

Le déficit du budget pour l'année 1979 s'est établi à 37,46 milliards de francs, contre 34,8 milliards de francs en 1978, et a été ainsi dans la fourchette qui avait été annoncée par le gouvernement, a indiqué jeudi 6 mars à Paris M. Maurice Papon, ministre du budget. Ces 37,46 milliards de francs représentent 1,77 % de la production intérieure brute aux prix courants, contre 1,85 % en 1978, ce qui, selon le

ministre, témoigne « de la rigueur de la gestion publique ». Par ailleurs, le ministre a annoncé que, pour une progression de 6 % du nombre des contrôles fiscaux (72 235 vérifications), le montant, en valeur, des pénalités et redressements avait augmenté de 17 % à 10,18 milliards de francs. Les contrôles ont porté plus particulièrement sur la « grosse » fraude, la tâche des contrôleurs étant allégée par la multiplication des centres de gestion agréés (394) et des associations agréées (184) regroupant des membres des professions libérales et des commerçants.

M. MÉO (R.P.R.) CONTESTE LA DÉCLARATION DE M. BARRE SUR L'EMPLOI

M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., a indiqué, jeudi matin 6 mars, à propos de l'interview de Raymond Barre à Sud-Ouest : « Le premier ministre déclare : « La France est le pays d'Europe où les créations d'emplois ont été les plus importantes au cours de ces dernières années ». Or, selon les statistiques publiées par l'O.C.D.E., concernant la population active civile occupée, l'emploi a évolué de la manière suivante entre le quatrième trimestre 1976 et le dernier chiffre communiqué concernant l'année 1979 : France + 0,5 % ; Allemagne + 1,3 % ; Royaume-Uni + 1,5 % ; Italie + 6,1 % ; États-Unis + 10,2 % ; Japon + 3,8 %.

Comme en 1978, M. Papon se félicite de la justesse de ses prévisions et de la rigueur de la gestion publique. Il faut donc rappeler que, lors du vote du budget de 1979, le déficit prévisible avait été fixé à 34,1 milliards de francs. Un déficit de 37,46 milliards de francs, le dérapage en cours d'année a été de 3,36 %. Qu'aurait-il été sans « signaux » ? Il est vrai qu'en 1979 le dérapage avait été plus encore : de 3,14 %, le déficit passait de 34,1 milliards de francs à 37,24 milliards de francs en cours d'année. En se trompant un peu moins, le gouvernement fait donc, comme dit M. Papon, des progrès... — F.B.

L'économie néerlandaise en 1980 : ralentissement de la croissance et accélération de l'inflation prévoit l'O.C.D.E.

L'année 1980 se traduira pour les Néerlandais par un net ralentissement de leur croissance économique et l'accélération de l'inflation, indiquent les experts de l'O.C.D.E. dans leur étude sur les Pays-Bas. Selon les experts du château de la Muette, la croissance de la production intérieure brute sera inférieure à 1 % (3 % en 1979) et l'inflation atteindra 7 % (4,5 % l'année dernière) avec une pointe en milieu d'année. De plus, le déficit des paiements courants restera stable à 1,5 milliard de dollars, tandis que le taux de chômage passera à 5,5 % contre 5,2 % fin 1979.

Les effets de la hausse des prix du pétrole sur les partenaires commerciaux des Pays-Bas sont que les perspectives d'accroissement des exportations néerlandaises, qui étaient de 5,5 % pour 1980, il y a six mois, ont dû être réduites à 3 %. La demande intérieure progresse de moins de 0,5 % en raison de la stagnation de la consommation privée et d'une faible progression de la demande publique.

Enfin, a-t-il été indiqué, l'émission de chèques non barrés, donc endossables au porteur, a fortement diminué à la suite de la mise en vigueur de la nouvelle législation, ce qui restreint les possibilités d'évasion fiscale.

que à moyen terme. En effet, estime l'Organisation, les Pays-Bas sont mieux placés que les autres pays pour éviter que la hausse des prix du pétrole ne se traduise par une baisse de la demande. De plus, le relèvement des prix du gaz contribuera à restaurer les termes de l'échange du pays dans les dix-huit prochains mois.

L'O.C.D.E. souligne l'importance du déficit du secteur public aux Pays-Bas, qui atteindra 7 % du revenu national en 1980, et estime qu'il serait préférable de diminuer les dépenses publiques afin de permettre une augmentation ultérieure du pouvoir d'achat. Celui-ci diminuera en effet de 1 % en 1980, selon les prévisions de l'O.C.D.E. L'Organisation conseille également que la politique des revenus crée un écart de salaire plus favorable au secteur industriel, ce qui faciliterait l'ajustement sur le marché du travail aux besoins de l'industrie. De même, une réduction des dépenses sociales pourrait aider au développement d'offres d'emplois industriels.

La Commission européenne actualise ses prévisions

- RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DES « NEUF » EN 1980 (+ 1,2 %)
- AGGRAVATION DU CHOMAGE ET DE L'INFLATION (11,3 %)

Bruxelles. — La Commission européenne, dans un rapport sur la situation économique dans la Communauté qu'elle vient de transmettre aux gouvernements membres, a révisé en baisse ses prévisions pour 1980. Les modifications sont introduites pour tenir compte des récentes hausses du prix du pétrole.

La correction la plus spectaculaire concerne le déficit de la balance des paiements courants. En novembre, les services bruxellois prévoyaient un déficit global pour la C.E.E. de 4 milliards d'ECU ; ils croient maintenant que le déséquilibre atteindra plus du triple : 14 milliards d'ECU. Ils ont révisé également à la hausse de deux points leurs prévisions concernant l'augmentation moyenne des prix dans la Communauté (de 9,5 % à 11,3 %). En revanche, ils tablent désormais sur une croissance moyenne du P.N.B. de seulement 1,2 %, alors qu'ils espéraient encore 2 % voici quatre mois.

● Croissance du P.N.B. : + 1,2 % pour la C.E.E. au lieu de 3,3 % en 1979. Les moins mauvaises performances seraient obtenues par l'Allemagne et par la France (+ 2,1 % chacune), les plus mauvaises par le Danemark (- 0,3 %) et le Royaume-Uni (- 2,5 %).

● Inflation : + 11,3 % pour la Communauté. C'est l'Allemagne (+ 5 %) et les pays du Bénélux (entre + 6,5 % et + 6,9 %) qui réussiraient le mieux à maîtriser la hausse des prix, l'Italie

(+ 17,1 %) et le Royaume-Uni (+ 18,9 %) le moins bien. La France, avec une hausse de 12,1 %, fera plus mal que la moyenne communautaire.

● Emploi : Le taux de chômage dans la Communauté progresserait de manière sensible : 6,4 % de la population active en 1980 contre 5,8 % l'année précédente. Le taux record serait atteint en Belgique avec 9,2 % de la population active, en Italie 8,5 %, et en Irlande 7,8 %. Mise à part la remarquable performance du Luxembourg (0,9 %), c'est en R.F.A. que les résultats seraient les meilleurs (3,5 %). Les prévisions pour la France (6,9 %) au lieu de 6,1 % en 1979) sont la encore plus mauvaises que la moyenne communautaire.

● Balance des paiements courants : c'est le poste qui connaît une prévision à l'autre la dégradation la plus spectaculaire. Les experts bruxellois prévoient pour la Communauté un déficit de 14,3 milliards d'ECU (1), soit 8,4 milliards de francs, contre 5,1 milliards en 1979 (23,6 milliards de francs) et un excédent de 13,4 milliards d'ECU en 1978 (+ 2,3 milliards de francs). Ils tablent sur un déficit de 6,9 milliards d'ECU en R.F.A. contre 2,7 milliards en 1979, et un excédent de 7,4 milliards en 1978. Par rapport aux résultats indiqués pour le Royaume-Uni (- 2,3 milliards), le Danemark (- 2,3 milliards) et la Belgique (- 2,3 milliards), la France, dont le solde devient légèrement négatif (- 0,1 milliard), se situerait plutôt ici dans les meilleurs de la classe, devancée seulement par l'Italie, qui maintiendrait une balance de paiements courants excédentaire de 1,3 milliard d'ECU — et le Luxembourg (+ 0,4 milliard d'ECU). — Ph. L.

(1) 1 ECU = 5,80 F environ.

● Malgré le pétrole de la mer du Nord, la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 3,4 milliards de livres (22,5 milliards de francs) à comparer à un excédent de 332 millions de livres en 1978.

● La balance commerciale ouest-allemande a enregistré un excédent de 0,3 milliard de deutschemarks en janvier, contre 2,1 milliards en janvier 1979. Les importations se sont élevées à 27 628 millions et les exportations à 27 970 millions. Le déficit de la balance des opérations courantes atteint, quant à lui, 2,2 milliards de deutschemarks, alors que, un an auparavant, cette balance était équilibrée.

MONNAIES

FERMETÉ DU DOLLAR BAISSÉ DE L'OR

Le dollar s'est montré encore très ferme vendredi matin 7 mars sur les marchés des changes en raison de la flambée des taux d'intérêts américains, mais sans progresser sur les cours de la veille, avec, même, un léger recul sur les plus hautes valeurs atteintes jeudi 6 en fin d'après-midi, à la faveur de la remise des otages américains au conseil de la révolution iranien. A la veille du week-end, il s'établissait à 2,055 F à Paris contre 4,21 F et à 1,999 DM à Francfort contre 1,799 DM.

Les opérateurs s'attendaient moins nerveux que les jours précédents, d'autant que la hausse des taux d'intérêt mondiaux, très vive encore jeudi, s'est sensiblement ralentie vendredi. Le taux d'intérêt sur l'encours de six mois n'est quand même élevé à 18,5 %, rejoignant les taux pratiqués sur l'encours de trois mois, ce qui déprime la monnaie britannique.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes a nettement chuté, revenant de 394 dollars à 382 dollars.

M. MITTERRAND : si la volonté politique existe, la réforme se fera.

Dans l'interview à l'Expansion que nous analysons d'autre part (voir page 16), M. Mitterrand évoque la nécessité d'un système monétaire international stable. « L'idée du système européen (S.M.E.) est bonne, dit-il, car l'organisation mondiale devra s'appuyer sur des ententes régionales. Mais, pour la France, il faut prendre garde à ne pas substituer une zone mark à la zone dollar. La mise en œuvre du S.M.E. est à cet égard critiquable. Quant au système futur, les droits de change spécial (D.T.S.), c'est intéressant, encore que la méthode retenue accroisse les privilèges des pays riches, détenteurs d'or, au détriment des autres et surtout du tiers-monde. » On peut imaginer, aussi, un panier de matières premières, notamment celles dont les pays du tiers-monde sont producteurs. On tiendra compte, enfin, du retour en force de l'or. C'est un combiné de ces différentes réformes qui conduira à l'équilibre. Si la volonté politique existe, les experts trouveront les mécanismes. Pour l'instant, rien ne se fait. »

M. CEYRAC BATTEZ-VOUS AVEC NOUS POUR AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES.

M. Ceyrac, vous vous battez. Les chefs d'entreprise se battent. Pour améliorer leur productivité dans une situation économique difficile. Et cette lutte commence par l'amélioration des conditions de travail.

Pourquoi ? Parce qu'améliorer les conditions de travail est un investissement très rentable et qui joue un rôle considérable sur la productivité. En effet, il y a un lien entre productivité et conditions de travail, entre conditions de travail et température, entre productivité et température. Chaque fois que la ventilation industrielle rétablit de bonnes conditions de travail, votre bilan s'améliore.

Il y a des faits et des chiffres qui le prouvent. Les accidents du travail par exemple : à partir de 20°, ils augmentent de plus de 4 % par degré supplémentaire, et à

32° le risque augmente de plus de 50 %. L'absentéisme pour cause de fatigue, de tensions nerveuses, de maladie progresse aussi avec la température. Quant à la productivité, sortie d'une plage de température idéale autour de 23°, chaque degré représente une chute de 2 %. A 33°, votre productivité a chuté de 20 %.

Mais en cas d'incendie, la chute de productivité est brutale. Cela a coûté plus de 2 milliards de francs à la nation en 1979, sans compter les drames du chômage, et les pertes de marchés, car deux entreprises sur trois font faillite dans les 2 ans après un sinistre.

Eh bien, les mêmes systèmes de ventilation Colt qui assurent un confort thermique, une ventilation garantissant les meilleures conditions de travail, vont évacuer automatiquement chaleur et fumée, limitant le sinistre,

facilitant l'intervention contre le feu. Colt est le leader mondial en ventilation industrielle. En Europe, 65 000 réalisations l'attestent.

Colt met gratuitement à votre disposition son Bureau d'Études qui regroupe l'expérience de plus de 100 ingénieurs et techniciens. Il vous conseillera la meilleure installation sur le plan technique et financier avec un rapport chiffré.

C'est cette expérience qui permet à Colt d'offrir sa double garantie. Celle du résultat : si les chiffres promis dans le rapport ne sont pas tenus, Colt prend à sa charge les frais pour que tout marche bien. Celle du matériel : il est garanti 10 ans.

Oui, M. Ceyrac, Colt améliore le bilan des entreprises : sur le plan humain, économie d'énergie, sécurité-incendie et productivité.

COLT. La ventilation industrielle.

Nous améliorons la productivité.
Colt International S.A.
Rue Charles Ravel - Z.I. - 51000 Châlons-sur-Marne
Tél. (26) 64 12 68 - Télex 830 882 F

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ISRAËL-PALESTINE : « Une certaine solitude », par Philippe de Saint-Robert ; « L'Amistad se prouve », par Ibrahim Souss ; « L'Écroulement », par Jacques Ellul ; « Écouter les prophètes », par Paul Giniéski.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
— CANADA : la débauche sur l'outonome de Québec.
— EL SALVADOR : le junte déclare l'état de siège.
4-5. ASIE
— La réunion ministérielle C.E.E.-ASEAN.
6. DIPLOMATIE
— Le voyage du président de la République française et la question polonaise.
7-13. LA JORDANIE APRÈS LES ACCORDS DE CAMP DAVID
14-15. AFRIQUE
— SOUDAN : la réconciliation nationale inachevée.

POLITIQUE

16. M. Mitterrand estime que le marxisme-léninisme n'est pas son temps.
17. Les travaux du Sénat.
18. « Moritania, l'île écorchée » (III), par Aloïse Rollot.
19. DÉFENSE

SOCIÉTÉ

20 et 22. JUSTICE : vifs incidents au procès des manifestants de Ploegh, le tribunal de Quimper suspend un avocat.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

23. En Grèce, c'est à l'actualité sur le mont Parnasse.
— Les nouveaux Cooquidors (III) : Mexique, une industrie en trompe-l'œil, par Georges Cazes.
— Vacances scolaires : le carton se dessine.
26-27. Académie par accident : les vacances à la carte.
28. À 29. Histoires : le jeu du tigre : philatélie, jeux.
30. ÉDUCATION : après les incidents à l'université de Vincennes, une interview de M. Pierre Merle.
31. SCIENCES
31. RELIGION

INFORMATIONS « SERVICES »

32. LA MAISON : sur quelle mousse s'assoier.

CULTURE

33. Académie française : l'élection de Marguerite Yourcenar et de Michel Droit.
34. CINÉMA : « Woyzeck » ; « L'Avare ».
38-39. FESTIVAL DU SON
— Espace sonore et style musical.
— Les parutions de la haute fidélité.

ÉCONOMIE

42. AFFAIRES : les prix des médicaments seront révisés en fonction des conditions économiques.
43. AGRICULTURE
43. SOCIAL : grève des mécaniciens ouvriers les 12 et 13 mars.
44. ENVIRONNEMENT
45. CONJONCTURE : le déficit budgétaire de l'État en 1979.
45-46. MARCHÉ COMMUN : les difficultés de la construction européenne.

RADIO-TELEVISION (37)
Annonces classées (40 et 41) ;
Carnet (41) ; Journal officiel (32) ;
Loto (34) ; Météorologie (35) ;
Mots croisés (36) ; Programmes spectacles (36-38) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1980 a été tiré à 591 624 exemplaires.

38, RUE VANEAU (7)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 10 h à 19 h
550-21-26 - 743-96-96

A B C D E F G

Naufrage d'un pétrolier de 28 000 tonnes au large de l'île de Batz Trente et un marins sauvés par les hélicoptères de la marine nationale

Un pétrolier, de nationalité malgache, le « Tanio », (28 000 tonnes de port en lourd), qui transportait 28 000 tonnes de fuel lourd, classé en catégorie 2 (1), entre Withelmshaven (Allemagne fédérale) et Civitavecchia (Italie), a fait naufrage, vendredi 7 mars dans la mer au large de l'île de Batz (Finistère). En début d'après-midi, la marine nationale indiquait que trente et un hommes d'équipage avaient pu être sauvés, mais il y avait encore cinq disparus. En outre, trois corps de marins morts, avaient été repêchés. Parmi les disparus, on comptait le commandant et le commandant en second, tous deux de nationalité française.

La sauvetage des trente et un marins par hélicoptères constitue un record mondial.

Alors que le temps au large de l'île de Batz était très mauvais (vent de 20 à 40 nœuds,

avec des rafales de 50 nœuds et des vagues importantes), les recherches se poursuivaient avec un avion « Bréguet Atlantic », deux hélicoptères « Super-Frelon », et un autre hélicoptère du type « Lynx ». Les marins s'étaient en deux groupes à peu près à la hauteur du château et une curie a été égarée. Les deux parties du navire étaient distantes, au début d'après-midi, de 2 à 3 kilomètres l'une de l'autre, et la partie avant s'était retournée. Une nappe de fuel, d'environ 2 milles nautiques de longueur (environ 3,5 kilomètres) sur 20 mètres de large, avait été repérée par les hélicoptères. De nombreux navires, chargés de produits pétroliers, ont appareillé de Brest pour combattre la nappe d'hydrocarbures.

(1) Il s'agit d'un hydrocarbure qui a déjà fait l'objet d'un raffinage.

MANIFESTATION DES FONCTIONNAIRES C.G.T.

Fonctionnaires de la marine nationale qui ont défilé, ce vendredi 7 mars, de la Bastille au Palais-Royal à Paris. Cette manifestation était organisée par l'Union générale des fonctionnaires C.G.T. dans le cadre de la grève de vingt-quatre heures déclenchée par ce seul syndicat pour « faire pression » sur les négociations salariales de 1980.

« C'est une véritable manifestation de 400 F pour tous et la défense du service public », déclarent les fonctionnaires de la marine nationale. Ils ont défilé avec la C.G.T. (1) ont été les slogans les plus scandés. Les six autres syndicats de fonctionnaires ne s'étaient pas associés à cette initiative et ont préféré d'autres formes d'action (« le Monde » du 7 mars). Le cortège, qui était précédé et suivi par d'importantes forces de police, s'est dispersé sans incidents vers 12 h 30.

« L'ancien président Richard Nixon a fait à Paris, le jeudi 6 mars une escale de vingt-quatre heures avant de s'enlever pour Abidjan à l'invitation du président Houphouët-Boigny. Il assistera à l'inauguration d'un terrain de golf dans le village natal de celui-ci. » (A.F.)

TRECA ÉPÉDA SIMMONS
Modèle TRECA
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente :
37 Av. de la République - Paris 11-
Métro Panteon - Parking assuré
Tél. 357.46.35
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

Burberrys
Imperméable forme raglan
polyester et coton 975 F
- 100 % popeline de coton
1 355 F
8, bd Malesherbes
Paris 8° - 266.13.01

LES SUITES DES INCIDENTS DU 23 MARS 1979 À PARIS

Un responsable de la C.G.T. est interpellé par la police

Les policiers de la brigade criminelle ont interpellé, vendredi matin 7 mars, à son domicile, M. Maurice Lourdez, membre de la direction de l'Union régionale C.G.T.-Ile-de-France. Une perquisition a eu lieu au domicile de M. Lourdez, qui était toujours entendu par les policiers, ce vendredi en début d'après-midi. Bien que les enquêteurs se refusent à donner toute information à ce sujet, il semble que cette interpellation soit en relation avec les suites judiciaires des incidents du 23 mars 1979, qui ont marqué la marche des sidérurgistes à Paris.

C'est sur commission rogatoire de M. L. de la C.G.T. que la brigade criminelle a interpellé M. Lourdez, le 4 mars (le Monde du 5 mars), et l'a interrogé longuement avant de le relâcher au terme d'une garde à vue de quarante-huit heures. Les policiers ont également entendu M. Lourdez et Simonon, qui ont été confrontés avec M. Abdallah, ainsi que d'autres employés de la société de gardiennage.

« Pour toutes raisons », ont déclaré M. Abdallah, qui, semblait-il, n'a pas été détenu par la police, mais en cause de sa dernière, mais, en l'absence de toute explication officielle, rien ne permet de l'affirmer.

« M. Lourdez, qui est un des principaux responsables de la coordination des services d'ordre de la C.G.T., avait été victime, le 8 mai 1979, d'un attentat. Ce jour-là, son automobile, qui se trouvait devant son domicile, rue des Lilas, à Mitry-Mory (Seine-et-Marne), avait explosé. Peu après cet attentat, un réseau d'éléments de la police, qui devait plus tard revendiquer l'assassinat de Pierre Goldman, revendiquait cette action (le Monde du 9 mai 1979). Le réseau en question affirmait avoir voulu « donner un avertissement » à la C.G.T. à la suite de « l'interpellation » par des syndicalistes, le 23 mars 1979, dans les rues de Paris, d'un responsable du C.G.T., M. Gérard Le Xuan, que la C.G.T. accusait d'avoir lancé des cailloux sur les CRS.

Après l'interpellation de M. Lourdez, la C.G.T. et l'Union régionale C.G.T.-Ile-de-France ont « émis une vigoureuse protestation » et manifesté « leur indignation ». Rappelant que dès le début de la manifestation, ils ont « nommé la provocation » elles déclarent : « Au lieu de prendre en compte les éléments de preuves fournis par la C.G.T., le ministre de la justice n'a eu que le rôle de faire poursuivre des innocents et, maintenant, de fournir l'occasion de faire interpellé un militant C.G.T. Rappelons que Maurice Lourdez a déjà été victime d'un attentat revendiqué par un groupe s'intitulant « Honneur à la police » et dont les auteurs n'ont, eux, jamais été interpellés. Nous n'accepterons pas qu'un honnête travailleur soit l'objet de mesures discriminatoires et d'intimidation qui n'ont rien à voir avec une recherche sérieuse de la vérité et des responsabilités encourues par les événements du 23 mars. »

« Le Groupement inter-ateliers (G.I.A.) du journal « le monde » déclare : « Les travailleurs du journal le Monde, ayant appris qu'un militant ouvrier venait d'être arrêté après une perquisition à son domicile, tiennent à protester énergiquement contre de tels procédés injustifiés et demandent sa libération immédiate. »

à vos mesures pour 1690F un costume en
SAXBURY fantaisie pure laine
garanti intiroissable
MARCEL BUR 138, Faubourg Saint Honoré

Aux portes du lycée de Chelles (Seine-et-Marne)

UNE « RATONNADE »

Qui sont-ils ? Armés de machettes de poche et de grenades lacrymogènes, une dizaine d'individus aux visages dissimulés par des foulards, attendaient, jeudi 6 mars à midi, les « Arabes » à la sortie du lycée polyvalent de Chelles (Seine-et-Marne) (1). Postés là dans une camionnette orange, sans numéro d'immatriculation, entre l'arrêt du bus et la barrière du marchand de frites, « l'action a été extrêmement rapide », raconte un lycéen. « J'ai tout de suite compris qu'ils n'en voulaient qu'aux Nord-Africains. Ils avaient d'énormes gourindes, enfin... ils m'ont paru énormes parce que j'avais peur. »

Pourtant, la cité scolaire de Chelles, qui fréquemment deux mille cinq cents élèves, construite depuis douze ans à l'écart de la ville, vit sans heurts. « Il n'y a pas, explique le censeur, d'antagonisme entre les Nord-Africains, plus nombreux au lycée d'enseignement professionnel (moins de 10 %) et les autres lycéens. » On ne signale aucune agression raciale par le passé : « Même au Courbevoie, dit un jeune élève, la cité où il y a quelques années des bandes adverses s'entredéchiraient, le racisme n'existe pas. »

Pour le commissaire principal de Chelles, la commande n'a pu que venir d'une autre ville : « Ici, la municipalité est communiste. Je n'ai jamais entendu parler de groupes d'extrême droite. » A la cité scolaire, on ne comprend pas davantage, et la violence a été si rapide et si inattendue qu'on a quelque mal à lui donner une signification. « Il y a eu, précise un élève, la semaine dernière, des bagages avec des croix celtiques. » Pour le responsable du SGEN-C.F.D.T. de l'établissement, il n'est pas question de laisser cette action sans riposte.

Reviendront-ils ? Ce coup de violence gratuit, insensé, apparaît plutôt comme une exaspération du racisme ambiant. « Aller casser de l'Arabe », comme on peut en bordée, et aux portes d'un lycée de préférence, parce qu'on y trouvera les pires de tous : les Arabes à qui on donna de l'instruction et qui ont un avenir.

CHRISTIAN COLOMBANI.

M. Jean-Dominique Fratoni a disparu

Un mandat d'amener avait été lancé contre le P.-D. G. du casino Ruhl de Nice

De notre correspondant régional

Nice. — Après une plainte pour fraude fiscale déposée par la direction des services fiscaux des Alpes-Maritimes, un mandat d'amener a été délivré par M. Michel Mallard, juge d'instruction au tribunal de Nice, contre M. Jean-Dominique Fratoni, P.-D. G. du casino Ruhl. Le magistrat avait pris cette décision sur réquisition du parquet il y a une quinzaine de jours. Depuis, M. Fratoni n'a pu être retrouvé à ses domiciles habituels à Nice et en Corse. Selon certaines rumeurs, il se trouverait à l'étranger. Si le mandat d'amener ne peut être exécuté, il sera transformé en mandat d'arrêt. Dans le cas où le P.-D. G. du Ruhl se présenterait devant le juge d'instruction, pour se voir signifier son inculpation, il pourrait être immédiatement placé sous mandat de dépôt.

Une peine d'emprisonnement de un an au moins à cinq ans au plus, et une amende de 3 000 à 2 500 000 francs.

M. Médécine « excédé »

Interrogé par l'A.F.P., M. Jacques Médécine, député (P.R.) des Alpes-Maritimes et maire de Nice, s'est déclaré « excédé par les campagnes de dramatisation autour de la ville ». « Cette affaire de casino, a-t-il estimé, est une affaire de caractère privé, que l'État laisse pourrir en ne faisant le complexe d'une justice pour le moins étrange. » Si Jean-Dominique Fratoni, le P.-D. G. du casino Ruhl, a été placé sous mandat d'amener, c'est parce qu'il a été trouvé en possession d'un chèque sans provision, comme l'a écrit l'Agence France Presse, qu'un tribunal avait acquitté.

GUY PORTE.

ici **L'ASIE**
Nous la connaissons si bien que nous avons créé pour vous notre
CENTRE D'INFORMATION
TOURISTIQUE
L'ASIE
DU SUD-EST

Nous avons la documentation, les guides (nouveau) : Thaïlande, les cartes et surtout un personnel compétent qui vous aidera à préparer et organiser vos voyages. Nous connaissons toutes les formules, des moins coûteuses aux plus luxueuses - voyages individuels - en groupes - d'affaires. Nous avons même une brochure de voyages à la carte.

PRIX (1) POUR VOYAGES DE 10 JOURS (avec prestations)

| | |
|---------|---------|
| BANGKOK | 5 690 F |
| BANGKOK | 1 090 F |
| CEYLAN | 4 200 F |
| INDE | 4 100 F |
| JAPON | 5 150 F |

CHARTERS à partir de
BANGKOK 7 650 F
CEYLAN 2 850 F
TOKYO 5 500 F
INDE 3 180 F
TOUR DU MONDE 5 890 F

(1) révisables selon hausses

PACIFIC HOLIDAYS
163, av. du Maine
75014 PARIS
Tél. 539.37.36
Métro Denfert-Rochereau

Veuillez adresser votre brochure
L'ASIE DE A à Z

Nom
Adresse
Code postal
Joindre 3,80 F en timbres
pour frais d'envoi

En Afghanistan
LES SOVIÉTIQUES
SE PRÉPARENT
À UNE OFFENSIVE GÉNÉRALE
AU PRINTEMPS
(Lire page 5.)

à vos mesures pour 1690F un costume en
SAXBURY fantaisie pure laine
garanti intiroissable
MARCEL BUR 138, Faubourg Saint Honoré

مكتبة الأصل

Un entretien
M. Cocard
le premier pas

En Afghanistan
LES SOVIÉTIQUES
SE PRÉPARENT
À UNE OFFENSIVE GÉNÉRALE
AU PRINTEMPS
(Lire page 5.)